

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,86 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 5,10 ; Côte d'Ivoire, 200 f. CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 60 pes. ; États-Unis, 35 c. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Israël, 55 s. ; Italie, 600 l. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 f. ; Portugal, 40 esc. ; Soudan, 200 f. CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 L. ; Tadjikistan, 100 t. ; Tchécoslovaquie, 20 s. ; Yémen, 200 r. ; Zambie, 20 kwacha.

Tarif des abonnements page 38
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 08
C. C. P. 6397-23 PARIS
Tél. Paris 63 0572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Washington et ses « vrais amis »

Avant même d'avoir défini une autre conception des rapports Est-Ouest et une politique européenne cohérente, les États-Unis de M. Reagan multiplient en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes les prises de position et les gestes conformes à leur nouvelle doctrine.

Il suffit de se rappeler les prestations spectaculaires du premier ambassadeur de M. Carter aux Nations unies, M. Andrew Young, un Noir Américain, embrassant plus ou moins officiellement la cause de tous les mouvements de libération et jetant l'anathème sur l'Afrique du Sud, pour saisir la portée du changement qu'entend apporter l'administration républicaine. Il s'agit désormais de rattraper le temps et le terrain perdus en soutenant le seul État capable de résister aux entreprises soviéto-cubaines dans la région. En clair, cela signifie la fin de la mise en quarantaine de l'Afrique du Sud, ou du moins un accommodement avec la ligne « modérée » de M. Botha. D'où la mise en vidence du plan de l'ONU sur la Namibie et la main tendue discrètement pour l'instant — aux rebelles de l'UNITA qui tiennent le maquis en Angola contre le gouvernement de Luanda, que n'a toujours pas reconnu Washington.

Evidemment, le rapprochement esquissé entre les États-Unis et l'Afrique du Sud provoque clameurs et protestations des gouvernements africains, « progressistes » ou démocratiques, en particulier du Nigeria, second fournisseur de pétrole des États-Unis. Le risque de « saignée » l'opinion et les dirigeants de l'Afrique noire a-t-il été suffisamment pesé ou bien n'est-on, dans la capitale américaine, qu'aux déclarations d'intentions pour voir jusqu'où peut se permettre d'aller un renversement complet de la politique suivie par M. Carter ? Aux États-Unis, l'Afrique du Sud n'a pas que des amis, et sous la pression des étudiants, plusieurs universités ont dû vendre les actions sud-africaines qu'elles avaient en portefeuille. Dans son ensemble, l'opinion est relativement peu informée des réalités africaines et, à moins d'improbables succès sur le terrain, M. Reagan aura du mal à tirer un bénéfice intérieur d'avoir défini sa place l'expansionnisme communiste.

Il n'en va pas tout à fait de même de l'Amérique du sud du rio Grande et des Caraïbes, où il est probable que toute défaite infligée à M. Castro — « loup-garou » de la région, dont l'annexion américaine n'ignore le nom — serait accueillie avec satisfaction au moins par une majorité des compatriotes de M. Reagan. Les premiers gestes de « dédication » des régimes chiliens et argentins — dont le président désigné, le général Viola, vient de faire une visite remarquée et fructueuse à Washington — ont plus qu'une valeur symbolique.

On s'achemine vers une « normalisation » complète des rapports entre les États américains et la démocratie latino-américaine, tandis que, malgré la cacophonie des déclarations sur le sujet, on continue à faire du Salvador un test de la volonté des États-Unis d'enrayer l'influence et l'infiltration cubaines. Des officiels du département d'État, puis le général Haig lui-même, ont même laissé entendre que l'hypothèse d'actions militaires contre Cuba n'était pas exclue, ce qui tendrait à prouver qu'il faut une vingtaine d'années pour que s'efface dans l'imaginaire le souvenir d'un désastre américain — en l'espèce celui du débarquement manqué de la baie des Cochons.

Rebondissement de la crise polonaise

Solidarité déclare « l'état de préparation à la grève générale » après les affrontements avec la milice de Bydgoszcz

La Pologne connaît un brusque regain de tension : pour protester contre les violences policières, qui ont fait, jeudi 19 mars, une vingtaine de blessés, à Bydgoszcz (à 300 kilomètres au nord-ouest de Varsovie), la direction de Solidarité a décrété, vendredi matin, l'état de préparation à la grève générale. Le président de la commission nationale de coordination de Solidarité demande, en outre, à tous ses adhérents de se préparer à accomplir, lundi prochain, dans une atmosphère de « sérieux et de responsabilité », les « tâches découlant de la situation ». Elle estime également que les violences de Bydgoszcz sont « une provocation évidente dirigée contre le gouvernement du général Jaruzelski » et que « ceux qui ont violé la paix sociale en seront tenus responsables devant le destin du pays ».

Les incidents de Bydgoszcz ont éclaté lorsque la milice et la police politique ont expulsé brutalement des membres de Solidarité de la préfecture : les syndicalistes, mécontents de la brève d'une séance de négociation avec les autorités locales, voulaient poursuivre les pourparlers et refusaient d'évacuer les locaux.

Ces violences ont eu lieu alors que la plupart des dirigeants polonais étaient absents de Varsovie. Dès jeudi soir, M. Lech Walesa, le chef de Solidarité, s'est rendu à Bydgoszcz, où la section locale du syndicat a décrété une grève de protestation de deux heures pour ce vendredi. A Varsovie, une commission d'experts, présidée par le vice-procureur général de Pologne, M. Józef Zyto, a été mise sur pied par le vice-premier ministre, M. Mieczysław Rakowski, chargé des relations avec les syndicats, pour mener une enquête « énergique » sur les « causes du conflit de Bydgoszcz ». Il a annoncé vendredi la radio polonaise. Le porte-parole du gouvernement a cependant déclaré que l'action de la milice de Bydgoszcz était « justifiée ».

Vendredi, en fin de matinée, le secrétaire à Gdansk du président de Solidarité annonçait que Lech Walesa avait différé son voyage en France, qui devait commencer dimanche 22 mars. Nous publions ci-dessous l'interview que le chef de Solidarité nous a accordée avant les incidents de Bydgoszcz et dans laquelle il affirme s'attendre à des « provocations ».

« Nous sommes prêts à de grandes provocations » nous déclare M. Walesa, qui diffère sa visite en France

« Depuis la naissance de Solidarité, ses relations avec le pouvoir n'ont été qu'une suite d'épreuves de force. Croyez-vous qu'il soit possible de mettre fin à cette situation permanente ? »

« Oui, la grève a été rude, inessante, mais ce n'est pas nous qui la soulevons. Elle nous avait été imposée par l'attitude des autorités, par leur incompréhension des conséquences à tirer de la signature des accords de Gdansk. Actuellement on dirait que les choses changent. Cela nous réjouit beaucoup, car dans cette période de répit du dialogue nous étions obligés de lutter sans cesse pour acquiescer à des choses possibles. Maintenant les temps sont autres. Nous sommes arrivés à signer de très nombreux accords et de dont il s'agit aujourd'hui, c'est de commencer à les réaliser. Pour cela il faut d'autres méthodes. Les problèmes qui restent à résoudre, il faut peut-être penser à les remettre à plus tard. »

« Mais à la base, dans la population, tout le monde ne semble pas être de cet avis... »

« Le passé pèse lourd et cette tendance à vouloir obtenir tout de suite ce qu'on veut dans la société. Mais ce que nous avons réussi à acquiescer jusqu'à maintenant, c'est déjà bien. Aujourd'hui il faut dire : assez ! »

« Vous voulez d'agir sans toujours être grande, mais les choses seront un peu différentes. »

« Comment arriver à faire accepter ce changement d'attitude ? »

« Ce qui s'est passé lundi dernier à Radom est une méthode. Des dates avaient été fixées pour une grève d'expression de deux heures puis pour une grève tout court. J'y suis allé et j'ai convaincu les gens qu'il fallait abandonner les grèves d'ordre politique des négociations allaient s'engager dès le lendemain avec les autorités. »

Propos recueillis par
BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

L'ensemble des Français et la plupart des hommes politiques ont-ils une vision d'une même manœuvre visant à ne pas comprendre la différence qui existe entre le président de la République et le candidat-citoyen ? C'est pourtant clair. Le candidat de la République et le président-citoyen sont deux êtres politiques distincts réunis dans

Citoyen-etc.

une seule et même personne. Il est donc tout à fait normal que le citoyen de la République porte la même nom que le candidat-président. Le contraire est tout aussi normal et la situation inverse parfaitement claire. On aurait même pu renverser les rôles que personne ne s'en serait aperçu.

CLAUDE-H. BUFFARD.

La politique étrangère dans la campagne

par MICHEL TATU

Une des surprises de cette campagne aura été de voir la politique étrangère jouer un rôle plus important que prévu. C'est même le domaine qui a donné lieu au premier — et jusqu'à présent au seul — « incident sérieux » de cette campagne, selon l'expression de M. Lecat. Une autre surprise est que la direction des attaques dans ce domaine et le sujet des polémiques ont complètement changé par rapport aux précédentes élections.

C'est la première fois. Il est vrai, depuis 1965 qu'un président sortant cherche sa réélection et

doit donc justifier ses actions d'une manière systématique : Georges Pompidou n'avait pas, en 1969, à rendre compte de tout ce qu'il avait fait de Gaulle, à justifier jusqu'à la dernière goutte son prédécesseur avait quitté l'OTAN ou avait retiré son soutien à Israël. M. Giscard d'Estaing, cinq ans plus tard, était encore plus libre pour traiter de la politique passée, puisqu'il se présentait comme un homme « neuf ».

Le seul point commun aux

trois situations est que la politique étrangère reste un domaine dans lequel des susceptibilités instinctives obscurcissent le débat. Les porte-parole de M. Giscard d'Estaing en ont donné un exemple en s'élevant, avec une belle indignation, contre le propos de « dénoncer » le « rétrograde », etc., de M. François Mitterrand sur « le salafisme de Varsovie ». Mais les candidats, dans leur ensemble, sacrifient aussi parfois à cette révérence ocoördée, par exemple lorsqu'ils s'interdisent de critiquer la politique française « sur un sol étranger » pendant leurs voyages. Déjà, on avait fait grief à Georges Pompidou d'avoir annoncé sa « disponibilité » pour la candidature au cours d'un entretien avec des journalistes à Rome. Comme si, à l'heure de l'aviation et de la communication instantanée, ces distinctions gardaient une grande importance.

En réalité, si la modération des propos est souhaitable et si le choix des auditeurs garde son importance, la transgression de ces règles dans le feu des arguments électoraux ne saurait être imputée à crime en politique étrangère pas plus qu'ailleurs. Entre un débat biaisé par les fausses pudeurs et une franche explication sur tous les sujets, la seconde solution est préférable, même au prix d'un langage un peu plus libre que celui qu'on feint de le croire en haut lieu.

Les observateurs étrangers en provenance des grandes démocraties, qui connaissent des emplois encore plus sérieuses, sont les premiers déçus par l'anathème jeté, au nom du drapeau, sur tel ou tel thème de polémique. Mais les États-Unis eux-mêmes sont suffisamment avertis des bizarreries pratiques de la démocratie chez leurs partenaires pour faire la part du feu.

(Lire la suite page 11.)

L'élection présidentielle

M. Michel Jobert se met sur les rangs

M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères de 1973 à 1974, fondateur du Mouvement des démocrates, souhaite pouvoir être candidat à l'élection présidentielle. Dans une lettre datée du samedi 21 mars et adressée à tous les maires, afin de solliciter leur parrainage, M. Jobert précise toutefois qu'il ne confirmera sa candidature que si celle-ci remplit les conditions posées par la loi et qu'il ne commencera sa campagne que le 10 avril, premier jour de la campagne légale.

Au moment où quelques doutes planent sur la possibilité pour certains prétendants de recueillir suffisamment de parrains pour devenir de véritables candidats, M. Michel Jobert se lance dans la compétition. Vouant être à la fois original et modeste, le président du Mouvement des démocrates sollicite directement et uniquement les maires, à l'exclusion des autres parrains possibles, conseillers généraux et parlementaires. Il ne commencera que le 10 avril, jour de l'ouverture officielle de la campagne, et il utilisera que les moyens de propagande prévus par la loi, c'est-à-dire les affiches légales, les panneaux municipaux et les deux heures d'émissions radio-télévisées, au maximum, accordées à chaque candidat avant le premier tour.

Dans la lettre qu'il a adressée aux maires — en leur demandant de se décider sans consulter leur conseil municipal — M. Jobert ne précise guère les raisons qui l'ont déterminé, sinon sa volonté d'exprimer une protestation contre le rôle joué par les partis politiques dans cette élection et contre l'étalage de « moyens financiers scandaleux ».

L'ancien ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou entend ainsi une fois encore se situer « ailleurs » par rapport aux autres candidats. Par sa décision inattendue, il poursuit ainsi la démarche insolite et solitaire qu'il avait adoptée dès l'automne 1974 et qui n'a rencontré en sept ans que des succès limités d'estime, de sympathie ou de curiosité. Ses tentatives électorales d'ont, jusqu'à présent, jamais rencontré un large écho. En mars 1977, candidat aux élections municipales dans le Cantal, à Montboudry, village natal de Georges Pompidou, il est battu, alors que tous les autres membres de sa liste sont élus. Lors des élections législatives de mars 1978, il renonce à son projet d'être candidat à Nice.

A. P.

(Lire la suite page 9.)

CONTESTATION AU SEIN DE L'ORDRE

La grogne des architectes

Mutinerie à l'ordre des architectes ? Le conseil national doit se réunir en séance les 20 et 21 mars pour discuter de son fonctionnement interne. Des divergences sont en effet apparues lors de la réunion du 5 mars entre le président, M. Alain Gillet, et l'un de ses vice-présidents, M. Jacques Vissière, architecte à Nice, à propos de décisions prises par le bureau (dont ce dernier fait partie) et soumises à l'aval du conseil.

Une mini-opposition (un seul membre du conseil sur vingt-quatre a suivi M. Vissière) existe donc au sein de l'ordre. Une association baptisée Architecture et Société a aussitôt été formée par M. Vissière, qui entend réunir ses confrères autour d'une réflexion sur l'avenir de la profession et promouvoir la compréhension de l'architecture par le public.

MICHELE CHAMPENOIS.
(Lire la suite page 34.)

Demain LE MONDE DIMANCHE TUEUR A GAGES EN FLORIDE

Interview de Martin Monestier

MAURICE DRUON
Attention
la France!
STOCK

Le Monde

EL SALVADOR

La salle de la Mutualité de Paris est le cadre, ce vendredi 20 mars, à partir de 18 heures, d'une manifestation : « Six heures pour le Salvador ». Arthur London, qui y prend la parole, et Jean Bernad montrent à quel point les exactions et de l'oligarchie dominante et de ses agents suffisent à expliquer la situation révolutionnaire. Et Rudolph Rauch met en garde ses compatriotes contre la tentation de la force en leur conseillant de rechercher une solution politique sur le Mexique.

Viva Don Romero !

par JEAN BERNAD (*)

LE 24 mars, il y aura un an que Mgr Romero a été abattu par des tueurs à la solde d'une milice fasciste. Il venait d'achever l'homélie qui appelait la milice, la garde nationale, la police et autres « escadrons » de la terreur à cesser la tuerie : « L'Eglise ne peut se taire devant tant d'abomination... Je vous l'ordonne au nom de Dieu : Arrêtez la répression ! » Il n'avait pas encore offert le pain et le vin ; il est tombé, au milieu du sanctuaire, dans une chapelle d'hôpital, lors d'une messe de requiem, frappé d'une balle en plein cœur : ce qui amènera les évêques présents à ses obsèques à déclarer ensemble, symboliquement : « Nous voulons terminer sa messe inachevée, trahie par les balles. Mgr Oscar Romero est un martyr de la libération qu'appelle l'Évangile... »

Don Romero voulait que cesse le processus infernal de l'écrasement du peuple salvadorien, perpétré par une poignée d'oligarchie (2 1/2 pourcent de la population) qui propose « la paix des cent mille morts » et lâche, à cet effet, les hordes de l'Armée secrète anticomuniste. Le gouvernement n'aurait jamais pardonné à l'archevêque d'avoir osé demander, le 17 février 1980, au président Carter la suppression des équipements militaires. La lettre lue à la cathédrale, vivement applaudie par l'assemblée, ne mâchait pas les mots : « La raison d'être la course aux armements pour le Salvador... l'insécurité, la pression contre le peuple organisé... »

Il ne s'agit pas seulement aujourd'hui, face à l'unification des forces d'opposition, de la liquidation des syndicats ouvriers, des respon-

Ce que les États-Unis devraient faire

par RUDOLPH RAUCH (*)

L'AMÉRIQUE centrale exerce un attrait inquiétant sur les apôtres de la manière forte. Les États-Unis, ceux qui, à droite, réclament une politique plus active dans cette région que nous devons soutenir de vieux amis même s'ils gouvernent sans grand souci des droits de l'homme ou de la justice formelle. Cet argument a peut-être eu une certaine valeur à un certain moment. Mais il a fait son temps.

Le soutien, jusqu'à la dernière extrémité, de vieux amis du même tonneau que Somoza, outre qu'il ne servirait à rien, nous priverait certainement d'autres amis. Le Mexique et le Venezuela sont les deux exemples qui viennent immédiatement à l'esprit.

Le poids de l'Eglise catholique n'est plus du côté des forces conservatrices en Amérique centrale. Comme en Pologne, l'Eglise a pris parti dans cette région contre les

gouvernements qui fomentent aux pieds le droit des particuliers de s'organiser en syndicats ou de se défendre contre l'exploitation économique ou politique. Comme en Pologne, l'Eglise cherche parfois des compromis ou prône la modération pour éviter un bain de sang. Mais il ne fait guère de doute qu'elle est désormais en Amérique centrale du côté du changement. Un pays comme

Un climat lourd de menaces

Ceux qui proposent une ligne plus dure ou, pour employer leur vocabulaire, plus réaliste affirment qu'ils écartent totalement l'idée d'une intervention militaire en Amérique centrale. Malgré ces assurances, la discussion sur le rôle que doivent jouer les États-Unis au Salvador a changé d'orientation de façon inquiétante. Elle n'est plus centrée sur ce qui, dans l'histoire du Salvador, a produit l'actuelle situation révolutionnaire. On répète à satiété qu'une aide militaire des pays communistes parvient au Salvador et que les États-Unis doivent répondre à ce défi caractérisé dans leur arrière-cour.

Dans ce climat lourd de menaces, il est difficile de voir ce que le nouveau gouvernement à Washington, décidé à donner sa mesure, peut faire d'autre que de fournir davantage d'aide militaire. Nous avons même un ambassadeur, accusé de jouer les « réformateurs sociaux », et l'avons remplacé par un diplomate dont le dernier poste était au Paraguay. Mais attendrions-nous notre

les États-Unis, qui se réjouit presque ouvertement de la menace que pose à l'hégémonie soviétique une Eglise militante en Pologne, peut-il envisager sérieusement, au nom de la « stabilité », d'entrer en conflit avec une Eglise salvadorienne ou guatémaltèque également résolue, et soumise en outre à une répression sanglante récente ? Sans parler de l'hypocrisie d'une telle politique, quelles en seraient les répercussions politiques aux États-Unis, voire dans d'autres pays où la population catholique est plus nombreuse ?

objectif, qui est la « stabilité » de la région, en réduisant notre indignation à propos du meurtre banalisé de quatre Américains et de trois spécialistes de la réforme agraire au niveau d'une remontrance chuchotée ? Cela paraît peu vraisemblable. Les partisans de la ligne dure à Washington parlent de la nécessité de faire passer l'ordre aux réformes. Ce qu'ils semblent vouloir dire par là est que la répression doit précéder le changement. Cette logique implique que la fourniture de matériel militaire va faciliter la répression, qu'elle-même permettra les réformes.

Mais les services chargés de la répression sont entre les mains de ceux qui sont les plus opposés à des réformes sérieuses. L'aide militaire renforce ainsi la droite, et non les réformes. Et l'empressement mis à la proposer mine considérablement la crédibilité de l'affirmation selon laquelle Washington veut que la droite — y compris la droite terroriste — soit brisée.

Un règlement politique

Que doivent donc faire les États-Unis ? Probablement très peu. Quelques-uns des principaux acteurs, dans la région, doivent certainement être encouragés à se mettre en avant. Le Mexique et le Venezuela sont deux candidats évidents. Mais plus on fera ostensiblement appel à eux et moins ils seront enclins à accepter. L'histoire fait qu'il n'est guère populaire d'être l'allié ou l'agent des États-Unis en Amérique latine. Mais si l'instabilité dans notre arrière-cour nous pose un problème, elle constitue une menace à la sécurité nationale du Mexique, car elle est à sa porte, à proximité de ses champs de pétrole.

Les États-Unis ne devraient pas chercher à traiter la situation en Amérique centrale indépendamment du Mexique. Agir ainsi aboutirait seulement à faciliter — à un coût élevé pour nous — l'opposition du Mexique à toute politique américaine quelle qu'elle soit. Si, en revanche, ils indiquent clairement, en privé, qu'ils ne définitif leur politique dans la région qu'en accord avec le Mexique et les autres pays intéressés, les Mexicains ne refuseront vraisemblablement pas d'agir : le danger pour le Mexique d'un élargissement du conflit est trop proche.

Impliquer le Mexique dans la recherche d'une solution offre de nombreux avantages évidents. D'abord, cela peut permettre à la gauche modérée, dont beaucoup de membres ont fui la terreur de droite au Salvador et vivent maintenant au Mexique, d'affirmer qu'elle a d'autres soutiens que ceux de la guérilla armée. Ensuite, une solution appuyée par les Mexicains ne serait pas entachée d'un péché originel comme si elle était imposée par les États-Unis, ce qui constitue un avantage d'une importance incalculable. Enfin la pression sur le président Duarte pour qu'il contrôle davantage les terroristes de droite s'en trouverait accrue. Actuellement, la menace de Washington de couper l'aide militaire si les terroristes de droite ne sont pas brisés ne semble rien de plus qu'une vaine fantasmagorie.

Tandis que d'autres jouent un rôle plus important dans la recherche d'une solution politique, Washington doit cesser d'augmenter son aide au gouvernement Duarte. Il est probablement impossible politiquement de retirer l'aide déjà accordée, la nouvelle administration ayant besoin de montrer qu'elle est plus cohérente que la précédente. Mais il ne devrait pas y avoir de renforcement en conseillers ou en matériel. Si le gouvernement de Washington est persuadé que du matériel militaire parvient de l'extérieur à la guérilla salvadorienne, pourquoi ne met-il pas ses ressources militaires à profit pour interrompre ce flux au lieu d'envoyer aux forces de sécurité locales les tactiques de répression ?

Si les États-Unis parviennent à

Il n'y a pas de frontières...

par ARTUR LONDON (*)

NON, personne aujourd'hui — ni vous ni moi — ne peut se cacher derrière l'excuse du « je ne sais rien ». La presse, la radio, la télévision, diffusent les crimes perpétrés par la junte salvadorienne, conseillée et armée par le gouvernement américain, contre les paysans, les travailleurs, les démocrates, les représentants de l'Eglise de Dieu. Quel est donc le crime dont on veut punir ce petit peuple de cinq millions d'âmes ? Vouloir en finir avec la misère séculaire, reconquérir les terres qui lui furent volées dans le passé et que se partagent 2 % de la population, en finir avec le pouvoir sanglant de l'oligarchie nationale appuyée par l'étranger.

Le drame du Salvador s'inscrit dans celui des pays qui se trouvent de l'autre côté du Rio-Grande et sont considérés par les États-Unis comme leur chasse gardée. Les expériences sont malheureusement nombreuses, depuis la tuerie de trente mille paysans au Salvador même, il y a cinquante ans, jusqu'aux vingt mille morts dans le sang desquels furent noyées les rêves réformistes d'Arbenz au Guatemala, les dizaines de prisonniers avec leur cortège sinistre de morts et d'emprisonnés, jusqu'à la rébellion sanglante des officiers fédéraux soutenus par Washington contre le gouvernement démocratique d'Alende, au Chili, jusqu'aux assassinats, aux enlèvements journaliers perpétrés en toute impunité par les bandes fascistes : Main noire, Main blanche, Escadrons de la mort au Brésil, en Uruguay, en Argentine, au Guatemala, en Bolivie et ailleurs. Les centurions latino-américains formés dans les écoles militaires des États-Unis pensent qu'il suffit de passer au fil de l'épée l'avant-garde politique et sociale d'un peuple pour arrêter pendant longtemps son évolution sociale, économique et politique... avec comme justifica-

tion la lutte contre le communisme. Peu de temps avant d'être assassinée par les troupes de la junte, Soeur Ita Ford avait écrit à une religieuse de son ordre, Mariknoll. Découvrant ses efforts pour arracher à la mort un enfant de douze ans blessé à coups de machette par la soldatesque, elle commentait : « Si cet enfant est vraiment un danger pour le communisme capable d'inspirer la terreur aux États-Unis, ce n'est certainement pas sous l'influence de Cuba ou de l'Union soviétique qu'il le serait devenu, mais bien à cause des actes criminels commis contre les siens par un gouvernement assuré de la bienveillance des États-Unis. » Elle terminait en décrivant comment le campement où l'enfant avait été égaré et où vivaient entassés des centaines de familles avait été anéanti par des officiers parlant l'anglais.

Aucune exagération dans ce récit. Rappelez-vous ce que nous avons revêtu le petit écran, il n'y a pas si longtemps : une foule colorée se pressant sur la place de l'église, et tout à coup les rafales de mitrailleuses sur les hommes, ces femmes, ces enfants désarmés et piégés comme dans une souricière... Les dizaines de morts et de blessés jonchant la pavy et les marches de la cathédrale de San-Salvador... Souvenez-vous du cadavre de Mgr Romero et de la tuerie dont ses funérailles ont été l'occasion. D'après le *Boocoro jurídico* (1), on a compté, entre mai et septembre de l'année dernière, 6 004 assassinats perpétrés par l'armée, 484 par la garde nationale, 147 par la police nationale, 175 par la police juridique, 125 par le groupe Orden, 725 par l'Escadron de la mort, 2 439 au cours de diverses opérations mixtes... Parmi les victimes, les plus hauts dirigeants démocratiques, un archevêque, neuf religieux...

Le message de Salvador Allende

Combien reste actuel le message lancé sur les ondes par Allende avant de tomber sous les balles des militaires fascistes de Pinochet : « ... les crimes, ni la force ne sauraient freiner le processus social. L'histoire est à nous et elle est l'œuvre des peuples... » Le peuple salvadorien est décidé à payer sa liberté de son sang. La défense populaire a débouché sur une insurrection armée légitime que l'oligarchie nationale et Reagan prétendent inspirée de l'étranger.

Le drame de notre temps, c'est la division du monde en blocs, la bipolarisation de la situation internationale avec ses aspects très négatifs pour la souveraineté des petites nations, le risque de donner à chaque conflit local une dimension mondiale. Si je me méfie de tout parallélisme rapide et superficiel entre l'Est et l'Ouest, je ne peux que rappeler qu'il n'est plus admissible que les chefs des grandes puissances se comportent en souverains des pays placés dans leur zone d'influence, limitent leur souveraineté, veulent leur imposer les règles apprises de leur choix. Chaque mouvement populaire pour desserrer l'étouffement, le reconquérir le droit à l'autodétermination, à la liberté, à de meilleures conditions de travail et de vie est dénature, accusé d'être fomenté par le communisme dans un camp, par l'impérialisme dans l'autre.

La liberté la paix sont indivisibles. Il nous faut lutter contre la politique des blocs et faire revivre un internationalisme sans faille. Aujourd'hui, c'est le Salvador qui doit être l'objet de notre solidarité afin d'empêcher qu'il ne soit transformé en un nouveau Vietnam. Nous sommes tous concernés :

« Il n'y a pas de frontières Les poteaux-frontières Sont faits pour être déplacés Ceux qui se taisent aujourd'hui Entendent crier ceux qu'on torture Crieront eux-mêmes et ne serviront Ipsos entendus. »

BERTOLT BRECHT.

(1) *Boocoro jurídico* de l'archevêché de San-Salvador, créé par Mgr Romero et reconstruit après son assassinat par Roberto Cuellar. Tous ces chiffres ont été communiqués à l'ONU.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé par « Le Monde », 5, rue de Valenciennes, PARIS-10^e.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration. Commission paritaire n° 9747.

Dominique Venner

HISTOIRE DE L'ARMÉE ROUGE

la Révolution et la guerre civile

1917-1924

Le récit hallucinant de l'un des plus grands drames de l'Histoire, ayant pour scène l'immensité mystérieuse de la Russie.

PLON

Le Monde
EUROPE

Le monde
EUROPE

Italie

NICOLE A LA DISGRACE

ROMAN

"Comprends-tu, une femme sans toi... j'ai beau être sa mère, l'amour ne m'a rien fait..."

Un roman...
de Nicole...

Éditions...

مكتبة من الأصل

EUROPE

LE PRÉSIDENT CARSTENS
NE SE RENDRA PAS
EN ROUMANIE

Le voyage officiel que le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Karl Carstens, devait faire fin mars en Roumanie, a été annulé. A-t-on appris, jeudi 19 mars à Bonn, la raison invoquée pour cette annulation est l'état de santé de M. Carstens. On estime toutefois, dans la capitale ouest-allemande, que la véritable cause pourrait en être de sérieuses divergences entre la présidence de la R.F.A. et les autorités roumaines à propos du programme de ce séjour.

Après deux journées passées à Bucarest, nous signalons notre correspondant à Bonn, le président ouest-allemand envisageait, en effet, de faire un voyage en province, au cours duquel il aurait notamment rencontré les descendants des Saxons venus en Roumanie il y a huit ou neuf siècles, et des Souabes qui colonisèrent la province du Banat il y a deux cent cinquante ans.

Lors du dernier recensement, en 1977, ajoute notre correspondant, les autorités roumaines reconnaissent l'existence d'une minorité allemande de trois cent quarante-huit mille personnes. De leur côté, les dirigeants de Bonn sont apparemment convaincus que 50 à 80 % de ces Allemands de Roumanie voudraient émigrer dans la République fédérale.

Irlande du Nord

Deux détenus républicains de la prison de Long-Kesh ont commencé une grève de la faim ce vendredi 20 mars pour obtenir le statut de prisonniers politiques, rejoignant ainsi le mouvement commencé par Bobby Sands et Francis Hughes, respectivement les 1^{er} et 15 mars. A New-York, la Ligue internationale des droits de l'homme a demandé une révision des lois d'exception britanniques qui régissent les modes d'interrogatoire et les procès des suspects nord-irlandais. — (A.F.P., U.P.I.)

Italie

Les suites de l'attentat contre la Banque de l'Agricoltura de Milan. — La cour d'appel de Catanzaro, dans le procès en seconde instance de l'attentat du 12 décembre 1969, la Banque de l'Agricoltura de Milan, a acquitté, pour insuffisance de preuves, les trois inculpés condamnés en première instance aux travaux forcés à perpétuité, Freda, Ventura et Gianettini. L'acquisition de l'anarchiste Pietro Valpreda est d'autre part confirmée. Cependant, Freda et Ventura, tous deux néo-fascistes, s'ils ont été acquittés dans l'affaire de Milan, ont été condamnés à quinze ans de prison pour association subversive. — (Corresp.)

Allemagne fédérale

Le débat sur la violence et la répression au Bundestag

Les autorités estiment suffisant l'arsenal judiciaire et policier

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement de coalition sociale-libérale n'a pas l'intention de renforcer les pouvoirs de la police et de la justice pour mieux combattre les occupations illégales de logements et le regain de violence qui, depuis des semaines, se manifeste dans les rues de beaucoup de villes ouest-allemandes. C'est ce qu'a indiqué, jeudi 19 mars, le ministre social-démocrate de la Justice, M. Jürgen Schmude, devant le Bundestag, en réponse aux critiques de l'opposition, qui dénonçait le faible arsenal de la justice et de la police. Les autorités estiment que l'arsenal judiciaire et policier est suffisant.

Dans le camp chrétien-démocrate, on souhaite notamment que soit interdit aux manifestants de porter des masques et des casques. Certains, comme le ministre bavarois de l'Intérieur, réclament aussi que la police soit dotée d'armes pouvant tirer des balles en caoutchouc et de produits chimiques capables d'incommoder les manifestants.

Le gouvernement estime toutefois que l'arsenal policier et judiciaire déjà existant suffit à garantir le maintien de l'ordre. Pour le chancelier, il convient de faire une distinction très nette entre les manifestations pacifiques et les manifestations de violence, même si les premiers doivent se demander s'ils ne fournissent pas souvent aux seconds l'occasion de se déchaîner. Mais la répression des désordres ne devrait pas non plus dépasser certaines limites, a ajouté M. Schmidt, qui, comme d'autres orateurs sur les bancs gouvernementaux, a vivement critiqué l'attitude des autorités de Nuremberg, où cent quarante et un adolescents ont été arrêtés dans un centre de jeunesse d'où était partie une manifestation violente.

Quant à M. Kohl, président de la C.D.U. (chrétien-démocrate), il a relevé que lorsqu'il condamne les troubles le chancelier avait été très peu applaudi par les députés sociaux-démocrates, et qu'après plus de dix ans de pouvoir, la coalition social-libérale se trouvait « en faillite » : elle est, selon lui, incapable d'offrir à la jeunesse autre chose qu'une bureaucratie croissante de l'Etat et de la société.

Si la fermeté dont les autorités bavaroises ont fait preuve à Nuremberg et à Munich a été abondamment critiquée, l'opposition, pour sa part, a dénoncé, de façon tout aussi vive, ce qu'elle appelle la faiblesse de la police berlinoise et la « capitalisation » du gouvernement régional face aux émeutes de chao.

Le chef des chrétiens-démocrates de Berlin-Ouest, M. Richard von Weizsäcker, n'a pas craint de dire qu'en réagissant pas à l'illégalité, quinze immeubles sont occupés à l'heure actuelle — les responsables seraient en train de compromettre la liberté et la démocratie. M. Hans-Jochen Vogel, ancien ministre de la Justice, et tout nouveau bourgmestre de Berlin-Ouest, a fait de son mieux pour convaincre le Bundestag que la police et la justice de la ville n'avaient pas été inactives.

JEAN WETZ.

BONN A « ECHANGÉ »
DES ESPIONS EST-ALLEMANDS
CONTRE DES PRISONNIERS
POLITIQUES DE LA R.D.A.

Bonn (A.F.P.). — La R.F.A. a échangé plusieurs espions est-allemands connus, qui avaient été arrêtés et condamnés en République fédérale, contre des prisonniers politiques détenus dans les prisons de la R.D.A., a-t-on appris ce vendredi 20 mars à Bonn.

Parmi les agents est-allemands renvoyés dans leur pays se trouve Mme Christel Guillaume, l'épouse du célèbre espion Günther Guillaume qui avait réussi à devenir l'homme de confiance de Willy Brandt, alors chancelier, et dont l'arrestation avait provoqué un scandale considérable en 1974, obligeant le chef du gouvernement de Bonn à démissionner.

[Le gouvernement ouest-allemand cherche depuis de nombreuses années à faire libérer le plus grand nombre possible de citoyens de la R.D.A. incarcérés en raison de leur opposition au régime est-allemand. Le plus récemment, un manifestant a été libéré en échange de la R.F.A. devise des Berlin-Est est très demandée.]

Pologne

Les violents incidents de Bydgoszcz se sont produits
alors que les principaux dirigeants étaient absents de Varsovie

Varsovie (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuters). — De violents incidents ont éclaté jeudi 19 mars à Bydgoszcz (300 kilomètres au nord-ouest de Varsovie) entre syndicalistes et forces de l'ordre. Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées et deux dirigeants de Solidarité, passés à tabac par la milice, ont dû être hospitalisés.

Après une enquête, menée sur place par M. Walesa, sur l'intervention de la milice dans les locaux de la préfecture où se tenait une réunion du conseil régional, Solidarité a décrété l'état de préparation à la grève dans toute la Pologne et suspendu tous les pourparlers en cours avec le gouvernement. Dans un communiqué publié vendredi matin, les dirigeants de Solidarité ont déclaré que l'incident constituait une « provocation » alors que le chef du gouvernement, le général Jaruzelski, s'était engagé à mener un dialogue avec le syndicat indépendant et avait appelé à une « pause sociale ».

L'incident s'est produit à l'issue d'une réunion du conseil régional, dont l'ordre du jour prévoyait l'examen du plan et du budget du département pour 1981 ainsi que des revendications des agriculteurs de la région. Ceux-ci occupent depuis lundi le siège de la section locale du parti paysan (une des formations politiques qui, sous la direction du parti ouvrier unifié composent le front national) pour exiger la législation du syndicat Solidarité rurale.

Au début de l'après-midi, une motion de renvoi était adoptée par le conseil régional, « le plan et le budget n'étant pas encore au point ». La séance fut alors levée. La réunion avait lieu en présence de M. Stanislaw Mach, vice-premier ministre, et de représentants de Solidarité. Une confusion s'ensuivit, les syndicalistes protestant contre la fin prématurée de la réunion. C'est alors que, selon l'agence PAP, le vice-voivode (préfet) « a fait appel aux forces de l'ordre pour rétablir l'ordre et assurer le fonctionnement normal du conseil », qu'une « partie des opposants a quitté les lieux après avoir déposé une déclaration écrite » et que « le reste du groupe qui opposait de la résistance a été conduit hors de l'immeuble ».

Un communiqué de Solidarité, plus détaillé que la relation officielle, précise que « plusieurs centaines de militants et de fonctionnaires de la police politique sont entrés dans l'immeuble. Ils ont procédé brutalement à l'évacuation des lieux en frappant les gens et en leur tordant le bras ». M. Jan Rulawski, membre de la commission nationale de coordination de Solidarité et M. Marius Lenczewski, un des dirigeants syndicaux locaux, ont été « entraînés sous une porte cochère et sévèrement battus ». Ils ont tous deux été hospitalisés, le premier souffrant d'un traumatisme crânien.

Selon des témoignages recueillis sur place, la police a été fort brutale, matraquant sans discernement toutes les personnes présentes, y compris les membres du conseil régional et d'autres fonctionnaires départementaux. Le professeur Kukulowski, qui est en fait le représentant du primat de Pologne auprès de Solidarité, n'a pas échappé au coup.

Ces incidents se sont produits alors que le chef du gouvernement, le général Jaruzelski, était occupé en tant que ministre de la défense par les manœuvres du pacte de Varsovie, que le chef du parti, M. Kania, s'était rendu à Budapest où M. Kadar l'a assuré de sa solidarité « dans les efforts faits pour restaurer l'ordre et le calme », que M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, s'entretenait des rapports Est-Ouest à Varsovie avec son collègue polonais, et que le négociateur des accords de Gdansk, M. Jagielski, vice-premier ministre, se trouvait à Moscou pour des négociations économiques.

LA DISCRETION
DE « TEMPS NOUVEAUX »

(De notre correspondant.)
Moscou. — L'hebdomadaire soviétique « Temps nouveaux » publie, à titre exceptionnel, des portraits biographiques des nouveaux chefs de gouvernement du monde entier. Dans le dernier numéro qui vient de paraître en français, il y est question du général Jaruzelski, le nouveau premier ministre polonais. Dans un style très elliptique, le magazine, toujours si jeune, se penche sur la vie du général Jaruzelski, le nouveau premier ministre polonais. Dans un style très elliptique, le magazine, toujours si jeune, se penche sur la vie du général Jaruzelski, le nouveau premier ministre polonais.

En 1943, Wojciech Jaruzelski est né à Gdansk dans l'armée polonaise reconstituée en U.R.S.S. Il a suivi les cours de l'école des officiers de l'Armée rouge, et il est entré en Pologne au début de la guerre contre l'Allemagne. En 1947, il adhère au parti communiste. La suite de sa carrière est plus connue, mais on comprend que les Soviétiques préfèrent passer discrètement sur certaines époques de sa vie.

D. V.

AFRIQUE

Centrafrique

Le président Dacko est élu de justesse
au premier tour par 50,23 % des voix
L'état de siège est décrété à la suite de manifestations

M. David Dacko, président sortant, a été élu pour six ans chef de l'Etat centrafricain au premier tour de scrutin, dimanche 15 mars, avec 50,23 % des suffrages exprimés contre 38,11 % des voix à son principal adversaire, M. Ange Patasse. Ces résultats, annoncés jeudi soir à l'heure du coucher du soleil, ont provoqué une manifestation d'ordre en début de soirée, des partisans de M. Patasse, à la suite de quoi le président Dacko a décrété l'état de siège sur tout le territoire. Empêchés par la police, qui a usé de gaz lacrymogènes, de se rendre dans le centre de Bangui, plusieurs milliers de jeunes se sont dispersés dans la périphérie de la capitale, où quelques maisons d'Européens ont été pillées. Les manifestants ont également mis le feu aux baraques et étals d'un marché appartenant à des sympathisants du président élu. On compterait une soixantaine de blessés.

Les trois autres candidats ont obtenu : 5,33 % des voix (M. Pehoua), 3,23 % (M. M. Maidou) et 1,42 % (M. Gombou). — (A.F.P.)

De notre envoyé spécial

Bangui. — « Il a poussé le minimum avec l'Etat centrafricain se faire élire avec une aussi faible majorité que le président de la République française », ironise un haut fonctionnaire centrafricain hostile au régime de M. Dacko. Notre interlocuteur souligne que le président sortant n'a guère plus de 90 000 voix d'avance sur son principal concurrent, M. Ange Patasse, qui a obtenu 38,11 % des voix, ce qui lui permet de jouer le rôle de chef de l'opposition.

Ce n'est qu'à 20 h. 15, jeudi 19 mars, quelques heures avant l'expiration du délai fixé par la loi pour la publication des résultats, que la population centrafricaine a appris l'élection de M. Dacko, dix-huit mois après qu'il eut été élu au pouvoir par l'Assemblée nationale constituante, après une longue et douloureuse attente de quatre jours, durant laquelle la majorité des Banguiens ne quittèrent point l'écoute de leurs transistors, prêt à saisir la moindre annonce de victoire ou de défaite.

A l'incertitude a succédé la surprise. D'abord parce que M. Dacko ne dispose que d'une avance limitée. Ensuite, parce que M. Patasse a réalisé un très bon score. Enfin, parce que les trois derniers concurrents ont subi une cuisante défaite, notamment le docteur Gombou.

En effet, quelques jours avant la célébration du vingt-deuxième anniversaire de la mort de Barthélemy Boganda, président fondateur de la République Centrafricaine, celui qui fut son plus fidèle compagnon d'armes et qui se présente comme son héritier spirituel a recueilli à peine plus de dix mille voix dans l'ensemble du pays.

Si M. Dacko a échappé au bal-

lottage, il le doit aux votes du camp de la contestation. Bangui l'a boudé, mais les campagnes lui ont, semble-t-il, fait confiance. Pour les paysans, il reste d'abord l'homme qui a chassé l'envahisseur du pouvoir. Les Eglises — catholique et protestante, — dont l'audience est importante en brousse, ont soutenu l'homme dont on loue le systématisme et qui a réintroduit les témoins de Jéhovah et les baptistes chassés par l'empire. Il ne faut pas oublier, par ailleurs, la supériorité des moyens matériels dont disposa le candidat sortant pour faire sa campagne.

La remontée de M. Patasse, en dépit des griefs sévères formulés à l'encontre de cet homme qui fut treize fois ministre sous l'empire, tient d'abord à la volonté de rejet de M. Dacko par un certain électorat rural. « Voter blanc » en portant ses voix sur un candidat combattif. Or la campagne de M. Patasse, à la fois très démocratique et fortement empreinte d'hostilité à M. Giscard d'Estaing, a séduit.

Faisant figure de « candidat du refus », il a largement tiré bénéfice des malheurs de la France qui tenta, après la chute de l'empire, de l'empêcher de rejoindre Bangui, et de celles de M. Dacko, qui l'emprisonna en 1979 pour incitation au désordre.

Pourtant, les partisans de M. Patasse s'estiment frustrés et ne cachent pas leur amertume. Ce climat d'exaspération persistante chez les hommes décidés à « régler des comptes » fait peser une grave menace sur l'ordre public. « Il y a de l'orage dans l'air, mais on ignore quand il éclatera », nous dit un exilé, dont le point de vue est partagé par beaucoup d'étrangers.

PHILIPPE DECAERNE.
[Né en 1920, ancien instituteur, M. David Dacko a commencé très jeune une carrière politique mouvementée. élu député à l'Assemblée territoriale de l'Oubangui-Chari en 1967, sous le régime de la loi-cadre, il est ministre de l'économie dans le gouvernement provisoire, puis élu président à l'indépendance (1960). Il est chargé du pouvoir exécutif de la République centrafricaine (1960-1965). Après quatre années en prison, il est placé en résidence surveillée en 1966. Libéré en 1973, il devient l'année suivante « conseiller » de Bokassa, alors président à vie. Il démissionne après la proclamation de « l'Empire ». En septembre 1979, il reprend le pouvoir grâce à l'opération « Barracuda » menée par Paris.]

Kenya

M. ANDREW MUTHEMBA, important homme d'affaires kenyan, a été inculpé, jeudi 19 mars, de complot visant à renverser le président Daniel Arap Moi. Il encourt la peine de mort. C'est la première fois en dix-huit ans d'indépendance qu'une inculpation de « trahison » est lancée contre un citoyen kenyan. Un complice, M. Dickson Mulruri, risque la prison : vie. Tous deux sont accusés, en outre, d'avoir incité un capitaine et un capitaine de l'armée kenyane à voler une importante quantité d'armes. — (Corresp.)

Belgique

LE GOUVERNEMENT VA ÊTRE
CONTRAINTE D'ADOPTER DES
MESURES FINANCIÈRES RIGOU-
REUSES.

(De notre correspondant.)
Bruxelles. — A l'heure des choix budgétaires, la tension a brusquement monté dans la majorité composée de sociaux-chrétiens et de socialistes, et le conseil des ministres extraordinaire prévu pour le dimanche 22 mars s'annonce délicat. On a entendu, le lundi 16 mars, le président du C.V.P. (socials-chrétiens) flamand, principal parti de la coalition, évoquer la possibilité de pouvoirs spéciaux pour le gouvernement. M. Tindemans envisage aussi de porter le service militaire de dix à douze mois, considérant que ce serait à la fois une économie de 11 milliards (15 milliards français) et une mesure de lutte contre le chômage qui frappe 10 % de la population active de la Belgique.

M. Guy Mathot, vice-premier ministre et responsable du budget, n'envisage pas de pouvoirs spéciaux, mais n'exclut pas d'autres formules presque aussi rigoureuses.

« Si l'Etat ne prend pas de mesures immédiates », a dit M. Tindemans, « il ne pourra en tout cas plus payer ses fonctionnaires d'ici quelques semaines ». Le C.V.P. a dès lors repris l'idée du ministre des finances de lancer un emprunt de crise dégrèvé d'impôt (le Monde du 14 mars). L'Etat pourrait émettre un emprunt unique de 120 milliards (16 milliards de francs français) et non pas 700 milliards comme il était suggéré la semaine dernière. Cet emprunt équivaudrait à la totalité des opérations classiques du même genre lancées chaque année par le gouvernement. L'impact du budget 1981 reste cependant de 700 milliards.

Une des propositions des sociaux-chrétiens est de provoquer le retour de l'épargne belge investie dans les paradis fiscaux, notamment à Luxembourg, et dont le montant est estimé à 300 milliards (40 milliards de francs français), mais les socialistes s'y opposent formellement. Ils ne veulent pas d'une « amnistie fiscale ».

PIERRE DE VOS.

NICOLE AVRIL
LA DISGRACE
ROMAN

“Comprends-tu, une femme sans beauté n'est rien. On peut prétendre le contraire, c'est faux, faux, faux ! J'ai beau être sa mère, l'amour ne m'aveugle pas. Le cadeau que j'aurais voulu lui faire à la naissance, c'est la beauté...”

Un regard féroce sur le monde des adultes et ses faux-semblants : celui d'une adolescente qui découvre, en même temps que la passion, sa propre laideur... et la vengeance.

NICOLE AVRIL
LA DISGRACE
ALBIN MICHEL

EUROPE

Un entretien avec M. Walesa

(Suite de la première page.)

— En réalité vous les avez séduits. Ils ont accepté d'abandonner leur projet de grève parce qu'ils ont confiance en vous et que vous le leur demandiez, mais pas parce qu'ils étaient convaincus de la nécessité de le faire.

— Le vote a été unanime parce que les gens ont confiance dans Solidarność.

— Aussi, après, d'autres

conflicts ont éclaté dans d'autres villages. Vous croyez vraiment que cette chaîne peut s'interrompre ?

— Ce n'étaient pas des conflits très graves.

— Mais ils ont une signification, c'est un signe...

— Oui, un signe que les choses ne sont pas simples, car il y a des gens qui veulent garder leurs privilèges et des gens qui veulent s'affirmer par la lutte.

Enfant, je jouais au petit soldat, et j'en offre à mes enfants. Non, mais, vraiment, j'ai de l'estime pour lui : je pense que c'est quelqu'un de bien, que c'est un bon Polonais.

— Et pourquoi les aimez-vous, les soldats ?

— Parce que je suis né général.

On n'a pas peur

— Si je comprends bien, vous ne voulez jamais répondre aux questions sur l'Union soviétique ?

— Mais, écoutez... c'est vous, à l'ouest, qui voudriez nous imposer des histoires. Chez nous, on ne pense pas à ça, on n'a pas peur.

— Est-ce que cela n'est pas pénible pour vous de devoir aller arrêter les grèves ?

— Non ! Si l'on fait froid, j'ai froid. Si l'on fait chaud, j'ai chaud, mais l'atmosphère est toujours sympathique.

— Solidarité n'est pas encore un syndicat. Ce n'est pas non plus un mouvement politique. Comment le définiriez-vous ?

— Solidarité, c'est tout. Ce que l'on voit — ce dont je m'occupe moi-même — n'est qu'un dixième de tout ce qui se passe. Solidarité, c'est ce dont nous voulons faire une organisation syndicale.

— Que voulez-vous dire par « mouvement social » ?

— Dans presque tous les secteurs de la nation, les gens ont perdu confiance en ce qu'ils considéraient. Les médecins et les vendeurs de magasin, les paysans et les ingénieurs, les ouvriers et les professeurs, etc. Presque tous ont perdu confiance et attendent que Solidarité résolve tous leurs problèmes. C'est bien, mais, en même temps, c'est un peu dur, et nous tâchons de sortir de cette situation, car Solidarité ne peut pas tout faire. Il faut que se développe l'autogestion, que se créent d'autres groupes pour que les gens s'occupent eux-mêmes de leurs problèmes.

— Peut-on s'attendre, si la pression sociale devient moins forte, à ce que les autorités

soient tentées de moins tenir compte des revendications ?

— Cela dépend. Il y a d'autres moyens de pression que la grève. De toute manière, on ne peut pas s'entre-tuer.

— A quels autres moyens pensez-vous ?

— On peut, comme en France, faire des meetings après les heures de travail pour attirer les autorités à négocier. On peut inventer beaucoup de choses, faire des marches de protestation. Et puis nous allons avoir notre hebdomadaire, qui nous permettra de poser les problèmes devant l'opinion.

— Il faut dire aussi les choses comme elles sont : dans l'atmosphère de confrontation qui a suivi la signature des accords, nous n'avons pas pu éviter une erreur. Il aurait d'abord fallu commencer par organiser Solidarité et faire un travail d'éducation syndicale. Mais nous n'avons pas pu le faire. C'est ainsi. En l'un n'apprend que par la pratique. Maintenant nous avons appris. C'était très joli les drapeaux sur les usines, les brassards au bras, tout ça, mais ça coûte cher. Il faut réfléchir et changer notre méthode.

— Vous êtes entouré de nombreux conseillers de sensibilités différentes. Comment faites-vous pour trancher entre des avis souvent contradictoires ?

— Je n'ai pas tellement de conseillers. Il y a M. Mazowiecki, le professeur Geremek, le professeur Kukielowski et Jacek Kuron. C'est tout pour les gens sérieux. Quant à la diversité, c'est une bonne chose. Nous en avons besoin. A Radom, par exemple, j'ai utilisé Jacek Kuron parce qu'il est très proche des habitants de

cette ville. En fait, chacun apporte quelque chose : ça dépend des domaines.

— Vous n'avez jamais pensé à adhérer au parti. Pourquoi ?

— Je n'ai jamais réfléchi à cela.

— Et avez-vous réfléchi aux raisons de cette foi fervente peu commune, même en Pologne, chez un homme de votre âge ?

— Je ne serais pas à la place que j'occupe si je n'étais pas croyant, si je n'avais pas la foi. On a besoin de la foi dans les situations difficiles, et après on s'en écarte, comme chez vous, car il n'est pas commode de vivre avec elle quand les tentations sont grandes. Mais si vous n'êtes pas croyant, ce serait long de vous expliquer tout ça. Croyez-moi seulement, il faut croire.

— Vous avez beaucoup changé pendant ces six mois ?

— J'ai six mois de plus — ça vous change — et j'en ai un peu assez de tout cela. Ce n'est pas ainsi que je voyais ce mouvement ; ça m'a un peu dépassé.

« La démocratie, il faut l'apprendre »

— Vous allez donner des renseignements aux autorités.

— Maintenant, de toute manière, nous saurons comment tenir longtemps sans faire d'erreur et sans que les gens se laissent conduire par le désespoir.

— A l'expérience, que pensez-vous de la démocratie, car, à dire vrai, à vous voir dans les réunions du syndicat, vous ne semblez pas en raffoler ?

— La démocratie, il faut l'apprendre, car, à dire vrai, telle que nous la pratiquons actuellement dans le syndicat, j'en ai assez. Chacun veut présenter ses arguments. Chacun a le droit de le faire, mais nous sommes trente-six millions de Polonais et nous n'avons pas le temps d'écouter tout le monde. Il nous faut démocratiquement inventer quelque chose, mais quoi ? D'abord, il faut apprendre à déguer les décisions. Prenez le cas de Radom. Il était décidé qu'ils enverraient cinq représentants

Je voyais ça plus calme — vingt-quatre heures de travail par jour, mais pas quarante-huit ou soixante-douze. Certaines semaines je fais trois choses à la fois. Et en plus je souris ! En même temps, quand ce sera devenu plus normal, je m'ennuierai, car je déteste les réunions.

— Vous avez beaucoup appris sur les hommes ?

— Je savais déjà, avant, qu'il y avait de beaux salauds.

— Quel a été le plus beau moment de cette période ? Le jour de la signature des accords de Gdansk, le 31 août ?

— Le plus beau moment n'est pas encore arrivé et le pire non plus. Le 31 août, vous savez, il y avait eu avant toutes les discussions préalables avec M. Jajlowski et je voyais bien le contexte de cette signature : le plus beau moment n'était pas encore arrivé. Mais c'est vrai que j'étais content, car j'avais le sentiment que nous avions signé à temps. Au dernier moment, les gens n'auraient pas continué à attendre comme cela : ce serait devenu pénible.

pour la négociation de mardi dernier avec le gouvernement. Ils sont venus à douze. C'est toujours comme ça. Chacun avait quelques choses à dire et voulait aussi surveiller ce que disait l'autre. Ce n'est pas possible !

— Vous dites toujours que la Pologne ne pourrait plus repenser en arrière. Qu'est-ce qui vous permet d'en être si sûr ?

— Nous avons tout changé durant ces six mois. La conscience sociale est beaucoup plus grande. On ne peut rien faire contre cela.

— On peut utiliser la force.

— Nous pouvons perdre une bataille mais pas la guerre.

— Les gens peuvent aussi se laisser ?

— Oui. Et quand on est las, on se repose et ensuite l'énergie est double.

Propos recueillis par BERNARD GUETTA.

Avoir davantage d'esprit fatigué

— C'est-à-dire ?

— Oh ! c'est compliqué ! Beaucoup de gens se sont fait connaître par l'audace des luttes qu'ils ont menées. Une partie d'entre eux doivent continuer à lutter parce que c'est dans les luttes qu'ils sont les meilleurs et aussi parce que les élections syndicales ont lieu en ce moment et qu'ils n'arrivent pas à s'adapter aux nécessités d'aujourd'hui. Maintenant il faut agir plus calmement, avec plus d'esprit tactique.

— Ceux qui « veulent garder leurs privilèges » — en clair les hommes les plus conservateurs de l'appareil — semblent multiplier les provocations contre Solidarité en ce moment. Vous attendez-vous à ce que cette tendance se développe ?

— Nous sommes préparés à des provocations plus grandes. Nous n'en sommes encore qu'à 30 % des possibilités en ce domaine. Mais l'appareil... ? Non, plutôt non. A chaque fois qu'il y a un mauvais coup on dit « l'appareil », mais, écoutez, des canailles il y en a partout, non ? En France aussi, n'est-ce pas ? Alors c'est la vie.

— Vous ne manquez jamais de déclarer ces derniers temps que la situation est très difficile et grave. En quoi l'est-elle particulièrement en ce moment ?

— Il y a les problèmes de l'économie, le manque d'approvisionnement, les réformes à faire, tout ce que l'on attend de nous, c'est-à-dire énormément : il n'y a vraiment rien d'étonnant à ce

que nous trouvions la situation compliquée.

— Quand toute la Pologne était en grève et qu'il y avait en tout et pour tout vingt et une revendications à défendre, c'était beaucoup plus simple. Maintenant il y a trop de choses à faire à la fois, trop de problèmes, trop de revendications nouvelles. Il faut véritablement prendre le temps d'étudier tout cela et d'y voir clair.

— L'Union soviétique a exprimé le souhait il y a trois semaines de voir « renverser le cours des événements ». En Pologne, la nomination du général Jaruzelski à la tête du gouvernement a mis l'armée en première ligne. Est-ce que cela aussi complique la situation ?

— Au contraire, la situation est de beaucoup meilleure ainsi. Jusqu'ici le gouvernement était faible : ce n'étaient pas des soldats. Or, moi, je préfère savoir tout de suite où on en est. Je plains, je ne plains pas, ça marche, ça ne marche pas : c'est beaucoup mieux que les hésitations. Maintenant les discussions sont courtes : je préfère cela, car dans les moments difficiles cela rend la maîtrise des événements plus aisée. Et puis (M. Walesa commence à sourire, d'un sourire indéfinissable), nous avons tous de la sympathie pour les soldats, car nous avons tous fait notre service militaire et pour ma part j'en ai gardé de bons souvenirs.

— En fait, vous semblez bien aimer, le général Jaruzelski ?

— Oui ! J'aime bien les soldats.

IL NE SUFFIT PAS D'UNE BONNE OUIE POUR BIEN ECOUTER.

Nous avons presque tous une bonne oreille. Comment se fait-il alors, que nous écoutions si mal ? Au point que notre taux d'écoute moyen ne dépasse pas 25%.



Il faut croire qu'entendre et écouter sont deux choses bien différentes. Ce que nous entendons, nous devons l'interpréter, puis l'évaluer, et enfin réagir. C'est ce qui s'appelle l'écoute.

Au cours de ce processus complexe, nous rencontrons un grand nombre d'écueils. Par exemple : Nous jugeons — et souvent mal — un orateur d'après sa diction ou son apparence.

Les paroles de nos interlocuteurs sont déformées par nos idées, notre émotivité et nos préjugés.

Nous laissons de côté délibérément les sujets que nous trouvons trop difficiles ou tristes.

Et comme notre cerveau travaille quatre fois plus vite que nous ne parlons, nous avons tendance à être distraits.

Pourtant, bien que l'écoute soit une technique de communication difficile, elle ne nous a jamais été enseignée.

Chez Sperry, l'une des plus grandes sociétés du monde avec 88.000 employés, nous ne pouvons nous permettre une mauvaise écoute.

Aussi, avons-nous mis au point des programmes complets à l'usage de tout le personnel de nos Divisions dans le monde.

Commerciaux, ingénieurs et jusqu'au Président.

Nous sommes convaincus qu'une bonne écoute apporte une dimension nouvelle aux services que nous offrons à nos clients. Et vous le serez aussi, quand vous parlerez à quelqu'un de chez Sperry.

Il n'y a rien de tel qu'une oreille vraiment attentive.



Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

Envoyez à Sperry S.A., Dept MDV, 19 Rue François Premier, 75008 Paris, pour recevoir votre « Test d'écoute » qui vous distraira et vous surprendra.

AMÉRIQUES

Miami, la ge

Les Américains ont été surpris par la rapidité avec laquelle le régime de Fidel Castro a réagi à l'annonce de la signature des accords de Gdansk. Ils ont vu dans cette réaction une preuve de la faiblesse du régime cubain.

Les Américains ont été surpris par la rapidité avec laquelle le régime de Fidel Castro a réagi à l'annonce de la signature des accords de Gdansk. Ils ont vu dans cette réaction une preuve de la faiblesse du régime cubain.

GRANDE MISE EN VENTE DE TAPIS D'ORIENT

Tap. SOCIÉTÉ DE GROUPEMENT

STOCK VERIFIÉ

nommé à la

Liquidation de la D.O.U.A.

CHACUN TAPIS EN LAIN, LAINE EST ACCOMPAGNÉE D'ORIGINE

Credit gr.

Mise en vente de collection de collection

Prix à partir de

ESCOMPTE DE LA VENTE AU PRIX DIMA

DE 10 H A 19 H

71, avenue des Ternes

date les locaux

Métro : Ternes

TE 574

S.O.S. REFUGIES DU SAUVAGE

NEZ LE SECOURS POPULAIRE

A POURSUIVRE LA SOLIDARITE

9, RUE FROISSART

C.C.P. 65437 H

مكتبة من الأصل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Miami, la géopolitique et les banques

De notre envoyé spécial

D'anciens membres de la garde somoziste préparent en Floride des actions de guérilla contre le nouveau régime du Nicaragua, écritait mercredi le New York Times (le Monde du 19 mars). Cette révélation attire à nouveau l'attention sur un Etat où vivent de nombreux exilés latino-américains. Mais la Floride — et en particulier Miami — n'est pas seulement la base arrière de mouvements révolutionnaires armés. Elle joue, sur le plan économique et bancaire, un rôle de plus en plus important dans les relations entre les Etats-Unis et le sud du continent.

Miami. — « Quelles sont vos impressions de Miami ? » Question quasiment obsessionnelle des journalistes locaux au confrère en visite (1). Et, avant toute réponse : « L'image de Miami est-elle soufflée des émeutes raciales de 1980 ? Parlez-vous beaucoup de la drogue, de la criminalité ? »

Les impressions ? Elles s'ajoutent, se juxtaposent sans s'annuler. Images d'une société à la fois tourbillonnante et bloquée : valses des capitaux et sur-place des déshérités. Ville sans agora où le quadrillage des rues dessine le damier des classes et des ethnies. Symbole : un haut grillage « protégé » d'un volage noir un des quartiers les plus huppés où résident notamment des proches de l'administration latino-américaine déchu ou au pouvoir. Ailleurs vivent les exilés cubains. Ailleurs encore, des Haïtiens : certains que ne tourmentent pas les méthodes des Duvalier ; d'autres qui accueillent leurs compatriotes fuyant le régime et tentent de les protéger contre une éventuelle expulsion. L'argent coule ici à flots ; mais là, le gouffre-goutte des aides sociales risque d'être interrompu par les coups de hache de M. Reagan : 40 % des jeunes

Noirs chôment ; l'embryon de bourgeoisie « de couleur » risque de demeurer longtemps éloigné du pouvoir réel ; celui des banques.

Les traces matérielles des émeutes de 1980 ont disparu. Mais, déclare spontanément le dynamique maire, M. Maurice Ferré, toutes les conditions demeurent réunies de semblables drames. La drogue ? Elle n'est sans doute pas utilisée ici plus qu'ailleurs, mais c'est en Floride

qu'elle afflue, par bateau, par avion : « Deux cent cinquante fonctionnaires locaux s'occupent de ce problème : y en aurait-il vingt-cinq mille que cela ne changerait rien. » La drogue tue certains. La drogue en fait vivre d'autres. Mais, à Miami, vivre de la drogue, c'est investir massivement dans de respectables immeubles de grand luxe. En « foulant » un peu, il devrait être possible d'obtenir aussi ce genre de statistiques.

El Salvador, Cuba...

Des images ? Des impressions ? L'aéroport écriste sous la poussée de ses quelque vingt-deux millions de passagers annuels. Des Cubains du troisième âge, exilés de l'an passé — de petites gens, — se racontent au soleil dans un parc des scènes de rue à La Havane. Un journal nous apprend que le F.B.I. interroge « courtoisement » des Salvadoriens de Miami — pas de polites gens, cette fois, — qui financeraient des commandos d'extrême droite de leur pays. Des Vénézuéliens de l'ère du pétrole viennent faire leurs courses entre deux vols. Le Miami Herald presse la Maison Blanche de ne pas intervenir en Amérique centrale. Des affiches invitent à l'enrôlement dans une armée « de libération de Cuba ». La police ne sait plus où entasser les malfaiteurs : on parle de recourir en prison d'anciens silos à missiles. Les touristes se bronzent en paix sur la plage, de plus en plus nombreux. La télévision diffuse une information pratique utile : le numéro de téléphone à composer en cas de découverte d'un cadavre non identifié.

Images, impressions... La description pointilliste, qu'il faudrait allonger beaucoup pour mieux comprendre le tableau, ne saurait cependant cacher l'essentiel, la trame qui per-

met d'expliquer Miami et ses développements récents. L'essentiel, qui est géopolitique.

La géopolitique, c'est ce gros oriel nord-américain à quoi ressemble la Floride, pointe vers les Caraïbes et le cône sud. Frontière avancée du cosmos et proche des richesses naturelles et des marchés sud-américains, mais aussi de l'Amérique centrale en effervescence et, bien sûr, de Cuba et de l'ensemble caribéen. Il était de bonne logique géographique que les Cubains fuyant leur pays par vagues successives, parce qu'ils regrettaient la dictature de Batista et, ensuite, parce qu'ils refusaient les rigueurs du castrisme, échouassent à Miami.

Le boom commercial

Une immense avenue s'est ainsi couverte de banques, et les grands bâtiments continuent de pousser à vue d'œil. Outre les établissements locaux sont installés plus de vingt Edge Act Banks (filiales de grandes banques américaines qui ne peuvent conduire que des opérations internationales) et plus de vingt-cinq banques étrangères (latino-américaines, européennes, israéliennes (2). Ainsi se crée un tissu financier extrêmement solide et dense entre les Etats-Unis, l'Europe occidentale et l'Amérique latine ; des fonds considérables sont prêtés à des institutions financières du Sud, dont croît la dépendance ; et les capitaux sudistes affluent avec une telle force qu'ils viennent déborder sur les marchés européens.

Les flux de marchandises ont naturellement accompagné cette évolution. Voilà trente ans, le port de Miami voyait transiter moins de 200 000 tonnes de marchandises par an. Le chiffre monte petit à petit jusqu'au bord de 1973 (1 200 000 tonnes) ; elle dépasse aujourd'hui les 2,3 millions de tonnes. Le gros du trafic se fait avec les Caraïbes et l'Amérique latine, Venezuela en tête. Importations : essentiellement des produits alimentaires et des hydrocarbures. Exportations : essentiellement des produits finis. Structure classique de l'échange entre un pays industrialisé et un monde dépendant. Près de 30 % du total des exportations des Etats-Unis vers l'Amérique latine (Mexique inclus) passent par la Floride du Sud (3).

L'industrie du tourisme demeure, certes, pour Miami une source de revenus considérable (près de 4 milliards de dollars en 1980) et les investissements immobiliers étrangers ne sont pas négligeables. Mais le « dialogue bancaire » Nord-Sud est autrement lourd de conséquences

pour l'avenir. Miami ault de très près l'évolution économique et politique de chaque capitale latine, de Buenos Aires à San-Salvador. Elle est admirablement bien renseignée par ses antennes locales et ses missions comme par les centaines de milliers de Sud-Américains qui visitent chaque année. Elle a tout intérêt à ce que l'« ordre » règne sur le continent.

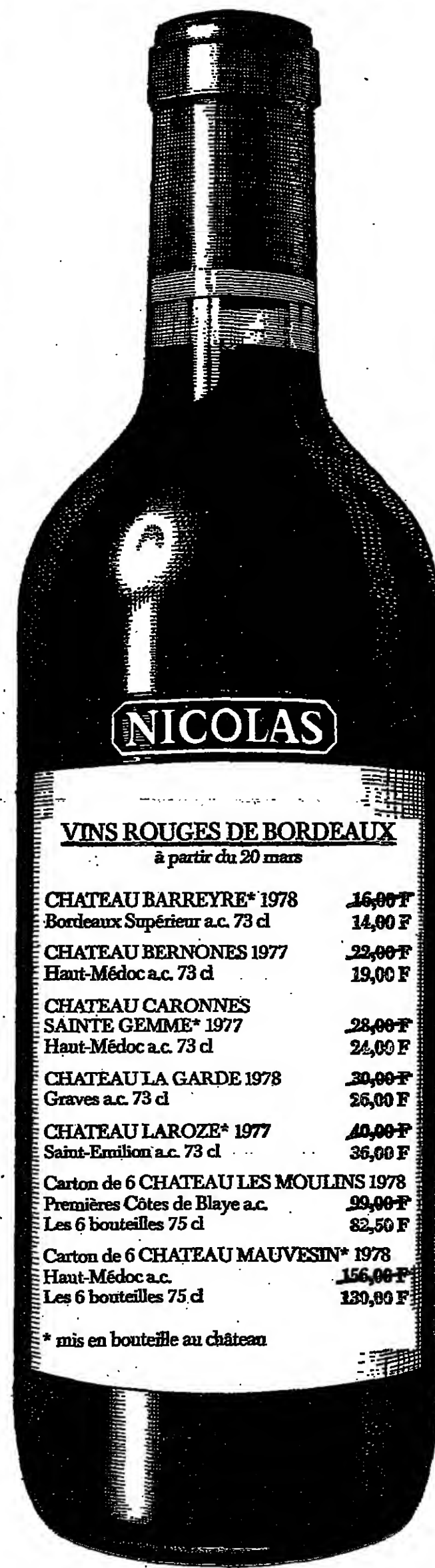
Pendant ce temps, à quelques centaines de mètres de l'avenue couverte de banques, des bourgeois (7) noirs implorant les journalistes de passage : « Dites bien dans vos pays respectifs que vos firmes peuvent investir ici et que, dans la communauté noire, elles trouveront des experts et une main-d'œuvre nombreuse. » Triée qu'est de l'élite des exclus, de ce tiers-monde local. Sans cesse décollant et atterrissant les avions reliant Miami aux Bahamas, à la Colombie, au Venezuela, à l'Argentine, au Chili, à New-York, à l'Europe. La télévision étale les images des morts d'El Salvador, du Guatemala. « Quelle est votre impression de Miami ? » Celle de se trouver au centre du typhon où deux mondes n'ont pas fini de s'opposer au sein de l'échange inégal.

JACQUES DECORNOY.

(1) La municipalité de Miami vient d'inviter un groupe de journalistes américains et européens. Dans cet article, lorsque nous parlons de Miami, nous raisonnons en fait dans le cadre du comté de Dade, dans lequel se trouve la ville.
(2) Le Crédit lyonnais compte s'installer prochainement à Miami, où il sera la première banque française représentée.
(3) D'autre part, un port frappe à été créé à Miami, où une forte concentration encore modeste permet la présentation de produits nord et sud-américains. Les autorités voudraient donner un caractère permanent à cette foire.

P.F.A. création D.D.B.

LES BONNES BOUTEILLES DU MOIS.



VINS ROUGES DE BORDEAUX à partir du 20 mars

CHATEAU BARREYRE* 1978	16,00 F
Bordeaux Supérieur a.c. 73 cl	14,00 F
CHATEAU BERNONES 1977	22,00 F
Haut-Médoc a.c. 73 cl	19,00 F
CHATEAU CARONNES	
SAINT GEMME* 1977	28,00 F
Haut-Médoc a.c. 73 cl	24,00 F
CHATEAU LA GARDE 1978	30,00 F
Graves a.c. 73 cl	25,00 F
CHATEAU LAROSE* 1977	40,00 F
Saint-Emilion a.c. 73 cl	36,00 F
Carton de 6 CHATEAU LES MOULINS 1978	
Premières Côtes de Blaye a.c.	29,00 F
Les 6 bouteilles 75 cl	82,50 F
Carton de 6 CHATEAU MAUVESIN* 1978	
Haut-Médoc a.c.	156,00 F
Les 6 bouteilles 75 cl	130,00 F

* mis en bouteille au château

Offres pratiquées dans les succursales Nicolas.
Prix TTC Région Parisienne.
Articles disponibles jusqu'à épuisement des stocks de Nicolas.

NICOLAS

S.O.S. REFUGIES DU SALVADOR...

AIDEZ LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS A POURSUIVRE LA SOLIDARITE!



9, RUE FROISSART 75003 PARIS Tél. 278-50-48
C.C.P. 654-37 H PARIS

Le Monde DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 22 mars

- Tueur à gages en Floride.
- Informatique policière : l'après-Safari.
- De Ganille et l'affaire Muselier.

- Embauchez-moi !
- Monsieur l'archéologue départemental.
- Les bénévoles au secours d'E.D.F.
- L'enfermement des jeunes Algériennes immigrées.
- Tranquille et inquiète la jeunesse flamande.
- Les nouveaux paysans de Thuringe.
- Taisen Deshimaru : le zen et le miracle japonais.
- Dossier : la récupération des déchets.

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

Une nouvelle de Zivko Cingo

AMÉRIQUES

La nouvelle politique des États-Unis en Amérique latine et en Afrique

Le général Haig, secrétaire d'État américain, a déclaré le jeudi 19 mars, devant la commission des affaires étrangères du Sénat, à Washington, qu'une action militaire contre Cuba ne devait pas être... totalement écartée... au cas où ce pays n'arrêterait pas de façon définitive ses envois d'armes au Salvador. Le secrétaire d'État a joué de l'ambiguïté, déclarant à la fois qu'il n'existait aucun « plan spécifique » d'intervention militaire contre l'île caribéenne et

qu'une telle intervention ne devait pas être totalement écartée. Répondant au sénateur démocrate M. Dodd, M. Haig a déclaré : « Il est de la responsabilité de l'exécutif de prendre en considération toute une série d'options, de préparer toute une batterie d'options. Je puis vous assurer que ce processus est en cours, mais on ne peut en aucune manière parler d'un plan approuvé. » A l'occasion de la visite à Washington du

général Viola, successeur désigné de l'actuel chef de l'État argentin, l'administration Reagan a, d'autre part, demandé au Congrès la levée de l'interdiction des ventes d'armes à Buenos Aires. Pour sa part, Pékin considère avec faveur, selon un commentaire diffusé ce vendredi 20 mars par Chine nouvelle, que la politique de Washington en Amérique latine fait utilement pièce à l'Union soviétique et à Cuba, qui

ne renoncera pas aisément à leurs objectifs d'expansion.

Enfin, la nouvelle diplomatie américaine en Afrique, marquée par des avances en direction des États et mouvements anticomunistes — notamment à l'Afrique du Sud et aux guerilleros de l'UNITA angolaise, — suscite de vives appréhensions dans plusieurs États d'Afrique noire.

LORS DE LA VISITE DU GÉNÉRAL VIOLA À WASHINGTON

L'administration Reagan demande au Congrès d'annuler l'interdiction des ventes d'armes à l'Argentine

De notre correspondant

Washington. — Sanctionnés par M. Carter et tenus en quarantaine pour leurs atteintes aux droits de l'homme, les régimes autoritaires de droite normalisent progressivement leurs rapports avec les États-Unis. Il y avait eu la visite à Washington, début février, du président de la Corée du Sud. Mais c'est surtout par rapport aux régimes militaires du « cône sud » de l'Amérique latine que l'évolution de Washington est perceptible. Après plusieurs gestes bienveillants à l'attention du Chili, l'administration Reagan a manifesté ses nouvelles dispositions à l'égard de l'Argentine, en recevant, fort bien, cette semaine, dans la capitale américaine, le général Roberto Viola, futur chef d'État à Buenos Aires. Malgré le caractère privé de sa visite, le président désigné pour succéder, le 29 de ce mois, au général Vidor, a quasiment obtenu la levée de l'embargo sur les armes américaines à destination de son pays.

La décision « est à l'étude », a déclaré-on, le mercredi 18 mars au département d'État. Jeudi, elle se trouvait déjà plus avancée. M. James Buckley, sous-secrétaire d'État, a officiellement demandé au Congrès d'annuler une loi de 1976 interdisant toute vente d'armes et toute assistance militaire à ce pays en raison de la terreur qu'il y régnerait. L'approbation du Congrès semble acquise, malgré quelques réserves s'élevées tenant tant à la violation persistante des droits de l'homme dans ce pays qu'aux risques afférant à la querelle entre l'Argentine et le Chili à propos du canal du Beagle.

Le gouvernement de Buenos Aires serait demandeur de chasseurs perfectionnés et d'armes automatiques. Mais le feu vert de la Maison Blanche représente d'abord pour lui une victoire morale, car il a pris l'habitude de se fournir en Europe et compte d'ailleurs une importante industrie militaire nationale qui pourrait être partie de ses besoins, et même exporter.

Au moins aussi intéressante est la réouverture des négociations sur la fourniture de matériel nucléaire. Il s'agit d'une vieille controverse avec les États-Unis, l'Argentine n'ayant toujours pas ratifié le traité de non-prolifération. Le Congrès accorderait-il facilement ce qu'il avait beaucoup hésité à donner à l'Inde, sous prétexte que le général Videla, fait déjà affaire avec l'Union soviétique ? (1).

UN OLÉODUC VA DOUBLER LE CANAL DE PANAMA

La société américaine Morrison Knudsen a annoncé, le 19 mars, qu'elle venait de remporter l'essentiel d'un contrat de 250 millions de dollars pour la construction d'un oléoduc de 78 miles (125 kilomètres) qui traversera Panama vers la fin de 1982. D'une capacité de 700 000 barils par jour, cet oléoduc réduira ainsi les coûts de transport de ce pétrole (actuellement 5 à 6 dollars par tonne) de l'ordre de 20 %. Il remplacera les droits de passage du canal — 307,5 millions de dollars prévus en 1981 — de 40 à 50 millions de dollars.

Atlantico-Richfield, Sohio et Exxon, les compagnies pétrolières productrices en Alaska, ont donné leur accord à ce projet. Mais ces trois sociétés pourraient ne plus envoyer leur brut via Panama si devait être réalisé l'oléoduc, très discuté actuellement, qui doit traverser les États-Unis d'ouest en est.

● Une mise au point de l'ambassadeur du Nicaragua. — Après la visite à Paris du ministre nicaraguayen des affaires étrangères le 19 mars, l'ambassadeur du Nicaragua précise que le père d'Escoto reste toute authentiquement « président élu » américain d'un traité d'armes en direction du Salvador. Le ministre n'en respecte pas moins le droit du gouvernement français d'apprécier ces documents selon son propre jugement.

Les liens entre Washington et Buenos Aires n'ont jamais été très solides, même avant M. Carter, pendant la deuxième guerre mondiale. L'Argentine a été à deux doigts de basculer dans le camp allemand. C'est dire que les critiques de M. Carter ont été fort mal reçues par la junte. Lorsque, en 1980, M. Maison Blanche — demandant à l'Argentine d'appliquer l'embargo sur le blé, elle se fit assez sèchement rembarquer. Buenos Aires s'empressa, au contraire, d'augmenter de façon assez considérable ses ventes de céréales à l'Union soviétique, assurant les deux cinquièmes environ des fournitures américaines manquantes.

En venant à Washington avant son entrée en fonctions, le général Viola avait sans doute une arrière-pensée de politique intérieure : rassurer, et neutraliser, ceux de ses collaborateurs qui s'inquiétaient des excellentes relations de Buenos Aires avec l'Union soviétique et Cuba. Il était sûr de pouvoir arracher quelque chose à M. Reagan, lequel ne voit pas d'un bon œil ce grand pays d'Amérique latine qui s'efforce vertigineusement de la mouvance des États-Unis.

On annonce à Washington « un changement de style » dans les relations avec l'Argentine. « Nous ne commentons plus chaque jour, ou presque, les affaires intérieures de ce pays », a dit, le 18 mars, porte-parole du département d'État. L'illustration de ce « rapport plus équilibré » entre les deux pays devait être donnée aussitôt : si les droits de l'homme ont été érogés en public au cours de la visite du général Viola, c'était seulement pour louer les progrès réalisés, sur ce chapitre, à Buenos Aires. « Un progrès considérable », a dit M. Dyess, citant plusieurs faits « encourageants ». Il n'y aurait pas eu, en Argentine, depuis le début de l'année, de « disparitions de personnes ». Le nombre des détenus politiques serait tombé à neuf cents. Et les membres du Centre d'études légales et sociales, arrêtés récemment, ont été relâchés « alors que l'enquête continuait ».

Au cours d'une rencontre informelle avec des parlementaires, le général Viola a su plaider habilement cette thèse. Au point de s'attirer une courtoisie de la part du sénateur démocrate M. Clairborne Pell, membre éminent de la commission des affaires étrangères, qui était revenu assez inquiet d'une mission d'études en Argentine. Selon M. Pell, un signe de bonne volonté aurait été donné par le futur président, qui cherchait à « améliorer l'image de son pays dans le domaine des droits de l'homme ».

Il en faudrait davantage pour convaincre d'ailleurs les parlementaires ayant encore en mémoire plusieurs rapports concordants et accablants sur les méthodes des forces de l'ordre argentine — sans oublier les actes de terrorisme prononcés en janvier par une organisation juive américaine. « Très peu de choses ont changé en Argentine qui justifient une telle courtoisie », ont répliqué les sénateurs, déclarant, le 17 mars, au Capitole, M. Don Womker, représentant démocrate de l'État de Washington. « L'administration Reagan présente la terreur comme le principal problème du monde d'aujourd'hui, et met une fois de plus les États-Unis du côté d'un régime qui pratique le terrorisme contre son propre peuple ».

Même s'ils sont convaincus de ce fait, beaucoup d'autres parlementaires, démocrates ou républicains, voteront la normalisation des rapports avec l'Argentine, estimant que la méthode Carter n'avait pas donné grand chose et que des pressions discrètes de M. Reagan seraient peut-être plus efficaces. Un fort courant estime d'ailleurs qu'on ne peut fonder la diplomatie des États-Unis sur un seul humanitaire. C'est bien ce qu'a laissé entendre jeudi le sous-secrétaire d'État, M. Buckley. « Il est d'une importance vitale, a-t-il dit, que la politique étrangère américaine ne soit pas limitée par des dispositions inflexibles. » L'Argentine occupe une position essentielle sur les voies de communication de l'Atlantique sud, et les restrictions imposées en 1978, sous l'impulsion du sénateur Kennedy, ont empêché « un dialogue sérieux », de nature stratégique, entre les deux pays.

ROBERT SOLÉ

(1) L'Union soviétique doit, en particulier, fournir de l'eau lourde à l'Argentine. — M.D.L.R.

A New-York

Un ancien collaborateur de M. Duarte dénonce les risques de « vietnamisation » au Salvador

De notre correspondant

New-York. — Un ancien membre du gouvernement militaire et démocrate-chrétien salvadorien, M. Carlos Federico Paredes, qui était ministre adjoint de la planification économique jusqu'à sa démission, le 29 janvier dernier, a tenu, le jeudi 19 mars, une conférence de presse sous les auspices du Conseil pour les affaires de l'hémisphère (Council on Hemispheric Affairs) ou COHAT, un organisme privé, de tendance libérale, créé en 1975 à Washington pour étudier l'évolution des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine — et ES-INFO (l'office d'information sur le Salvador) récemment fondé par un groupe de journalistes de l'hémisphère qui suivent les événements de ce pays.

M. Paredes, qui s'est présenté comme un économiste sans attaches avec aucune des formations en présence dans son pays, a lancé un appel passionné à l'arrêt de ce qu'il a appelé « la vietnamisation du Salvador ». « La conjonction des militaires et du parti démocrate-chrétien risque de constituer une maladie mortelle pour le pays », a-t-il dit, soulignant que la plupart des éléments militaires refusent le dialogue avec l'opposition. C'est ailleurs la prééminence grandissante de l'armée au pouvoir qui a motivé la démission de M. Paredes.

Depuis octobre, assure l'ancien responsable salvadorien, les pressions de l'oligarchie sur la junte se sont accrues, provoquant des tensions entre les militaires et le parti démocrate-chrétien, espérant encore pouvoir mettre en œuvre la seconde étape de la réforme agraire, qui toucherait 80 % de la production de café, 60 à 70 % de celle du coton, 60 % de celle de canne à sucre. Pour M. Paredes, seule la réalisation de cette seconde étape de la réforme agraire permettrait au Salvador de résoudre, peut-être, sa conversion à l'économie mixte et à l'industrialisation. Mais les propriétaires des plantations touchées veulent des garanties politiques et économiques. Selon M. Paredes, dès après le 4 novembre, l'équipe de transition de M. Reagan a fait connaître à la junte des deux conditions qu'elle mettrait à poursuivre son aide économique au Salvador : que la junte continue à protéger la libre entreprise et que les subside américains ne soient pas à destination de militaires expropriés. Ce serait la raison pour laquelle le président Duarte a, pour l'instant, différé la mise en route de la seconde étape de la réforme agraire.

Évoquant le rôle joué par M. White, l'ambassadeur américain nommé par M. Carter et révoqué par M. Reagan, M. Paredes a indiqué que, lors de l'assassinat des quatre

religieuses américaines, M. White avait refusé les chapeaux militaires de « complicité » avec les tueurs, dans la mesure où ils n'avaient pas exercé de pressions sérieuses sur les militaires pour qu'une véritable enquête soit menée sur les conditions du crime. M. Paredes a souligné amèrement que, lorsque M. White fut démis de ses fonctions, l'administration Reagan, pour avoir protesté contre la nouvelle politique de Washington au Salvador, le président Duarte avait déclaré que l'ambassadeur était intégré dans les affaires intérieures du pays.

Interrogé sur la liste, citée mercredi par le secrétaire d'État, M. Haig, des pays d'Amérique latine « visés par les Soviétiques », qui comportait, outre le Salvador, le Nicaragua, le Honduras et le Guatemala — M. Paredes s'est écrié : « Je ne suis pas sûr qu'il s'agisse d'un manque de respect pour notre histoire et notre pays. Les Américains nous refusent le droit et les capacités de décider de notre propre avenir. Il a ajouté : « Le Salvador n'est pas le théâtre d'un conflit entre l'Est et l'Ouest. Une économie mixte n'est pas une économie socialiste. Et toute tentative pour régionaliser le conflit ne peut que précipiter la « vietnamisation » de la région. »

« Les États-Unis ont fait des efforts pour consolider la stagnation économique et politique au Salvador », les États-Unis devraient nous aider à mener à bien notre transition vers une économie mixte et un gouvernement démocratique. Mais la nouvelle administration ne peut pas avoir compris la véritable nature de notre vie politique », a encore dit M. Paredes. Le seul chose que le gouvernement de M. Reagan lui paraît, au mieux, capable de comprendre, c'est que l'accroissement de la violence freine les investissements. Mais le président américain ne voit-il pas que le développement de l'aide militaire des États-Unis ne peut que favoriser l'accroissement de cette violence ? M. Paredes a affirmé, en conclusion, que s'il n'était pas, personnellement, favorable à toutes les thèses du Front démocratique révolutionnaire, celui-ci n'est pas, au moins, l'élément le plus représentatif de la population.

NICOLE BERNHEIM

● QUATRE HELICOPTÈRES AMÉRICAINS SUPPLÉMENTAIRES sont arrivés le mercredi 18 mars au Salvador, ont annoncé des sources militaires de l'État-Unis. Dix appareils ont ainsi été livrés depuis janvier, dans le cadre d'une aide de 25 millions de dollars de Washington aux forces armées salvadoriennes. (A.F.P.)

DIPLOMATIE

M. Genscher (R.F.A.) appelle au respect « scrupuleux » de la non-ingérence

Second ministre occidental des affaires étrangères en visite à Varsovie depuis l'« été polonais » — le premier était lord Carrington (Grande-Bretagne). — M. Genscher, vice-chancelier d'Allemagne fédérale, a déclaré, jeudi 19 mars, en portant un toast à ses hôtes : « Nous espérons sincèrement que l'Union soviétique, par des négociations constructives sur les armes à moyenne portée, saisisse la grande chance offerte par l'Occident pour la limitation des armements. »

Le ministre ouest-allemand s'est félicité de l'acceptation de principe par l'U.R.S.S. de l'extension à la partie européenne de l'U.R.S.S. de la zone d'application des mesures de confiance définies par l'acte d'Helsinki. Il y voit la possibilité d'un accordé la conférence en cours à Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe.

M. Genscher a ajouté : « Le principe de la non-ingérence tel qu'il est défini dans l'acte d'Helsinki devrait être scrupuleusement respecté par tous les participants à l'égard de tous les participants. La renonciation à l'ingérence ne signifie pas le refus de l'assistance économique. Nous sommes prêts à fournir une telle assistance » sur demande. (A.F.P.)

tant que partenaire solide, nous avons décidé de coopérer avec la Pologne pour l'aider à surmonter ses difficultés économiques. Dans une émission télévisée jeudi soir en R.F.A. et enregistrée avant son départ, M. Genscher a cependant rejeté une nouvelle fois tout « gel » des fusées à moyenne portée en Europe, proposé par Moscou.

A Bruxelles, M. Lums s'est déclaré jeudi, au cours d'une conférence de presse, persuadé que les Soviétiques étaient disposés à reprendre à Genève les discussions américano-soviétiques sur les armes à moyenne portée. « Mon impression est que les pourparlers seront bientôt repris », a-t-il dit. Mais il a lui aussi rejeté tout moratoire sur ce type d'armes : « Un moratoire ne ferait que perpétuer l'avantage actuel du pacte de Varsovie », a-t-il dit.

A Washington, le secrétaire d'État, M. Haig, a déclaré jeudi que les États-Unis avaient l'intention de maintenir l'embargo sur les ventes de céréales à l'U.R.S.S. « tant qu'il n'y aura pas de discussions approfondies avec les Soviétiques sur leur comportement futur », mais, a-t-il ajouté, M. Reagan n'est pas favorable au maintien d'un embargo sur les seules céréales. — (Reuter, A.F.P.)

Le Département d'État n'exclut pas des contacts avec les maquisards de l'UNITA en Angola

Le premier ministre sud-africain pourrait se rendre aux États-Unis

Le délai de grâce dont bénéficiait M. Reagan en Afrique noire semble prendre fin. Plusieurs États membres de l'organisation panafricaine n'ont pas attendu, en effet, que la nouvelle politique américaine soit plus clairement définie pour mettre en garde Washington contre un rapprochement avec le régime de l'apartheid ou un appui à la guérilla de l'UNITA de M. Savimbi en Angola.

A ce propos, le département d'État américain a, en effet, fait savoir, jeudi 19 mars, que son gouvernement, qui n'a jamais établi de relations diplomatiques avec Luanda, n'avait « pas encore définitivement arrêté sa politique à l'égard du conflit en Angola ». Washington, se déclarant prêt à « sonder toutes les parties en présence », a néanmoins autorisé un voyage de M. Savimbi aux États-Unis en « visite privée » la semaine prochaine. Des contacts officiels avec le chef de l'UNITA, qui dispose de solides appuis sud-africains, sont d'autant plus probables que M. Reagan doit bientôt soumettre au Congrès américain une série de propositions sur l'Angola. On ignore, cependant, si le Maison Blanche a décidé ou non de demander la levée d'un amendement qui interdit toute aide aux forces rebelles en Angola.

Dans un communiqué conjoint, publié jeudi à l'issue de la visite à Salisbury de M. Stevens, chef de l'État sierra-léonais, président en exercice de l'O.U.A., celui-ci et M. Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, ont qualifié d'« extrêmement répugnant » tout appui éventuel à M. Savimbi. De son côté, le président des États de la « ligne de front », M. Nyerere, de passage à Tokyo en visite officielle, a défendu la présence militaire cubaine en Angola, en expliquant que le soutien à l'Afrique du Sud, « avec le soutien des États-Unis », avait tenté d'« empêcher » les nationalistes de s'imposer après le départ des Portugais.

Autre sujet d'inquiétude en Afrique noire, la possibilité d'une visite

officielle aux États-Unis de M. P. W. Botha, premier ministre sud-africain, évoquée jeudi par le Washington Star. Témoinant devant le Congrès, le secrétaire d'État américain a admis que la question avait été débattue à un « niveau inférieur » dans ses services, ce qui implique qu'une telle hypothèse n'est pas écartée. Un porte-parole du département d'État devait toutefois, un peu plus tard, faire marche arrière en déclarant qu'« une telle invitation n'avait pas été envisagée ».

M. Reagan ayant déjà qualifié l'Afrique du Sud de « pays ami », le rapprochement en cours entre Washington et Pretoria est d'autant plus mal accueilli au sein de l'O.U.A. que M. Mudge, « premier ministre » de Windhoek, vient de séjourner aux États-Unis et que des officiers sud-africains s'y sont également rendus et y ont rencontré des militaires américains, en violation d'une loi adoptée en 1963 aux États-Unis.

M. Mugabe a donné le ton, jeudi, en exprimant l'espoir que l'administration américaine ne s'opposerait pas à la lutte du continent noir pour sa « libération totale ». « autrement dit pour l'indépendance » de la Namibie la levée d'un amendement qui interdit toute aide aux forces rebelles en Angola.

Pour sa part, le gouvernement du Botswana a adressé jeudi une note de protestation aux autorités sud-africaines leur reprochant de menacer d'attaquer son territoire à la suite d'un incident de frontière au cours duquel un soldat sud-africain a été tué. Rappelons que les relations de Pretoria avec le Mozambique, autre voisin très dépendant économiquement des Sud-Africains, se sont déjà sérieusement dégradées depuis le début de l'année.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Canada

Le parti conservateur remporte la majorité absolue aux élections en Ontario

De notre correspondant

Montréal. — La plus peuplée (plus de 8 000 000 d'habitants, dont environ 700 000 francophones) et la plus riche des six provinces canadiennes, l'Ontario, vient de prouver encore une fois qu'elle était l'entité la plus stable sur le plan politique. Dans une élection générale, les conservateurs ont remporté une victoire éclatante jeudi 19 mars en obtenant 70 sièges sur 125 à l'Assemblée législative de la province. M. William Davis, qui est premier ministre depuis 1971, renforce sa position puisqu'il détient désormais la majorité absolue. Le Nouveau parti démocratique (N.P.D.), « oiseau à l'écaille » qui avait 33 sièges n'en a plus que 21 et apparaît comme le grand perdant de ce scrutin. Les libéraux maintiennent leur position avec 34 sièges.

M. Davis dirigeait un gouvernement minoritaire depuis les élections de 1975 et il avait été obligé de ménager les deux partis d'opposition pour ne pas mettre en péril sa fragile majorité. Il avait déclenché des élections anticipées en 1977 dans l'espoir d'améliorer sa position. Sans succès. Les difficultés économiques de la province ont secoué la quasi-totalité de l'industrie automobile canadienne, la personnalité rassurante du premier ministre et la faiblesse des dirigeants de l'opposition semblaient avoir convaincu les Ontariens qu'il leur fallait, cette fois-ci, un gouvernement fort dirigé par un homme resté serin dans la tourmente constitutionnelle qui secoue l'ensemble du pays. M. Davis est le seul chef de gouvernement provincial à appuyer fermement le premier ministre fédéraliste, M. Pierre Elliott Trudeau, dans son projet de révision constitutionnelle, ce qui lui a fait perdre le soutien traditionnellement apporté aux conservateurs par l'élément québécois des milieux d'affaires de Toronto, The Globe and Mail.

Au cours d'une campagne électorale plutôt terne, M. Davis a délibérément ignoré ses adversaires et a refusé de participer à des débats télévisés. Le chef du parti libéral, M. Stuart Smith, a tout fait pour confirmer son image d'homme sûr et équilibré, un homme qui se présente comme un psychopathe qui se sentait guéri par un contact avec la foule. De plus, son origine montrealaise est un handicap sérieux dans une province où on est généralement méfiant à l'égard de « l'étranger ». Le candidat du N.P.D., M. Michael Cassidy, pouvait compter sur l'appui des syndicats, mais cela le rendait d'autant plus suspect aux yeux d'une société profondément conservatrice qui n'aime guère les « socialistes » et dont la rigidité morale se manifeste à l'occasion par l'interdiction d'œuvres internationales connues. Dernière victime du puritanisme ontarien, le film Le Zéro, qui avait finalement pu être projeté, moyennant quelques coupures, après une longue bataille menée par un groupe d'intellectuels contre la commission de censure.

Parmi les raisons qui expliquent la longévité des conservateurs à la tête du gouvernement, il faut signaler le fait que les meilleurs éléments du parti libéral ont toujours été drainés vers le grand frère fédéral, le Parti libéral du Canada qui est au pouvoir à Ottawa depuis 1963. Les Ontariens comme les Québécois évitent également de voter sous leurs cœurs dans le même panier : ils votent pour un parti au niveau provincial et pour un autre au niveau fédéral. Enfin, le parti conservateur a fait preuve de plusieurs reprises d'une capacité d'adaptation qui lui a permis de réagir à temps au besoin de changement exprimé par l'électorat, qu'il s'agisse d'adopter des mesures sociales, comme le contrôle des loyers, en totale contradiction avec son idéologie.

BERTRAND DE LA GRANGE

RÉSU

to de t

Centre d'Etude des

مكتبة من الأصل

et en Afrique

avant pas à leur dé-

la contre-diplomatie anglo-

stat n'exclut pas des con-

rs de l'UNITA en Angl-

ministre sud-africain

rendre aux États-Unis

Canada

parti conservateur

la majorité abs-

lections en Ontar-

RÉSULTATS DU 1^{er} SONDAGE C.E.S.P.* 1981

RTL

*toujours en tête
de toutes les radios*

ENTRE 8H30 ET 11H
AVEC **ANNE-MARIE PEYSSON**

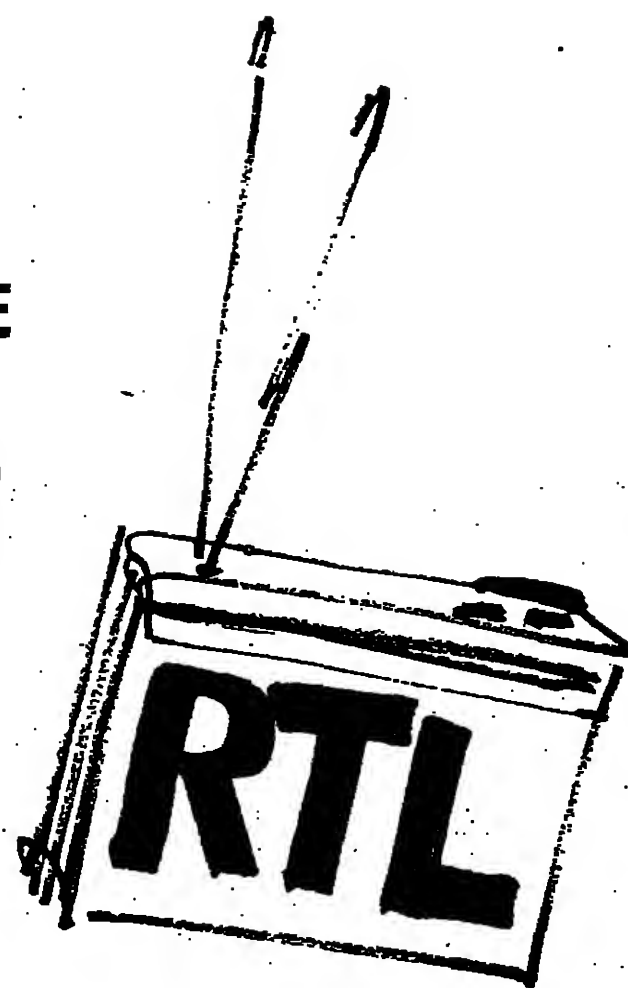
ENTRE 11H ET 13H
AVEC **MICHEL DRUCKER**

ENTRE 14H30 et 15H
AVEC **MENIE GRÉGOIRE**

ENTRE 15H ET 16H30
AVEC **FABRICE ET SOPHIE**

ENTRE 16H30 ET 18H
AVEC **PHILIPPE BOUVARD
ET LES GROSSES TÊTES**

ENTRE 21H ET 22H30
AVEC **MAX MEYNIER**



* Centre d'Etude des Supports Publicitaires

ASIE

Thaïlande

La plupart des militants non communistes abandonnent la lutte armée qu'ils menaient aux côtés du P.C.T.

Le départ des maquis communistes de M. Thirayuth Boonmee, en novembre, et sa reddition, à Bangkok, le 24 février, représentent le coup le plus dur subi par le P.C.T. depuis plusieurs années et marquent le point culminant du mouvement de rejet des étudiants, des intellectuels et des politiciens de gauche qui avaient rejoint le parti après le coup d'Etat

Sur les trois mille à cinq mille personnes qui avaient pris le maquis, à la fois par crainte de la répression et parce qu'ils considéraient des espoirs sur la lutte armée menée par le P.C.T. depuis 1965, plus de la moitié ont regagné Bangkok depuis 1979. Le plus connu avait été, l'an dernier, le dirigeant étudiant parti syndical, Seksan Prasertkul, qui, à la suite de désaccords persistants avec les dirigeants du P.C.T., avait décidé de quitter le pays et d'être invité à l'université de Cornell, aux Etats-Unis. M. Seksan avait été accompagné jusqu'aux zones gouvernementales par des amis qui craignaient qu'on ne lui fasse un mauvais sort.

On s'attend maintenant que la plupart des étudiants restés dans la jungle, mais aussi des hommes politiques, comme les militants et dirigeants du Front socialiste unifié et du P.S.T. — dont l'ancien député, M. Katsang Sukkum — fassent de même. Ce dernier se trouve en Chine et certaines informations laissent à penser que Pékín serait en faveur de son retour à Bangkok, comme ce fut déjà le cas récemment avec l'ancien président du P.C. de Malaisie, M. Musa Ahmad.

Tous les gains acquis par le P.C.T. il y a cinq ans, se trouvent ainsi menacés. L'espoir qu'il suscitait chez de nombreux jeunes risque de s'évanouir. D'autant que la situation en Indochine a refroidi le zèle de nombreux partisans du socialisme, sans qu'ils se rallient pour autant au régime ou se montrent favorables aux Etats-Unis. Dans une interview à l'hebdomadaire Siam Nikom, M. Seksan a déclaré : « Je n'ai aucune confiance en aucune grande puissance

militaire et les massacres du 6 octobre 1978. M. Thirayuth, un des héros de la révolution thaïlandaise de 1973, était devenu le secrétaire général du Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques (C.C.P.D.F.), organe de front uni des partisans de la lutte armée contre le régime conservateur de Bangkok.

sonnaire au début de 1979. Les dissensions internes le minèrent dès le début, a rapporté l'un de ses fondateurs, M. Thiraphoom Jaidee, leader syndical, qui est rentré en Thaïlande le 13 octobre dernier.

Coupé matériellement de la Chine, choqué par l'effondrement du régime khmer rouge et par les révélations faites sur ses excès, le P.C.T. a de plus en plus été fortement secoué par la nouvelle politique chinoise : Pékín, en effet, tout à sa lutte contre le tandem Hanoï-Moscou, mise désormais sur les régimes jadis « réactionnaires » de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et sur l'Amérique. Si l'on en croit les récents propos du premier ministre chinois à Bangkok, Pékín ne veut pas que ses liens avec le P.C. de la région « affectent ses relations avec les pays de l'ASEAN ».

La crise a été provoquée par le dernier conflit indochinois. Prochaine, le P.C.T. recevait malgré tout un important soutien du Vietnam et du Laos, qui lui accordaient « sanctuaires » et liaison avec la Chine. En 1978, le P.C.T. a été sommé par Hanoï de choisir. Ayant opté pour Pékín et les Khmers rouges, il fut pris de décamper sur le champ, tandis que les Vietnamiens entreprenaient de créer un nouveau P.C. concurrent à Vientiane, opération à laquelle il se préparait depuis des années. Ils obtinrent le soutien de trois membres du C.C.P.D.F., qui, avec deux autres personnes, dont un Vietnamiens, fondèrent un parti populaire révolutionnaire.

Chine

La campagne contre le « gauchisme » s'amplifie dans la presse

De notre correspondant

Pékín. — Les difficultés auxquelles se heurte la direction politique actuelle pour imposer sa ligne dans tout le pays, et plus particulièrement pour mener à bien la lutte contre le « gauchisme », viennent d'être illustrées de façon très instructive par le *Quotidien du peuple* à l'occasion d'un exemple concret, celui de Tangshan. Tangshan est cette ville de plus d'un million d'habitants, située à l'est de Pékín, dans la province du Hebei, qui fut secouée le 28 juillet 1976 par un terrible tremblement de terre qui fit 242 000 victimes (certaines estimations, à l'étranger, situent le nombre de victimes à 600 000 à 700 000). Or cette cité minière a la particularité d'avoir été agitée ces dernières années, et cela en moins de dix ans, par d'autres secousses, de nature politique.

L'histoire de ces luttes de factions est très complexe, comme souvent en Chine, mais elle peut être résumée à grands traits. Pendant la révolution culturelle, le Hebei, qui entoure Pékín, fut l'une des places fortes des dirigeants gauchistes. M. Chen Boda, un particulier, récemment jugé dans le procès des deux « chiens » de Lin Biao et de Mme Jiang Qing, y joua un rôle non négligeable en encourageant une vague de persécution contre les éléments qualifiés alors de « contre-révolutionnaires » et de « membres des classes ennemies ». En 1976, et surtout après le troisième plénum de décembre 1978, qui est aujourd'hui le point de référence obligé, la direction centrale demanda aux responsables du Hebei, comme à ceux des autres provinces, de procéder à la révision des « verdicts injustes, faux et erronés » prononcés à l'encontre de milliers de personnes pendant les « dix ans de troubles ».

A Tangshan, ce réexamen se passa d'une façon tout à fait inattendue : au lieu de réhabiliter les victimes d'hier, les dirigeants de la ville, affirmant le *Quotidien du peuple*, procédèrent de manière inverse. Ils continuèrent à suivre leur ligne gauchiste et à s'opposer aux directives du troisième plénum, tout en essayant de se faire passer à leur tour pour des victimes de la « bande des quatre ».

Mais il y a plus. Apparemment, ces responsables disposent d'appuis au « centre », car, ajoute mystérieusement l'organe du parti, « certaines personnes », informées de cette situation, tentèrent de protéger M. Gu Jixian, le premier secrétaire de la ville, qui fut même arrêté, en 1979, d'une promotion. Ces mêmes personnes, tout d'après le *Quo-*

tidien du peuple, allèrent jusqu'à demander à quelques responsables locaux de faire un rapport au comité central pour affirmer que M. Gu avait résolu les problèmes politiques de son ressort, ce qui n'était évidemment pas le cas.

Le *Quotidien du peuple* ne dit pas comment l'abus fut finalement vidé. Mais le fait est que l'ancien premier secrétaire Tangshan, M. Liu Zhibo, en place depuis 1971, a été depuis lors remplacé par M. Jin Ming, et que, à Tangshan, les « équipes dirigeantes malaises » ont été purgées. Des responsables d'anciens comités ont été arrêtés, certains condamnés « selon la loi », d'autres exclus du parti ou destitués de leur poste. Fin février 1981, plus de quatre mille cent personnes avaient été réhabilitées.

Des « opportunistes habiles »

Les directives précises interdisent le retour aux commandes de ceux qui ont participé activement aux persécution du Jassé, n'ont pas voulu rompre avec la ligne gauchiste, n'ont pas fait leur autocritique ou bien ont reconnu leurs erreurs et ont ensuite retourné leur veste, en un mot les « opportunistes habiles » qui ont une « double face » sur le plan politique.

De tels éléments doivent être encore en place, puisque le *Quotidien du peuple* prend la peine de préciser que dans certaines instances de la ville des faits se produisent « qui vont à l'encontre de la politique de notre parti ».

Certains dirigeants qui ont obtenu leur poste « par la rébellion » et leurs idées gauchistes sont maintenus en fonctions, note le journal. Est-il possible d'extrapoler à partir de ce cas et d'affirmer que cette affaire est tout à fait significative de ce qui se passe dans l'ensemble des provinces ? Une certaine prudence s'impose, même si l'on peut penser qu'il ne s'agit certainement pas d'un cas isolé. On peut aussi imaginer que l'exposé détaillé de cette affaire, au-delà des cadres locaux, pourrait viser ceux qui, à la direction centrale du parti, continuent de jouer un double jeu.

Dans ce contexte, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que, après le tremblement de terre de 1976, la lutte contre les conséquences de la catastrophe avait été mise sur le même plan que la lutte contre le « gauchisme ». M. Deng Xiaoping et que M. Hu Guofeng, l'actuel président en titre du parti, porta à l'époque personnellement sa contribution à cette campagne.

MANUEL LUCBERT.

Cambodge

DES MALADES INTOXIQUÉS PAR DES SUBSTANCES CHIMIQUES SONT SOIGNÉS PAR LA CROIX-ROUGE

Bangkok (A.F.P.). — Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a indiqué, jeudi 19 mars, à Bangkok que des Cambodgiens intoxiqués ont été soignés à la frontière khmère-thaïlandaise. M. François Perez, chef de la délégation du C.I.C.R. en Thaïlande, a toutefois déclaré que « les raisons de cette intoxication ne sont pas connues ».

Une station de radio gouvernementale thaïlandaise, Radio Free Asia (Radio Asie Libre), avait affirmé jeudi, citant « sources » à la frontière khmère-thaïlandaise, que, depuis une semaine, dix personnes ont été tuées et trente et une sérieusement intoxiquées par l'utilisation de substances toxiques contre des positions khmères rouges dans l'extrême ouest cambodgien. M. Perez a confirmé que le C.I.C.R. a soigné 7 au 15 mars des Cambodgiens intoxiqués dans les hôpitaux de la frontière face aux zones khmères rouges.

Il a déclaré que, dans cette affaire, le C.I.C.R. « s'est limité à traiter les malades sur le plan médical. Il n'appartient pas au C.I.C.R. de faire une enquête », a-t-il dit.

Le gouvernement vietnamien a constamment démenti que ses forces armées utilisent des gaz au Cambodge, et jusqu'à présent, aucune preuve de l'usage de substances chimiques n'a été présentée. Radio-Hanoï a toutefois déjà fait état de l'existence, au sein des forces armées vietnamiennes, d'un « service des armes chimiques ».

« Disparitions » d'opposants

Les prisons de Phnom-Penh ont été rouvertes par le régime de M. Heng Samrin et les conditions de détention y ont particulièrement durées. D'autre part, affirmé jeudi un détenu évadé arrivé à la frontière thaïlandaise, les prisonniers — qui n'ont pas été jugés et ne connaissent pas la sentence qui leur est infligée — sont enfermés par deux dans des cellules qui restent vingt-quatre heures sur vingt-quatre plongées dans l'obscurité, a-t-il déclaré. Les détenus ont droit à une douche une fois tous les cinq jours. La nourriture est mauvaise et insuffisante. Les prisonniers, dont on ignore le nombre, ne peuvent communiquer avec l'extérieur.

Selon ce témoin, il est régulièrement fait état, à Phnom-Penh, notamment, de « disparitions » de personnes connues et pour leur opposition au régime ou à la prise de pouvoir par le Cambodge. Les organisations internationales spécialisées n'ont pas été, à ce jour, autorisées à visiter les prisons.

Inde

Mme GANDHI LIMOGÉE L'UN DE SES MINISTRES

New-Delhi (A.F.P.). — Mme Gandhi a été limogée, jeudi 19 mars, de ses fonctions de ministre des approvisionnements civils, M. Vidya Charan Shukla. Il semble que cette éviction soit la conséquence de l'échec du ministre dans son action. Une autre raison de la mise à l'écart de M. Shukla, qui fut l'un des proches conseillers politiques de Mme Gandhi et de son fils Sanjay pendant l'état d'urgence (1975-1977), serait son soutien ouvert aux dissidents du Parti du Congrès-Inde dans son Etat, le Madhya-Pradesh.

Dans diverses régions, la population s'est plainte de l'insuffisance des approvisionnements en denrées de première nécessité dans les magasins populaires contrôlés par l'Etat. M. V. C. Sukhla avait été très proche du premier ministre et s'est lui-même vu évincer de son poste de ministre de l'information et avait resserré le contrôle du gouvernement sur la presse, et fait émettre un film satirique sur le régime d'exception, édité pour lequel il fut condamné à deux ans de prison sous le gouvernement de Janata. Il avait été acquitté par la Cour suprême après le retour de Mme Gandhi au pouvoir.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● L'ANCIEN MINISTRE DE LA DEFENSE BOLIVIENNE serait l'un des instigateurs de la tentative de coup d'Etat militaire qui a eu lieu le mardi 17 mars, à La Paz, a-t-on indiqué, le 19 mars, de source officielle bolivienne. Le général Hugo Guevara aurait recherché la participation des généraux Hugo Banzer et David Padilla, tous deux anciens chefs d'Etat (1971-1978 et 1978-1979), à son action pour renverser le général García Mesa, qui a pris le pouvoir par la force le 17 juillet 1980. — (A.F.P.)

Haïti

● LE RESPONSABLE DE LA POLICE SECRETE HAÏTIENNE a été mis en résidence surveillée le jeudi 19 mars sur ordre du président à vie, M. Jean-Claude Duvalier, indique l'Agence France-Presse de Port-au-Prince. Conseiller spécial du président pour les questions de sécurité, M. Luc Desir est généralement considéré comme un des personnalités-clés du système répressif mis en place à Haïti par la famille Duvalier.

NOUVEAU
Pour lire sans lunettes...
... des lentilles de contact souples à double foyer

Les Laboratoires Yoptic viennent de mettre au point des lentilles de contact souples, bifocales (pour voir de loin et de près), invisibles et faciles à tolérer, elles permettent aujourd'hui aux presbytes de bien voir à toutes distances.

Yoptic LE SPECIALISTE DES LENTILLES DE CONTACT

80, bd Maiesherbes 75008 Paris (tél. 563.85.32).
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

PROCHE-ORIENT

Israël

EN DÉPIT DU « DÉMENTI CATÉGORIQUE » DE RABAT L'entretien que M. Shimon Pérès aurait eu avec le roi du Maroc « scandalise » le gouvernement

De notre correspondant

Jérusalem. — Le président du parti travailliste israélien, M. Shimon Pérès, aurait eu une rencontre secrète à Londres avec un frère du roi Hussein de Jordanie, le 17 mars ; puis le lendemain, lors d'un rapide aller-retour au Maroc depuis la capitale britannique, le chef de l'opposition se serait entretenu tout aussi discrètement avec le roi Hassan II. Ces conversations auront eu pour but de faire connaître, en prévision d'élections de juin, les projets du parti travailliste concernant le processus de paix. Cette nouvelle inattendue, qui a fait sensation à Jérusalem, où l'on n'accorde guère créance au « démenti » catégorique de Rabat, a été révélée en fin de soirée, le 19 mars, par la télévision nationale.

Interrogé au même moment à son retour en Israël, M. Pérès a tout d'abord nié avoir rencontré durant son voyage « des personnalités arabes », mais il s'est montré ensuite plus hésitant. Embarrassé, un porte-parole travailliste a annoncé que l'information ne serait ni « infirmée ni confirmée officiellement ». Mais, pressé de questions, plusieurs dirigeants du parti ont officiellement reconnu que ces rencontres avaient eu lieu. C'est le cas d'un député travailliste, M. Gad Yacobi, qui a déclaré : « Ces entretiens sont susceptibles de sortir Israël de l'impasse ».

Dans les milieux de la majorité et dans l'entourage même de M. Begin,

Les contacts avec la Jordanie

Alors que la Jordanie a toujours refusé jusqu'à présent les offres travaillistes prévoyant la restitution d'une partie des territoires occupés au royaume hachémite, le prince Mohammed, frère du roi Hussein, aurait laissé entendre à M. Pérès que le souverain hachémite ne pourrait pas faire connaître sa position définitive à ce sujet avant le début des négociations entre Amman et Jérusalem. Il aurait donc donné à entendre que l'attitude de la Jordanie pourrait dans quelques mois changer du tout au tout et devenir par conséquent plus favorable aux propositions de M. Pérès.

Il convient de rappeler que ce n'est pas la première fois que des dirigeants israéliens ont eu des conversations secrètes avec le roi Hussein ou certains de ses représentants. M. Moshe Dayan, ancien ministre des affaires étrangères, dans un livre qu'il s'apprête à publier, confirme qu'il avait rencontré au cours de l'été 1977 le roi Hussein à Londres. La nouvelle de l'entrevue avec le souverain marocain prend une signification très particulière aux yeux des Israéliens car c'est le roi Hassan II qui avait déjà servi d'intermédiaire entre Israël et l'Egypte en 1977 pour des contacts discrets entre les deux pays qui devaient préparer le voyage de M. Sadate à Jérusalem et marquer le début du processus de paix. A deux reprises, M. Dayan s'était rendu inconnu au Maroc pour y avoir des discussions avec le vice-président égyptien, M. Hassan Taha. Toutefois, le rôle que jouerait aujourd'hui le roi Hassan II a de quoi surprendre quelque peu les Israéliens, car depuis les accords de Camp David, ce dernier a d'ailleurs une attitude et a paru se ranger aux côtés des pays arabes refusant ces accords, notamment en présidant le comité « AL Code » pour la « libération » de Jérusalem.

Les informations qui viennent d'être rendues publiques sont apparemment de nature à servir les intérêts du parti travailliste puisqu'elles semblent redonner une certaine crédibilité au plan de paix du parti — fondé sur « l'option jordanienne » — alors que celui-ci était dernièrement de plus en plus critiqué en Israël comme « dangereux » aux yeux de la majorité gouvernementale qui veut garder le contrôle de la Cisjordanie et du territoire de Gaza ou encore comme « irréaliste » et « dépassé » par certains membres de l'opposition considérant les retards répétés de la Jordanie. Mais le parti travailliste aurait sans doute préféré que la nouvelle s'appuyât sur des faits plus tard dans la campagne électorale, de manière que l'impression faite sur l'électeur soit plus déterminante et aussi pour éviter les critiques des partisans de M. Begin.

FRANCIS CORNU.

Egypte

Le Caire rétablit à leur niveau normal les relations diplomatiques avec Khartoum

De notre correspondant

Le Caire. — « L'Egypte vient de remporter son premier succès diplomatique arabe depuis la prise de Jérusalem » ont écrit dans les cercles officiels du Caire. Le Soudan a en effet accepté que les deux pays normalisent leurs relations diplomatiques en échangeant de nouveaux ambassadeurs. Un communiqué officiel publié simultanément dans chacune des capitales devait confirmer cette nouvelle.

Contrairement à la quasi-totalité des Etats membres de la Ligue arabe, le Soudan n'avait pas, après la signature du traité égypto-israélien, rompu ses relations diplomatiques avec l'Egypte. Il avait même tout d'abord fait mine d'approuver les accords de Camp David. Puis peu à peu, sous la pression de capitales comme Riyad ou Bagdad — qui lui fournissent une aide importante — Khartoum a progressivement pris ses distances avec le Caire, rappelant discrètement son ambassadeur accrédité dans la capitale égyptienne. Oman et la Somalie furent alors les deux seuls membres de l'Organisation panarabe à maintenir leurs représentations au Caire au niveau des ambassadeurs.

Cependant les relations politiques, culturelles et économiques entre l'Egypte et le Soudan ne s'étaient pas vraiment resserrées de cette situation. Des rencontres de dirigeants des deux nations

continuaient à avoir lieu à un haut niveau. En janvier 1979 un accord d'intégration économique, sociale et culturelle avait été signé entre les deux pays. C'est seulement en novembre 1979 que la presse soudanaise avait critiqué pour la première fois les accords de Camp David, sans doute parce que le gouvernement soudanais devait attendre février 1980 pour exprimer sa « tristesse » devant le début de la normalisation des rapports israélo-égyptiens.

Cela n'a pas empêché non plus la coopération militaire de se développer entre l'Egypte et le Soudan, près d'un millier d'insulteurs égyptiens se trouvant au service de l'armée soudanaise à la fin de 1980. En outre, les provinces occidentales du Soudan servent depuis plusieurs mois au transit des armes livrées par l'Egypte aux forces sudanaises antilybiennes. — J.-P. F.-E.

La Chambre de Commerce Franco-Arabe organise le mardi 24 mars une Journée d'Etudes Economiques sur le Soudan d'Oman, à l'Hôtel Méridien 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr 75017 PARIS (Renseignements complémentaires : Tél. : 553-20-15).

LE MONDE

LA FRANCE

M. Michel

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

A l'écart de tout

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Les ministres de la Défense et de l'Intérieur ont été reçus par le président de la République à l'Élysée. M. Michel a été nommé ministre de l'Intérieur.

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Michel Jobert se met sur les rangs

(Suite de la première page.)

M. Jobert, qui, naturellement, n'ignore pas que ses chances de succès sont fort limitées — à supposer même qu'il obtienne les parrainages nécessaires — est convaincu que sa situation, des partis il peut grappiller des suffrages sur l'ensemble de l'éventail politique. Il semble plutôt que l'ancien ministre, qui se réfère explicitement au général de Gaulle

et à Georges Pompidou, doive limiter ses ambitions à troubler le jeu au sein du camp majoritaire. En effet, M. Jobert est la quatrième personnalité de la famille « gaullio-pompidolienne », au sens large, après M. Debré et Chirac et Mme Chirac, à briser les suffrages, ce qui prouve au moins que de ce côté-là le vivier est fourni.

Son intervention risque donc d'atomiser encore davantage la

fraction non giscardienne de la majorité. De plus, en s'attaquant avec constance depuis sept ans à M. Giscard d'Estaing et en accentuant encore récemment son opposition, M. Jobert peut espérer attirer à lui une partie des électeurs mécontents du candidat de la « déception », comme l'appelle M. Chirac. Mais, du même coup, en réduisant même faiblement le score espéré par les autres candidats « gaullistes »,

l'ancien ministre ne risque-t-il pas de faciliter objectivement la tâche du président sortant ? A moins que par son style et son langage il ne détourne M. Giscard d'Estaing quelques électeurs en route vers l'abandon.

Pour l'admettre qu'elle soit la candidature de M. Jobert aura aussi valeur de témoignage. Avec l'autorité qui s'attache aux fonctions de ministre des affaires étrangères qui furent les siennes et surtout à la façon fière, ferme et résolue dont il les a exercées, M. Jobert pourra contester avec poids le comportement diplomatique du candidat sortant qu'il juge trop aligné, selon les occasions, sur Moscou ou sur Washington. Il pourra aussi contester la politique économique du gouvernement Barre, ainsi qu'il le fait depuis longtemps en dénonçant « le septennat du signe moins ». Mais cette contestation quasi générale n'est-elle pas précisément celle qu'expriment, chacun à sa manière, M. Debré et Chirac et Mme Chirac, sans parler évidemment des candidats de l'opposition traditionnelle ?

A. P.

« A l'écart de tout appareil partisan »

Voici le texte de la lettre que M. Michel Jobert a adressée aux maires :

Monsieur le Maire,

Ma résolution est prise : je serai candidat à l'élection du président de la République. En mon âme et conscience, je crois qu'il est de mon devoir de faire valoir mes titres passés auprès du général de Gaulle et de Georges Pompidou pour mettre un terme au jeu à la fois complexe et fratricide des grands partis.

L'intérêt supérieur de la France exige que les Français et les Françaises ne se laissent pas dessaisir du pouvoir, qui leur revient de droit, d'être directement le président de la République. Les partis, en compliquant ou en gênant toute candidature qui leur échappe, cherchent à s'emparer pour eux-mêmes de la mission présidentielle. Au plus grand mépris des électeurs et du code électoral, ils étalent pour leur réalisme, des moyens financiers scandaleux. C'est en prévoyant ce retour abusif des fétidités idéologiques et d'argent que le général de Gaulle a fait adopter, par référendum, l'élection du président de la République au suffrage universel.

Tant il est souhaitable que les partis concourent à l'expression des électeurs et de leurs intérêts spécifiques au Parlement.

Mais tant il est aussi souhaitable que le président reste impartial et incarne l'unité nationale. Il y va de la responsabilité des citoyens ;

Il y va de la liberté, de la morale et du caractère populaire du pouvoir et des décisions — maintenant urgentes — de l'Etat ;

Il y va de la légitimité de la République. M'étant volontairement tenu à l'écart de tout appareil partisan, j'entends ne recueillir les cinq cents parrainages, prévus par la loi, qu'en l'absence de tout maître de France, dont je connais l'indépendance naturelle quelles que soient par ailleurs leur origine et leur fidélité politique, des maîtres de France dont j'entends être le représentant exclusif.

Je ne commencerai ma campagne que lorsque je serai assuré de leur appui, qu'à partir du premier jour de la campagne légale, je n'aurai que des moyens de propagande prévus par la loi. Conformément à la Constitution, c'est à votre intime conviction que je fais appel, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une délibération politique de votre conseil municipal, et par référence exclusive à votre propre mission d'impartialité à la tête du conseil.

Croyez-moi, le succès est possible. Aidez-moi en m'honorant de votre parrainage, je vous le demande pour l'amour de la France, le bien public et la paix civile.

Les Français ne feraient que prolonger la crise et ouvrir l'avenir en acceptant que l'élection du président de la République soit transformée en un succès de la droite contre la gauche ou de la gauche contre

la droite, c'est-à-dire en une défaite, à 1 ou 2 % près, de la moitié de la France.

Ce serait l'enchaînement permanent des revanches personnelles et partisans tel que nous l'interdit la concurrence et la menace internationales.

J'en appelle — avec confiance — à votre indépendance et à votre courage au seul service du destin national qui m'inspire et m'oblige.

Une plume acérée

Né le 11 septembre 1921 à Meknes (Maroc), ancien élève de l'ENA, conseiller maître à la Cour des comptes, M. Michel Jobert appartient de 1951 à 1960 à divers cabinets ministériels, dont celui de M. Pierre Mendès France en 1954. Il devient en 1963 directeur adjoint du cabinet de Georges Pompidou, alors premier ministre, puis directeur en 1966. Il fait partie du petit groupe de collaborateurs de l'ancien premier ministre qui lui restent fidèles après son départ de l'hôtel Matignon en 1968 et qui, autour de lui, attendent son retour au pouvoir.

Après l'élection présidentielle de 1969, M. Jobert devient secrétaire général de la présidence de la République. En avril 1973, Georges Pompidou le nomme ministre des affaires étrangères dans le deuxième gouvernement Mitterrand. Il demeure jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République et regagnera

ensuite la Cour des comptes. Il se lance ensuite dans l'action politique et fonde en 1974 le mouvement des démocrates qui doit, dit-il, constituer l'« échiquier de l'opposition » (le Monde du 12 juin 1974) et entend se situer « ailleurs » sur l'échiquier politique, reprenant les notions de majorité et d'opposition.

M. Jobert publie divers ouvrages tantôt autobiographiques tantôt politiques tels que : Mémoires d'avenir, Les idées simples de la vie, L'autre regard, Parler aux Français. Il travaille actuellement à un roman sur les Français du Maroc. L'ancien ministre édite également une « Lettre » mensuelle et rédige de nombreux articles. M. Jobert, qui possède un réel talent d'écrivain en même temps qu'un don de polémiste, sait aborder des genres divers et des sujets multiples. Sa plume est la plus souvent acérée.

● La cérémonie organisée à l'Arc de triomphe de l'Étoile, jeudi 19 mars, en l'honneur du dix-neuvième anniversaire du cessez-le-feu en Algérie, a été troublée par quelques centaines de personnes. On a des perturbateurs ont été interpellés par les services de police. Dans un communiqué, la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (FNACA), organisatrice de la cérémonie,

« s'estime fondée à se demander si les décevantes déclarations gouvernementales de 1980, (1) sur le 19 mars ne sont pas de nature à encourager de tels actes inqualifiables ».

(1) En conseil des ministres, le gouvernement avait déclaré que l'anniversaire des accords du 19 mars pour l'Algérie n'avait pas à faire l'objet d'une célébration (le Monde du 20 mars 1980).

APPEL AU P.S. ET AU P.C.F. POUR QU'ILS ACCORDENT DES PARRAINAGES AUX « PETITS CANDIDATS » DE GAUCHE

Trente-six personnalités ont signé un appel adressé aux directions des partis socialiste et communiste pour qu'elles laissent à leur liberté à leurs élus de donner leur signature pour que les courants minoritaires de la gauche puissent, comme en 1969 et en 1974, être présents dans l'élection présidentielle.

Les signataires sont : Mmes et M. Blandine Barret-Kriegel, Jean Bothorel, Jean Benguigui, Jean-Claude Bouchard, Pierre Brocheux, Christine Buis-Glucksmann, Hervé Chabrier, Claude Chabrol, Guy Chaisse, Antoine

Comte, Claude Confortès, F. Courbin, Yves Daurio, Jean-Jacques de Felice, Daniel Hémy, A. Jaques, Marcel-François Kahn, Maxime Le Forestier, J. Marchand, Claude Mauriac, Alexandre Minkowski, Gérard Molina, Pierre Naville, Gilles Perrault, Roger Pic, Michel Piccoli, Eugène Portelli, E. Pliet-Kouchou, Madeleine Rebérioux, Catherine Ribeiro, David Rousset, Coline Serreau, Geneviève Serreau, Francesca Solleville, Jacques Vallier, F. Wiaz.

● Signatures à adresser à M. Patrick Berrey-Pavre, 30, rue Diderot, 93100 Montreuil.

Mme BOUCHARDEAU (P.S.U.) A BESOIN DE CENT CINQUANTE PARRAINAGES SUPPLÉMENTAIRES

La direction politique du P.S.U. réunit récemment à Paris, à l'occasion d'un appel « aux maîtres attachés à la démocratie et qui tiennent à ce que le débat politique ne se limite pas aux représentants des quatre grands partis ». Le P.S.U. indique qu'il détenait, au 15 février, six cent trente-cinq engagements écrits de maires et de conseillers généraux parrainant la candidature de Mme Huguette Bouchardeau à l'élection présidentielle.

● A la suite de pressions émanant du pouvoir par l'intermédiaire de préfets ou d'agents divers, d'une

part, et d'autre part, des directions des partis de gauche, en particulier des menaces d'exclusion du parti socialiste, environ un quart de ces engagements nous ont été retirés, déclare la direction politique. Nous avons reçu à ce jour quatre cent vingt-deux confirmations de parrainage. Il nous en manque donc une centaine pour atteindre le chiffre fatidique des cinq cents. Mais, étant donné les risques de retard, d'erreur et donc d'annulation, c'est cent cinquante nouvelles signatures d'élus qui nous sont nécessaires pour assurer notre présence.

● Les deux conseillers municipaux P.S.U. des Uls (Essonne) élus sur la liste d'Union de la gauche, Mme Dominique Lalanne et Jean-Claude Sornet, viennent de se déclarer en « grève de mandat ». Ils entendent ainsi protester contre les difficultés rencontrées par Mme Huguette Bouchardeau pour obtenir les cinq cents parrainages d'élus nécessaires au dépôt officiel de sa candidature à l'élection présidentielle.

● M. Brice Lalonde, candidat des écologistes à l'élection présidentielle, a indiqué, jeudi 19 mars, qu'il avait recueilli trois cent cinquante parrainages d'élus, sur les cinq cents nécessaires au dépôt de sa candidature. Les animateurs d'aujourd'hui l'écologie, comité de campagne de M. Lalonde, estiment que ces parrainages sont plus souvent obtenus par le soutien que MM. Jacques-Yves Cousteau et

Paul-Emile Viktor apportent au candidat écologiste, que par l'aide dont l'ont assuré certains responsables de l'U.D.F. (le Monde du 14 mars).

● M. Pascal Gauthier, candidat du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite) à l'élection présidentielle, a déclaré : « M. Bernard Stasi, en demandant aux élus U.D.F. de parrainer la candidature de Brice Lalonde, a pris une décision à la fois grotesque et scandaleuse. C'est grave, car il demande ainsi aux giscardiens de soutenir l'ennemi numéro un du nucléaire français, alors que le président de la République a considéré l'équipement nucléaire de notre pays comme le plus grand succès de son septennat. Scandaleux, car il s'agit d'instituer une discrimination entre les petits candidats « autrichiens » par le pouvoir et ceux qui ne le sont pas ».

Bangkok à Paris

0^F

Avant de choisir New York plutôt que Bangkok ou Lima, faites connaissance sans quitter Paris — et Rouen —, sans qu'il vous en coûte autre chose qu'une heure de votre temps. A deux pas de la rue de Rennes à Paris, ou au cœur de Rouen, faites-vous montrer par ceux qui vous ont précédé, Colombo, Athènes et Rio en diapositives et en Super 8 dans nos locaux (on a envie de dire « dans nos salons »). Finalement dans notre librairie et repartez avec les deux ou trois livres qui vous permettront de savoir dans quel ordre tomber amoureux de Singapour, de Marrakech, et de Bombay.

Un programme illimité de vacances en Europe, Amérique, Asie, Afrique.

Forum VOYAGES

PARIS : Tél. : (1) 544.38.61

ROUEN : Tél. : (35) 98.32.59

PADDOCK WOOD FINISHING SCHOOL

Collège de jeunes filles de renommée internationale à 50 km de LONDRES - 9-17 ans

SEJOURS LINGUISTIQUES

de 3 à 6 semaines en Juillet et en Août

Cours intensifs d'anglais en petits groupes. Choix d'activités sportives et artistiques. Visites culturelles accompagnées.

Demandez notre brochure :

Le Directeur
Paddock Wood Finishing School
Lightwater
Surrey
Grande-Bretagne

Bangkok à Bangkok

2850^F

Pour ce prix, on vous pose à l'aller, on vous cueille au retour, et entre-temps vous vivez votre vie. Si vous êtes plus exigeant mais toujours aventureux, nous vous suggérons quelques « extra » : une réservation dans un hôtel sympa, un torillard folklorique, une location de voiture ou un avion-relais vers plus loin. Et si vous êtes du genre carrément organisé, nous vous proposons du jamais vu, dans le style « clé en main ». Quel genre ou plutôt quels genres ? Il y a trop à dire pour en parler ici. Venez ou découvrez !

Bon pour une documentation gratuite.

Non
Prénom
Adresse
Ville
Code Postal
Destination choisie

Forum VOYAGES

PARIS - 1, rue Cassette
75006 Paris - Tél. : (1) 544.38.61

ROUEN - 72, rue Jeanne-d'Arc
76000 Rouen - Tél. : (35) 98.32.59

3ème Age.

Les Jardins d'Arcadie de Saint-Maurice s'agrandissent.

Les Jardins d'Arcadie font de plus en plus d'adeptes. De plus en plus ceux qui sont soucieux de vivre leur 3^e âge d'une façon libre et indépendante se tournent vers les Jardins d'Arcadie. A Saint-Maurice une nouvelle tranche de 97 appartements a été mise en vente.

Leurs propriétaires disposeront :

- d'hôtels d'accueil,
- d'un restaurant (pouvant aussi livrer à domicile),
- d'infirmières 24 h sur 24,
- d'un gardiennage de nuit,
- d'un service d'entretien et de réparation à domicile,
- de salons de réceptions et d'agrément,
- d'une salle de jeux,
- d'une bibliothèque,
- d'une salle de gymnastique et de kinésithérapie.

A proximité du bois de Vincennes. A 20 mn de l'Opéra par le RER.

Jardins d'Arcadie Saint-Maurice (94)

97 appartements de standing où vous serez bien servis.

18, avenue des Canadiens 94410 Saint-Maurice.
Tél. : 885.55.36.

Réalisation Société RIVAUD / Conception et commercialisation HERVÉ PLOOT SA.

Si vous ne pouvez pas vous déplacer pour venir nous voir, renvoyez-nous ce coupon-réponse à : Jardins d'Arcadie, 18, avenue des Canadiens, 94410 Saint-Maurice. On téléphonez-nous : 885.55.36.

Nom _____

Adresse _____

Tél. _____

POLITIQUE

AU COURS D'UN SYMPOSIUM INTERNATIONAL RÉUNI A PARIS

M. Mitterrand propose la mise sur pied d'un « pacte national pour la culture »

Une belle affiche. C'est ce que l'on devrait surtout retenir des manifestations auxquelles a participé M. François Mitterrand jeudi 19 mars. L'important paraissait être en effet que l'on pût voir, côte à côte, entourant le candidat du P.S., la plupart des leaders socialistes européens venus l'après-midi débattre de la sécurité et du désarmement, et, le soir, de la science et de la culture.

La conférence de l'union des partis socialistes de la Communauté européenne consacrée au désarmement (1) devait s'achever ven-

dredi par une conférence de presse donnée par M. Mitterrand lui-même, afin qu'apparaissent clairement le soutien des socialistes européens.

De la même façon, le candidat socialiste a clos le symposium international sur la science et la culture, réuni au palais de l'UNESCO, à Paris. M. Mitterrand a choisi cette tribune (2) pour prononcer un discours-programme sur la politique culturelle. Il a notamment proposé la mise sur pied d'un « pacte national pour la culture » et la création d'un « conseil national pour la science et la culture ».

Présidé par M. Léopold Sédar Senghor, ancien président de la République du Sénégal et président de l'Interafricaine socialiste, puis par M. Jack Lang, député national du P.S. à la culture, le symposium international organisé sur le thème « Créer aujourd'hui » a permis aux participants de rendre hommage à Salvador Allende qui, le premier, avait eu l'idée d'un tel rassemblement.

Parmi les intervenants, M. Jacques Delors, conseiller du candidat socialiste, a souligné que « la maîtrise par chacun de son temps est au cœur de l'ambition du socialisme », tandis que M. Gaston Defferre, membre du conseil politique de ce candidat, a dénoncé « la concentration de toutes les formes d'expression et de distribution entre les mains de l'État et des grandes affaires qui aboutit à une paralysie de la création ».

S'adressant aux hommes de sciences et de culture, M. Mitterrand a indiqué : « Vous ne serez pas demain le décorum du socialisme, vous en serez les artisans ; vous serez au cœur du mouvement, et non à sa lisière. » Il a ensuite précisé que, s'il est élu le 10 mai prochain, il demandera l'établissement d'un « pacte national » pour la culture, « fruit de la concertation de l'ensemble des professions intellectuelles », ainsi que la création d'un « conseil national » pour la science et la culture, organisme « permanent, transdisciplinaire et international », qui aura : « la même importance que les instances de planification économiques ou militaires ».

« Je propose au pays un véritable nouveau projet de la culture », a ajouté M. Mitterrand, pour qui « *patrimoine, patrimoine, c'est la culture* ». Évoquant le bilan du septennat de M. Giscard d'Estaing en matière culturelle, le candidat socialiste a dénoncé « l'absence de dessin d'ensemble », avant de relever que les sommes affectées à la musique, en R.F.A., sont « quinze fois supérieures » à celles que la France y consacre.

M. Mitterrand a ensuite précisé quels sont, selon lui, les « trois commandements » d'une politique culturelle : « *réensemencer, décentraliser, créer* ».

« **Décentraliser** »

En ce qui concerne le premier « commandement », M. Mitterrand a indiqué : « Les tâches s'achèvent comme les terres, à n'être jamais fécondées ou irriguées. En France, nous avons tendance à croire notre civilisation immortelle. Et si la source se tarissait ? Et si le loir venait combler le vide de l'esprit ? »

Après avoir exprimé la crainte que « des millions de citoyens désemparés » soient « soumis au bombardement d'images stéréotypées fournies par les multinationales », M. Mitterrand a estimé nécessaire de « multiplier par dix l'effort national ». Il a indiqué qu'il proposera, s'il est élu, l'élaboration d'une « grande loi programme pour l'éducation artistique et technique ».

Un chapitre du second « commandement », le candidat

socialiste a précisé que, plutôt que de « décentraliser », il s'agit en France de « *déversifier* », car « la centralisation date de Louis XIV ». Il a cité en exemple les municipalités socialistes qui, par leur propre effort, ont déjà transformé leur paysage culturel.

Enfin, en ce qui concerne le troisième « commandement », M. Mitterrand a suggéré la création d'un « *Beaubourg de la musique* », d'une école européenne de cinéma et d'une école européenne de chant. Enfin il a annoncé la création d'un « conseil culturel » de l'Internationale socialiste (I.S.).

Le président de l'I.S., M. Willy Brandt, l'avait auparavant assuré que, « au cours des semaines à venir, il n'aura jamais à se sentir seul ». M. Mitterrand avait, de son côté, au nom du PASOK grec, adressé au candidat socialiste ses « vœux fervents de victoire ». La réunion du symposium avait été saluée par M. Amadou Mahtar Mbow, Le directeur général de l'UNESCO, avait évoqué « le divorce de plus en plus explosif entre d'immenses aspirations que le progrès des sciences et des techniques permet de satisfaire » et un monde « qui s'obstine à les ignorer ».

(1) M. Bruno Kravsky, chancelier d'Austrie, retenu à Vienne, et Mario Soares étaient absents.

(2) M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., avait adressé un message de soutien. La liste des personnalités présentes a été publiée dans « Le Monde » du 20 mars.

(Publié)

Pour la libération de Fiodorov et Mourjenko

deux prisonniers inconnus et extraordinaires détenus au camp de Perm en U.R.S.S.

RENDEZ-VOUS LE 24 MARS

A PARTIR DE 18 H. 30

AU CENTRE RACHI

30, boulevard de Port-Royal - PARIS VI

AVEC

Le Comité International des Écrivains « Edouard Kouznetsov »

Yossif MENDELEVITCH, libéré le 18 février 1981, sera présent.

Les faits incitent à l'action

Le 29-1-1979 : Meeting pour la libération d'Edouard Kouznetsov.

Le 30-5-1979 : Meeting avec Edouard Kouznetsov libéré le 27 avril 1979 — pour les trois derniers prisonniers du groupe de Leningrad.

Le 3-2-1981 : « Cri d'alarme pour trois prisonniers tous » signé au nom du Comité des Écrivains par Joan Miro, Yves

Montand, Hélène Parmelin, Simone Signoret, Jean-Pierre Vernet, paru dans « Le Monde ».

Le 18-2-1981 : Mendelevitch est libéré.

Le 24-3-1981 : Meeting avec Yossif Mendelevitch pour LA LIBÉRATION DES DEUX DERNIERS PRISONNIERS DES PROCES DE LENINGRAD.

Avec la participation de

Jean CATHALA, Daniel JACOBY, Vladimir JANKLEVITCH, Hélène PARMELIN, Jorge SEMPRUN, Jean-Pierre VERNANT, de comédiens et de 46 peintres et sculpteurs.

18 h. 30 : exposition-vente de lithographies et gravures offertes par des artistes.

20 h. 30 : Grande réunion publique.

LE « RECOURS » APPELÉ A UN « VOTE DE SANCTION » CONTRE LE PRÉSIDENT SORTANT

Les dirigeants du mouvement du RECOURS (Rassemblement et Coordination nationale des rapatriés et autres citoyens d'origine-mère), MM. Guy Forzy, président de l'Union des agriculteurs rapatriés, Claude Laquière, ancien président des maires d'Algérie, Jacques Roseau, président d'honneur de l'Association des fils de rapatriés, ont demandé, jeudi 19 mars, aux élus, cent cinquante mille électeurs « pieds-noirs » d'appliquer « impérativement » un vote de sanction contre M. Giscard d'Estaing.

Ils ont expliqué, au cours d'une conférence de presse, que « jusqu'au dernier moment », ils avaient espéré que le président sortant, donnerait suite à leurs demandes d'indemnités de la loi d'indemnisation du 3 janvier 1978. Regrettant que leurs démarches auprès de M. Jacques Dominiati, secrétaire d'État, et de plusieurs autres ministres aient été restées « sans réponse », les dirigeants du RECOURS mènent campagne, sur le terrain, notamment dans le Midi, sur le thème suivant : « Giscard a méprisé un million de rapatriés ! Aujourd'hui un million d'électeurs rapatriés lui disent non ! »

Ils n'ont pas donné d'autre directive, demandant simplement aux rapatriés d'A.F.N. « de voter de tout leur poids en votant utilement pour les seuls candidats crédibles et susceptibles de faire valoir leurs droits moraux et matériels ».

La position du RECOURS est

notamment partagée par le Mouvement d'assistance et de défense des rapatriés musulmans, que dirige M. Ahmed Babouin, et par M. Henri Bruma, porte-parole des rapatriés de Corse, qui ont également participé à cette conférence de presse.

A Lille

M. Chirac préconise « une politique nationale de stimulation de la croissance »

De notre envoyé spécial

Lille. — A Lille, où il a terminé jeudi soir 19 mars sa visite de la région N.-d.-Pas-de-Calais, M. Jacques Chirac a accueilli les critiques qui lui ont été adressées.

Quittant l'affaire de la Praxid, le candidat gaulliste a déclaré : « Je n'ai pas déploré de voir telle ou telle mesure s'immiscer directement dans nos affaires intérieures et faire choix de son propre candidat à l'élection présidentielle ? Qui pourrait dire, après ça, que François que nous sommes dans le continent du gaullisme ? En 1965, le contexte international était radicalement différent. L'Occident était en position de force. Il n'y avait pas d'Union soviétique qui se présentait en demandeur et soumissionnaire. La Russie aujourd'hui peut faire son poids et nous les chefs d'État qui lui convenaient et ceux qui ne lui convenaient pas. Aucun dessein n'a jamais plus notre diplomatie. Nous ne devons pas nous laisser à cet affaiblissement de la France ».

L'accueil réservé au candidat par le département du Nord a été plus chaleureux que celui du Pas-de-Calais. Il est vrai que le Nord compte 4 députés (sur 23) et 11 sénateurs (sur 21) membres du R.P.R. dont un seul, M. Pringalle, suppléant de M. Legendre, secrétaire d'État dans le gouvernement Barre, soutient M. Debré. M. André Duhon, député R.P.R., maire de La Madeleine, après avoir appartenu au comité de soutien à M. Michel Debré, l'a quitté pour rallier M. Jacques Chirac. Il a participé au meeting de Lille.

ANDRÉ PASSERON.

« M. Jacques Chirac, interrogé à Lille sur la création des radios locales, a répondu : « Rien n'est plus important que la presse écrite. Il faut maîtriser tout ce qui pourrait lui porter un coup fatal. Sous réserve de cette condition, je ne suis pas hostile aux radios locales ».

M. CLAUDE CHEYSSON RÉPOND A « L'HUMANITÉ »

M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, présent par l'humanité, organe du P.C., comme « l'homme de confiance » de Giscard et de Mitterrand (Le Monde du 20 mars), répond vendredi 20 mars dans l'Unité, hebdomadaire du P.S. M. Cheysson écrit notamment : « Le P.C. est un parti qui, au cours de l'histoire, a été le plus grand ennemi du président français que du chancelier allemand ou du premier ministre britannique. Il est indépendant et c'est bien ainsi. Quant à ce titre de conseiller politique de François Mitterrand, j'y suis sensible, mais il ne change rien à ma situation. Je suis depuis longtemps membre du P.S., parce que cela correspond à mes convictions et à mes engagements politiques, en particulier à l'égard du tiers-monde ».

M. Giscard d'Estaing : la vie ne se découpe pas en tranches de sept ans

Dans une interview publiée par le *Parisien libéré*, vendredi 20 mars, M. Giscard d'Estaing explique pourquoi il sollicite un nouveau mandat : « La vie ne se découpe pas en tranches de sept ans et le monde ne s'arrête pas au bout de sept ans. Il y a un certain nombre d'actions qui supposent une durée plus longue. Exemple : la réalisation de l'indépendance énergétique de la France. J'ai pris les décisions essentielles en 1975. C'est à partir de 1982 que nous en recueillerons les résultats principaux. C'est en 1983-1990 que la France attendra la véritable indépendance énergétique. De même, pour la défense, les principales décisions que j'ai prises seront pleinement opérationnelles à partir de 1984. D'où la nécessité d'une certaine durée. Et il y a toujours des choses nouvelles à faire. C'est pourquoi j'ai indiqué que je me présenterais, non pas pour un septennat septennat, mais pour un septennat nouveau ».

Le président sortant indique que l'encouragement à l'accession à la propriété du logement sera l'un des thèmes du futur septennat. Il souligne que « les forces de l'élection présidentielle ont de donner une impulsion à la majorité nouvelle ». Il note aussi : « Nous avons, à l'heure actuelle, la meilleure situation budgétaire d'Europe et le franc est une monnaie solide qui résiste à tous les tourbillons de la situation internationale. Je maintiendrai le budget et la monnaie ».

« L'Etat de la France », ouvrage sur le septennat préfacé par M. Valéry Giscard d'Estaing, sera publié à la fin du mois de mars aux éditions Fayard.

Ce livre, qui a été préparé dans le plus grand secret, la librairie Fayard aurait été contactée il y a à peine un mois — sera, selon le porte-parole de l'Élysée, M. Jean-Marie Poirier, « un grand document composé de citations recueillies en regard de la pensée du président et ce qu'il réalisait la France et les Français avec lui depuis sept ans ».

M. Christian Beaulac, ministre de l'éducation, a indiqué, le 19 mars, à Lille qu'en tant que citoyen, son engagement se situait parmi les personnes qui appellent à voter pour M. Valéry Giscard d'Estaing. Le ministre a notamment déclaré, lors d'une réunion publique organisée par les cercles universitaires de Lille, qu'il a été « frappé par le côté rétro du pseudo-plan » de M. Mitterrand.

En matière d'éducation, « C'est un plan pour l'avenir et une méthode reprise du programme commun de la gauche toute un peu tard pour faire nouveau et parce qu'il faut dissimuler l'agressivité partisane de certaines propositions », a-t-il précisé.

« Je pense notamment, a poursuivi le ministre, à celles sur la nationalisation de l'enseignement privé. Nationalisation, désarmement, tout sous le sceau de l'efficacité ».

M. Michel Debré, secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires, a déclaré le 19 mars : « Je suis totalement convaincu que l'intérêt de la France, des Français et des agriculteurs est de réélire M. Valéry Giscard d'Estaing. » Au cours du septennat qui s'achève le président d'Estaing a poursuivi le développement de l'agriculture française dans la voie tracée par le général de Gaulle, par l'ouverture des marchés européens à l'agriculture française et par la première loi d'orientation agricole.

M. Giscard d'Estaing a amplifié personnellement cette action en décidant de faire de l'agriculture le thème de la France ».

La Fédération des Hauts-de-Seine du parti républicain a annoncé, jeudi 19 mars, que trois de ses colliers d'affiches avaient décidé de porter plainte à la suite d'une agression dont ils avaient été victimes, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans les rues de Montreuil, de la part de « militants communistes armés de barres de fer ». La section communiste d'Issy-les-Moulineaux a démenti que des militants du P.C.F. se soient rendus coupables de cette agression.

M. DEBRÉ REPROCHE AU MAIRE DE PARIS D'ÊTRE SOUTENU PAR DES ANTI-GAULLISTES

Le comité permanent de la campagne présidentielle de M. Debré a publié le 19 mars un communiqué dans lequel il s'attache à qualifier qu'un candidat qui se réclame du gaullisme, puisse accepter l'appui de personnes qui se sont illustrées par leur action haineuse contre la politique la personne et même la vie du général de Gaulle. Le comité politique fait allusion au soutien apporté à M. Jacques Chirac par la Démocratie française, dont le président d'honneur est M. Georges Bidault, ancien président du conseil. M. Bidault fut partisan de V.O.A. au moment de la guerre d'Algérie. Une information avait été ouverte contre lui pour complot contre la sécurité de l'État en juillet 1963, et il s'était réfugié à l'étranger de 1963 à 1968.

Le comité de M. Debré souligne « l'équivoque entretenue dans ses propos contradictoires par le candidat soutenu par le P.C. », qui préconise tantôt un rapprochement avec le candidat socialiste, tantôt un rassemblement contre lui ».

RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans notre article intitulé : « M. Debré présente son programme économique chiffré » (Le Monde du 20 mars). Dans ce programme, « 5 à 8 milliards de francs sont consacrés à l'aide à l'investissement et à la recherche, 1 à 2 milliards affectés à des mesures en faveur de l'installation des agriculteurs ». Nous avions écrit : « 5 à 8 milliards de francs sont affectés à des mesures en faveur de l'installation des agriculteurs ».

M. Georges Marchais a affirmé, jeudi 19 mars, que l'espoir des travailleurs est de profiter de l'élection présidentielle « pour se débarrasser, enfin, de Giscard d'Estaing ». Le candidat communiste a dénoncé, au cours d'une réunion à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), la politique du pouvoir dans le domaine de l'emploi.

M. Philippe Hersog, membre du bureau politique du P.S., a déclaré, mercredi 18 mars, que au cours de l'émission « Le grand débat », sur T.F. 1, mardi, M. Raymond Barre a admettent une fois de plus qu'il est un marchand de misère pour les travailleurs et qu'il a des intérêts de patron. « Reconnaissant que le pétrole et la situation internationale n'expliquent pas tout, a ajouté M. Hersog, Raymond Barre a démontré que le pouvoir financier a tout fait pour que, les patrons augmentent leurs profits (...) ».

présidentielle

La politique

Dernier sondage

100 des voix

POUR COMPRENDRE

Michel G

Le monde

américain

Calvin dit beaucoup de choses et...

Un livre de...

Un livre de...

Un livre de...

Un livre de...

Un livre de...

Fayard

مكتبة من الأصل

présidentielle

POLITIQUE

La politique étrangère dans la campagne

(Suite de la première page.)

Aussitôt après l'élection de M. Reagan, le Kremlin s'empresse de faire savoir au nouveau président américain qu'on ne lui tiendrait pas rigueur de ses propos électoraux et qu'on l'attendait sur ses actes. Et personne n'a jamais pensé que M. Carter, s'il avait été réélu, aurait vu la « capacité internationale » des Etats-Unis diminuée du seul fait des attaques de son rival pendant la campagne.

Il reste que la France est plus sensible qu'un autre pays aux interférences, voire aux simples préférences exprimées par ses voisins et partenaires au niveau des gouvernements survenant (on est moins regardant en ce qui concerne le soutien des partis, et M. Mitterrand ne manque pas de profiter de l'indécision de l'Union nationale socialiste). A la limite, et à entendre les propos de certains candidats, le fait que M. Giscard d'Estaing termine son mandat dans une atmosphère assez rare de relations presque également bonnes avec les deux superpuissances apparaît comme un handicap, mais la grande innovation de cette élection est que la politique ne tourne pas plus, cette fois, autour des relations avec les Etats-Unis et avec l'O.T.A.N. de la supranationalité et de la construction européenne, mais autour des relations avec Moscou, qui ne faisaient aucun problème en 1969, voire en 1974, et dont l'excellence était au contraire revendiquée comme un acquis gaulliste pratiquement inaliénable. Ce seul fait en dit long sur le changement qui s'est produit entre-temps dans les relations internationales et dans l'image respective des deux supergrands dans l'opinion.

L'affaire de l'article de la Pravda illustre, pour commencer, le dilemme propre à tout organe de presse dans les pays totalitaires. Dans la mesure même où le quotidien du P.C. soviétique n'exprime que des vœux officielles, le moindre de ses commentaires

prend une signification politique immédiate, parfois hors de proportion avec les intentions initiales de l'auteur. Même si les dirigeants soviétiques voulaient cacher leur préférence, ils n'y parviendraient pas, sauf à faire l'impassable sur la campagne électorale en France (ce qui déjà, en soi, déclencherait commentaires et spéculations). Or, ils ont des préférences et ne s'en cachent pas dans certains cas : en 1969, Khrouchchev s'était vanté d'avoir retardé la libération de deux pilotes d'un avion espion américain jusqu'après l'élection de novembre aux Etats-Unis, à seule fin de ne pas favoriser le candidat de l'équipe sortante, Richard Nixon, et d'aider son rival Kennedy.

Dans le cas de la France, et compte tenu des susceptibilités décelées plus haut, le Kremlin se doit d'être plus prudent, mais il n'y parvient pas toujours. La visite rendue par M. Tchervonenko, ambassadeur d'U.R.S.S., en 1974, a eu le retentissement que l'on sait et l'on peut gager que ce qui est présenté aujourd'hui comme une « maladresse tactique » ne se reproduira pas cette fois. Pourtant, des échos étaient alors parvenus de Moscou, sous forme sténographique, dans certaines sphères dirigeantes : aux partisans de la continuité, à ceux visiblement majoritaires, qui préféraient rester « en terrain de connaissance » et favorisaient par conséquent M. Giscard d'Estaing face à M. Mitterrand, un certain nombre de stratégies politiques dépendaient, qu'elles soient déstabilisatrices du pouvoir en France ou ouvrant des perspectives prometteuses, malgré le côté « peu sûr » du candidat de la gauche nulle (les mêmes plaident, avec plus de succès, pour la participation du P.C. italien au gouvernement de Rome, arguant que ces communistes ont peu trop révisionnistes pourraient être ramenés « dans la ligne » plus tard).

Or ces « secondes pensées » ont beaucoup moins de raison d'être aujourd'hui à l'égard de M. Mitterrand : sa victoire n'amènera, presque certainement, pas de communistes au gouvernement,

comme c'est été le cas en 1974, et sa diplomatie ne « annonce » pas plus favorable, au contraire, à l'égard de l'U.R.S.S. que celle du pouvoir actuel. En outre, un soutien discret ou même une simple attitude de neutralité à son endroit serait un protocole « à la vis du « frère de classe », Georges Marchais, bon communiste s'il en est, qui doit être soutenu en priorité. Déjà, en 1978, la presse soviétique avait soutenu discrètement le P.C. dans sa querelle avec le P.S. Aujourd'hui, à l'occasion d'un traitement plus critique doit être réservé au candidat socialiste, coupable d'être un obstacle à la fois à la solidarité de classe et à la continuité de la politique étrangère. On peut se contenter en revanche de « marginaliser » M. Chirac, considéré tout au plus comme une gêne dans cette seconde catégorie seulement.

Quant à M. Giscard d'Estaing, il apparaît privilégié bien avant l'arrivée de la Pravda : n'oublions pas qu'il a été mentionné lors du congrès du parti soviétique, en tête des dirigeants occidentaux avec lesquels le dialogue est maintenu et que deux des propositions diplomatiques de M. Brejnev — sur l'extension jusqu'à l'Oural de la zone d'application de mesures de contrôle des armements et sur une conférence pour un règlement afghan — dépendaient spécifiquement de des initiatives du président de la République.

Ce dernier, compte tenu des réactions des autres candidats, doit juger ces faveurs quelque peu encombrantes, voire paradoxales, dans la mesure où ses positions sur l'Afghanistan et sur la Puissance se sont durcies ces derniers temps et où sa politique de défense reste entièrement orientée contre le potentiel soviétique.

M. Brejnev a aussi pour lui ses côtés positifs. A force de critiquer la rencontre de Varsovie, éminemment contestable mais qui n'a pas, en tout compte fait, été une négociation durable, on finit par oublier l'affaire du Tchad, pourtant l'un des plus graves et des plus récents échecs du septennat.

MICHEL TATU.

M. Mitterrand : je ne reconnais pas M. Giscard d'Estaing pour juge

Dans une interview publiée vendredi 20 mars par *Quotidien*, M. François Mitterrand déclare notamment, à propos de la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing : « Je n'aime pas être jugé par lui. Je ne condamne pas de la même façon tous les aspects de la politique étrangère de la France. Il en est que j'approuve. Mais quand M. Giscard d'Estaing dit « c'est indigne », je ne le reconnais pas pour juge. Il faut être très digne soi-même pour user de ce droit d'indignité. L'estime que les démarches du président de la République, à Varsovie et à Venise, étaient pas sérieuses et reconnaissent à l'encourager la politique soviétique.

M. Georges Béguy, secrétaire général de la C.G.T., qui était l'invité, vendredi 20 mars, du Journal d'Antenne 2, a estimé que M. François Mitterrand perdait son « sang-froid » et que ses propos constituaient une humiliation inadmissible dans les affaires internes de la C.G.T. Interrogé sur le point de savoir si, au second tour de l'élection présidentielle, la C.G.T. se prononcera plutôt pour M. Giscard d'Estaing ou plutôt pour M. Mitterrand — si tel est le cas de figure, M. Béguy a déclaré : « J'ai une idée là-dessus. Nous ne lutons pas pour changer d'homme mais pour changer vraiment de politique, et il est clair que la C.G.T., quant au premier tour et entre les deux tours, aura une position s'inspirant de cette nécessité. » M. Béguy a précisé : « Quand François Mitterrand écrit aujourd'hui que la C.G.T. et ses dirigeants sont des sectaires, il ne crée pas les meilleures conditions pour que nous allions dans un sens positif vers lui, au deuxième tour. »

M. CHEVÈNEMENT : le treizième mois de Washington.

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du P.S., commente dans *Combat socialiste* (daté 20 mars) les articles récents de la presse américaine faisant l'éloge de la politique extérieure de M. Giscard d'Estaing. Le chef de file du C.E.R.S. écrit notamment : « Au salubre de Moscou vient ainsi s'ajouter le treizième mois de Washington. » M. Giscard d'Estaing, pour sa réélection, a désormais reçu un double feu vert de M. Brejnev et de M. Reagan. Pour en donner ? M. Giscard d'Estaing n'est pas par hasard imprégné de l'esprit de Yalta. S'il accepte la division du monde en deux blocs, il laisse volontiers les mains libres à l'U.R.S.S. en Pologne et aux Etats-Unis en Amérique centrale, c'est que cette division — croit-il — assure la pérennité de son pouvoir à Paris. »

Dernier sondage.

PRUNIER MADELEINE

- GUIDE GAULT-MILLAU 16/20, 2 Toques rouges.
- LE MONDE, « Le vrai Prunier, c'est celui-là ! »
- LE FIGARO MAGAZINE, « Repas abondant... d'une grande finesse... »
- L'EXPRESSION, « Prunier Madeleine est redevenu Prunier, la première table de poissons de la capitale. »
- MINUTE, « Valeur sûre. »

100 % des voix

RESERVEZ VOTRE TABLE
Salons particuliers, de 2 à 50 couverts
9, rue Duphot-1^{er} - 75004-04
Ouvert tous les jours

POUR COMPRENDRE L'ENJEU



Ce livre dit beaucoup de choses et les dit bien.
Jean Clémentin - *Le Concord enchaîné*
Il a l'intuition en profondeur de cette société.
Jean-François Revel - *L'Express*
Un livre soûlé.
Georges Siffert - *Le Point*
A candid view of the recent decline in American power.
Joseph Kraft - *Washington Post*
La lecture de ce *Mal américain* est une des plus stimulantes qui soient.
Alain Clément - *Le Monde*

Fayard



FOURRURES
GEORGE V

du Samedi 21 au Mardi 31 Mars

LES
ESCOMPTES
DE
MARS



- Veste Renard shadow 6.780F 5250F
- Manteau Vison Dark 14.400F 11.250F
- Manteau Vison blanc rasé 16.000F 12.800F
- Manteau Vison Pastel allongé 18.750F 14.950F



- Veste Agneau doré 2.250F 2.100F
- Veste Vison mille raies 6.450F 4.850F
- Manteau Vison Emba Tournaïne 19.850F 14.750F
- Manteau Vison Blackglama 37.000F 27.450F
- Manteau Vison Lunarsine 38.000F 28.500F



- Veste Renard Bleu 5.450F 3.750F
- Pelisse Opossum d'Australie 5.450F 3.800F
- Veste Renard roux 6.850F 4.750F
- Manteau Ragondin homme 8.750F 6.100F
- Manteau Loup 13.850F 9.450F



- Manteau Agneau 4.250F 2.750F
- Veste Ragondin 5.250F 3.950F
- Veste Vison doublé Cashemire 100 % 7.450F 4.750F
- Manteau long du soir Vison blanc 65.000F 42.250F



- Manteau Ragondin 7.950F 4.700F
- Manteau Swakara noir 9.250F 5.350F
- Manteau Renard Bleu 12.750F 7.450F
- Manteau Castor 14.250F 8.350F
- Veste Zibeline 46.000F 27.600F



- Veste Astrakan marron 4.750F 2.600F
- Veste Astrakan gris 7.250F 3.850F
- Cape Vison Dark 41.750F 22.900F
- Manteau Vison Koh-I-Noor 55.000F 30.000F



- Manteau long du soir Renard Virginie 33.000F 16.500F
- Manteau long du soir Vison Lunarsine 77.500F 38.750F
- Manteau long du soir Chinchilla 140.000F 70.000F

40 Av. George V
PARIS

Magasin ouvert tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 19 h 30

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Pierre Mongin, a rejeté, jeudi 19 mars, le pourvoi formé de M. André Braunschweig, les observations de M^{re} Philippe et Claire Waquet et les conclusions de M. Pierre Clerget, des affaires de peine de mort, dont le dernier en date fut rendu le 5 mars en faveur de Jean-Luc Rivière et de Mohamed

des affaires de peine de mort, dont le caractère date fat rend le malin en faveur de Jean-Louis Mivrière et de Mohamed Chara (« le Monde du 7 mars »). Il rend définitive la condamnation à mort de Philippe Maurice, dont l'exécution ne dépend plus que du président de la République, selon qu'il décidera de « laisser la justice suivre son cours » ou d'exercer son droit de grâce en commuant la peine en réclusion criminelle à perpétuité.

La chambre criminelle n'a pas davantage retenu le moyen. Elle a répondu qu'en refusant de joindre au dossier une lettre anonyme qui ne contenant aucune indication positive contrôlable, ne pouvait être prise en considération, le président n'a fait que se conformer aux prescriptions de l'article 309 du code de procédure

Pour M. Waquet, c'est la légalité de cette nomination qui est en cause. Pour lui, la loi organique du 17 juillet 1970 portait atteinte à la magistrature tout ce que les magistrats recrutés comme de fut, en 1978, M. Leclache, à titre temporaire après l'âge de la retraite ne le soient que pour exercer des fonctions du premier groupe du second grade de la hiérarchie judiciaire. Et, comme admettait que la chambre criminelle n'est pas une chambre d'assises »

Pour M^r Waquet, c'est la légalité de cette nomination qui est en cause. Pour lui, la loi organique du 17 juillet 1970 portant statut de la magistrature veut que les magistrats recrutés comme le fut, en 1979, M. Leclache, à titre temporaire après l'âge de la retraite, ne le soient que pour exercer des fonctions du premier groupe du second grade de la hiérarchie judiciaire et, comme tel, ne puissent que le chambre criminelle. C'est de cette tir

n'était pas forcément compétente pour apprécier la légalité de la nomination qui suivit au tribunal de grande instance de Paris, il lui demandait de renvoyer « en appréciation de validité » la nomination de M. Leclache à l'examen de la juridiction administrative. En quelque sorte, un surrès à statuer. C'est du moins ainsi que l'avocat général, M. Clerget, devait qualifier le moyen pour conclure à son rejet. Aux yeux de certains c'était malgré tout le

Il devait être cependant écarté comme les autres. La chambre criminelle, dans sa majorité, se borne, sur ce chapitre, à constater qu'un arrêté ministériel a nommé M. Leclache juge au tribunal de grande instance de Paris pour y remplir les fonctions de l'instruction, que le premier président de la cour d'appel l'a ensuite bien désigné comme assesseur à la cour d'assises et qu'il y avait aucune incompatibilité à cette désignation. Mais dans ses attendus, la chambre criminelle s'indigne la question de fond soulevée.

L'ambassade d'Israël « regrette » les propos de M. Peyrefitte

[illegible][illegible]

Le sablier

On ne craignait chez les ab-
solutistes et la rumeur en cour-
rant contre leurs adversaires, que
ils continuassent de faire la stu-
peur de ce peuple de Guillemin. Avant
même que la Cour de cassation
ait entendu son rapport, le
conseiller rapporteur en faisait
la confiance. Philippe Maurice
aurait son pouvoir réjeté. Un
avocat n'est même entendu, voici
un homme qui a été l'ami de
l'Élysée lui téléphoner pour ob-
tenir son mémoire de grâce...
On peut attester qu'un tel épi-
sode a des précédents : il faut
parfois gagner du temps. Dé-
sormais, seule une signature,
faible rampart, s'interpose en-
core entre le condamné à mort
et l'État qui va le trancher, si
celui dût être.

Cela doit-il être, cela peut-il
re ? Ce n'est pas du côté de
la philosophie, pour une fois.
Il faut diriger le regard pour
dépêcher la réponse à une ques-
tion qui est aussi de civiliza-
tion. Ce n'est pas davantage,
; à une fois, vers la criminolo-
gie qu'il faut se tourner.

Il faut, cette fois-ci, parler de
droit, bien que le droit ait paru
avoir passé définitivement pour
le condamné. Il faudra aussi
rechercher si les convenances
— variante française de ce qui
est fait — ont leur rôle en
politique à Paris.

Songez à un autre dossier, bien qu'on nous affirme qu'il ne saurait concerner Philippe Maurice puisqu'on ne tranche si dextro fois le même corps et que l'on n'emprisonne pas les cadavres. Si le raisonnement est assurément odieux, il est aussi logique.

Mais cette logique n'est que celle de l'apparence. Et Philippe Maurice a son mot à dire dans ce dossier qui ne peut rien contre lui, mais qui péne, et

comblent, et combien logiquement, contre sa complice présumée dans sa tentative d'évasion. C'est à elle qu'il faut adresser Hemmerlin. Il en est même l'unique témoin, le surveillant victime de cette équipée avortée ne l'ayant vue que partiellement et se trouvant à bon droit et avant tout en position d'accusateur.

Cette tentative d'évasion est-elle un assassinat tendu d'avance et à juste titre. Et dans une telle affaire on s'approprierait à mettre à mort l'unique témoin ? Ne voit-on pas, au nom d'un ne sait quel, à moins qu'on ne le sache trop, que cette suppression de témoin est à la frontière de la légalité ? Mais au-delà de

en laissant exécuter Philippe Mauriac, oublierait-il un peu vite, au nom de la loi du talion, qu'il est d'abord le gardien des lois de la République ?

Si le droit est cependant sans force, les convenances ?

Le mandat présidentiel arrive à son terme. C'est la Constitution qui le dit, et la vie quotidienne présente qui nous le confirme. Le sable est presque complètement passé d'un globe à l'autre du sablier septennal, quel qu'il soit, décide-t-on pareil ?

rompre une alliance ou réformer une institution ? Evidemment non. Mais on peut dans l'espace d'un instant répéter que la peine de mort est bonne et en administrer la preuve sur la personne d'un délinquant que la justice vient de lui remettre.

Fera-t-on cela, le droit méconnu, les convenances républicaines foulées ? Et si on le voit, pour quel profit l'aurait-on fait, au mépris du droit, dans le sésame de la République ?

L'exercice du droit de grâce et sa procédure

Dans un mois ou dans trois ?

Lorsqu'un arrêt de condamnation à mort devient définitif, soit parce que le condamné ne s'est pas pourvu en cassation dans les trois jours francs qui ont suivi la décision de la cour d'assises, soit, comme dans le cas de Philippe Maurice, lorsque le pourvoi est rejeté par la chambre criminelle, il ne peut cependant pas être recouru, aux termes de l'article 715 du code de procédure pénale, tant que la grâce ordi-

éléments utiles à tous ceux
il aurait ensuite à donner leur
sur son sort. Ces éléments
sont tirés du dossier d'instruction
normalement dit — examen
des faits qui ont entraîné la condam-
nation, enquête de personnalité,
rapport psychiatrique, etc. Ils
sont complétés par les avis qu'ont
donnés, après la condamna-
tion, le président de la cour d'as-
sises qui a jugé, le représentant
ministère public ou qui a requis

par l'article 16 de la loi organi-
supérieure sur le C.S.M. : « Le Conseil
supérieur est consulté sur les
recours concernant l'exécution de
la peine capitale ». Pour les au-
tres recours en grâce, le même
article 16 indique seulement que
la consultation du C.S.M. est
facultative et laisse au président
de la République le soin de
décider si elle aura lieu ou non.
Cet avis du Conseil supérieur

Ce droit de faire grâce, survi-
vance du droit régalien de l'An-
cien Régime donné au chef de

Depuis le début du septennat

QUATRE GRACES ET TROIS EXÉCUTIONS

Le président de la République a usé de son droit de grâce à quatre reprises durant la septennat. Les condamnés à mort graciés ont été le jeune Bruno K., meurtrier d'une vieille dame (11 février 1976), Moness Ben-Chara, également meurtrier d'une vieille dame (4 août 1976), Joseph Keller et Marcelle Hornech, meurtriers de deux jeunes Britanniques (3 février 1977).

Quatre condamnés à mort attendent actuellement la décision de la Cour de Cassation au sujet de leurs pourvois.

stat par l'article 17 de la Constitution, comporte lui-même une procédure préalable qui explique le nouveau délai séparé le moment où la condamnation est devenue définitive de celui où la grâce est accordée ou refusée et qui comporte quatre phases distinctes.

Dans un premier temps, le dossier de la procédure est transmis par le parquet général de la Cour de cassation au ministre de la Justice. C'est à ce dernier en fait qu'il revient d'instruire les dossiers en grâce (article 15 de l'ancien organique du 22 décembre 1838 sur le Conseil supérieur de la magistrature).

le procureur général, près le
d'appeler ainsi que par le
ministère de la Justice, et
faire produire les défensi-
ves du condamné. Au vu de cet
ensemble, le ministre établit un
avis synthétique, qui est
transmis au Conseil d'Etat
et qui donne une conclusion
pouvant s'apparenter à un avis
sonnel.

Dans un deuxième temps, le
ministre des sceaux soumet ce rap-
port au Conseil d'Etat, par le
secrétaire de son département
(services judiciaires, affaires civiles,
affaires criminelles, administra-
tives), le directeur de
l'administration pénitentiaire et le
ministre (général), ainsi qu'à son
secrétaire de cabinet. Chacun est
chargé de donner son avis sur
le rapport, qu'il transmette au
ministre, ce que le garde des sceaux
livre tout le sien et clot ainsi
l'instruction dont il a la charge.

Après cette phase, le ministre
de la Justice et le procureur
général dans sa troisième phase,
celle de la consultation du Conseil
d'Etat, de la magistrature
et du Parlement.

Pour le futur

Il décide de gracier, en com-
mant la peine capitale en récul-
criminel à perpétuité, il
ra prendra un décret que
signeront le premier minis-
tre et le ministre de la justice.

Pour le futur président

Il décide de gracier, en com-
mant la peine capitale en réclu-
sion criminelle à perpétuité, il
va prendre un décret que
transigeront le premier minist-
re et le ministre de la justice.
Il contraindra, selon la formule,
à laisser la justice suivre son
cours. Il n'y aura ni décret ni
arrêté, dans la mesure où
l'arrêt de grâce prévu par la
constitution n'aura pas été
prononcé.

processus explique les délais. Il faut souvent séparer le moment de la condamnation et mort et même définir de ceint où est exécutée ou commuée. Il n'est cependant variable. Si l'on se rapporte à la liste des condamnations à mort, on constate depuis 1858 on constate des différences parfois importantes qu'elles vont de un mois à dix jours dans le cas de Christianucci à dix mois et sept jours pour Mohamed Laidjbi qui a été condamné à mort le 4 octobre 1971. La cour d'assises des Alpes-Maritimes, avait vu son pouvoir

[illegible]

président

Attendre le 27 novembre suivant pour attendre qu'il était pressenti.

Cependant, ce que l'on pensa appeler le décal normal des ordres de deux ou trois mois. C'est-à-dire un temps à peu près égal à celui qui sépare l'arrêté d'admission des examens du brevet. On dira que c'est la même chose, dans le cas de Philippe Maurice, l'exercice on non du droit de grâce peut en fait revenir à moitié au président élu en 1976 et moi qui je sera le 20 mai prochain. Cependant il démentit tout un élément sinon un argument dans la campagne électorale : J.-M. Th...

● M. Laurent Fabius, porte-parole du parti socialiste, a déclaré, le vendredi 20 mars, qu'il trait moralement incompréhensible que la mort d'un homme soit aux échéances électorales, que, par conséquent, « le P.S. refusera à faire du cas du condamné à mort Philippe Mau-

[illegible]

LE C



AUDI COUPÉ. Dix-sept parties à son tour pour faire un coupé. C'est le moteur qui fait le coupé de l'Audi GT 55. C'est le fameux 5 cylindres 191 de cylindrée, 9 CV fiscaux. De GT 55, le monde équipé d'un moteur 5 cylindres 191 de cylindrée, 9 CV fiscaux. De GT 55, le monde équipé d'un moteur 5 cylindres 191 de cylindrée, 9 CV fiscaux. Pour le plaisir, un moteur 5 cylindres 191 de cylindrée, 9 CV fiscaux. Pour le plaisir, un moteur 5 cylindres 191 de cylindrée, 9 CV fiscaux.

LES GARI DEVANT LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Photos jaunies

C'est une vieille aventure qui revit depuis le jeudi 19 mars devant la cour d'assises de Paris présidée par M. Guy Flich. Une aventure qui vous transporte sept ans en arrière, en 1974, en compagnie de jeunes anarchistes, dans ce Sud-Ouest, si loin de Paris et si proche de la frontière espagnole, comme suspendu aux derniers égarements de Franco. Une aventure légèrement écornée et jaunie, comme ces photographies

un peu passées que l'on regarde avec tendresse et émotion. 1974, peut-on se dire, ce n'est pas si loin. Mais c'est déjà une vieille histoire. En plus de trois heures, le greffier et le greffier de la cour, l'un relayant l'autre, l'ont tout juste esquissée en lisant à l'intention des neuf jurés — uniquement des femmes — l'arrêt de renvoi. Et les jurés, stylo à la main, ont pris des notes pour s'y repérer dans ces figures

d'anarchistes (une dizaine), allant et venant dans la région de Toulouse, notamment enlétées dans leur combat contre Franco, destructeurs de brouiller avec ses voisins cette Espagne blanche et brune, hôte à la passion. Comme des ombres, parce que raménés à leurs faits et gestes, on voyait on imaginait Floréal Cuadrado, Victor Manrique, Mario Ines Torres, Dimitri Salinas, Jean-Marc Roumillon et les autres se réunir, se concerter et se lancer dans des actions peu recommandables.

Car ces actions n'étaient pas recommandables, à l'évidence. Se sentant désespérément faibles, ces « anars » ont mitonné des attentats à l'explosif (une vingtaine) qui parfois capotèrent, et parfois firent des blessés. Les GARI, groupes d'action révolutionnaires internationaux, tel était le nom de leur réseau, revendiquaient ces « attaques de biens symboliques » destinées à obtenir la libération de militants emprisonnés par la franquisme.

Ces mêmes « anars », délaissant le pain de platine, se munissaient aussi, de temps à autre, de pistolets-mitrailleurs et de revolvers. C'était alors pour partir en campagne d'« expropriation ». « Ne bougez pas, c'est un hold-up ! », criaient-ils dans les banques visitées. Les clients s'immobilisaient, les militants des GARI se servaient et disparaissaient. Des garçons bien sympathiques, en somme, bourrés d'idées généreuses, mais additionnant avec l'innocence et la constance les crimes et les délits de toutes sortes. Toutes ces responsabilités ne sont évidemment pas partagées. Comme dans tout procès, il y a les figures centrales et les personnages périphériques. Aussi la cour d'assises s'est-elle donnée jusqu'au vendredi 27 mars pour démêler tout cela.

En attendant, sur les dix accusés régulièrement cités, cinq ont choisi de ne pas se présenter devant leurs juges. Ils sont dit le langage judiciaire, en fuite. L'avocat général M. Yvan Boizard, a lui-même fait remarquer que trois d'entre eux, ressortissants espagnols, ont sans doute préféré le sable d'une plage du côté de Barcelone, plutôt que les crimes et délits qui aujourd'hui amnésient dans ce pays.

LAURENT GREILSAMER.

AU TRIBUNAL DES ARMÉES

Les juges inactivés

M. Frédéric Joyeux, dit Valma, le directeur du journal des Insoumis *Arts de recherche*, qui était jugé pour insoumission le jeudi 19 mars par le tribunal permanent des forces armées (T.P.F.A.) de Paris, avait annoncé que son procès serait une tribune. Ce fut un véritable réquisitoire, d'une rare violence, qu'il fit devant cinq juges — deux civils et trois militaires — apparemment imperturbables.

« Vous êtes, messieurs, déclarait-il, des assassins. Votre métier, c'est le meurtre. Je ne voudrais pas choquer votre grande sensibilité, mais il me faut dire les bras armés par les abus, les crimes édictés par les grenades, les corps carbonisés par les lance-flammes. C'est vous, tout ça ! Les appelés morts en temps de paix dans des marches forcées, comme dernièrement à Nouméa (...), le sol des hôpitaux rougi par le sang de vos victimes, c'est encore vous. Je n'arrive pas à trouver des mots assez durs, vous m'en excuserez, pour dénoncer cet aspect de votre association criminelle. » Et ainsi de suite pendant trois quarts d'heure.

C'est dire l'attitude « franche et loyale », pour reprendre les

termes du commissaire du gouvernement M. Padovani, que Valma adopta devant le T.P.F.A., dont le président, M. Couzin, se contenta de lui répondre au terme de son exposé : « Cela vous a-t-il fait du bien ? »

Le T.P.F.A. serait-il devenu soudain laxiste ? Le commissaire du gouvernement ne requiert, en effet, qu'un an avec sursis contre M. Joyeux, alors que les insoumis « volontaires » — ceux de la « deuxième catégorie » — sont actuellement condamnés à des peines fermes qui vont jusqu'à deux ans. « Il serait fâcheux que ses deux enfants, a déclaré M. Padovani, paient les conséquences de l'attitude de leur père qui ne veut se soumettre à la loi — la même pour tous depuis 1789. » On sentit dans la salle pleine, où avaient pris place une soixantaine de sympathisants, plus qu'une hésitation devant cette soudaine indulgence. Le tribunal, qui, après une heure de délibéré, réduisit le sursis de douze à six mois, rétablit, en quelque sorte, les règles du jeu.

Valma n'avait-il pas annoncé, non sans bravade, que le tribunal le condamnerait à la peine maximum ?

NICOLAS BEAU.

GRÈVE

DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ EN FAVEUR DES PERSONNELS NON ENSEIGNANTS

Les personnels de l'enseignement privé étaient appelés à faire grève le jeudi 19 mars par deux syndicats : la Fédération de l'enseignement privé (FEP-C.F.P.T.) et le Syndicat national des personnels non enseignants, privé (S.N.P.N.P.-C.G.T.). Cette action concernait essentiellement les personnels non enseignants, en faveur desquels les syndicats demandent des « salaires décentés », l'amélioration de la protection sociale, la garantie de l'emploi et une formation professionnelle débouchant sur des promotions.

Les deux organisations font valoir que les subventions de l'Etat en faveur de l'enseignement privé ont considérablement augmenté cette année. Cet argent doit, selon eux, servir à améliorer la situation des personnels et non, ajoute la C.G.T., à des investissements au profit de l'institution.

SCIENCES

Le vaisseau de transport automatique *Progress-12* s'est séparé, jeudi 19 mars, en début de soirée, du « train spatial » *Salout-6* — *Soyouz-T-4*, qu'occupent depuis le 13 mars, les cosmonautes Vladimir Kovalenok et Victor Savinykh. Selon des sources bien informées à Moscou, cette séparation, qui libère l'un des colliers d'amarrage de la station *Salout-6*, annonce le lancement, dans les prochains jours, d'une mission habitée soviéto-mongole. — (A.F.P., U.P.I.)

Un accident mortel s'est produit, jeudi 19 mars, à Cop Cernavod, à la suite d'un lancement simulé de la navette spatiale américaine. — Après la fin de cet exercice, réussi par ailleurs, six techniciens ont pénétré dans une chambre de combustion, en ignorant qu'elle avait été remplie d'azote pur. L'un d'eux est mort asphyxié, un second a été gravement intoxiqué. Les autres sont hors de danger.

ÉDUCATION

Une campagne publicitaire de 3 millions de francs

« Comme ça, j'aime mieux l'école ! »

Clap. Une salle de classe dans une école élémentaire. Une maman rend visite à l'institutrice. Elles se parlent. Un des jeunes élèves : « Comme ça, j'aime mieux l'école. » Terminé. Deuxième sujet : une cour de récréation. Deux enfants en conversation : « Moi, mon père disait plein de choses sur mon école, et il n'était jamais venu le voir. Maintenant, avec le maître, ils sont d'accord. Ils m'expliquent les problèmes de la même façon. » Bulle sur un visage réjoui : « Et comme ça, j'aime mieux l'école. »

Ces deux spots publicitaires sont diffusés depuis le 16 mars jusqu'à la fin du mois, sur TF 1 et sur Antenne 2, à des heures variées. Ils réapparaîtront du 12 au 28 mai. C'est une campagne signée : « Le ministère de l'éducation. »

« Le ministère de l'éducation, et non l'éducation nationale », précise M. Philippe Reinhard, président de l'agence Marianne, qui a conçu et réalisé la campagne. Car c'est bien le ministère qui a voulu s'exprimer et non prétendre parler au nom de toutes les composantes de l'éducation.

Objectif : promouvoir des rapports plus étroits entre parents et enseignants, en cette année, dont le ministre veut faire, paraît-il — on allait l'oublier ! — « celle des parents d'élèves ». Deux idées ont présidé au choix des thèmes, selon M. Reinhard : montrer que lorsque parents et enseignants s'entendent « c'est un plus pour l'enfant » ; mettre en évidence que les adultes, lorsqu'ils parlent de l'école sont contradictoires et qu'ils devraient se rencontrer pour tenir un discours cohérent et moins perturber les enfants.

Le budget de la campagne dépasse les 3 millions de francs. L'Etat en récupérera 80 % par

le jeu de la T.V.A. et de l'utilisation des espaces publicitaires qui lui sont alloués par les deux chaînes de télévision. Une somme de 1 million est consacrée à la presse écrite qui, du 11 mai au 21 juin, comptera les messages télévisuels (1). Les journaux régionaux ont été exclus, car il aurait fallu, selon M. Reinhard, leur attribuer 250 000 F, ce qui aurait « dévoré la quasi-totalité du budget ».

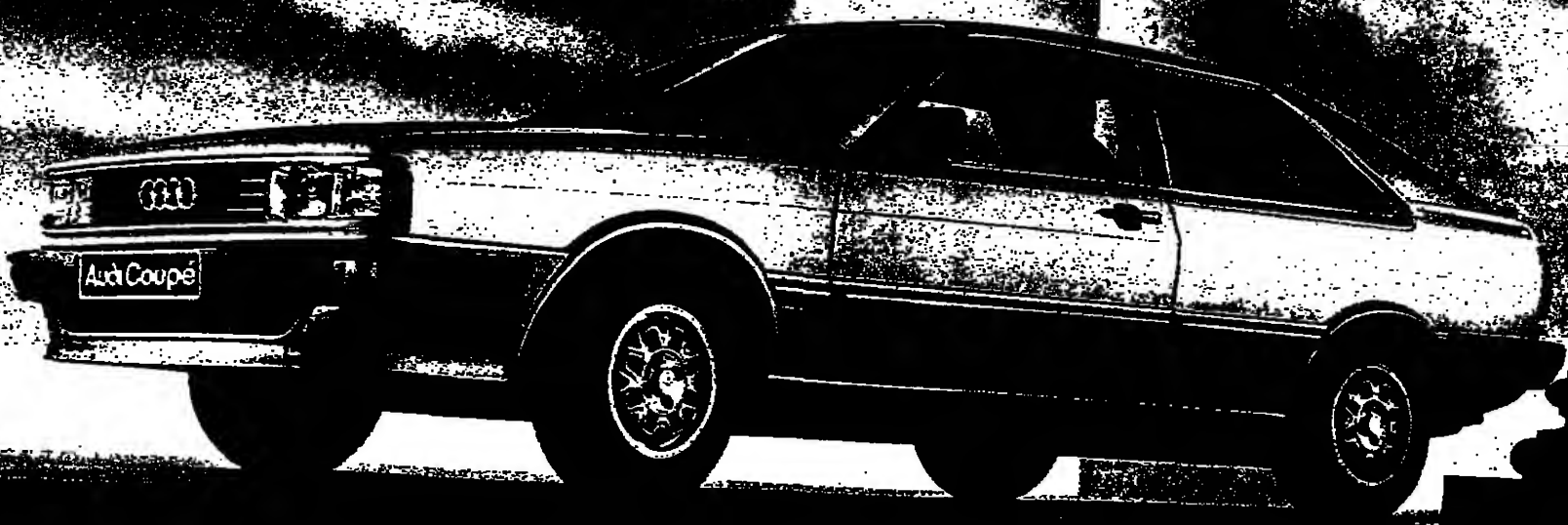
L'agence Marianne, qui a emporté le marché sur trois concurrentes, s'est efforcée d'éviter les chausse-trappes. L'hostilité des associations de parents, par exemple. M. Reinhard assure « qu'aucun message n'a été conçu pour ébranler les parents et qu'il n'y avait pas de message à ébranler. Les fédérations de parents d'élèves ». De même, à l'égard des enseignants, définis, tout amour-propre préservé, comme « les vrais professionnels de l'éducation ».

La télévision jouera-t-elle le rôle de la norme séduisante ou de l'irréel qui fait rêver, précisément parce qu'il est loin de la réalité ? En tout cas, un des traits de ces campagnes publicitaires que, les uns après les autres, les ministères s'efforcent à présenter aux télépectateurs, est qu'on pourrait échanger les slogans de l'une à l'autre. Le ministère de l'éducation aurait pu, avec profit, accaparer pour l'école celui de la santé : « Apprenons à vivre ensemble. » Ou appliquer aux enfants celui — ou presque — destiné aux vieillards : « Ne leur rendez pas la vie impossible. »

CHARLES VIAL.

(1) Cinq journaux quotidiens : *la Croix*, *le Progrès*, *l'Humanité*, *le Matin*, *le Monde*, et cinq hebdomadaires : *l'Express*, *le Nouvel Observateur*, *le Point*, *l'Édrama* et *Valeurs actuelles*.

LE COUPÉ SELON AUDI.



AUDI. LA FOI AUTOMOBILE.

AUDI COUPÉ. Deux portes n'ont jamais suffi à faire un coupé. C'est le moteur qui fait le coupé. Celui de l'Audi GT 5S est le fameux 5 cylindres d'Audi.

Ainsi le coupé GT 5S est le premier coupé au monde équipé d'un moteur 5 cylindres. Si vous avez toujours foi en l'automobile, prenez note : 85 kW/115 ch DIN, 1,9 l de cylindrée, 9 CV fiscaux. De 0 à 100 km/h en 10,3 secondes et 183 km/h sur circuit. Voilà pour la puissance. Pour le plaisir, un moteur 5 cylindres. Souple comme un 6 cylindres, mordant comme un 4 cylindres.

Parfaitement adaptée, la boîte est une 5 vitesses. Roulez, regardez le compteur, regardez la jauge. Ce coupé est brillant, mais raisonnable. Pour la tenue de route, là aussi, l'efficacité prime : roues indépendantes, traction avant, avec jambes de force et essieu stabilisateur à l'arrière. Les freins, eux aussi, ont fait leurs preuves chez Audi : double circuit en diagonale avec direction autostabilisante, servofrein et répartiteur de puissance. Décidément, le coupé GT 5S n'est pas une voiture coupée en deux. Preuves supplémentaires : ses 5 places

avec sièges anatomiques et dossiers galbés, son vrai coffre de 494 litres, sa direction assistée pour rouler et se garer en douceur. 5 cylindres, 5 vitesses, 5 vraies places, le coupé Audi GT 5S offre plus d'une raison de croire encore en l'automobile.

V.A.G., le réseau Volkswagen et Audi, vous présente les Audi dans 600 points de service.



6 6 . 9 0 0 F

Valeurs de consommation U.T.A.C. : à 90 km/h : 6,5 l/100 km - à 120 km/h : 8,5 l/100 km - en ville : 12,5 l/100 km - Existe en version automatique avec supplément de prix. *Prix T.T.C. au 15/01/81.

ÉDUCATION

LE FINANCEMENT ET L'AUTONOMIE DES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES

III. — Aux États-Unis : vers une indépendance tempérée ?

De notre envoyé spécial ROGER CANS

Attentes elles aussi par la crise économique, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne ont tendance à réduire les subventions accordées à l'enseignement supérieur. Dans le second cas, il ne s'agit que des crédits de construction ou de dotation de « gros matériels », puisque les frais de fonctionnement et les traitements des personnels sont payés par les Länder (« le Monde » du 19 mars). Aux États-Unis, où cohabitent universités publiques et universités privées, ce ne sont pas les réductions de budget qui inquiètent les universitaires mais la dépendance toujours plus grande des établissements envers le gouvernement fédéral. On semble s'acheminer dans ce pays vers une sorte d'autonomie « moyenne », et la privatisation absolue n'est plus qu'un rêve.

Boston. — Moribonde, l'autonomie des universités américaines ? C'est en tout cas un constat sévère que vient de publier la commission Sloan (1), après deux ans et demi d'enquête sur les relations entre le gouvernement fédéral et les établissements d'enseignement supérieur américains. Qu'en juge-t-on ? De plus en plus, constatent les rapporteurs, le gouvernement intervient dans les nominations et les promotions de professeurs par l'intermédiaire d'agents qui ne conviennent rien à l'enseignement supérieur. De plus en plus, les problèmes sont traités par des administrateurs et des conseillers juridiques au lieu de l'être par les enseignants qui sont responsables des résultats.

La procédure d'admission des étudiants devient l'affaire de tribunaux : le gouvernement « donne son avis sur les programmes d'études », les chercheurs sous contrat fédéral sont traités comme de simples prestataires de services ; « de plus en plus, ce sont les agences fédérales et les tribunaux qui décident qui doit enseigner, à qui et quoi ».

Cette attaque de ton « réagissant » contre la bureaucratie fédérale traduit un état de fait : les universités américaines n'ont

plus les condées aussi franches qu'il y a dix ou vingt ans. À commencer par les établissements les plus prestigieux, placés naturellement dans le collimateur de Washington. « Notre université est-elle encore libre ? », s'interrogeait en décembre 1980 l'hebdomadaire *Harvard Independent* en constatant que 90 % des crédits de recherche ont été accordés par les agences fédérales. Exception ? Non. L'université de Princeton, l'une des établissements privés les plus attachés à son indépendance, vit depuis vingt ans avec un budget alimenté par des fonds publics à concurrence de 30 %, 40 %, voire 45 %, certaines années. Et l'université Howard de Washington — ancien centre de formation privé pour pasteurs noirs — tire aujourd'hui 60 % de ses revenus du gouvernement fédéral.

Ce sentiment de dépendre de plus en plus du bon vouloir de Washington ou des États s'explique par des chiffres simples : sur les 45 milliards de dollars (un dollar vaut environ cinq francs) que coûte à la collectivité américaine le fonctionnement des universités, 19 sont fournis par les États (42 %) et 14 par le gouvernement fédéral (31 %). Au total, les établissements américains d'enseignement supérieur — dont près de 80 % sont publics — fonctionnent à 73 % aux frais des collectivités locales ou nationales. Les droits de scolarité, c'est-à-dire ce que paient réelle-

ment les étudiants et leurs familles, n'interviennent plus en moyenne que pour un quart du financement des universités. Les revenus annexes (dons, contrats privés, placements financiers), qui n'entrent pas dans le budget annuel de fonctionnement (voir encadré), atteignent la coquette somme de 3 milliards de dollars. Le gonflement des effectifs étudiants au cours des vingt dernières années — on atteint aujourd'hui 11 millions d'inscrits — n'a été rendu possible que par l'intervention du gouvernement fédéral. Ni les familles, ni même les États — dont la participation financière stagne actuellement — n'étaient en mesure de financer l'explosion démographique dans l'enseignement supérieur. Sur les 14 milliards de dollars dépensés en 1979-1980 par le gouvernement fédéral, quatre l'ont été au bénéfice de la recherche, mais dix ont servi à financer les bourses et les prêts bancaires accordés aux étudiants. Le programme d'aide B.E.O.C. (Basic Educational Opportunity Grants), créé en 1972, a vu son budget passer de 168 millions en 1975 à 2,6 milliards de dollars en 1979. Il aide 89 000 étudiants en 1979, 2 700 000 en 1979, et la progression continue. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les autorités fédérales demandent des comptes aux universités ?

Transparence financière

Une autre contrainte, récente elle aussi, pèse sur l'admission des étudiants : la transparence financière. Chaque année, désormais, les deux mille sept cents établissements qui touchent de l'argent fédéral à un titre ou à un autre (2) doivent remplir un formulaire et l'adresser au nouveau département américain de l'éducation. Cette contrainte représente-t-elle un abandon de souveraineté ? Non, répondent généralement les administrateurs financiers. Mais ils redoutent d'ailleurs les audits que réalisent à intervalles irréguliers le gouvernement fédéral. « Nous avons des problèmes avec les auditeurs fédéraux », reconnaît M. Victor Cox, directeur des programmes de recherche à l'université jésuite de Georgetown, à Washington. Ils veulent savoir combien de temps un maître passe à la recherche, à l'enseignement et aux services. C'est ridicule : il faut tout en même temps ! En cas de désaccord, le gouvernement peut demander le remboursement des salaires de chercheurs — sur plusieurs années ! — en estimant qu'il y a eu fraude, c'est-à-dire bénéfice indu pour l'université et non pour la recherche d'intérêt national.

Une tutelle supportable

En tout état de cause, et quoi qu'en dise le rapport Sloan, ne faut pas exagérer le rôle des autorités fédérales dans la gestion des universités américaines. Sous réserve d'un minimum de formes à respecter, les établissements admettent le nombre et la qualité d'étudiants qu'ils souhaitent, et les enseignants qu'ils choisissent. Généralement, aussi, ils sont libres de fixer les salaires comme les conditions d'embauche ou de licenciement des enseignants.

Quant à la tutelle des États sur les établissements publics, elle n'apparaît pas à un observateur européen d'un poids consi-

derable. Certes, les instances locales, qui ont des crédits sont parfois obligées de faire un rapport à l'ordre. Par exemple, le parlement du Minnesota demande à son université de ne pas oublier la recherche agricole, source de richesse pour l'État. Mais il devra payer pour l'obtenir.

Il est exceptionnel qu'un parlement local se mêle du contenu d'un cours ou des opinions professées par un universitaire. On cite encore le cas de ce historien de Rutgers, Eugene Genovese, qui, dans les années 60, avait fait être licencié pour avoir soutenu « la doctrine du Vietnam ». L'administration uni-

versitaire avait fait corps avec le professeur et la législature du New Jersey avait dû s'incliner.

Dans les États de la « Bible Belt » (3), certains parlementaires gardent un œil sur les départements de philosophie et les écoles de théologie (« *divinity schools* ») car ils ne veulent pas « financer l'hérésie ». Mais un parlement, ou un gouverneur d'État, dont les représentants sont très minoritaires dans les conseils d'administration universitaires (4), peut difficilement agir directement contre un enseignant.

Diversifier les sources

L'autonomie des universités — publiques ou privées — se maintient bien grâce à la diversification des sources de revenus. Un établissement privé — d'origine méthodiste — comme Boston College, qui tire 52 % de ses revenus des droits de scolarité, s'arrange pour obtenir aussi des contrats de recherche fédéraux (14 % de son budget) afin de ne pas dépendre seulement de l'aisance des familles, de la générosité des mécènes ou de la compréhension des entreprises, qui sont imprévisibles. L'université jésuite de Georgetown (Washington) a reçu l'an dernier du Kowatt un don de 1 million de dollars pour la création d'une chaire de civilisation islamique. Elle l'a acceptée parce que ce don correspondait à sa « vocation internationale », mais elle a su refuser un don libyen assorti de conditions politiques. « Nous faisons très attention à ne pas toucher d'argent fédéral », avoue M. William Clark, directeur des programmes de recherche, à l'université fédérale, « nous sommes très obligés : le gouvernement nous donne les bourses et veut tailler le manteau ».

L'université publique de Rutgers ne rougit pas de tirer des revenus annexes par tous les moyens : location de terrains à un promoteur immobilier, location d'un centre de conférences, royalties du brevet de la streptomycine, recettes de l'équipe de basket-ball et « bistrot » de football (américain), etc.

Ainsi, les universités publiques

tendent-elles à diversifier leurs sources pour augmenter leur autonomie, alors même que les universités privées croient perdre la leur en s'ouvrant au joug fédéral. Ce mouvement croisé aboutit à une banalisation des établissements, qui se ressemblent de plus en plus, surtout au sommet. « En matière de recherche fondamentale, il n'y a aucune différence entre universités publiques et privées », note M. Carl Kaysen, directeur de recherche au Massachu-

setts Institute of Technology et vice-président de la commission Sloan. Elles sont toutes très dépendantes du gouvernement fédéral. » Cette marche vers une autonomie « moyenne » se réjouit évidemment pas les tenants du privé à 100 %, mais elle semble inévitable. « Au train où vont les choses, remarque un chercheur, seule Harvard pourra conserver son autonomie financière — déjà sérieusement entamée. » Et s'il n'en reste qu'une, ce sera bien celle-là.

FIN

La plainte des « employés à l'enseignement »

Pour la plupart des enseignants américains, l'autonomie des universités ne fait aucun doute puisqu'elle s'exerce souvent à leurs dépens. Il faut « venir » au moins trois ans à son poste (renouvelable chaque année) pour avoir une chance de décrocher ensuite la titularisation (tenure) — généralement au bout de sept ans. L'enseignant non titularisé est soumis à la période contractuelle est automatiquement réembauché.

Pour l'évaluation de leur travail (enseignement, recherche et services), l'université a souvent recours à la notation — par les étudiants. Ce système a le don d'irriter les universitaires qui jugent leurs étudiants « immatures », plus sensibles à la démagogie (le professeur doit être « populaire ») qu'à la rigueur scientifique ou pédagogique.

Quant aux fameux « services », il s'agit bien sûr de la disponibilité auprès des étudiants (heures de permanence au bureau ouvert), mais aussi des tâches administratives à l'intérieur et des activités extérieures bénévoles (participation aux congrès, engagement social ou sportif, contribution à la vie locale, qu'elle soit mondaine, politique ou religieuse, pourvu que l'enseignement véhicule une bonne « image » de son université). Le professeur qui se cantonne à l'enseignement et la recherche sera mal jugé par son patron, dean (goyen) ou chairman (chef de département).

L'autonomie des universités américaines, c'est surtout l'autonomie de leurs administrations, observe Mme Emilia Kelsy, « chairperson » du département d'études romanes à l'université Emory d'Atlanta (Georgia). Ce ne sont pas les enseignants de l'université du Texas qui vont la contredire, eux à qui la Constitution de l'État interdit de se syndiquer et de faire grève. « Nous sommes, constatent-ils, des employés à l'enseignement d'une entreprise prospère qui paie mal ses salariés. »

15 RUE DIEU 75010 PARIS

GRANDE MISE EN VENTE
15.000 TAPIS D'ORIENT

POUVANT ÊTRE VENDUS À LA PIÈCE OU PAR LOTS
entièrement faits main en laine, laine et soie, et soie naturelle
IRAN, GHOU, ISPAHAN, NAIN, URSS, ROUMANIE,
PAKISTAN, TURQUIE, AFGHANISTAN, INDE, KASHMIR,
CHINE ET DE DIVERSES PROVINCES
dont certaines pièces de collection

La plupart des Tapis, bénéficient actuellement de la
SUSPENSION DES DROITS DE DOUANE
PRIX À PARTIR DE 250 FRS-CREDIT GRATUIT
et immédiat sur demande

chaque tapis est accompagné de son
CERTIFICAT D'ORIGINE
et de sa photo détaillée à l'exportation

La vente aura lieu tous les jours DIMANCHE INCLUS de 10 à 18h
dans les entrepôts de :

COMPTOIR FRANCE ORIENT
15, rue Dieu - 75010 PARIS
métro : Jacques Bonsergent/gare de l'Est
Tél. : 239.32.00 - Tél. 680.669
VENTE PAR LOTS AUX PROFESSIONNELS
sur justification de leur commerce.

Les rentières

Les législateurs d'Austin, au siècle dernier, avaient mis en réserve quelque 800 000 hectares de terres dont la vente devait financer l'université du Texas. On n'eut même pas besoin de vendre les terres pour créer l'université, si bien qu'en 1923, quand on découvrit du pétrole dans le Reagan County (c'est son nom !), The University of Texas at Austin se trouva en possession d'un or noir qui allait couler à flots. Aujourd'hui, l'université du Texas dispose d'un capital de 1,2 milliard de dollars, qui lui a rapporté 82 millions l'an dernier. Avec l'augmentation constante des prix du pétrole — et l'attente que le capital d'Austin dépasse bientôt celui de Harvard (1,6 milliard de dollars), la plus riche des universités américaines.

Traditionnellement, cependant, les universités ne peuvent utiliser leur dot (endowment) pour leurs dépenses courantes. Seuls les intérêts du capital placé entrent dans le budget de fonctionnement, et ils ne doivent servir qu'à des investissements lourds (constructions, achats d'équipement). Les universités riches se livrent donc toutes à la spéculation immobilière, aux placements à fort rendement

(notamment à l'étranger) et disposent de portefeuilles d'actions très bien garnis. Harvard a une société qui gère son portefeuille et une autre les biens fonciers et immobiliers. L'université se lance maintenant dans la production d'électricité avec une centrale gérée par une filiale (Cogeneration Management Company), et elle envisage de créer une société d'ingénierie générique pour la production d'hydroélectricité, à l'instar de l'université de Californie, dont les chercheurs gèrent la Genetech Inc.

L'université méthodiste Emory à Atlanta (Georgia) a reçu en 1980 quelque 116 millions de dollars en dons privés, alors que son budget n'est que de 80 millions de dollars. Parmi ces dons, 100 millions de la Woodruff Foundation (fondation Coca-Cola, dont le siège est à Atlanta), et 1,2 million des Églises méthodistes.

L'université Columbia, à New York, est propriétaire du Rockefeller Center (valeur : 200 millions de dollars), qui lui rapporte bon an mal an 10 millions. L'université — privée — possède même un cimetière, où elle accepte d'inhumer les professeurs méritants.

RÉVISION BAC

COURS privé CARNOT
Vacances de Pâques
Révisions intensives
98, rue PIERRE-DEMOURE (17*)
763-84-31

CRÉATEURS

ENTREPRISE et EXPORTATEURS
Votre siège
à Paris ou à Londres
de 80 à 300 F par mois
Constitution de Sociétés
G.E.I.C.A. 55 bis, rue de Louvre,
75002 PARIS
Tél. 788-41-13 +

FAJARDIE SNIPER

Un Nouvel Imaginaire
Policier
FAYARD/NOIR

demeures

Prestige de France

Construire votre Résidence principale ou secondaire, comme on les aime dans le midi.

BEZIERS 56 Av. Wilson - Tél: (67) 62.32.16
MONTPELLIER 38 rue des Étoiles - Tél: (67) 68.08.55
NIMES 58 rue Pierre Semard - Tél: (66) 21.89.48
NARBONNE Centre commercial Bazimbeud - Tél: (68) 32.28.42
PERPIGNAN Résidence Nicole, 3 Bd. Kennedy - Tél: (68) 66.55.70

MONTPELLIER • NIMES

BEZIERS

NARBONNE

PERPIGNAN

Nom..... Prénom.....
Adresse.....

Bon pour une documentation gratuite à retourner à l'une des adresses ci-dessus.

poss. terrain oui ☐ non ☐

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

LOCATION EN HAUTE-MER

Quel voilier pour quelle croisière ?

LOUER un bateau, vous en êtes convaincu, constitue le moyen le moins coûteux de naviguer ; vous estimez aussi que c'est la seule façon de mettre le sac à bord de bateaux de tous genres et de tirer ses bords sur toutes les mers. Il n'en tient qu'à votre bourse... et à votre savoir-faire, car, en réalité, la réussite de votre croisière va dépendre aussi bien de votre discernement dans le choix d'un loueur que de la préparation de la navigation elle-même, s'il s'agit d'une région que vous ne connaissez pas encore. Une telle expédition se prépare longtemps à l'avance, car, dès la fin de l'hiver, les sociétés de location ont déjà leurs carnets de réservations bien remplis.

Pour le navigateur peu expérimenté, le gros problème de la location, c'est l'éventail incroyable de destinations et de types de bateaux auquel il se trouve confronté. Tout est possible ! Il convient donc de classer les problèmes et de définir les priorités de votre choix : quel type de bateau, et pour quelle croisière ? Ou bien l'inverse : quelle croisière, et sur quel bateau ? Car le type

de voilier qui vous permettra de découvrir la Bretagne sous ses meilleurs aspects n'est pas celui qui vous emmènera découvrir les îles grecques. Trois types d'équipements sont à éviter : des conditions de navigation imprévisibles ; un bateau mal adapté à la croisière envisagée ou à l'équipage embarqué ; un mauvais loueur.

Conditions de navigation

Sur les catalogues — papier glacé et quadrillé, — il faut toujours beau. Mais savez-vous par exemple qu'en Grèce, aux mois de juillet et d'août, le vent du nord souffle en permanence à force 6 Beaufort, balayant la mer Egée et rendant inconfortables la plupart des mouillages des Cyclades, à commencer par la célèbre rade de Mykonos. Voulez-vous visiter les Cyclades ? Faites-le avant juin. Par contre, les côtes du Péloponnèse et l'archipel des Sporades restent éparpillés par le Mistral. Chaque région a ses particularités météorologiques, et il est bon de s'en enquêter avant de signer un contrat ! Se méfier aussi des

navigations en mer selon. Bien sûr, les tarifs sont nettement plus intéressants, mais combien de jours naviguerez-vous réellement ? A l'époque par exemple, qu'il s'agisse des côtes de la Manche, de l'Atlantique ou de la Méditerranée, un coup de vent est à craindre, qui vous bloquera au fond d'une marina. Avant d'arrêter un choix définitif, déterminez des croisières et récits de voyages publiés dans les revues nautiques : visitez les librairies spécialisées ; préparez vos vacances comme une expédition, vous vous éviterez ainsi bien des déceptions.

Le bateau

Pour un coût comparable, deux solutions s'offrent à vous : par exemple, un voilier de 4-5 couchettes efficacement utilisées pour un voilier amoncelant 8 couchettes, faire comme s'il n'y en avait que 4, sous peine de se sentir à l'étroit, ou bien un voilier de 8 couchettes (annonçant 10), à louer avec des amis. Le prix de revient à la couchette reste comparable. Un bateau plus grand, c'est plus confortable, plus rapide aussi. Par contre, il nécessite plus de compétences, certaines manœuvres réclament plus de force, et surtout se pose le problème bien connu de la promiscuité et des incompatibilités de caractère. Or un équipage bien soudé est chose très rare, avant de choisir l'un ou l'autre solution, il s'agit de bien définir la croisière projetée : si vous désirez seulement faire de la balade côtière, si vous aimez dîner tous les soirs au

restaurant, un petit croiseur aux aménagements simples vous suffit tout à fait. Et lorsqu'il s'agit de dériver l'ancre, on apprécie encore plus les bateaux à faible déplacement. Cependant, si votre programme de navigation prévoit des étapes longues, avec un risque de vents forts, le choix du bateau plus important se justifie. Mais, encore une fois, attention à l'équipage, et surtout à son niveau technique. Il est délicat de partir pour une navigation de une ou plusieurs semaines sans avoir auparavant testé caractères et compétences au cours d'un week-end en mer. Si un doute apparaît sur la compétence du futur chef de bord, ne pas hésiter à embarquer le skipper que vous propose le loueur. Celui-ci prendra la responsabilité technique du bateau, et vous permettra souvent de mieux découvrir une région qu'il connaît lui-même tout bien. De toute façon, le contrat de location réserve généralement au loueur le droit d'imposer un skipper, s'il juge le niveau de l'équipage insuffisant.

Le loueur

A qui s'en remettre ? Comme pour les restaurants et les garages, il existe de bons et de mauvais loueurs. La promulgation d'une charte de la location des bateaux de plaisance (voir le Monde du 20 décembre 1980), regroupant les professionnels soucieux d'assurer à leurs clients un service de qualité, devrait, espérons-le, assainir la profession. Une liste des adhérents à la charte sera disponible prochainement. Dans l'immédiat, on

pout se procurer une liste des membres du syndicat des loueurs de bateaux de plaisance auprès de la Fédération des Industries nautiques, port de la Bourdonnais, 75007 Paris.

Parmi tous ces professionnels supposés sérieux, le choix définitif s'établira sans doute par une comparaison des tarifs. Attention, toutefois, de ne pas se limiter au tarif lui-même, mais d'apprécier les investissements : voiles, équipements de cuisine, moteur hors-bord sur l'annexe, spinnaker en nylon ou non... Bien se renseigner aussi sur l'âge du bateau. Un tarif nettement plus bas que la moyenne ne s'explique que par un matériel de qualité médiocre, souvent usagé. En effet, une concurrence de plus en plus sévère oblige les loueurs à serrer leurs prix au maximum.

Quant au choix définitif, une enquête réalisée par le mensuel spécialisé Neptune Nautisme auprès de ses lecteurs révèle que le choix d'un loueur — et la fidélité vouée à celui-ci pour des locations ultérieures — tient, en premier lieu, au rapport de sympathie qui s'est créé ou non. Bien sûr, l'idéal serait de se rencontrer sur place, de voir le bateau avant de confirmer son choix ; mais, dans la plupart des cas, c'est tout à fait impossible.

A défaut, la documentation plus ou moins complète que vous a remise le loueur, et l'aptitude de celui-ci à répondre immédiatement, et avec précision, aux questions posées, constituent un gage sérieux. Parmi ces questions-tests : l'âge du bateau proposé ? à propos des

mouillages : combien d'ancre ? de quel type ? quelle longueur de chaîne et d'orin ? A propos de l'annexe : quelle marque ? quel moteur hors-bord ?... C'est à ces détails très techniques que vous jugerez votre loueur, que vous sachiez s'il connaît bien le produit qu'il vend. Cela vous permettra d'éliminer les agences spécialisées dans le courtage : celles qui proposent en location des bateaux qu'elles ne possèdent pas et qu'elles vont chercher, une fois le client trouvé, auprès d'un loueur quelconque. Notons que le chiro de la location interdit cette pratique à ses adhérents, car elle aboutit fréquemment à des litiges, le bateau loué ne correspondant pas à ce qui avait été prévu.

Un bateau sans problème, ce n'est pas tout : tout plaisancier le sait. Alors, en bouclant votre sac le jour du grand départ, faites comme tous les vieux équipiers, emportez votre petit matériel personnel : quelques manilles (on ne sait jamais) ; quelques mètres de gacette (ça sert toujours) ; votre couteau, bien sûr, et le guide de croisière que vous connaissez déjà par cœur !

Certains emportent même toujours un petit compas de rechange, tandis que d'autres n'embarquent jamais sans leur caisse à outils ! N'exagérons rien, mais ces objets témoins conservent toujours une vertu, même s'ils ne servent pas : ils apportent une touche intime à un bateau par définition impersonnel.

DOMINIQUE LE BRUN.

Un Gin-Fizz pour les Caraïbes

« VOUS partez en bateau ? C'est la question posée quand vous annoncez que vous allez naviguer quinze jours aux Antilles. Depuis que «Pépé» Tabarly a mis les États-Unis à dix jours de trimaran, la traversée de l'Atlantique (*) s'impressionne plus personne, et le mythe des Antilles fait du reste, votre entourage vous imagine très bien abattant sept mille milles en un demi-mois ! Déception quand vous leur apprenez que vous avez opté pour une formule avion-bateau moins «naturelle», mais mieux adaptée aux congés payés.

Après huit heures d'un vol vacances saturé et quatre fuseaux horaires, le 747 atterrit à Fort-de-France, dans un aéroport qui est un véritable chaudron. Un chef de taxi m'at-

tend, heureuse attention de la société de location. Au Cul-de-Sac marin, en plein sud de la Martinique, un punch offert par Claude Kermol, responsable de la base nautique, me retire mes dernières forces, et je me retrouve à fond de cale, mouillé par la sueur entre deux draps. Le voilier, un Gin-Fizz, est avec l'Amphora, également loué par Tabarly-Yachting, un des meilleurs compromis vitesse-confort pour naviguer dans la mer des Caraïbes.

Son équipement — radio, gonio, loch, sondeur, speedo — est largement suffisant pour cette région où l'on navigue toujours à vue. Le spi est, par contre, superflu dans cet archipel aligné sur un seul méridien et balayé par des vents d'est.

Après une nuit brève et étouffante, c'est le départ. Le dernier bout largué, grand-voile et génois hissés, le Gin-Fizz démarre soudainement. Première surprise, la

carte maritime du Cul-de-Sac comprend des erreurs d'alignement, fruit de la déconstruction locale en matière de balisage. Laissez-aller général dans les Grenadines, où la navigation de nuit demande beaucoup de sang-froid, les feux étant rares et peu souvent au rendez-vous du crépuscule ! Aidé par des conseils de Kermol, je sors de ce trou à cyclone infesté de haute fonde, direction Sainte-Lucie, première halte avant les Grenadines.

La première traite est de trente milles, qu'il s'agit d'abriter avec la régularité des trains de marchandises, soutenus par des alizés qui, cette année, ont de la santé. Entre les îles, dans ce que l'on appelle les canaux, la mer peut être forte et irrégulière. La houle, en prenant le bateau par le travers, soumet les estomacs à des va-et-vient répétés, mais, dès que l'on navigue à l'abri d'une terre, la mer redevient plate et le vent léger. Il faut alors renvoyer de la toile, puis réduire dès que l'on quitte la protection des montagnes volcaniques, petit jeu rendu difficile, les premiers jours, par la fatigue accumulée.

Par la suite, changer un foc sous des embruns valant 25 degrés deviendra un plaisir, la peau commençant à s'habituer à la fois au sel de mer et au soleil. Les premiers jours, je res-

terai toutefois en partiel et en tee-shirt pour éviter les brûlures du soleil. Cela n'empêchera pas mes lèvres de doubler de volume en vingt-quatre heures !

La première halte sera encore un trou à cyclone, Marigot-Bay, visité par plus de cent voiliers chaque mois. Une fête dans la falaise, une petite maison au toit rouge, sont les seuls amers (1) permettant de situer l'entrée, confidentielle, de ce mouillage. Le lendemain, j'évite, délibérément Saint-Vincent, lieu de meurtres et de vols, précèdent tous les guides des Caraïbes, et j'arrive vers les Grenadines, une multitude d'îlots répartis sur moins de 70 milles. Près de Canouan, un de ces grains noirs qui obscurcissent l'horizon à la

Façon Popsy

En rade du mouillage principal, Admiralty-Bay, se trouve l'Ariadne, goélette trois-mâts de 66 mètres transformée en charter. Au Prangipani, le bar à la mode, toute une faune de skippers tatoués façon Popsy, de sirènes dévotées et de navigateurs en cale sèche. La nuit, dans ce port encombré, c'est un incessant ballet de dinghies à moteur deux-temps, véritables félons des mers. La garde-robe au com-

plètement du vent et déboulent au ras de l'eau rattrapée. Ysout, qui file pourtant à plus de huit nœuds. La terre, proche d'un kilomètre, disparaît dans la brume, et il n'est plus question d'aller y mouiller pour la nuit. Bien plutôt, il faut s'en écarter. Pendant la prise de ris, la grand-voile se déchire au niveau de la dernière latte, et il faut l'affaler rapidement. Grâce aux 36 ch. du moteur Volvo, Ysout peut faire route face aux vagues de trois mètres, direction Friendship-Bay, à Bekia, mouillage sauvage mais prodigieusement rouleur (2). M. Simon, le voilier le moins cher des Antilles, selon les guides, répare la grand-voile et remet le génois en état pour 20 francs !

Ysout met, le lendemain, le cap sur Tobago-Caye et ses barrières de corail. Pour passer au travers de tous ces pièges acérés, quelques alignements mais surtout une méthode inflexible : se fier aux couleurs de l'eau quand le soleil est au zénith. Mouiller dans ces eaux sous la seule protection des cailloux affleurants n'est pas aisé. Mais, après plusieurs jours de mer, l'Européen a perdu l'habitude de s'amarrer

à des pontons flottants et devient un spécialiste du jeter de l'ancre, même s'il met plus de temps à remonter 30 kilos de ferraille, 30 mètres de chaîne et 20 mètres de corde !

Le retour, comme l'aller, s'effectue au près bon plein, et l'on s'aperçoit, au loch, que l'on a fait près de 300 milles. Certains locataires de Tabarly-Yachting laissent leur voilier dans le Sud et remontent en avion : une formule intelligente qui permet de rester plus longtemps dans les Grenadines et d'éviter plusieurs traites de 60 milles. De plus, le retour est toujours moins agréable, sauf quand on rencontre des amis : à l'entrée du Cul-de-Sac, en face du Club Méditerranée, il y a un Wild-Rocket de Joël Charpentier et, à bord, Guy Fillon, du chantier Pourvreur, qui vient prendre un bol d'air avec sa femme. A Marigot-Bay, c'est M. Simon, de l'armement Clavayre, petite auberge de la célèbre Fernandez de Paris, et d'autres encore. La dernière mode à Paris, c'est bien connu, c'est de se donner rendez-vous aux Antilles !

DOMINIQUE AUTON.

(1) Point de repère sur la côte.
(2) Mouillage où la houle pénètre perpendiculairement au vent et fait rouler le bateau.

PARIS ATHENES 900 F
vol direct 20 jours - 5 semaines
vol direct 2 à 5 semaines

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

66, bd Saint-Michel 75006 PARIS 329 12 14
18, av. du Général-Leclerc 54000 NANCY 336 76 27

Préparez dès maintenant votre été

Quel style de vacances désirez-vous ? Balnéaires ? Sportives ? Culturelles ? Aventurées ? La clé de votre bonheur se trouve dans le numéro de mars du Nouveau Guide Gault-Millau Connaissance des Voyages

Spécial vacances d'été

En vente chez tous les marchands de journaux : 12 F

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 Paris ☎ 238.02.25 & 236.14.23

Partez avec nous vers le soleil !

Dès le 5 avril, chaque dimanche soir, un Boeing spécial assurera la liaison PARIS-JERBA : sachez profiter de l'économie réalisée en choisissant, pour vos vacances, le SUD-TUNISIEN !

Par exemple : le SANGHO CLUB*** à ZARZIS

« Une vaste palmeraie bordée par la mer : voilà le cadre verdoyant et fleuri de la détente que vous souhaitez ou des vacances sportives que vous préférez (tennis, voile, équitation, hydrothérapie).

« ZARZIS, proche de JERBA, est le point de départ idéal de vos excursions dans le sud du pays.

« Même le 26 avril, vous pourrez voter et partir ensuite !

De PARIS à PARIS, en pension complète, une semaine à partir de 2450 F

boissons aux repas incluses : ...

« Pour vos vacances d'été, le NOVOTEL "LES SOURCES"*** à KORBOS, à 50 km de TUNIS, proposera à partir de juin chambres, studios et appartements. De PARIS à PARIS, en pension complète, une semaine à partir de 2150 F

boissons aux repas incluses : ...

Documentation gratuite sur demande

Nom _____ Adresse _____

TUNISIE
Cœur de la Méditerranée
Méditerranée du Cœur

STAGE DE TENNIS EN FLORIDE

« Frappe la balle et tais-toi ! »

La rusticité du club-house, carré et austère comme des écoles préfabriquées, contraste avec le charme cossu des villas du Bardmoor Country Club, un lotissement résidentiel de quatre cent quatre-vingt hectares, parsemé de pins et agrémenté d'un lac et de cinquante-quatre trous pour les amateurs de golf. Sur l'un des quarante-deux courts de tennis en terre battue gris verdâtre, comme on en rencontre partout en Floride

un septuagénaire efflanqué aux yeux rouges par le soleil puisé sans répit dans un caddy de super-marché rempli de balles pour donner la leçon à un gamin à peine deux fois plus grand que sa raquette.

Malgré ces trompeuses apparences, le Harry Hopman's International Tennis at Bardmoor est pourtant le centre de

stages le plus fréquenté par les meilleurs joueurs du monde qui viennent s'y préparer avant les grandes compétitions, par les moniteurs avides d'y étudier les méthodes de travail et par une multitude de tennismen de tous âges et de tous niveaux qui espèrent y découvrir quelques secrets pour transformer ou améliorer leur jeu ou simplement côtoyer quelques-unes de leurs légendaires idoles.

DÉBOUT tous les matins à 6 heures pour sa première tournée d'inspection, Harry Hopman est une légende bien vivante. Cet Australien de soixante-quinze ans a, en effet, su, par épreuves interposées, se doter d'un palmarès inégalé dans le monde du tennis avec seize victoires en coupe Davis, comme capitaine en 1939, puis entre 1950 et 1959, vingt-neuf titres à Wimbledon et à Forest-Hills, etc. Il est vrai que ses élèves avaient alors pour noms Frank Sedgman, Lew Hoad, Ken Rosewall, Ashley Cooper, Mal Anderson, Roy Emerson, Neale Fraser, Rod Laver, John Newcombe, Fred Stolle, John Alexander...

dre. Avec les moniteurs, il peut alors décider de modifier la composition des groupes ou de demander de mettre l'accent sur certains exercices en fonction de ce qu'il a pu observer la veille. De 9 heures à 11 h 30, puis de 13 heures à 15 h 30, sa petite voiture électrique rôde souvent au-

tour des courts où chacune de ses apparitions provoque un surcroît d'application des stagiaires et des moniteurs.

L'après-midi surtout, quand la fatigue commence à se faire sentir et que le rythme baisse, il n'est pas rare de voir Harry

Hopman s'emparer d'un caddy. C'est alors un déluge de balles, sèches ou placées, longues ou amorties, presque hors de portée, que le stagiaire choisi doit s'efforcer de renvoyer sous les exhortations du maître des lieux : « Go » (Allez) ; « More concentration » (Plus de concentration) ; « Hit the ball » (Frappe la balle).

Harry Hopman accorde, en effet, peu d'importance au style, voire aux prises. « J'ai remarqué que la plupart des champions ont un style qui leur est propre, dit-il. Aucun de mes moniteurs n'insistera pour vous faire changer une prise peu orthodoxe si vous obtenez de bons résultats avec. Ni ne vous changera une mauvaise habitude de vingt ans ou plus si la perte de cette habitude risque de rendre vos muscles douloureux, de vous donner des ampoules aux mains ou d'entraîner une perte de confiance. Nous voulons faire de notre mieux pour faire de vous un meilleur joueur sans détruire ce qu'il y a de meilleur dans votre jeu ».

La meilleure technique du monde

Rod Laver, qui fut un de ses plus illustres élèves, disait : « Harry Hopman n'a pas de secret, mais seulement un principe qu'il nous répète sans cesse : « Vise les lignes et ne te pose pas de questions. » Toute la méthode Hopman repose, en effet, sur deux impératifs : recherche de la meilleure condition physique possible et volonté

de jouer tous les coups pour gagner le point et non pas pour essayer de ne pas le perdre. C'est ce que l'entraîneur australien résume en une phrase : « Nous ne voulons pas changer votre manière naturelle de jouer, mais votre approche naturelle du jeu. » Pour développer ce « killer instinct » (instinct du tueur), ce tennis agresseur qu'il préconise, Harry Hopman ne s'appuie pas sur un enseignement méthodique comme dans la plupart des centres de stages français. D'ailleurs, les stagiaires peuvent arriver n'importe quel jour de la semaine. Les moniteurs — un par court, avec quatre stagiaires défilent surtout des balles difficiles, variant constamment les angles, les effets, les longueurs, comme dans un match, avec comme impératif pour l'élève de retourner dans une zone précise pour rechercher le point gagnant. Des exercices qui développent la concentration visuelle pour la mise en action, les déplacements latéraux ou en profondeur et de nouveaux réflexes de jeu. « Il s'agit, explique Bob Butterfield, le second d'Hopman, d'arriver à un conditionnement et d'apporter une nouvelle vision tactique. C'est plus important que de rechercher la meilleure technique du monde. Du moins à un certain degré ».

A Bardmoor, les stagiaires débutants côtoient les plus grands champions qui participent avec eux aux entraînements et au footing qui clôture la journée. L'Australien Paul McNamee a choisi d'y résider après y être resté six mois pour transformer son jeu et acquérir un revers à deux mains. Vitas Gerulaitis, John McEnroe, viennent périodiquement s'y recycler. L'équipe Peugeot-Rosignol (José-Luis Clero, Johan Kriek, Andres Gomez, Fritz Suenning, Ricardo Ycaza, Paul Viver) encadrée par Bob Brett, un ancien élève de Harry Hopman, en a fait son camp d'entraînement. Yannick Noah, Pascal Portes, Thierry Tulasne, Christophe Roger-Vasselin, y font des escalas entre deux tournois aux Etats-Unis, et la Fédération française y envoie périodiquement ses meilleurs espoirs. D'ailleurs, les Français ne s'y sentent pas trop dépayés, car ils y forment en permanence l'un des plus forts contingents d'étrangers avec les Sud-Américains. Six fois par an, Denis Desjardins fait même partie des moniteurs de Harry Hopman, avant de retourner à Contramaille chaque été, où il cherche à faire passer le même message dans les stages dirigés par Eric Perussault.

Même si Harry Hopman s'en défend, en expliquant que « le tennis est toujours le même jeu qui est simplement joué à des vitesses différentes par des débutants ou en Coupe Davis », il nous semble que ces stages seront surtout bénéfiques à des joueurs ayant déjà atteint un bon niveau et désireux de progresser en compétition. Une parfaite condition physique et une saine connaissance de l'anglais nous paraissent aussi indispensables pour en tirer le meilleur profit. Et puis, avec un peu de chance, vous aurez peut-être l'occasion, en fin d'après-midi, de disputer un set contre l'un des professionnels de passage. Une initiative toujours encouragée par Harry Hopman et un souvenir qui n'a pas de prix pour un amateur de tennis.

GERARD ALBOUY.

Camps d'entraînement

Stages de dix jours, avec cinq heures de tennis par jour : 775 dollars (nourriture et logement en double compris), et camp d'entraînement d'été pour jeunes (24 mai au 5 septembre) : 840 dollars pour treize jours, ou 420 dollars pour six jours, 410 dollars par semaine supplémentaire.

* Renseignements : Harry Hopman's International Tennis at Bardmoor, 8000 Bardmoor Boulevard, Largo, Florida 33543. Tél. : (813) 355-54-51.

jeunes de douze à dix-huit ans. Entraînement entre 9 et 16 h. avec un moniteur pour six stagiaires : 4300 F. Réductions de 18 % au-dessus de dix personnes partant aux mêmes dates.

* Renseignements : Laver's Delray Beach Club, 2350 Jagger Drive, Delray Beach, Florida 33434. Tél. : (305) 272-41-36. Renseignements et inscriptions en France : Lohier et Tourisme International, 10, rue d'Alsace, Paris-8^e 754. 522-72-83.

Un paradis pour les amateurs de golf (cinq parcours ; quatre-vingt-neuf trous) et de tennis (cinq courts, dont deux en terre battue) à quelques miles de Miami. Piscine, saunas, massages pour effacer les fatigues d'une journée sportive bien remplie. Entre 66 et 154 dollars par jour selon la saison, mais de 47 à 198 dollars la chambre pour les groupes d'au moins vingt personnes.

Tennis dirigé par Arthur Ashe, présent quatre fois par an aux grands tournois de tennis. Responsable sur place : Francisco Castillo, un ancien professionnel colombien. Libre accès aux courts. Leçons : 15 dollars la demi-heure. Clinics : 180 dollars de l'heure avec deux moniteurs pour dix personnes. Organisation de stages en projet.

* Renseignements : Colony Beach and Tennis Resort, 1820 Gulf of Mexico Drive, Lombard Key, Florida 33548. Tél. : (813) 355-36-81.

Un tout nouveau complexe de tennis avec résidences, dirigé « à l'américaine » par Ian et Brian Laver, cousins du célèbre Rod Laver. Vingt-neuf courts en terre battue, dont quinze éclairés. Vingt-cinq courts supplémentaires prévus pour 1982. Nombreuses compétitions de jeunes. Stages pour adultes (un moniteur pour quatre stagiaires ; deux heures de cours tous les matins pendant six jours) : de 6100 F à 7390 F (voyage et hébergement compris). Stages pour

* Renseignements : Dorset Country Club and Resort, 4 Miami. Renseignements et réservations : Tammaro, 90, avenue des Champs-Élysées, Paris-8^e 754. 259-94-95. — G. A.

PAN AM assure trois vols directs Paris-Miami par semaine, les mardi, jeudi et samedi.

* Renseignements : PAN AM. Tél. 265-45-45 (de 9 h. à 15 h.).

vacances en France
L'aventure du Transatlantique
Lignes NDL PE CARRAS

emancipés
10, bd du Souffrayan - 45000 MENDE
Tél. (05) 65.05.07

IRLANDE Mac Bride Voyages
Demandez notre documentation gratuite
122 rue d'Assas Paris-6 75006
E.B.F. TARIF 895 F PARIS-DUBLIN A.R.

Paris Londres et retour 260^F
Centre ville à centre ville.

Le service train/bateau ou train/aéronef relie Paris à Londres jusqu'à 12 fois par jour dans chaque sens.

260 F aller-retour, c'est le tarif Excursion permettant de séjourner jusqu'à 3 jours en Angleterre. Un supplément de 30 F aller-retour est prévu sur certains services rapides effectués par aéroglossier.

Ces tarifs sont valables jusqu'au 26 juin et à partir du 1^{er} septembre.

Il existe d'autres formules. Renseignez-vous dans les gares, les bureaux de tourisme SNCF et les agences de voyages.

Des produits hors taxes sont en vente pendant la traversée.

SNCF
train/bateau Sealink - train/aéronef Seaport.

LARGUEZ LES AMARRES AVEC BEAVER FLEET

Partez à l'aventure à bord d'un confortable bateau de plaisance équipé pour 2 à 10 personnes et parfaitement aménagé pour des vacances familiales ou entre amis. Arrêtez-vous quand vous voulez et découvrez des sites magnifiques et des villages de caractère et ses étangs salés... Pour naviguer, pas besoin de permis. Un choix de formules pour tous les budgets.

Renseignements, réservations chez Beaver Fleet : 16/ 67.90.91.70 - 67.90.93.44 - 61.73.55.72 - Tél. 450-469 ou dans les agences de voyages.

Veuillez m'envoyer votre brochure gratuite.

Nom _____ Adresse _____

Beaver Fleet, Port Cassafres, 34420 Portfragnas.

TINTIN
DECouvre LE LITTORAL BELGE

Ah, Milou ! Voici le Littoral belge.

Les joies de la plage ! Variété des installations familiales ou mondaines.

Profitez d'un week end pour décider de vos vacances. Votre voyage vous permettra d'apprécier les spécialités de la cuisine régionale, de savoureuses raisons de prolonger votre séjour.

Demandez nos documentations littoral et gastronomie.

Office National Belge de Tourisme
21, bd des Capucines, 75002 Paris, Tél. 742.41.18

Bon pour une documentation littoral (service M6) non adressée

106^F

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE

Les tarifs Calais-Ramsgate d'Hoverlloyd varient selon la date, la longueur de la voiture et le nombre de passagers. Ainsi, si vous traversez le mercredi avant Pâques, avec votre femme et vos deux enfants de moins de 16 ans, dans une Talbot Horizon, cela vous coûte seulement 106 francs par personne, soit 424 francs en tout, voiture comprise.

Sur Hoverlloyd, les prix sont bas, la traversée rapide (40 minutes), les départs fréquents (jusqu'à 27 par jour). Réservez dans les agences de voyages et à Hoverlloyd, 24, rue de Saint-Quentin, 75010 Paris.

HOVERLLOYD 278.75.05

RÉSIDENCES

Campagne • Mer • Montagne

VAR VOTRE RÉSIDENCE AU SOLEIL DE LA MEDITERRANEE

Sainte-Maxime **Saint-Aygulf**

du studio au grand T2 dans coquette résidence de 21 appartem. ou dans luxueuse construction sv. piscine à moins de 250 m. de la plage et proche du centre ville. Prix direct promoteur.

Studio 20 m2 à partir de 210.000 F. T2 32 m2 + balcon à p. de 400.000 F. dans charmante résidence dominant la ville, appartement T4 en duplex (78 m2 plus balcon) 435.000 F. entièrement rénové, excellent placement.

Documentation gratuite sur demande : AGENCE ROUQUAYE B.P. 107 - 83130 SAINT-MAXIME

Prenez un vol Air Lanka jusqu'aux Iles Maldives



...et savourez, en route, un goût du Paradis.

Voyagez avec nous de Paris à Colombo dans le confort d'un TriStar ou d'un 707 tous les vendredis et dimanches. Tous les jours Air Lanka vous offre des vols de Sri Lanka aux magiques Maldives. Durant le vol, vous serez choyé dans le style chaleureux et privilégié que vous pouvez attendre de la compagnie aérienne d'un pays considéré par les voyageurs de tous temps, comme un Paradis.

AIRLANKA
Un avant-goût du Paradis.

Pour toute réservation et tout renseignement complémentaire, contactez votre agent de voyage ou Air Lanka, 9 rue de la République, Paris 75002. Tél. 296.43.44.

EN DORDOGNE : les templiers crient dans la pierre

L'ANNEE du patrimoine est passée sans que la porte est de la bastide de Domme (Dordogne) ait recouvert son toit que les siècles ont emporté. Elle abrite pourtant les graffiti des templiers qui y furent enfermés une dizaine d'années à partir de 1307. Ce sont des pièces à conviction d'une telle force que, de nos jours, elle entraînerait la révision du « meurtre » procès qui leur fut fait.

Il devançait de douze ans celui qui fit de Jeanne d'Arc une torchon. Tout comme Clément V avait sacrifié les templiers pour permettre à Philippe IV le Bel de faire main basse sur leurs biens, l'évêque de Beauvais livra la Pucelle aux Anglais. Dans les deux cas, la torture. Morale chez Jeanne, qui, ayant repris ses habits d'homme contre la menace du viol, fut déclarée « relapse » et réduite en cendres. Physique chez les templiers, dont trente-six moururent dans les tourments rien que pour le diocèse de Sens, tandis que ceux qui eurent avoué des crimes qu'ils n'avaient pas commis ne purent se rétracter sans monter sur le bûcher. Le mérite des graffiti est d'évoquer ce climat. Or, tandis que vingt-cinq ans après son supplice la Pucelle était solennellement réhabilitée, les templiers ne jouissaient que d'une forte présomption d'innocence, jusqu'au jour où le chanoine Tonneller découvrit les graffiti qui la rendent éclatante. Lancée par ces martyrs, cette bouteille à la mer avait mis six cent cinquante ans à nous parvenir. C'était en 1970.

Elle ne fit que peu de bruit (1). Sans la disparition du toit et

l'écroulement des voûtes carcérales, qui ont fait la lumière sur ce drame, le chanoine n'eût peut-être rien distingué. Car le nom de Bernard, dont l'inscription lui mit la puce à l'oreille, ne disposait que du jour chiche d'une archère. Par d'ingénieux dessins, reliés à son nom et reliés entre eux, il nous apprend qu'il est templier et en même temps, les lettres sont « larges, racées et de peu de profondeur ». Seuls les sept batonnets terminaux sont gravés fortement. Comme d'ailleurs les croix templieres et les croix que l'on rencontre un peu partout sur ces murs et dont certains s'élèvent sur des entailles très profondes, sont d'un relief saisissant.

« Dieu est ma nourriture »

Le chanoine a passé plusieurs semaines à promener sur ces parois un papier à estamper. C'était une sorte de bûcher qu'il humidifiait et appliquait étroitement à ces grimoires. Les époques, les fractures, les sujets, s'y juxtaposaient, s'y imbriquaient. Seule la continuité des traits permettait de retrouver le thème, une fois séché et durci le papier. Dans l'archère centrale, par exemple, trois panneaux. Au milieu, en quatre personnages, dont le Christ et la Vierge, la Présentation de l'Enfant Jésus. Au-dessus, le soleil, la lune, deux anges et trois étoiles. C'est la Parole. Mais voici qu'au-dessus encore, à cette main naïve et fruste, succèdent la fermeté et la science du dessin. C'est une scène de bataille. Deux Turcs y sont défaits par deux templiers à cheval. Et soudain l'estampage révèle ce que l'œil ne soupçonnait pas. Par 190 cm sur 90 cm, soit dans 1710 centimètres carrés, 2090 têtes de musulmans en fuite. Pas de doute, c'est une apothéose militaire et spirituelle du Temple, répondant par l'image à sa suppression, en 1312, par Clément V. Une chose comme l'Ordre en majesté, face à tout ce dont on l'accuse dans la réquisitoire dressé par l'Inquisition.

Savoir :

1) Questions de 16 à 20 : ne pas croire en l'Eucharistie. Omettre à la messe l'acte de consécration du pain et du vin ;

2) Profaner le crucifix (questions de 9 à 13), principalement le vendredi saint, en crachant ou urinant dessus. Mais le panneau de l'Eucharistie réfute d'un mot l'allégation : « Ego est Deus. Deus est ego. » (« Je suis Dieu. Dieu est moi. ») « Dieu est ma nourriture ».

vacances en France

Navigation sur les canaux ?

errances

10 Bd du Subeyran - 48000 MENDE
Tél. (06) 65.00.02

Nom : _____ Adresse : _____

EL CONDOR LES 3 AMERIQUES ET L'ASIE

- New York 2010 F
- Rio 4200 F
- Lima 3850 F
- Location motorhomes aux U.S.A. (1 semaine) 3000 F
- Grand circuit en Amérique du Sud (15 j) 15550 F
- Croisière aux Galapagos (8 j) 5290 F
- Bangkok 2990 F
- Tour du Monde (30 j) 6400 F

EL CONDOR

28 Rue Delambre 75014 Paris
Tél. : 322 90 26

32 bis Rue du Mar. Joffre 06000 Nice
Tél. : (03) 82 27 87

Je désire recevoir votre documentation

Nom : _____ Adresse : _____

Voici maintenant que l'Ordre honore le crucifix. Appliquant son papier buvard un peu à l'aveuglette et au-dessous des panneaux précédents, Tonneller en rapporte un crucifix « en gloire » qui est peut-être le message le plus important de Domme : « Ego lignum crucis » (« Voici le bois de la croix »), affirme le templier. « Credo, amen, amen » (« J'y crois, amen, amen »). Et de préciser afin que nul n'en ignore : « Ferta sexta parascens » (« Le vendredi saint »).

En outre, sur les deux branches de la croix et par trois fois apparaît cette pathétique invocation : « Sancta Maria, mater Dei, ora pro me peccatore » (« Sainte Marie, mère de Dieu, priez pour moi pauvre pécheur »).

Ne serait-ce pas là, soupçonne le chanoine, le cri d'une conscience angoissée ?

Quoi qu'il en soit, à partir de 1312 (suppression de l'Ordre) et de 1314 (supplice de Molay) et

mort de Clément V), c'est un déferlement de haine pour le pape. « Clemens destructor Templi », clament des dizaines de fois les murs de Domme. Ces hydre à deux têtes d'acier lui et « Philippe 12 ». Cette bête apocalyptique, dans le flanc de laquelle saint Michel plonge sa lance avec ce cri vengeur : « Templi destructor Clemens », lui envoie et toujours. Pour lui enfin cette insulte, la dernière et la plus grave : « Clemens antichristus ». Le voilà bien le dernier message des templiers. Il faut le voir le matin quand, à partir de l'étréte archère, la lumière d'un jour nouveau rampe sur la pierre de Domme avec la rectitude d'un glaive et la fraîcheur d'une rose pour ressusciter ce drame (2).

Qui est aussi, hélas, celui des martyrs de notre temps ?

ANDRÉ SEVERAC.

(1) Archéologie n° 32, 33, 34.
(2) Adresse au syndicat d'initiative de Domme.

A COGNAC

Alchimie de l'alcool-roi

C'EST donc ce le secret : l'occurrence d'une fête de famille. Outre le ordiet et le dépit naïve entourant Mme Pauline, le « queue » pour ne conserver que le « cœur » de la bonne chauffe. La distillation s'effectue, en fait, en deux temps, autrement dit en « deux chauffes ». Le vin, sa fermentation terminée, est mis dans la chaudière avec une partie de sa lie pour être porté à ébullition. Les vapeurs passant par le col de cygne sont condensées dans le serpentin refroidi par l'eau, et recueillies sous forme de « brouilli ». Le « brouilli » est ensuite reversé dans la chaudière. Commence alors la « bonne chauffe ». Le distillateur, tel un alchimiste, « goutte » le liquide pour enlever les impuretés qui apparaissent au début et en fin de distillation pour ne conserver que le « cœur » de la « bonne chauffe », qui sera le cognac. Une fois terminée la fête mystérieuse des cuivres et du feu des alambics, le cognac sera mis dans des fûts de chêne coupés dans la forêt de Tronçais, dans l'Allier, ou dans celles du Limousin. Là, dans le silence des chais, il vieillira lentement, précieusement, soumis au gré des saisons.

Désormais l'amateur de « V.S.O.P. », de « cordon bleu », de « Napoléon », ou plus simplement le touriste curieux, n'aura plus besoin de courir le pays charnais ou d'arpenter les forêts de la Saintonge et de l'Aunis pour découvrir les alambics. Il lui suffit de pousser la porte du Musée du cognac qui vient de s'ouvrir à Cognac dans un ancien hôtel particulier. L'inauguration récente de ce musée a été

l'occasion d'une fête de famille. Outre le ordiet et le dépit naïve entourant Mme Pauline, le « queue » pour ne conserver que le « cœur » de la bonne chauffe. Le distillation s'effectue, en fait, en deux temps, autrement dit en « deux chauffes ». Le vin, sa fermentation terminée, est mis dans la chaudière avec une partie de sa lie pour être porté à ébullition. Les vapeurs passant par le col de cygne sont condensées dans le serpentin refroidi par l'eau, et recueillies sous forme de « brouilli ». Le « brouilli » est ensuite reversé dans la chaudière. Commence alors la « bonne chauffe ». Le distillateur, tel un alchimiste, « goutte » le liquide pour enlever les impuretés qui apparaissent au début et en fin de distillation pour ne conserver que le « cœur » de la « bonne chauffe », qui sera le cognac. Une fois terminée la fête mystérieuse des cuivres et du feu des alambics, le cognac sera mis dans des fûts de chêne coupés dans la forêt de Tronçais, dans l'Allier, ou dans celles du Limousin. Là, dans le silence des chais, il vieillira lentement, précieusement, soumis au gré des saisons.

Désormais l'amateur de « V.S.O.P. », de « cordon bleu », de « Napoléon », ou plus simplement le touriste curieux, n'aura plus besoin de courir le pays charnais ou d'arpenter les forêts de la Saintonge et de l'Aunis pour découvrir les alambics. Il lui suffit de pousser la porte du Musée du cognac qui vient de s'ouvrir à Cognac dans un ancien hôtel particulier. L'inauguration récente de ce musée a été

La « bonne chauffe » de fin mars

Mais derrière ces familles, qui ont réussi à faire du mot cognac — avec Paris — le mot français le plus connu dans le monde, se cache un personnage, bourgeois jusqu'au bout des ongles, mais aussi un peu sorcier : le maître de chai. Le cognac, c'est lui. Ce gentilhomme procède, en effet, au cours des années, aux coupes, ou mélanges d'eaux-de-vie, d'âge et de cru différents qui donneront au cognac sa finesse et son corps. Chaque maître de chai a sa recette. Lui seul connaît la noble mixture enfumée par les crus de grande champagne, des bordières ou des bons bois et qui donnera à chaque marque sa personnalité. On est maître de chai de père en fils, de génération en génération. Cette hérédité du palais s'est taillée un royaume doré dans la pénombre des immenses salles où reposent les barriques. Ces hommes fouillent et « découvrent » donc les eaux-de-vie comme l'on fait bien avant eux ces tailleurs de pierre avec leur matériel pour dresser les clochers des églises romanes qui dominent les villages charentais.

quarts des exportations françaises de spiritueux. Les chiffres sont là : A la fin de l'année 1980, la vente totale s'élevait à 197 000 000 bouteilles, dont plus de 127 millions de bouteilles réservées à l'exportation. Le cognac fait donc vivre près de trois cent mille personnes dans la Charente et le Charente-Maritime (soit plus du tiers de la population de ces deux départements). Il joue un rôle moteur dans l'économie de la région Poitou-Charentes. On comprend mieux ainsi le climat d'hostilité qui s'est installé à au pays du cognac — face aux récentes dispositions gouvernementales. Et ce d'autant plus que les stocks constitués dans les chais sont très importants. Les réserves dépassent, en effet, l'équivalent d'un milliard de bouteilles, soit plus de six années de vente au rythme actuel. Enfin, non sans malice, certains négociants rappellent qu'il y a deux ans, le cognac a rapporté autant de devises que la vente des cent treize Airbus.

Tout irait donc pour le mieux au pays de France... si la paisible cité de Cognac, dont les toits et les murs des maisons sont recouverts d'une patine noire due à l'évaporation du précieux breuvage, n'était agitée par les récentes décisions des pouvoirs publics d'augmenter les charges fiscales des négociants.

Mais, dans les distilleries, on oublie quelque peu cette affaire, car c'est le temps de la « bonne chauffe » qui se terminera le 31 mars prochain. Ce n'est que partie remise.

JEAN FERRIN.

★ Boulevard Danfert-Bocheux, à Cognac. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 h. à 12 heures et de 14 h. à 18 heures, de juin à septembre, et de 14 h. à 17 heures le reste de l'année. Entrée gratuite.

DU TOURISME

province

A COGOLIN :

Le 21 mars 1981, à 14 heures, a eu lieu à Cognac la séance d'ouverture de la manifestation « Les Journées du Cognac ». Cette manifestation, organisée par le Syndicat d'Initiative de Cognac, a pour but de faire connaître le cognac à un plus grand nombre de touristes. Elle se déroulera du 21 mars au 27 mars 1981, tous les jours, de 10 heures à 18 heures, à l'exception du mardi. Les Journées du Cognac ont été inaugurées par le maire de Cognac, M. Jean-François Bouchet, qui a prononcé une allocution sur le rôle du cognac dans l'économie de la région Poitou-Charentes. Il a également remis le prix de la « Bonne Chauffe » à M. Jean-Ferrin, journaliste à « Le Monde ». La manifestation se poursuivra jusqu'au 27 mars 1981, avec de nombreuses animations, conférences, dégustations, etc. Les Journées du Cognac sont une excellente occasion pour les touristes de découvrir le monde du cognac et de faire des achats à prix réduits. Elles sont également une excellente occasion pour les habitants de Cognac de faire connaître leur ville et leur région à un plus grand nombre de touristes.

THERMALISME AU DU ROUSSILL

LE BOULOU

Proche de la mer et du vignoble, climat agréable, eau minérale, piscine, tennis, etc.

POUR L'ANGLE

Seas
Seas

En 1981 une nouvelle génération de touristes, les « jeunes », ont commencé à découvrir le « Côte d'Azur » en entrant dans le pays de la « Côte d'Azur ». Ils ont été accueillis par les habitants de la région, qui leur ont fait découvrir les beautés de la Côte d'Azur. Ils ont également découvert les plaisirs de la Côte d'Azur, tels que le soleil, la mer, les plages, les restaurants, les boutiques, etc. Les habitants de la Côte d'Azur ont donc accueilli les « jeunes » avec beaucoup de chaleur et de gentillesse. Ils leur ont fait découvrir les beautés de la Côte d'Azur et leur ont fait découvrir les plaisirs de la Côte d'Azur. Les habitants de la Côte d'Azur ont donc accueilli les « jeunes » avec beaucoup de chaleur et de gentillesse. Ils leur ont fait découvrir les beautés de la Côte d'Azur et leur ont fait découvrir les plaisirs de la Côte d'Azur.

province

A COGOLIN : ça marche pour le cinéma à roulettes

« Les projets de leur films au café du village. On apportait sa chaise, et les actualités dataient d'un mois, on d'un an. On avait droit à cinq ou six entrées : autant de fois que la bobine coussait. C'était le temps — pas si vieux, puisque des contemporains le racontent — du cinéma ambulatoire qui pénétrait par collines et vallées de la Provence intérieure. Hélas ! Assassiné par la télé, le petit cinéma est mort — alors que de petits cinémas ténus, toujours condamnés, refleurissent encore à chaque printemps. »

A Cogolin, capitale varoise d'un artisanat vieux comme ses rues — pipes, tapis faits main, anches de flûtes, olivier, liège, le tout des Maures — voilà que vient justement de s'ouvrir un chapiteau en couleurs. On se rue ! Et c'est le miracle. Le petit cinéma est ressuscité. Mieux : il s'est mis dans ses toiles — après s'être mis en ménage avec la SAREV (1) (prononcer ça révé). Ce mariage — la demande de séduisantes explications, mais en attendant : « Qu'est-ce qu'on joue ? »

Bigre ! L'affiche n'annonce plus la Porteuse de pain mais la Planète sauvage, de Laloux et Topor, la Jungle plate, de Van der Keuken, de Serge Polinsky ou de Melville, État de siège... Cinéma d'essai, écologie, dessin d'animation, Larzac. Et, avec ça, on va tourner à Luc, à Saint-Julien, à Tardieu, à Salliana, et la suite. C'est un choix. C'est le pari de Polinsky.

qui se retrouve là — avec ses « films militants » du genre La ville est à nous — en réalisateur-exploitant. Circuit court. Directeur du producteur à l'annuaire. La relève de la roulotte des frères Lumière, en somme ? Oui et non. Avec deux autres cinémas du cinéma — Sandra Zadeh et Bruno Degrandcourt — Polinsky a acheté un gros camion qu'il a équipé en cabine de projection (16 mm Cines) et, en soulevant le panneau du chapiteau — comme d'une jupe, — ils projettent leurs films, et les autres, dans la salle de toile de la SAREV : quatre cents places, et grand écran.

« C'est plein ? »
« Hier ? Non. »

Mais hier soir c'était la première, le rodage, l'insolite, à Cogolin, qui n'a même plus de salle de cinéma malgré ses quatre mille habitants. Une vraie entreprise de réanimation !

An vrai, le mariage d'amour du G.M.D.C. (2) de Polinsky et de la SAREV — elle-même fille du « collectif Eugène » de Jean-Louis Favier, qui « veut faire

sortir le théâtre de la ville » — est aussi un mariage de bonnes raisons. Chacun a mis dans la corbeille son équipement et son expérience propres. La « structure » SAREV, comme il se doit, accueille. En terre varoise, elle ouvre son chapiteau au gré de l'appel des communes. Animation du pays intérieur « abandonné par la culture ». Oui. Mais cet air connu a changé de chanson. « On s'installe pour quatre jours et on déballe nos outils. » C'est-à-dire : « Voilà Premier jour : spectacle pour les enfants des écoles. Deuxième et troisième jour : en accord avec les enseignants, les acteurs vont dans les classes donner la graine d'une animation ou d'un spectacle à monter par les enfants eux-mêmes. Le soir, cinéma G.M.D.C. Quatrième jour : spectacle SAREV pour l'ensemble de la population. Puits aux images, un cirque pas comme tout le monde, ou Théâtre Ambula, ou Moe le Pou, Moe le Sage, de Tahar Ben Djeloun. »

« Et tout ça marche ? »
« De mieux en mieux... »

La fête des petits villageois

Quelques semaines, quelques mois plus tard, la « boîte à outils » revient dans le même village voir où en sont les « ateliers » d'enfants... et avec un nouveau spectacle. Car la SAREV n'en finit pas d'accueillir : après le même Biscuit, voici pour quatre jours à Cogolin la surréaliste bande à Ritacal/jou — recrutée à la fête des Fous de Lons-le-

saunier. Tout un programme ! Ici, les Ritacal/jou ont pris le carnaval en charge : un « Carnaval volant ». Les gosses ont traîné des chars aériens, gonflés à l'hélium, affrontés à des « monstres » en plein ciel, en plein délire poétique. C'était neuf, enfin ! Avec feu d'artifice « spécial », projection de parfums de neige. Et le soir, sans

le chapiteau, grande « surprise-partie », dite enfantine.

Ritacal/jou, Biscuit et la suite, autant d'amoureuses liaisons passagères avec « Ça révé » pour chaque fois renouveler la fête.

Mais avec le G.M.D.C. de Polinsky, c'est du mariage sérieux, longue durée. Le voyage de nocces n'en finira plus à travers le Var. Outre une halte « Ciné-off » au Festival de Cannes, l'itinéraire prévoit une tournée d'été pour les « vacanciers de camping », des rencontres « cinéma d'Occident », des « Actualités-villages » et une offensive pour faire entrer le cinéma au programme scolaire des petits villageois. Ça révé ? Bien sûr. Mais « ça » garde aussi les pieds sur terre. Finalement, le couple n'est pas parti sans Biscuit, outre sa fol. Le G.M.D.C. — qui tourne ses propres films grâce à des avances sur diffusion — est d'autre part « agréé par le Centre national de cinématographie », et affilié à l'association des cinémas d'art et d'essai. Quant à la SAREV, elle est soutenue par le Fonds d'intervention culturelle, le conseil régional de Provence-Côte d'Azur, le conseil général du Var et les communes d'accueil. « Ça marche terrible », d'un pas confiant. Un de ces jours, on retournera voir jusqu'où, marchant, c'est arrivé.

JEAN RAMBAUD.

(1) Structure d'animation rurale et variée, hôtel de ville, 83300 Le Luc.
(2) Centre méditerranéen de cinématographie, place Ch. Chennier, 83200 Bargemon.

THERMALISME AU SOLEIL DU ROUSSILLON

LE BOULOU

(Pyrénées-Orientales)
Affections hépatiques et vasculaires, migraines, allergies, séquelle hépatite.
Rens. : Thermes du Boulou
66100 - (05) 33-01-17
Tel. : (05) 33-13-60

VERNET-LES-BAINS

(Pyrénées-Orientales)
Voies respiratoires, aff. broncho-pulmonaires, O.R.L., rhumatismes sous toutes ses formes.
Rens. : St. Thermal Vernet St. n.
Tel. : (05) 05-02-54.

Hotel Terme Michelangelo

De construction récente, le seul hôtel thermal de la zone eugénienne offrant la formule demi-pension. A midi, buffet à l'américaine. Le soir, dîner avec des spécialités typiquement italiennes. Possibilité de menu diététique individuel. 81 chambres et 30 appartements grand confort. 2 grandes piscines thermales. Tennis, bicyclettes. Salle de gymnastique. Département de cure intérieure. Physiothérapie. Cures spéciales. Position idéale et tranquille.

Abano Terme

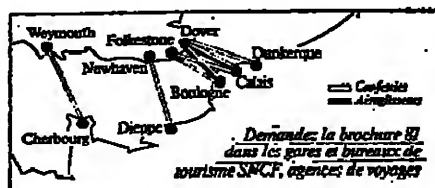
1-35030 Montecatone - Tél. 0584/524023

POUR L'ANGLETERRE ET L'IRLANDE

CAR FERRIES
Sealink
AÉROGLISSEURS
Seaspeed



En 1981 une nouvelle génération de car ferries à deux ponts, 2 britanniques et 1 français le « Côte d'Azur » entrent dans la grande flotte. Sealink à laquelle s'ajoutent 3 aéroglisseurs géants Seaspeed. Profitez des prix attractifs de la boutique « hors taxes » et des tarifs réduits pour les petits séjours en Grande Bretagne (60 heures et jusqu'à 5 jours). Des prix très avantageux sont offerts cette année sur certaines lignes à certaines heures. Renseignez-vous, cela en vaut la peine.



7 lignes de Car-ferries
et 2 lignes d'aéroglisseurs.

SNCF

maxi circuits

ÉTATS UNIS
29 JOURS : 8.500 F
JAPON - TAIWAN - CORÉE
26 JOURS : 12.000 F
MEXIQUE - GUATEMALA
26 JOURS : 8.750 F
etc., etc.
MONDOVOYAGES
205, boulevard Raspail - 75014 PARIS
Tél. : 320-05-07
15 h. à 18 h. Sc. 611 A

VACANCES LINGUISTIQUES EN FAMILLE EN IRLANDE

- Séjours « immersions » pour jeunes tte l'année.
- Séjours avec cours de langues, tennis, voile, équitation, départs à dates fixes l'été.
- Séjours pour adultes.

Mac Bride Voyages

123, rue d'Alsace, PARIS-8
324-70-61 - 325-02-90
Lte A 1195

My Maudslayi Paris

VENISE

Un Week-end Sympa
KUONI OPÉRA
12, Bd des Capucines
Paris 91 - Tél. : 742.83.34
KUONI MAISONNETTES
33, Bd Malesherbes Paris 81 - Tél. : 265.26.09

TOURISME S.N.C.F. VOUS PROPOSE...

EXCEPTIONNEL

Avion + Croisière 7 jours

4500 F par personne en cabine à deux lits bas intérieure.
Départ de PARIS par avion le LUNDI 18 MAI 1981 pour ATHERNES. En croisière pour une semaine à destination de PORT-SAÏD - LE CAIRE/ASHDOD - JERUSALEM/HAIFA - ISRAËL/LIMASSOL - CHYPRE/ATHÈNES/ATHÈNES - ÉPIROS/ATHÈNES.
Taxes portuaires : 130 F. Excursions facultatives : 800 F.
Supplément cabine extérieure : 600 F.
Renseignements et inscriptions
127, Champs-Élysées, 16, boulevard des Capucines, 11, boulevard des Batignolles, Maison de la Radio.
Gares S.N.C.F. : de PARIS-AUSTERLITZ, EST, LYON, MONTPARNASE, NORD, SAINT-LAZARE.
Gares R.E.R. de : NANTERRE, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, VINCENNES, LE VESINET, St. Boulevard Carnot, et par correspondance, S.F. 130-01, 1023 PARIS, CDEX 01.

ANDRÉ JULLIEN CONSTRUCT
A MONTGENEVRE
Hautes-Alpes 1860 m - 2700 m - Au départ de LA VOIE LACTÉE
MONTGENEVRE - SESTRIERE - Ski sans frontières.
Studios et appartements de 2 à 4 pièces avec kitchenette ou cuisine équipée. Livraison hiver 1980. Gestion assurée. Service d'accueil, central téléphonique, salon de télévision, salle de jeux insonorisée, salle de réunion.
Tél. directs : Paris-Bardonnex : 12 km - Paris-Rome : arrêt Oulx, 20 km du Frejus.
Renseignements & Vente :
« Cabinet A. Jullien (né en 1941) »
7, M. Bertinot - 38100 Grenoble
Tél. (07) 8770-44 - Tél. 820-629
Bonnes opportunités pour une décoration VENTE : à retourner au Cabinet A. JULLIEN - 7, M. Bertinot - 38100 Grenoble - ou LOCATION : à retourner au Cabinet D'YON S.A. - 65100 Montgenèvre
Nom : _____ Adresse : _____ Tél. : _____

FINLANDE
naturellement votre
le pays des 60.000 lacs
et de la Laponie légendaire
avec votre chalet
SEJOURS ET CIRCUITS
8 jours à partir de 2.380 F
Renseignements : 11, rue Auber 75009 Paris
Votre Agent de Voyages ou **FINNAIR**
Nom : _____ Adresse : _____ Documentation gratuite

L'AFRIQUE DU SUD
Un Monde en un Seul Pays
Authentiquement EXOTIQUE
Étonnamment VARIEE
Facilement ACCESSIBLE
Profondément HOSPITALIERE
et si ENRICHISANTE
Parcourez la République Sud-Africaine en tous sens. Choisissez votre formule :
AVION + séjour ou motor home ou voiture sans chauffeur/hôtels ou bien circuits accompagnés.
De F5500 à F15670
(Prix basés sur des départs groupés)
Office du Tourisme Sud-Africain
9 Boulevard de la Madeleine
75001 Paris Tél. : 261-8230 Tél. : 230090
Nom : _____ Adresse : _____ LM/80

BOITE

Hippisme

Courir moins pour gagner plus

SOIXANTE-QUATRE partants seulement, samedi passé, à Saint-Cloud, pour toute la réunion; quatre, mardi, à Maisons-Laffitte — où naguère les lots étaient si nombreux — à se disputer les 60 000 francs (tout de même pas une pécaudille) promis au vainqueur du prix Fierant; neuf le même jour, dans le prix Rieur, pourtant ouvert — on ne saurait être plus libéral — à tous les « poulains, hongres et pouliches n'ayant jamais gagné » (ils sont trois mille, dans ce cas, mais deux mille neuf cent quatre-vingt-onze avaient jugé négligeable le chèque de 57 000 francs attendant le gagnant) : les courses de galop, en ce début de saison, se traitent. Les dames caissières du P.M.U. peuvent sortir leur tricot de dessous le short-casque; les trésoriers des sociétés de courses, eux, s'attachent les cheveux; peu de partants, donc moins de jeux, moins de joueurs et moins de recettes.

Le phénomène n'est pas entièrement nouveau. Les chevaux hésitant toujours, en début d'année, à poser le premier sabot sur la piste. Certains sont encore à Gagny. Les entraîneurs aident sur une clientèle américaine sont allés rendre visite, cet hiver, à leurs propriétaires, en Californie ou en Floride; leurs pensionnaires ne sont sortis qu'au pas pendant deux mois et, par conséquent, ne sont pas prêts. Enfin — et ce phénomène, lui, atteint toutes les écuries, qu'elles soient américanophiles ou non — on est encore dans le système de tous les espoirs, celle où l'on peut croire que quelque box abrite un futur champion; on pense donc, pour chacun, à quelque grande lutte, en mai ou en juin, et on ne le risque dans les courses de tous les jours qu'en suite, quand, neuf fois sur dix, au temps des espoirs aura succédé celui des déceptions.

Mais à ces explications constantes s'en ajoutent, désormais, d'autres, liées à la tenture, fortement internationale, qu'ont prise nos courses de galop, sous l'influence de la Société d'encouragement et d'une politique fiscale dissuasive à

l'égard des écuries françaises. Sur sept cent trente-huit propriétaires ayant actuellement des chevaux à Chantilly, 45 % sont de nationalité étrangère, et cette quasi-moitié des casaque possédant plus de la moitié des effectifs. Or les propriétaires étrangers, surtout les propriétaires américains, ne s'intéressent pas à des victoires au jour le jour de leurs représentants. L'objectif, pour eux, est le gros banco, c'est-à-dire une valorisation du cheval pour le haras, en Amérique. Faut-il dire que 50 000 francs, quand la valeur d'un futur étalon, correspondant aux critères américains, est facilement de 10 millions et celle d'une future poulinière de 500 000 francs à 1 million de francs.

Le billet d'avion pour le Kentucky est exclusivement donné par des victoires, ou au moins des places, dans ce qu'on appelle des « courses de groupes ». C'est-à-dire un programme de cent trois courses, arrêté en accord avec les autorités hippiques d'autres pays, qui domine le reste du calendrier. Pour les écuries étrangères, aux yeux fixés sur le ligne bleu du Kentucky (l'herbe y est tellement riche d'azote qu'elle confine au bleu, et un des plus célèbres haras de cet Etat, celui de Nelson-Banker Hunt,

s'appelle Blue Grass Farm), une place de quatrième dans une course de groupe III, qui ne rapporte, dans l'immédiat, que 40 000 francs, vaut infiniment mieux qu'une victoire dans un handicap de 150 000 francs. Plus : à la limite, la victoire dans un handicap — et, davantage encore, dans une course d'obstacles — dévalue le cheval. On dit à Lexington, avec une moue de dédain : « Il n'a gagné en France que deux handicaps », alors que devant un autre sujet, moins bon que le premier, on s'ébahit : « Il a été placé de groupe en France ».

Voilà donc beaucoup de représentants des propriétaires étrangers louchant exclusivement à travers les cent trois courses de groupes, guettant celle où le niveau des autres engagés offrira, sans trop de fatigue, la perspective d'une quatrième place. Voilà, par un extravagant paradoxe, la moitié des chevaux de Chantilly enclins à courir de moins en moins pour valoir de plus en plus d'argent. Les trésoriers des sociétés de courses et, à un degré moindre (ils ont d'autres cordes à leur arc...), les comptables du Trésor auprès du P.M.U. peuvent s'arracher les cheveux : après tout, ils récoltent les fruits de leur politique.

L'autre vainqueur marquant de la journée, Quid Novi, lauréat du prix Luttur III, nous a moins éduité. Non pas qu'il ait eu beaucoup plus de mal à triompher. Mais il y a mis moins d'enthousiasme et même de simple bonne volonté. La façon dont il a foulé après le saut de la dernière haie, lorsque Chetel lui a fait sentir la cravache pour l'inciter à repousser une attaque de Mirouement, a été celle d'un cheval qui, aux grands itinéraires, préférerait volontiers la tangente conduisant directement aux écuries. Juste, son entraîneur, André Fabre, ne l'a risqué qu'une fois (dans le prix Montgomery) sur les gros obstacles de la piste extérieure, où d'ailleurs il est tombé. Ce n'est sûrement pas sans raison. Mais il y a aussi de l'argent à gagner sur la piste intérieure. Et, à Autuel, l'argent a toujours la même valeur, quelles que soient la piste et la course. Il n'y a pas le système des « groupes » pour le dévaluer ou le survaluer.

LOUIS DENTEL.

Les cinq ans de Bison Futé

Auteuil souffre moins de la crise des partants : le système des courses de groupes ne concerne pas l'obstacle, en sorte qu'aucune victoire n'y est infamante.

On est même tenté de considérer que celle de Bison Futé, dimanche, dans le prix Maréchal-Vallant (un handicap pourtant) a été glorieuse. Très effacé jusque-là (il n'avait pas réussi à gagner une seule course l'an passé), Bison Futé n'avait commencé à trouver la bonne ascendance qu'en janvier dernier, à Pau. Il y avait notamment gagné la Grande Course de haies. Dimanche, il se heurtait à une tout autre catégorie d'adversaires, en outre sous le poids sévère — dit à

sa victoire pétoise — de 67 kilos. Il a triomphé tout aussi facilement que dans le Sud-Ouest. Victoire chateaubrienne, applaudie et appartenant à Mme Courtin, dont lui l'ignora, au passage, qu'elle a été, au cours des vingt dernières années, le seul grand éleveur français à ne pas entendre les sirènes américaines (elle refuse, naguère, une fortune de son Right Royal). Fils de Roybet, un immense cheval très tardif, Bison Futé n'atteint lui-même à la plénitude de ses moyens qu'à cinq ans. Mais alors les moyens sont remarquables. Ce Bison Futé peut s'engager sur les grands itinéraires, par exemple celui de la Grande Course de haies.

TIBET
Le paradis des Dieux



KUONI OPERA
12, Bd des Capucines
Paris 91 tel. 742.53.34

KUONI MALESHERBES
33, Bd Malesherbes Paris 81 tel. 226.29.09


USA
1980
28

AINÉ
ION 2 300
FARNIENTE
COMPRIS

ndalous.

NDALOUS.
J LUXE ET DU SOL.

PARTEZ AVEC JALTOUR
POUR 6895 F
8 JOURS ET 5 NUITS
EN VOL DIRECT!



JAPAN AIR LINES
Paris, 76 avenue des Champs-Élysées. Tél. 225.55.01

CHAINES à NEIGE
en LOCATION
et SKIS - CROISSURES
Parti-à la carte - Remarque Etc
Repaires - Echanges
OCCASIONS

287-27-41 **DETHY** 272-24-47
CAMPING - SKI - MONTAGNE
20, place des Vignes - PARIS

Belodes
et Randonnées en
VANOISE SAUVAGE

De Val d'Isère, partez vers les
chamois, marmottes, edelweiss
des grands parcs alpins. Programme
de balades, randonnées, safaris-photos, accessibles
à tous. Stages 6 jours pens.
complète. Hôte 1.390 F p.
pers. ch. double. Du 28 juin au
12 sept.

Club Images et Connaissance
de la Montagne, M.B.P. 47 73150
VAL D'ISÈRE. Tél. (79) 06.00.03

1 AN AUX U.S.A.
10 mois dans une High School américaine
25 Août 80 - 10 Juin 81
JEUNES 15 à 18 ANS

FSL
14, rue des Poissonniers
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. 01.57.65.23

Malgré les suggestions communes de
déplacements et de loisirs, AIRTOUR EURO 7
CRUISE AIR
garantissent les prix de leurs Catalogues
vacances, printemps-été 81, dans la
meure des places disponibles, sur 16
destinations touristiques renommées (1)
et dans 12 Hôtels-Clubs. Cette garantie
est valable (sauf pour les croisières)
pour toutes les inscriptions prises avant
le 30 avril 1981, quelle que soit la date
de départ (jusqu'en 31 octobre 1981).

Consultez les 1400 agences de voyages
agées AIRTOUR EURO 7.

(1) Grèce, Malaisie, Thaïlande, Caennas,
Andalousie, Maroc, Tunisie, Yougoslavie,
Corse, Sicile, Malte, Madère,
Égypte, Israël, Ceylan et Polynésie.

L'ASIE
de A à Z
A PARTIR DE 2.800 F.



PACIFIC HOLIDAYS

C'est le guide du voyage de
l'Individualiste en Asie
de l'INDE à la CHINE et au JAPON

- VOLS A PRIX REDUITS
- MINITOURS
- CIRCUITS INDIVIDUELS ou EN GROUPE
- RENSEIGNEMENTS PRATIQUES et notre

CENTRE D'INFORMATION TOURISTIQUE DE L'ASIE DU SUD EST

PACIFIC HOLIDAYS
L. 4981
163, Av. du Maine, 75014 PARIS
Téléphone 539.37.38
Métro : Mouton-Duvernet

Envoyez-moi votre brochure :
☐ Inde - Népal - Ceylan.
☐ Extrême Orient.
C-joint 4 F 30 en timbres.
M.

ELS USA

Cours d'anglais et séjours
en Universités américaines
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637-35-88



Commencez vos Vacances
un jour plus tôt
pour 146 F.

Un restaurant attrayant, une chambre confortable
pour dormir plus longtemps, c'est un bon début...

- CHAMBRES AVEC DOUCHE ET WC (146 F., insonorisation comprise) **
- RESTAURANT LE "POINT DE RENCONTRE", CARTE ET MENU A 42 F. **
- ACCES DIRECT A LA GARE DE ROISSY-RAIL - GARE DU NOUVEAU A 20'
- AEROGARE A 5' PAR NAVETTE
- PARKING GRATUIT POUR LES CLIENTS DE L'HOTEL

* Chambre 2 lits - ** Prix nets au 1.3.81

HOTEL
ARCADÉ
ROISSY

AEROPORT CHARLES DE GAULLE

Plateforme S.N.C.F. - Roissy Rail
B.P. 10122 - 95701 Roissy Aéroport Cedex
Tél. : 862.49.49 - Telex Arcaro 212989

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES	FRANCAISES	SUD-OUEST	ARMANIENNES	MAROCAINES	SUISSES
AUBERGE DE RIQUERWILLER, 13, rue du Fg. Montmartre (91), 770-62-39. LA CHOPPE D'ALSACE, 4, Fg. Montmartre, 824-99-18. Sa d'été. Spéc. au GOURMET D'ALSACE, 18, rue Favart (91), T. 787-71-37/58-59-68. Fermé dimanche. LA FAYETTE ALSACIENNE, 288, r. de Valenciennes, 829-80-60. TEMPLE DE LA CHOUCROUTE, 8, rue de la Chapelle, 23 à 44 F. Banc d'œuvres, 200 places.	RELAIS BELLMAN, 57, r. France, 753-54-21. Jue. 21 h. Cadeu 91/92. LA GALIOTE, 6, rue Combourg, 201-43-93. Terrines, plats du jour. LAPEROUSE, 51, quai Gds-Augustins, 228-60-04. Cadeu aux, anthelm. LES BALCONS, 45, rue Léningrad (91), T. 287-88-04. T.I.J. Ouv. dim. 78 F a.c. vins à discrétion.	AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (91), 354-78-22. PÂTES. Sa cave P.M.E. 80 F. LE ESPAIRE DE CARTOUCHE, 700-55-84. 1. boulevard Filles-du-Calvaire (11). Fermé le dimanche.	LA CAPADOCIE, quai A-Bianqui (côté Seine), ALPOTVILLE. Tél. : 378-05-30. Dîner d'été, crêpes, Cappadocie et Yorgani Marten.	ALISSA, 118, r. Ste-Beuve, 548-07-22. De 20 h. à 0 h. 30. P.D. Très fin Cuscous, Pastilla, 228, à part. 17 d.	LA MAISON DU VALAIS, 20, rue Mayens, 108 F. T.C.
ANTILLAISES	GRILLADES	TOURANGELLES	BRESILIENNES	TURQUES	VIENTAMIENNES
LE FLAMBOYANT DES ILES, 56, r. N.-D. Lorette, 874-02-91. Amb. typ. MADIANNA, 13, rue Tiquetonne (91), P. Dim. 222-32-92. Cave vintée, ambiance musicale.	LE Bœuf DU PALAIS-ROYAL, P./dim., 18, rue Thérèse, 226-04-39. J. 23 h. Samantique formale de fillet de bœuf à 35 F.	L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-08. Spéc. F./dim.	GUY, 4, rue Mabilon, 9. 254-87-61. Frit de la meilleure cuisine étrangère de Paris, ouvre 1978.	LE BOSPHORE, 8, rue Favart (91), 224-50-46. Acade, 63, r. Fg. Saint-Denis, 28, rue d'Enghien, 17, rue des Petites-Ecuries.	NEM 66, 66, r. Lauriston, 109. 227-74-51. P./dim. Cuis. légère. Grand choix grillades.
LYONNAISES	NORMANDES	FRUITS DE MER ET POISSONS	CHINOISES	Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets	
LA FOUR, 2, rue Clément (91), P. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux.	MANOIR NORMAND, 71, boul. de Courcelles, 227-38-97. P./sant. midi. Langoustes, poisses au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale.	LA BONNE TABLE, 43, rue Fiant, 539-74-92. Spécialité de poissons.	PASSY MANDARIN, 8, rue Bois-le-Vent-18, 225-12-12. Spéc. à la vap. Boutique : plats à emporter. L'AZ. à domicile. Produits exotiques. 227-52-02 ou 324-19-54.	LE RUDE, 11, av. Gds-Armées, 500-19-21. P. dim. soir. Menu 48 F. T.C. FERRER, place Gallien, 285-87-04. Cuis. grande trad. Salon 4-43 pers. Menu 90 F. Parking. Fermé d'été.	EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-87. Jusqu'à 100 couverts.
SAVOYARDES	PERIGOURDINES	VIENNOIS	DANOISES ET SCANDINAVES	Ouvr. après Minuit	
BUSTROT SAVOYARD, 28, rue Vergnaud, 19. 380-64-84. P./dim. Poud. d'oe. magot.	LE FRIANT, 40, r. Fiant, 539-59-08. P./dim. Spécial. Périgord. Poissons.	LE CONGRES, pl. Mabilon, 574-17-24. Bœuf grillé à l'œ. Jue. 21 h. mat. AU CHABON DE BOIS, 18, rue Dragon, 548-57-04. Fermé dimanche.	COPENHAGUE - FLORE DANICA JARDIN, 142, av. Champs-Élysées. Tél. 81.3. 30-41.	GUY, 4, rue Mabilon, 9. 254-87-61. Brésilien Polaca. Choucroute. TOUR D'ARGENT, 4, place Bastille (11), 544-52-15. Grillades, poissons.	MOUJON DE PANURGIE, 17, rue Châtelet, 743-78-48. P.M.E. 120 F.
	SARLADAISES	INDIENNES	ESPAGNOLES	Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets	
LE SALADAIS, 2, rue de Vienne, 532-33-62. Cassoulet, 90 F. Confit, 30 F.	LE CONGRES, pl. Mabilon, 574-17-24. Bœuf grillé à l'œ. Jue. 21 h. mat. AU CHABON DE BOIS, 18, rue Dragon, 548-57-04. Fermé dimanche.	EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-87. Jusqu'à 100 couverts.	VITENOU, 21, r. Danton, 297-56-54. P./dim. SPÉCIAL. REGIONALIS.	LE ZEPHYR, carref. Alsace, 540-43-85. T.I.J. Frits de mer, fois frais.	LA PETITE RIGOLE, 25, r. Le Peletier, 70-66-30. Dîner authentique 1820. Cuis. bourgeoise. Vins Val de Loire.
	SAVOYARDES	INDO-PAKITAISES		Traiteurs et livraisons à domicile	
BUSTROT SAVOYARD, 28, rue Vergnaud, 19. 380-64-84. P./dim. Poud. d'oe. magot.	LE CONGRES, pl. Mabilon, 574-17-24. Bœuf grillé à l'œ. Jue. 21 h. mat. AU CHABON DE BOIS, 18, rue Dragon, 548-57-04. Fermé dimanche.	MAHARAJA, 72, bd St-Germain, 57, P./dim. 354-20-07. M. Maubert.		GUY, plats brésiliens sucs. à emporter. 4, r. Mabilon, 9. 254-87-61.	

Plaisirs de la table

A un ami disparu

La grande cuisine, cuisine de fête et qui devrait être souvent par ignorance, l'écroulement, la sottise...

La nouvelle cuisine (cuisine justement allégée devenue gadget, puis tournant, aux mains des cuisiniers d'occasion, à l'imposture) remise à sa place.

Il faudrait en revenir au bon sens, à la sagesse. Il faut parler maintenant de cuisine vraie.

Et je voudrais dédier cette formule au bon Henry Cios-Jouve, à l'auteur de tant d'ouvrages de bonne humeur et d'appétit, à l'ami qui savait manger et boire parce qu'il savait vivre, au lyonnais républicain mais aussi au gastronomiste sage et avisé qui, loin des coteries et des modes, défendait tout bonnement cette cuisine : la cuisine vraie.

J'aimerais citer ici, à sa mémoire, bien des restaurants parisiens qu'il aimait. En voici un, en tout cas, que nous publions souvent : le Relais des Pyrénées.

L'accent de Jean Marty plaiderait pour sa cuisine s'il en était besoin. Le « bêtif, cet dé Paul » (beau ciel de Paul) ensoufflé sa carte. Le foie gras frais de canard, le bayonne, le saucisson de Morlaix, la piperade d'al-

merais mieux qu'il annonce « coute et jambon à la piperade », celle-ci n'étant que le mélange poivrons tomates comme son nom l'indique !), le poulet sauté basquaise ou béarnaise, le confit, le garbure, le cassoulet ! Voilà des plats qui enchantent Henry, largement servis, mijonnés avec respect et affection, servis avec gentillesse dans un cadre de bon restaurant un peu provincial, où le temps a tous les droits et, ma foi, j'en remercie ce cher M. Marty qui nous a permis de lever notre verre de madrigal gascon au cher compagnon lyonnais qui nous a quittés !

Quel repas mon Henry !

Une autre maison qui plaisait à Cios-Jouve, un autre cuisinier de la cuisine vraie... A l'enseigne de Soussy, M. Asfex, secondé par son fils, travaille dans la modestie des plats du même genre : un cassoulet, une tourte de campagne lotoise, le foie gras, le saucisson chaud dans sa sauce chaude de crème et de mirilles, un pied de porc grillé Saint-Antoine, que sais-je... Et il monte de sa cave, suivant l'inspiration, quelques bouteilles sympathiques en accord avec cette cuisine que j'oserais dire « pittoresque ». Ah ! ce mignon de maraîchin Francis Carton (comme on n'en sert plus chez Lucas-Carton de nos jours !). Ma foi, il pourrait succéder à un saumon fumé « à l'antillaise » et précéder le fromage blanc et la tarte tiède aux poires. Quel repas, mon Henry !

Quelques jours seulement après sa disparition, nous apprenions celle de Mme Nourygrat, la chère cuisinière de nos dîners avec le prince, la « maman » de Guy, et ma foi, j'allant saluer, je me disais que Pierre Traiteur était aussi une de ses étapes de choix à la table capitale. Oui, que ce soit le persillade de Bourgogne ou le fricandeau avey-

ronnais, la galette de boudin ou l'estouffado, précédant le bœuf à la ficelle, ou la poulette, ou l'épaule de mouton farcie de pruneaux, nous nous régalions ici, sagement. Nous nous régalions encore chez Cios-Jouve, avec en communion le petit bourgeois maison ou l'iracien pointu dont

Guy se fiait... Car vois-tu, la cuisine vraie, comme l'amitié, ne saurait mourir !

MIETTES

● Les vins d'appellation contrôlée Saint-Estèphe (Médoc) sont généreux, bouquetés et, si généralement moins corsés que les paulilles, quelques fois plus fruités. J'ai découvert un cru bourgois supérieur, le château le Crocq. Terroir voisin des grands comme le cos d'astoune et montrose, bien vinifié, le millésime 78 est certes digne de cette année exceptionnelle. Mais le 1974 m'a paru très agréable sur un grain de jous de lotte, ayant du nez, une belle couleur et de la spontanéité.

● La Tour d'Argent, grâce à une réorganisation signée Claude Terail, est de nouveau ouverte le mardi. Son nouveau chef d'autre part adjoint à la carte des plats intéressants. J'en reparlerai.

● Nora (île des Philippines) et Patria viennent d'ouvrir, au 4, rue de Surène, une petite salle à manger : Food Shop. Quelques plats à emporter, dont certains de cuisine philippine.

● J.-D. Bessière a vendu, M. Bouché, qui lui succède et vient du Petit-Riche, est un homme de métier. Il changera probablement d'enseigne, fidèle qu'il est au Val-de-Loire, à ses vins, à Rabatela. Mais dès à présent on peut garder en tête le chemin de la petite maison du 97 avenue des Ternes.

● C'était une bonne idée que l'opération Bordeaux-Carême. D'autant que l'idée carême était plaisante à voir, sur sa table. Qui mais, encore faudrait-il que le vin qui est dans un dîner digne digne d'un rapport qualité-prix.

● A la sortie de Mouchard, au Chalet Bel'Air, sur la route de Lausanne, Bruno Gatto cuisine d'agréable façon (menus à 60 F et à 180 F). Cela vaut une marmite sur le Kibber 51.

● Une très bonne table à rappeler en ces temps de sports alpestres : la Balvédère du Pelvoux (à Saint-Anilène, 1.250 mètres — Pelvoux, tél. : 23-31-04).

● C'est vraiment le temps des anniversaires : cent ans de Drouant, cent vingt ans du Café de la Paix, quatre-vingt ans du Fouquet's. Et aussi le cinquantenaire du Petit Colombar de Bernard et Denise Fournier (42, rue des Acacias), un des meilleurs rapports qualité-prix de Paris pour une cuisine agreste et savoureuse.

● L'étiquette du millésime 78 du mouton-roschid a été demandée par Philippe de Rothschild au peintre Riopelle.

vacances en France
naturelisme?

errances
10, bd du Souverain, 10000 MENDE
Tél. (65) 65 00 22

Philatélie

N° 1682

FRANCE. « Grandes réalisations ».

Les quatre timbres de la série dite « Grandes réalisations » (scientifiques et techniques), dans un souci d'homogénéité des symboles, ont été conçus par le conseiller artistique des P.T.T. — à un seul destinataire. Les timbres généraux 30 mars (12 à 20 F) — Retrait prévu pour le 5 novembre 1981.

LA REYNIERE

1, rue du Journal (207), téléphone 638-63-61 ; A SOUCETIAC, 35, rue Paillette (117), tél. 371-63-30 ; PIERRE TRAITEUR, 10, rue de Richelieu (117), tél. 236-02-17.



1.20 F, bleu, vert foncé et vert clair. Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.

Mise en vente anticipée : — Les 28 et 29 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire, ouvert au Musée de la Poste, 34, boulevard de l'Opéra, Paris (17). — Obligation : P.T.T. —

— Le 28 mars, de 8 h. à 12 h., à la S.P. 32, rue du Louvre, Paris (17) et au bureau de Paris 41, à l'avenue de Saxe, Paris (7).

— Boîtes aux lettres spéciales pour « premier jour ».

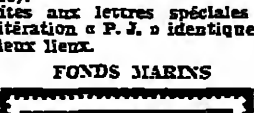


1.40 F, gris, bleu clair, bleu foncé et blanc. Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.

Mise en vente anticipée : — Les 28 et 29 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire, ouvert à : Font-Romeu, l'Office du tourisme, rue Emmanuel-Brousse ; Nancy, à la mairie.

— Le 28 mars, de 9 h. à 12 h., aux bureaux de poste de : Odellon (Département-Orientales) ; Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne).

Boîtes aux lettres spéciales pour l'oblitération « P.T.T. » identique pour les deux lieux.



1.80 F, brun et bleu. Tirage : 7 000 000 d'exemplaires.

Mise en vente anticipée : — Les 28 et 29 mars, de 9 h. à 18 h., par le bureau de poste tem-

poraire installé à l'hôtel de ville de Dunkerque. — Oblitération « P.T.T. ».

— Le 28 mars, de 8 h. à 12 h., au bureau de Dunkerque principal.

Boîtes aux lettres spéciales pour « premier jour ».

TELEMATIQUE



3.00 F, bleu, rouge et noir. Tirage : 1 000 000 d'exemplaires.

Mise en vente anticipée : — Les 28 et 29 mars, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire, ouvert à la direction du C.N.E.T., Centre commun d'études de télévision et de télécommunications (hall d'entrée), 2, rue de la Mairie à Rennes. — Oblitération « P.T.T. ».

— Le 28 mars, de 8 h. à 12 h., à la S.P. de Rennes (Hôtel-Ville).

Boîtes aux lettres spéciales pour « premier jour ».

Formats 36 x 22 mm. Maquettes de James Douglass. Impression béro ; Ateliers du timbre, Périgueux.

● Jusqu'au 25 avril 1981, ces quatre timbres-poste (6,90 F) seront vendus par séries individuelles. Ce sera une méthode ancienne pour l'énergie nouvelle.

● ANDORRE. « Bordes de Meris ».

Par les dix figures postales du programme 1981, la première série dédiée à l'architecture andorrane avec « Les Bordes de Meris ». Vente générale le 23 mars (1981).



1.40 F, brun et bleu. Tirage : 500 000 d'exemplaires. Impression tallo-douco. Atelier du timbre de Périgueux.

Mise en vente anticipée : — Le 21 mars, au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. — Oblitération « P.T.T. ».

EN BREF...

● LUXEMBOURG. Série « Bâtiments 1911 ». 8 F. Hémicycle urbain, construit sur le plateau de Kirchberg : P.T.T. Bibliothèque nationale, installée depuis 1970 dans l'ancien Athénée.

ADALBERT VITALYOS.

Au point de rencontre du monde

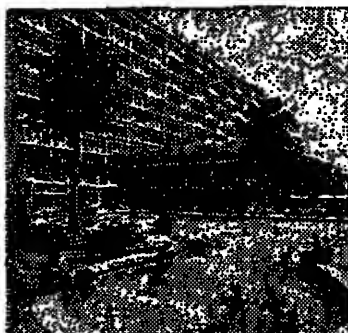
14 hôtels OBEROI vous offrent la richesse de l'expérience qui fait l'Inde.

OBEROI TOWERS à Bombay. Il vous offre une vue magnifique sur la mer d'Oman.

OBEROI INTERCONTINENTAL, l'hôtel de Delhi, la capitale, dans la meilleure tradition de la splendeur indienne.

OBEROI GRAND à Calcutta. En plein cœur de cette grande ville pleine de caractère.

Venez dans l'un de nos 25 HOTELS OBEROI installés dans le monde entier. Vous y trouverez le meilleur service. Réellement.



CORPORATE OFFICE : 7 SHAM NATH MARG, DELHI-110054, INDIA. Tél. : 221411 - Telex 2372 & 3829 Cable AIR.

Pour vos réservations, contactez nos HOTELS OBEROI ou nos bureaux :

Francfort : tél. (06103) 3670, 3678. Telex : 417949 PHU.

New York : tél. (800) 861-03-80. Telex : 225069.

ou L'Agence International.

Oberoi Hotels

Nous vous offrons le meilleur service.

Découvrez notre monde en expansion.

Rive gauche

BISTRO DE LA GARE
3 menus au choix
36⁹⁰ snc
30, rue St-Denis, 1^{er} (Halles)
38, boulevard des Italiens - 96
69, bd du Montparnasse - 69
73, av. des Champs-Élysées - 69
Tous les jours jusqu'à 1 h du matin

L'ECHAUDÉ
ST GERMAIN
Tous les jours
midi et soir
et même le dimanche
Boulevard de la Madeleine, 25
Tous les jours jusqu'à 1 h du matin

Le Chauchon
Spécialité : le mouff
ouvert de midi jusqu'à 2 heures du matin
25, rue de Valenciennes - 105
Réservations à partir de 17 h 30 au 33 59 11

LE ROZES
Centre GALAXIE
Entrée rue Babilon, 580-66-34 et 35
● SES POISSONS ● SES SPECIALITES ● SES GRILLADES
● SES PLATS DU JOUR ● BANC D'HUITRES
Service continu de 11 heures à 2 heures du matin
Salons de 20 à 200 places ● Réceptions ● Mariages et banquets
OUVERT TOUTS LES JOURS MIDI ET SOIR - Parking

CHINA TOWN
Tous les jours
10 chefs de HONG-KONG
Décor d'un palais chinois
SPECIALITES à la vapeur
ou laquées
Salons privés - Salles climatisées

LAUDEVILLE
Brasserie 1925
29, rue Vivienne - Paris 2^e
Tél. : 233.39.31

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
Tous les jours jusqu'à 1 h du matin
Le Munich
Maitres COQUILLAGES SPECIALITES
25, rue de Buci - Paris 6^e

LELEPHANT BLEU
Dinners
Spectacles
EXOTIQUES
12, rue Marguerite
225.20.84
359.58.64

JOCKEY
127, bd du Montparnasse
320-63-02
Pas comme les autres
on s'y amuse !...

Garnier
111, rue St Lazare
75008 Paris
Tél. : 387.50.40

APRES LE FILM, ALLONS SOUPER AU VAUDEVILLE.
LAUDEVILLE
Brasserie 1925
29, rue Vivienne - Paris 2^e
Tél. : 233.39.31

Restaurants
pour les amis
d'huîtres,
linguistes, homards,
poissons, fruits de mer,
Toute l'année.

GHEZ HANSI
GRANDE
BRASSERIE
ALSACIENNE
Cadeau exceptionnel
3, place du 18 Juin 1948
face à rue Montparnasse
Réservations : 548.64.72

la champagne
LE RESTAURANT
DE LA MER
A la cuisine,
le chef Jean BOURDOCC
10 bis, place Clichy
Réservations : 874.64.78

Ouverts
jusqu'à 3 heures
du matin.

La grosse tortue
31, bd GOUVION-SAINT-CYR
Paris (17) - Téléphone : 574-62-77
Menu : 67 F s.c.
Guide de France 1981
Gault et Millau

Dessirier
390.50.72
MAITRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

APRES CETTE
APPENDICITE, JE VOUS
EMMENE AU
TERMINUS NORD !

Brasserie 1925
Soupers après spectacle
TERMINUS NORD
Terrasse de poissons
Plateau de fruits de mer
23, rue de Dunkerque
Paris 10^e. Tél. : 285.05.15

MAISON PRUNIER
TRAKTIR
Tous les produits de la mer
16, Av. VICTOR-HUGO, Paris 16^e
500.89.12

ANAHÍ
RESTAURANT SUD-AMERICAIN
Musique sud-américaine
TANGO - SALSA - BOLERO
45, rue Voltaire (7^e) - Tél. : 897-89-34
Tous les jours à partir de 19 h.
sauf dimanche

« La côte de bœuf »
1, rue Sanson-Lerou, 75017 PARIS
Tél. : 277-33-51

Les Merveilles des Mers
122 bis, Bd de Clichy 17^e
522.47.86 - 522.26.14
OUVERT
TOUTS LES JOURS

EXPOSITIONS

Controverse autour d'Arno Breker

Faut-il exposer Arno Breker, si on veut permettre de se faire une idée exacte de l'œuvre d'Arno Breker, il faudrait y ajouter du vrai monumental, de la sculpture au regard clair, musclée, saine, héroïque, dévouée et belle camarade, calquée sur les grands champions aryens et la sculpture grecque; de ces statues pour chancelier ou de la Barthe remodelée à l'échelle du Reich par Albert Speer, l'architecte de Hitler, et ami de Breker, le sculpteur de Hitler. Les portraits, ce n'est pas l'essentiel dans cette œuvre, pour un sculpteur qui, après la découverte de David de Michel-Ange, déclara de s'adresser directement au peuple sur la place publique, dans un langage simple, direct, universel. Hitler n'eut plus qu'à cueillir.

Pour beaucoup d'artistes dont les œuvres sont présentées à Paris-Paris, la réponse est non. Sous la titre - Les artistes dégénérés contre la présence d'Arno Breker au Centre Pompidou - ils font circuler une pétition dont voici le texte : « En 1942, grâce à la puissance de ses armées hitlériennes, Arno Breker, sculpteur médiocre, occupa l'Orangerie.

Pendant ce temps, dans toute l'Europe occupée, des artistes étaient éloignés des cimetières parce qu'ils étaient juifs, résistants, exilés ou prisonniers. Hitler pourchassait l'art dégénéré, d'un côté, de l'autre, il était la machine d'Arno Breker, son sculpteur préféré.

En 1981, pour les organisateurs de l'exposition « Paris-Paris » au Centre Pompidou, le geste d'Arno Breker devient un fait culturel entrant dans le cadre de la nostalgie et du renouveau nazi. Un autre « Nach Paris » d'Arno Breker provoquera de nombreux renvois.

Les organisateurs en ont-ils mesuré les conséquences ? C'est ne dépend-il pas de la manière dont on s'y prend, du choix des œuvres, de ce qui va l'entourer, des commentaires qui l'accompagnent ? Au musée, le témoignage, si c'est de cela qu'il s'agit, pour être digne, doit être complet, honnête, innocent, sacré, coupe de l'histoire si sévère. On sait que les sculptures de Breker doivent se retrouver notamment face aux gouches de Paré-Métro, de Dubuffet, aux Russes de Paris, de Fougeron, à l'Homme de Cézanne, de Gruber, à l'Adieu d'Henri Laurens, au Désir attrapé par la queue, de Picasso.

Trois œuvres de Breker, c'est peut-être trop ou pas assez. Trop : si on veut simplement rappeler l'exposition de 1942, on peut se contenter de documents ; il y en a qui nous font glisser vers le chapitre de la collaboration et de l'ambiguïté de nombreux artistes parisiens. Breker avait beaucoup d'amis à Paris, où il avait été l'élève de

(1) Les signataires sont : Pierre Alechinsky, Karel Appel, Jean Bazaine, Fol Burj, Jean Deguy, Hans Hartung, Wilfried Lam, Marcel Maréchal, Suzanne Martin, Matta, Jean Meseguer, Miró, Zoran Music, Edouard Pignon, Pierre Soulages, Antoni Tàpies, Bram Van de Velde, Zao-Wu-Ki.

GENEVIEVE BREERETTE.

ARNO BREKER, sculpteur, auteur de sculptures (1919-1980), éditions Jacques Damase, environ 175 francs.

LOCATION 15 JOURS À L'AVANCE TEL : 322.74.84

guy bedos

PROLONGATION

Lundi 23 Mars 1981 CYCLE ACOUSMATIQUE Grand Auditorium RADIO FRANCE

20 h 30 DUFOR • BAYLE concert

22 h 30 GRM 3 DIMENSIONS IMAGE-SON rencontre avec projection en relief d'images et de musique

INA GRM Renseignements : 224-28-63/23-09

UN ACCORD SETTA - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

L'œuvre gravé d'Edouard Pignon

La galerie d'expositions de la SETTA, qui a accueilli récemment un hommage à Paul Grimaud (le Monde du 2 janvier), deviendrait-elle une succursale de la Bibliothèque nationale ? On son meuble ? Aux termes d'un accord, elle accepte en tout cas de présenter quelques enrichissements du département des estampes. Grâce au don d'une part importante de son œuvre gravé, Edouard Pignon mériterait d'inaugurer cette formule de coopération. Ces apports complètent la collection de la rue de Richelieu et permettent d'en avoir une vue globale, avec 184 pièces, le fruit de trente-cinq ans de travail, d'un travail de lithographe et de « tailleur d'acier » parallèle à la production picturale - mais comment différencier l'une de l'autre, sinon par les procédés utilisés ? C'est la même œuvre, c'est la même intention, l'illustration des mêmes thèmes, des mêmes « séries ». Tout Pignon se retrouve dans ces œuvres souvent rares, le Pignon militant et le Pignon éprouvé des nus plumeux.

Regardons Pignon au fil des années, se dégageant des influences des deux ou trois maîtres incontrastés, abandonner un art trop cérébral pour devenir un redevenir lui-même : un peintre de temperance. Déjà les planches « refaites » pour Bismarck, Maurice Solvay sont plus charnelles que les lithographies, au trait élégant et épuré du poème quinquésimiste, publié en 1945. On le répète, l'estampe a de pair avec la peinture. Pignon s'est initié de bonne heure à la lithographie chez Dayet et chez Mourlot à « eau-forte et à l'aquarelle dans l'atelier des frères Crommelinck à la pointe et au burin, il avait illustré l'homme qui se ferme, de Guillemin. Seulement, en pleine possession de son métier, il ne cède à aucune virtuosité dans la pratique de ces techniques. La toile le requiert.

Pignon n'a pas attendu 1952 pour incorporer ses mineurs aux grandes visions d'Ostende. Prochainement, dans le premier tome de la collection, le coloriste s'en donne à cœur joie dans les différentes

versions où volles et flûtes se déploient comme de somptueuses tentures. Et telle épreuve plus tardive (1955) enchanter par ses tonalités rouges et oranges, qui, de plus en plus, seront les couleurs de prédilection de l'artiste.

Sans doute Pignon sera conquis par la Provence, mais c'est à sa Flandre qu'il reste fidèle, si l'on en juge par la persistance du thème du coq et des combats de coqs. Ils ont dû laisser une trace profonde chez l'enfant de Bully-le-Mines. De 1958 à 1977, il est peu d'années où le coq, avec son bec féroce, son œil sans douceur ne soit « portraituré » dans toutes ses attitudes, haussé à la taille d'un mythe.

Le thème de la guerre n'est pas loin. A Pignon, qui préfère sûrement les pacifiques travaux des paysans maîtres fols célébrés, de la dénoncer, qu'il illustre Les mascarades de Ronsard, ou qu'il pousse les têtes de guerriers sanguinaires jusqu'à la caricature. On nous permettra, toutefois, d'insérer une anecdote préface pour le graphisme noir sur blanc de plus d'une composition.

Voici, enfin, l'invasion des nus, qui défilent depuis une dizaine d'années : nus blancs, nus roses, nus roses, nus oranges, nus cramoisis. Le Nu blanc ou parol, par exemple, fait notre bonheur. Il est en soi une œuvre de tempérament. Déjà les planches « refaites » pour Bismarck, Maurice Solvay sont plus charnelles que les lithographies, au trait élégant et épuré du poème quinquésimiste, publié en 1945.

On le répète, l'estampe a de pair avec la peinture. Pignon s'est initié de bonne heure à la lithographie chez Dayet et chez Mourlot à « eau-forte et à l'aquarelle dans l'atelier des frères Crommelinck à la pointe et au burin, il avait illustré l'homme qui se ferme, de Guillemin. Seulement, en pleine possession de son métier, il ne cède à aucune virtuosité dans la pratique de ces techniques. La toile le requiert.

Pignon n'a pas attendu 1952 pour incorporer ses mineurs aux grandes visions d'Ostende. Prochainement, dans le premier tome de la collection, le coloriste s'en donne à cœur joie dans les différentes

versions où volles et flûtes se déploient comme de somptueuses tentures. Et telle épreuve plus tardive (1955) enchanter par ses tonalités rouges et oranges, qui, de plus en plus, seront les couleurs de prédilection de l'artiste.

Sans doute Pignon sera conquis par la Provence, mais c'est à sa Flandre qu'il reste fidèle, si l'on en juge par la persistance du thème du coq et des combats de coqs. Ils ont dû laisser une trace profonde chez l'enfant de Bully-le-Mines. De 1958 à 1977, il est peu d'années où le coq, avec son bec féroce, son œil sans douceur ne soit « portraituré » dans toutes ses attitudes, haussé à la taille d'un mythe.

Le thème de la guerre n'est pas loin. A Pignon, qui préfère sûrement les pacifiques travaux des paysans maîtres fols célébrés, de la dénoncer, qu'il illustre Les mascarades de Ronsard, ou qu'il pousse les têtes de guerriers sanguinaires jusqu'à la caricature. On nous permettra, toutefois, d'insérer une anecdote préface pour le graphisme noir sur blanc de plus d'une composition.

Voici, enfin, l'invasion des nus, qui défilent depuis une dizaine d'années : nus blancs, nus roses, nus roses, nus oranges, nus cramoisis. Le Nu blanc ou parol, par exemple, fait notre bonheur. Il est en soi une œuvre de tempérament. Déjà les planches « refaites » pour Bismarck, Maurice Solvay sont plus charnelles que les lithographies, au trait élégant et épuré du poème quinquésimiste, publié en 1945.

On le répète, l'estampe a de pair avec la peinture. Pignon s'est initié de bonne heure à la lithographie chez Dayet et chez Mourlot à « eau-forte et à l'aquarelle dans l'atelier des frères Crommelinck à la pointe et au burin, il avait illustré l'homme qui se ferme, de Guillemin. Seulement, en pleine possession de son métier, il ne cède à aucune virtuosité dans la pratique de ces techniques. La toile le requiert.

Pignon n'a pas attendu 1952 pour incorporer ses mineurs aux grandes visions d'Ostende. Prochainement, dans le premier tome de la collection, le coloriste s'en donne à cœur joie dans les différentes

THÉÂTRE

« VU DU PONT », d'Arthur Miller

La chance de Raf Vallone

Un docker italien du port de New-York est amoureux de sa nièce, orpheline, qui habite chez lui. Pour la séparer de son fiancé, un autre immigré italien, mais sans papiers, car venu clandestinement, il dénoncera celui-ci à la police. Désavoué par son entourage, il se suicidera.

La pièce d'Arthur Miller, Vu du pont, est essentiellement psychologique, une histoire d'amour qui finit mal. L'émigration italienne, les travailleurs du port, sont un background, sans plus. On remarque une ambition de l'œuvre vers le drame fort ou la tragédie moderne, avec intervention d'un « chœur » réduit, qui commente direct au public.

Il n'est pas possible de voir en Arthur Miller un grand écrivain. C'est de l'honnête artisanat. Les quelques références au social sont sympathiques mais sonnent faux. Quand un homme comme René Éluard, dans ses romans, la prison, les assises, il peut oser les plus folles échappées, il est toujours juste. Quand Arthur Miller

« LA BÊTE DANS LA JUNGLE », à Saint-Denis
La femme-sphinx et le beau ténébreux

Le décor de Roberto Platte, qui fait danser ensemble vérité et fiction, évoque une architecture religieuse encastrée dans un château. Fut-il que l'église et soi, Roberto Platte figure avec beaucoup de talent l'absence de silence, de roulement, d'énigme, et aussi de petit vertige horizontal, qui gagne la plupart du temps les êtres humains présents dans une église.

Cependant, ce lieu n'est pas une église. C'est la demeure d'une femme qui évolue dans les aléas de la vie, les portes de cuir et les nappes blanches de soie.

Il y aura plusieurs tableaux. Le décor aura changé d'axe. La femme aura changé de robe. Des Delphes Seyrig (1). Elle a une démarche singulière, souveraine. Une voix d'archet, comme si pour prononcer chaque phrase isolée elle sortait doucement de son état un Stradivarius précieux.

(1) Le Monde du 25 février.

D'une nouvelle profonde et riche de Henry James, le dramaturge James Lord a fait une pièce plutôt faible. La traduction de Marguerite Duras, exalte, belle, n'est pas en cause.

Cette présentation de haute dimension, de haute interprétation, donne un semblant d'apparence à une œuvre qui existe peu. Mais il est probable que, joués sans faste, ces dialogues maniérés relèveraient d'une soirée mineure, du café-théâtre.

Au piano, Carlos d'Alejo mène les vides, et aussi les misères, en modulant une jolte musique de bar stylée pastiche de Schubert et Satie réunis. C'est bien joué.

M. C.

Le SYNDÉAC - Syndicat national des directeurs d'entreprises d'animation culturelle - s'élève contre le bilan établi par le ministère de la culture et de la communication, diffusé à l'occasion de la conférence de presse de Marcel Maréchal (le Monde du 13 mars).

Le SYNDÉAC rappelle que, à l'exception de quelques opérations ponctuelles (Chaillet, le Théâtre du Rond-Point), l'ensemble de la décentralisation a obtenu une augmentation moyenne de 7 % pour 15 % d'inflation, proteste contre le fait que les professionnels soient associés à une telle politique, s'élève de voir mentionner la participation d'élus que, pour sa part, il n'a pas rencontré au cours des concertations.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations les 22, 24, 25, 27 et 28 mars

THEATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET

OPÉRAS FRANÇAIS DU XIX^È SIÈCLE CENDRILLON

Jules Massenet Mise en scène et chorégraphie : Jacques Delacôte Brian Macdonald

Les 21, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 mars à 20 h 30 Les 22 et 29 mars à 14 h 30

PRIX DES PLACES DE 20, 30, 50, 70, 90 et 120 F Location ouverte aux caisses du théâtre, 14 jours à l'avance, de 11 h à 13 h 30, 1, place du Châtelet, 75001 Paris

CINÉMA

LE REGARD DES AUTRES

Le miroir

« Le miroir » de Marcel Aymé, dont la compétence en matière de prolétaire portuaire n'est pas évidente.

Pour défendre le talent d'Arthur Miller, on évoque souvent les *Misfits*, le dernier film de Monroe. Mais la mise en scène de Hinton, Monroe était admirable, et d'Arthur Miller se révélaient surtout des dialogues interminables et bien lourds sur la guerre, entre anciens combattants.

Françoise Christophe interprète Vu du pont en actrice chevronnée, avec détachement Raf Vallone, un jeu très troupe transposé et doté de beaucoup de charisme de regard, de l'intrigue du quartier de la gare Saint-Lazare où se trouve situé le théâtre.

MICHEL COURNOT.

Théâtre de Paris, 20 h 30.

« LA BÊTE DANS LA JUNGLE », à Saint-Denis
La femme-sphinx et le beau ténébreux

Le décor de Roberto Platte, qui fait danser ensemble vérité et fiction, évoque une architecture religieuse encastrée dans un château. Fut-il que l'église et soi, Roberto Platte figure avec beaucoup de talent l'absence de silence, de roulement, d'énigme, et aussi de petit vertige horizontal, qui gagne la plupart du temps les êtres humains présents dans une église.

Cependant, ce lieu n'est pas une église. C'est la demeure d'une femme qui évolue dans les aléas de la vie, les portes de cuir et les nappes blanches de soie.

Il y aura plusieurs tableaux. Le décor aura changé d'axe. La femme aura changé de robe. Des Delphes Seyrig (1). Elle a une démarche singulière, souveraine. Une voix d'archet, comme si pour prononcer chaque phrase isolée elle sortait doucement de son état un Stradivarius précieux.

(1) Le Monde du 25 février.

D'une nouvelle profonde et riche de Henry James, le dramaturge James Lord a fait une pièce plutôt faible. La traduction de Marguerite Duras, exalte, belle, n'est pas en cause.

Cette présentation de haute dimension, de haute interprétation, donne un semblant d'apparence à une œuvre qui existe peu. Mais il est probable que, joués sans faste, ces dialogues maniérés relèveraient d'une soirée mineure, du café-théâtre.

Au piano, Carlos d'Alejo mène les vides, et aussi les misères, en modulant une jolte musique de bar stylée pastiche de Schubert et Satie réunis. C'est bien joué.

M. C.

Le SYNDÉAC - Syndicat national des directeurs d'entreprises d'animation culturelle - s'élève contre le bilan établi par le ministère de la culture et de la communication, diffusé à l'occasion de la conférence de presse de Marcel Maréchal (le Monde du 13 mars).

Le SYNDÉAC rappelle que, à l'exception de quelques opérations ponctuelles (Chaillet, le Théâtre du Rond-Point), l'ensemble de la décentralisation a obtenu une augmentation moyenne de 7 % pour 15 % d'inflation, proteste contre le fait que les professionnels soient associés à une telle politique, s'élève de voir mentionner la participation d'élus que, pour sa part, il n'a pas rencontré au cours des concertations.

JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations les 22, 24, 25, 27 et 28 mars

THEATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET

OPÉRAS FRANÇAIS DU XIX^È SIÈCLE CENDRILLON

Jules Massenet Mise en scène et chorégraphie : Jacques Delacôte Brian Macdonald

Les 21, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 mars à 20 h 30 Les 22 et 29 mars à 14 h 30

PRIX DES PLACES DE 20, 30, 50, 70, 90 et 120 F Location ouverte aux caisses du théâtre, 14 jours à l'avance, de 11 h à 13 h 30, 1, place du Châtelet, 75001 Paris

THEATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET

OPÉRAS FRANÇAIS DU XIX^È SIÈCLE CENDRILLON

Jules Massenet Mise en scène et chorégraphie : Jacques Delacôte Brian Macdonald

Les 21, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 mars à 20 h 30 Les 22 et 29 mars à 14 h 30

PRIX DES PLACES DE 20, 30, 50, 70, 90 et 120 F Location ouverte aux caisses du théâtre, 14 jours à l'avance, de 11 h à 13 h 30, 1, place du Châtelet, 75001 Paris

MIOU-MIOU+LAUTNER+AUDIARD

EST-CE

ACTUELLEMENT

10 CESARS

LE DERNIER METRO

MERCREDI 25

JANE BIRKIN

MICHEL PICCOLI

la fille prodigue

Un film écrit et réalisé par **JACQUES DOILLON**

SPECTACLES

théâtres

SPECTACLES NOUVEAUX

Visitation de l'Inde : Cité internationale, La Galerie (588-38-60), 20 h. 30.
Colporteurs d'images : Galerie Nane Stern (705-53-76), 19 h. 30.
Mia Parsée : La Tanière (337-14-50), 20 h. 30.
Alexandre Reverend, 20 heures.
La Grande Sibérie, 21 h. 15.
Comédie de Paris (581-00-11).
Amour et poésie : Théâtre 13 (580-03-50), 20 h. 30.
Glaces : Espace Marais (371-10-19), 20 h. 30.
L'illusion comique : Aubervilliers, théâtre de la commune (833-16-16), 20 h. 45.
La Nuit des rois : Boulogne T.S.B. (605-60-44), 20 h. 30.
Touche, Macie-Stuart (588-19-00), 21 h.
Et c'est et c'est, Théâtre Noir (707-55-14), 20 h. 30.
Festival du théâtre populaire (Pinter, Llewellyn, M.J.C. (570-83-84), 21 h.
Loup, y a-t-il ? Pierre-Edouard (581-15-00), 20 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-37-30), 15 h. 15 ; Contre-tenue G. Ligeti.
Comédie-Française (239-10-20), 20 h. 30 ; Socrate.

THEATRE DE LA COMMUNE

PIERRE CORNEILLE

L'ILLUSION COMIQUE

mise en scène de Pierre Roman

PAR LE JURY

Chaillet (727-51-15), Salle Gémier, 20 h. 30 : Les Fies dans le plat. Odette (335-70-23), 20 h. 30 : Brat-tan-tan.
Petit Casino (325-70-33), 12 h. 30 : Dérivé, l'imagination.
T.R.P. (707-55-06), 20 h. 30 : Henri Truchaut.
Petit T.R.P. (707-55-06), 20 h. 30 : Figure Theater Triangel.
Café de la République (777-12-53), débats, 19 h. : Serge Sautereau, cinéma, 19 h. : Mada Klonaris, Katerina Thomadaki, 18 h. : l'armée américaine, danse, 18 h. 30 : Centre national chorégraphique de Beanne.
Carré Silvia-Montfort (531-55-34), 21 h. : Petit Dérivé chez Des-dénoués.
Théâtre de la Ville (374-11-24), 18 h. 30 : Louis Lach, 20 h. 30 : le Bénédictin des Jumeaux.
Théâtre musical de Paris (261-19-53), 20 h. 30 : Cendrillon.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Une heure avec F.G. Lora.
Antoine (305-77-71), 20 h. 30 : Aristide.
Aristide (355-27-10), 20 h. 30 : Mémoires d'une tache d'encre sur un bureau.
Atelier (505-46-54), 21 h. : Les Trois Jeanne.
Aubert (742-57-37), 21 h. : Cher-mantier.
Bouffes du Nord (338-34-50), 20 h. 30 : la Coréenne.
Bouffes Parisiens (338-50-84), 21 h. : Diable d'homme.
Cartoucherie, Aquarium (374-20-81), 20 h. 30 : Un conseil de classe très ordinaire : Spéc de Sola (503-33-74), 20 h. 30 : Harnais.
Cité Georges (324-70-15), 20 h. : Centre culturel du Marais (778-66-60), 20 h. 30 : Germination II.
Cité d'arts et lettres (534-97-42), 20 h. 30 : Prévert Jacques, Breton André.

Le Lièvre (589-58-84), 20 h. 30 : Colpe vol.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : On donne est-elle ma lumière ? 21 h. 15 : la Chambre de Marguerite - Théâtre Rouge.
18 h. 30 : Pardon M'ieur Prévert, 20 h. 30 : Jafabule - Petite salle, 18 h. 15 : Pardon Grampis.
Madelaine (265-07-00), 20 h. 45 : Slogtried.
Marigny (258-54-41), 21 h. : Danton.
Salle Gabriel (255-20-70), 21 h. : le Garçon d'appartement.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 20 mars

Cinq Diamants (588-01-00), 20 h. 30 : Metropolitan Opéra.
Cité Internationale Universitaire (589-33-65), Grand théâtre, 21 h. : les Francs de K ou l'Éternel masculin ; La Ressource, 20 h. 30 : Phéas.
Comédie Casimiro (742-55-41), 21 h. : Raviens dominé à l'Élysée.
Comédie des Champs-Élysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est servie.
Comédie Italienne (221-22-22), 21 h. : les Malheurs de Pantalon.
Danton (261-19-10), 21 h. : Et ta soeur !
Edouard-VII (752-57-40), 21 h. : Ceburan.
Espace Marais (371-10-19), 22 h. : Les Bonnes.
Espace Marais (371-10-19), 21 h. : la Vie en deux - II, 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Fondations Deutsch de la Meurthe (338-54-20), 21 h. : Brandon, Pour-bon et Cie.
Fontaine (774-44-40), 20 h. 30 : Pénitence (205-50-50), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Le Lièvre (589-58-84), 20 h. 30 : Colpe vol.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : On donne est-elle ma lumière ? 21 h. 15 : la Chambre de Marguerite - Théâtre Rouge.
18 h. 30 : Pardon M'ieur Prévert, 20 h. 30 : Jafabule - Petite salle, 18 h. 15 : Pardon Grampis.
Madelaine (265-07-00), 20 h. 45 : Slogtried.
Marigny (258-54-41), 21 h. : Danton.
Salle Gabriel (255-20-70), 21 h. : le Garçon d'appartement.

Les chansonniers

Caveau de la République (778-44-45), 21 h. : Sept ans de ball - bye bye ! Deux Anes (605-10-26), 21 h. : Quand les Anes voteront.

La danse

American Center (321-42-25), 21 h. : Tirana.
Ranelagh (258-54-44), 20 h. 30 : Magic Story.
Roquette (505-78-51), 20 h. 30 : Cie Tamar.
Théâtre Prévert (203-02-53), 20 h. 30 : O. Gougoule.

Les comédies musicales

Mogador (574-33-74), 20 h. 30, 21 h. : Pierre Pêcheur.
Porte Saint-Martin (507-57-53), 20 h. 30 : Rose-Marie.
Renaissance (206-21-70), 20 h. 30 : Aventure à Monte-Carlo.

Le music-hall

Holano (323-74-54), 20 h. 45 : Guy Bedos.
Casino Saint-Martin (206-21-60), 21 h. : Pierre Pêcheur.
Centre Mandapa (508-01-60), 20 h. 45 : Malambo Lelano.
Espace Galtz (327-58-64), 20 h. 18 : France Lée ; 22 h. : Elou. P. Pouchain.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Plume Latraverse.
Galtz-Montparnasse (332-18-18), 20 h. 15 : H.P. Thieffaine.
Gymnase (347-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Lucernaire (544-57-34), 23 h. 30 : Sylvie Joy.
Olympia (742-45-40), 21 h. : Dada.
Palais des congrès (758-27-70), 21 h. : Serge Lama.
Palais des Glaces (507-40-50), 22 h. 30 : Bob Esby.
Palais des sports (838-30-45), 21 h. : Holiday on ice.
Théâtre La Bruyère (574-70-80), 20 h. 45 : Popet.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Chorale de Sèvres (Chick, Chabrier, Debussy).
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : F. Guila (Mozart).
Crypse Sainte-Agathe, 22 h. : J.-Cl. Mars, P. Stings.
Lucernaire, 19 h. 30 : Cl. Goussier, Bach, Susini, Messiaen, Chopin ; 20 h. 30 : P. Stings, P. Stings, P. Stings (Gauvain, Scarlatti, Albiniz, Debussy).
Galerie A. Oudin, 20 h. 30 : F.L.A.P., 20 h. 30 : A. Stalle, M.P. Radis Saint-Jean, 21 h. : J. Scola, A. Marie, D. Comtois (Bach, Rameau).

Les cafés-théâtres

An Rec En (288-33-35), 20 h. 30 : Jannal d'été, 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana. Biscuits & Miel (587-17-54), 20 h. 45 : Arech - M.C. 21 h. 30 : A. Valardy - II, 20 h. 15 : Tré-pulations sociales à Coluche ; 21 h. 30 : Poullet frites ; 22 h. 30 : Rattrapage.
Café d'Edgar (320-55-11), 20 h. 30 : Soeurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sœur, cravate de l'écrit de Jean-Luc ; 22 h. 15 : Camille Binge.
Café de la gare (278-03-51), 19 h. 15 : le Grand vide sanitaire.
Comptable (777-41-40), 20 h. 30 : la Grand-Mère ; 21 h. 30 : J. Elgaux ; 22 h. 30 : J. Elgaux.
Coupe-Chou (773-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince.
Débarcadere (507-39-30), 21 h. 30 : A. Cunio.
L'Écume (543-71-15), 20 h. 30 : Goum, le Fatale (321-51-17), 20 h. 30 : le Chasse est ouvert ; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : C. Sauvage.
Opéra Night (288-62-50), 20 h. 30 : Voies Françaises (G.M.).
Petit Casino (325-70-33), 12 h. 30 : Phéas à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto de l'écrit de Jean-Luc ; 21 h. : Poupette Pompon ; 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Le Point Virgule (778-57-03), 20 h. 30 : Tranches de vie, 21 h. 30 : Les 15 ; 22 h. 15 : Racontes-moi votre enfance ; 21 h. 30 : Génération Hollywood.
Soupe (778-57-03), 20 h. 30 : Amours noires, humeurs tendres.
Splendid (587-33-53), 22 h. : le Troisième Jumeau.
Théâtre de la Ville (374-11-24), 20 h. 30 : D. Demmas.
Théâtre de Dix-Heures (504-07-43), 20 h. 30 : Un polémique dans le trois ; 21 h. 30 : Ma vie est un avertis ; 22 h. 15 : Médicament en duplex ; 23 h. 30 : P. Charvalier.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (338-54-20), 21 h. 30 : Bonjour les monstres.
Vieille Grille (707-50-73), 20 h. 30 : Ya des gâteaux dans le foyer ; G. Sagel, J. Serizier, Cl. Pouchain ; 22 h. 30 : J.-C. Asselin, J.-Y. La-combe.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

UN FILM DE LUIGI COMENCINI

EUGENIO

Chanson du film sur disques CBS

OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES - RACINE - OLYMPIC ENTREPOT

Un film de **KUROSAWA**

L'IDIOT

d'après DOSTOÏEVSKI

MONT-CARLO - IMPÉRIAL PATHE - HAUTEFEUILLE OLYMPIC ENTREPOT

la femme de l'aviateur

en un ne saurait penser à rien

Intelligence, précision et malice. Construction Hitchcockienne. Robert Ghezel / FRANCE SOIR.

cinémas

Plus émouvante que les 21 Marguerites du cinéma, voici la vraie "Dame" Isabelle Huppert, choix magistral pour Alphonsine... Patrick THEVENON

Cette Dame aux Camélias éblouit ! Il fallait oser coucher le mythe dans les draps chauds et sales de la rue... Pierre BILZARD

Intense, sublime... Monique PANTIER

Isabelle Huppert toute beauté dans toute force dedans. Jean-Pierre JOUARY

LE PROCES BARTOK

ROCK : 12 DISQUES HISTORIQUES

DANSE : CAROLYN CARLSON

ENTRETIEN AVEC GYORGY LIGETI

LE MONDE DE LA MUSIQUE

مكتبة من الأصل

AVIS

Aux acheteurs de Tapis d'Orient

• "Douane centrale..."

Il n'existe pas de privilège: tout Tapis d'Orient passe par la Douane. Il ne peut, en aucun cas, être proposé à la vente sans l'acquit préalable des Droits de F 23,37 par m², et de la T.V.A. à 17,60%.

• "Salles des ventes ouvertes au public..."

Seules les ventes aux enchères publiques sont assurées par les Officiers Ministériels. Tout commerçant dispose d'une salle de vente: son magasin.

• "Liquidations..."

Il n'existe pas de liquidation de stocks, totale ou partielle, sans autorisations administratives ou judiciaires.

• "Les remises..."

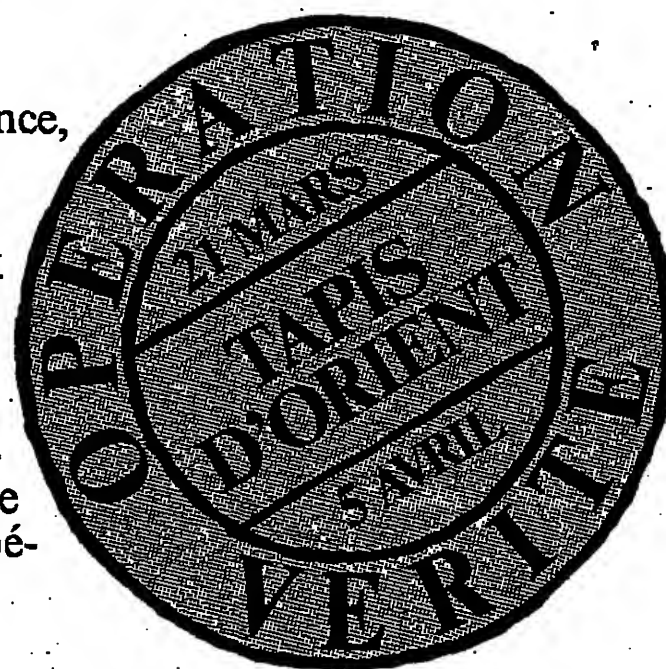
Les remises permanentes, sans prix de référence, sont une tromperie pour le consommateur.

• "Les bas prix..."

Effectivement, un très mauvais Tapis d'Orient peut coûter moins cher qu'un tapis mécanique.

• Le vrai tapis d'Orient.

Tapis d'Art ou Tapis d'usage, reflet d'une civilisation, il est toujours noué à la main, d'origine certaine, garantie par la connaissance et l'expérience de vrais professionnels.



12 vrais professionnels Parisiens du Tapis d'Orient s'unissent pour cette Opération Vérité.

A cette occasion, ils mettent en vente
35.000 pièces sélectionnées et importées de:
Iran, Chine, Pakistan, Caucase, Turquie, Afghanistan...

Ouvert tous les jours Dimanche inclus de 10 h à 19 h. Sans interruption.

PARIS 1^{er}
Royal Tapis
14, av. de l'Opéra. Tél.: 296.04.48

PARIS 6^e
Tapis et Moquettes de France
9 ter, bd du Montparnasse
Tél.: 783.72.00

PARIS 8^e
A la Place Clichy
93, rue d'Amsterdam. Tél.: 526.15.16

Les Lisses de France
98, bd Haussmann
Tél.: 522.88.25

Tapirome
65, rue de Rome
Tél.: 522.57.08

PARIS 9^e
Tapis Amsterdam
96-100, rue d'Amsterdam
Tél.: 874.29.20

PARIS 10^e
Magenta Tapis
100-102, bd Magenta. Tél.: 607.11.25
M^e Gares Nord et Est

PARIS 11^e
Tapis et Moquettes de France
6, bd Voltaire. Tél.: 355.80.16
M^e République

PARIS 14^e
La Grande Maison du Tapis
59, av. du Général Leclerc
Tél.: 321.36.26. M^e Alésia

PARIS 15^e
Badier tapis
94, bd de Grenelle - 7, rue Violet
Tél.: 579.92.54

PARIS 16^e
Tapis et Moquettes de France
95, av. Kléber. Tél.: 553.03.41

PARIS 17^e
Tapis et Moquettes de France
11, place Malesherbes
Tél.: 622.21.67

TOUS MEMBRES DU CNTOA: CONSEIL NATIONAL DU TAPIS D'ORIENT ET D'ARTISANAT.

INFORMATIONS « SERVICES »

BIBLIOGRAPHIE

AU SOMMAIRE DES REVUES

● ANTHROPOLOGIE ETHNOLOGIE

L'ouvrage « Aux origines de l'anthropologie française (Le Synchronisme) » présenté par J. P. Jamin, préface de J. P. Favre, des textes qui fondent l'anthropologie avec la Société des observateurs de l'homme (1789-1804). L'analyse approfondie qu'en donne J. P. Jamin, dans l'ouvrage, permet au non-spécialiste de prendre une bonne connaissance de ces origines d'une science (*Revue française d'anthropologie*, quatrième trimestre 1980, 55 F, Mouton, éd.).

Pour être un peu plus jeune, la revue *l'ethnographie* n'en est pas moins un ancré vénérable. Entrant dans sa cent vingt-troisième année, elle connaît aujourd'hui une nouvelle jeunesse dont témoignent ce numéro spécial qui contient d'ailleurs un article sur les « Observateurs de l'homme » : *Voyages au pays de l'histoire*. Autres, elles le sont trois fois pour l'homme grec, ces femmes — barbares — qui sont la guerre et l'amour — comme les hommes et n'en sont pas moins femmes. Dans son étude, Jeanne Carlier-Delmas nous montre d'autres origines : celles du mythe bien connu des Amazones (*Revue de la Société d'ethnologie de Paris*, tome LXVII, 1980, 255 p., 120 F, Gabalda, 90, rue Bonaparte).

● POLITIQUE - HISTOIRE

Au point de rencontre de « l'anthropologie politique » et de l'histoire, la *Revue* prend pour thème de réflexion et d'analyse cet objet de nos préoccupations : l'Etat. A partir de cas précis : de l'empire perse et de la cité grecque aux sociétés capitalistes et « socialistes » contemporaines. Une science sociale qui « contribue au renouvellement de la recherche marxiste » [et] exige de nouvelles avancées du marxisme. (Janvier-février. Bimestrielle. Le nu-

méro 65 F. 216 pages. 24, rue Racine, 63).

— L'histoire, ce mois-ci, se fait et contemporaine qu'elle anticipe de quelques semaines, avec l'enquête de P. Assolène sur les candidats-présidents dans leurs rapports avec l'histoire. Ils en parlent peu — c'est à leur avantage — que les électeurs s'interrogent, qu'en pensent-ils ? En marge de l'enquête, E. Le Roy Ladurie « corrige les copies » des candidats. Bonnes et mauvaises notes. M. Glécard d'Estaling se tient, comme de juste, dans le juste milieu. Pour M. Marchais, il nous oblige à regretter Thorz : l'exploit est de taille. (Mars, 15 F, 57, rue de Seine, 63).

— H. comme « Histoire », revue récente, consacre un fort intéressant numéro aux protestations françaises, avec les plus sérieux collaborateurs : M. Couve de Murville, P. Chaumi, Ch.-M. Bost, P. Jutard, dix autres. (N° 7, 200 p., 54 F, Hachette).

— Trois bonnes études, deux d'histoire, une d'ethnologie, dans la dernière *Revue* drômoise, que précédait un numéro spécial sur les abbayes cisterciennes de la Drôme. Occasion de signaler cette revue trimes-trielle qui, à dénombrer ses numéros, est largement centenaire. (N° 417, 10 F, 14, rue de la Manufacture, 26000 Valence).

— Un numéro spécial illustré des Cahiers du Vézère sur la cité de la cité de Blaye. (15 F, 12, rue Berta, Paris-18°).

— Dans *Connaissance des hommes* : « Un crime parfait ». Ce comment une femme — innu-certe — est enfermée, hôte, assésinée par un mari avec la complicité de la famille. Crime ignoré, impuni : pour avoir été commis sous Louis XIII, il n'est pas moins significatif de la condition féminine. Dans le n° 6, une nouvelle lecture d'Yves Fassin (*Premier trimestre 1981, illustré, 15 F, 42, rue Wagon, Paris-9°*).

YVES FLORENNE.

BREF

COMMÉMORATIONS

IL Y A DEUX CENTS ANS, YORKTOWN. — Un comité vient d'être créé en France sous la présidence de M. Jacques Koelclusko-Morizet, ambassadeur de France, pour commémorer par des voyages-croisières et des manifestations diverses la bataille de Yorktown. Le 17 octobre 1781, les forces terrestres de Washington et de Rochambeau encerclèrent les forces anglaises à cet endroit, ce qui assura définitivement l'indépendance des Etats-Unis.

56, boulevard Reimann, 75016 Paris. Tél. : 651-21-33.

CHASSE

UN APPEL AUX CHASSEURS DE GIBIER D'EAU. — Le Conseil international pour la préservation des oiseaux (CIPPO) fait état d'une situation très alarmante pour les oiseaux d'eau qui hivernent dans le sud de l'Espagne, où sévit actuellement une sécheresse exceptionnelle.

Le CIPPO a demandé au gouvernement espagnol de suspendre la chasse au gibier d'eau jusqu'à la fin de la saison pour épargner les survivants. Des actions similaires sont entreprises aux Pays-Bas, au Danemark et en Allemagne. En France, il est demandé aux chasseurs de gibier d'eau de s'abstenir de tirer les oiseaux effectuant leur migration de retour, et en particulier les oies cendrées, pendant les quinze jours où la chasse aux migrateurs est encore ouverte dans la plupart des départements français.

ENTRAIDE

POUR LES HANDICAPES DE LA VUE. — Le Groupement pour une information progressiste des aveugles et des amblyopes (G.I.P.A.A.) signale que sous le titre de *Forêt libre* il édite tous les deux mois une publication spécialisée sous la forme de quatre cahiers de soixante minutes chacune et un supplément de deux cahiers de soixante minutes.

Des livres en braille ou sur cas-

settes sont, d'autre part, prêtés aux membres de l'association.

★ G.I.P.A.A., 24, rue de Mont-linet, 75013 Paris. Permanence : le vendredi de 15 à 19 heures. Tél. : 388-62-47.

MAISON

LUMIERE HYPERREALISTE. — Après le succès de ses luminaires à verrière colorée, un peu rétro, Nicole Stenger change radicalement de style. Sous le titre « Années-Lumières », ses dernières créations sont franchement hyper-réalistes. Accroché au mur, un fillet à provisions (rempli de fruits en éponge et d'un flacon, très coloré) est animé par des pulsations de lumière. Autres applications : des fruits géants lumineux et des lèvres de couleurs très vives.

★ Nicole Stenger, 182, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

VERNI POUR LIEGE

— Les murs d'une salle de bains sont souvent revêtus de liège. Pour lui permettre de mieux résister à l'humidité et de garder son aspect décoratif, un vernis au polyuréthane a été mis au point par Cyto-Vérilac. Appliqué au pinceau en une ou deux couches minces, il confère au liège une protection transparente, souple et mate : il s'utilise sur les murs, le plafond ou le sol. Le bidon de 1 litre, couvrant 12 mètres carrés, vaut 60 F environ ; en 2,5 litres, 144 F environ.

★ Vernis liège, Cyto-Vérilac, dans les drogueries et magasins de peinture.

VIVRE A PARIS

UNE GRANDE FETE OCCITANE. — Les associations occitanes de la région parisienne organisent en commun, le samedi 21 mars, à 20 heures, à la Mutualité, métro Maubert-Mutualité, leur grande fête annuelle. Au programme : la Touraine, chanteur occitan ; le groupe Folk Perlepin ; le conteur Esquieu. La soirée s'achève par un grand bal folk occitan.

★ Location des places : Librairie Pan de Nax, rue des Grands-Augustins, de 15 heures à 19 heures, sauf samedi.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 22 MARS

« Hôtel de Sully », 15 h. 32, rue Saint-Antoine. Mme Bacheller.
« Montmartre », 15 h. 32, métro Abbesses. Mme Guiller.
« Le Marais », 15 h. 32, place des Vosges. Mme Legrand.
« Saint-Etienne-du-Mont », 15 h. 32, métro Saint-Etienne-du-Mont. Mme Legrand.
« Saint-Merri », 15 h. 32, rue de la Verrerie. Mme Legrand.
« L'île Saint-Louis », 15 h. 32, 4, quai des Célestins. Mme Barbier.
« Musée Rodin », 10 h. 32, rue de Varenne (Approche de l'art).
« Café Procope », 15 h. 32, boulevard Saint-Germain (Arènes).
« Palais-Bourbon », 14 h. 32, 45, place du Palais-Bourbon. Mme Camus.
« Le Palais-Royal », 15 h. 32, devant la grille (Connaissance d'Ivo et d'Alain).
« La place des Vosges », 15 h. 32, métro Bastille. Mme Legrand.
« Hôtel de Clugny », 15 h. 32, rue de Montfaucon. Mme Legrand.
« Port-Royal », 15 h. 32, boulevard de Port-Royal (Histoire et Architecture).
« La Mosquée », 15 h. 32, place du Port-Royal. Mme Legrand.
« Chateau de Vincennes », 14 h. 45, entrée, M. de la Roche.
« Le Palais-Lafayette », 15 h. 32, rue de Valenciennes. Mme Legrand.
« Conde (Paris et son histoire) », 15 h. 32, rue de Valenciennes. Mme Legrand.
« Le Marais », 15 h. 32, métro Saint-Paul (Restauration du passé).
« L'Opéra », 14 h. 32, haut des marches (Tourisme culturel).
« Les églises de la rue des Rosiers », 15 h. 32, rue des Rosiers. Mme Legrand.
« Les églises de la rue des Rosiers », 15 h. 32, rue des Rosiers. Mme Legrand.
« L'Opéra », 14 h. 32, haut des marches (Tourisme culturel).
« Les églises de la rue des Rosiers », 15 h. 32, rue des Rosiers. Mme Legrand.

LUNDI 23 MARS

« Passages du deuxième arrondissement », 14 h. 30, façade de Notre-Dame-des-Victoires. Mme Allas.
« Saint-Etienne-du-Mont », 15 h. 32, métro Saint-Etienne-du-Mont. Mme Legrand.
« Le Marais », 15 h. 32, métro Saint-Paul (Restauration du passé).
« L'Opéra », 14 h. 32, haut des marches (Tourisme culturel).
« Les églises de la rue des Rosiers », 15 h. 32, rue des Rosiers. Mme Legrand.
« L'Opéra », 14 h. 32, haut des marches (Tourisme culturel).
« Les églises de la rue des Rosiers », 15 h. 32, rue des Rosiers. Mme Legrand.

PRESSE

« LIBERATION »

REPARAITRAIT FIN AVRIL

Trente-huit « licenciements économiques » sont demandés

La direction de *Libération* vient d'informer ses collaborateurs, par lettre individuelle, des mesures qu'elle envisage de prendre pour relancer le journal. Simultanément, elle a demandé, le jeudi 19 mars, à l'inspection du travail, l'autorisation de licencier trente-huit salariés permanents « pour raison économique et conjoncturelle ».

Vingt et un journalistes sont visés par cette mesure sur un effectif total d'environ soixante-dix rédacteurs. Parmi les mandes de licenciement, figure celle du délégué syndical désigné par le syndicat des journalistes C.F.T. M. Jean-Paul Grasse (*le Monde* du 13 mars).

Les autres demandes de licenciement concernent onze salariés du secteur fabrication, trois des services généraux et trois du supplément du samedi, *Samedi*.

Depuis le 1^{er} mars, la totalité du personnel, environ cent soixante personnes, est en chômage technique partiel, et cela jusqu'à la fin du mois, la direction versant cependant à chacun un complément de salaire pour compenser le manque à gagner.

Dans sa lettre, Serge July précise qu'il n'exclut pas une autre charrette de demandes de licenciements économiques : « Certains peuvent être en désaccord avec la composition de la liste des licenciés, d'autres refuseront les propositions de postes qui leur seront faites, du moins en ce qui concerne un certain nombre de cas. D'autres enfin pourront éventuellement être en désaccord avec l'ensemble du projet », écrit-il.

Par ailleurs, il annonce la réouverture du quotidien « pour la fin avril ». Dans son entourage, on précise que *Libération* nouvelle formule devrait être disponible dans le premier tour de la section présidentielle.

L'inspection du travail dispose de deux fois sept jours pour répondre à cette demande de licenciements. Le dernier numéro quotidien de *Libération* était daté du lundi 23 février.

★ M. Maurice Bujon, P.-D.G. du *Midi Libre*, a été réélu, jeudi 19 mars, président de la Fédération nationale de la presse française pour un mandat de trois ans. L'Assemblée générale ordinaire a, d'autre part, élu M. André Bassinet (*Cote d'Ivoire*) trésorier de la F.N.P.F. pour un an.

★ Des journaux gratuits dans certains établissements scolaires. L'association presse enseignement (APE) a distribué gratuitement, dans les établissements scolaires de l'académie de Versailles, trente mille exemplaires de journaux choisis parmi les titres qu'elle regroupe (*les Echos*, *l'Economiste*, *l'Europe*, *l'Express*, *le Figaro*, *l'Aurore*, *France-Soir*, *Jours de France*, *le Nouveau Journal*, *le Parisien*, *le Paris-Midi*, *le Paris-Express*). Un tiers des établissements de l'académie ont, selon l'APE, accepté de participer à cette opération, qui devrait être renouvelée dans la semaine du 15 au 23 mai.

La diffusion de la presse à l'école comme auxiliaire de l'enseignement est encouragée par de nombreux professeurs. Mais l'envoi de dizaines de milliers d'exemplaires gratuits s'accompagne d'avantages à une opération publicitaire et au pluriel on trouve pas son compte. On peut croire que la presse avait compris combien la « gratuité » la déplaçait aux yeux des lecteurs, qu'elle se dévalait ou professeurs... — 2. S. J.

★ Menace de look-out au *Dame*, mark. — Trente-trois journaux ont été provisoirement leur parution le 19 mars et un arrangement n'intervient pas d'ici là entre leur direction et les syndicats de typographes. Ces derniers menacent de rompre à une forte majorité (8 000 non contre 1 088 oui) le compromis que leur avait proposé le médiateur officiel : la veille du renouvellement de leur convention collective. Après quelques jours de réflexion et de consultation, les éditeurs de journaux, soutenus par la Confédération nationale du patronat, ont décidé un look-out avant le 1^{er} avril. — (Corresp.)

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 20 mars à 6 heures et le samedi 21 mars à 24 heures :

Un courant maritime s'organise du proche océan à l'Europe occidentale. Il restera plus à l'ouest que vendredi mais qui persiste encore vendredi matin sur l'est de la France. Les premières perturbations associées à ce courant seront peu actives sur la France, cependant, l'une d'elles, en voie de développement au nord des Açores, apportera un début d'aggravation plus marquée samedi soir dans l'Ouest.

Samedi, le temps sera nuageux avec des éclaircies sur les régions méridionales ; la matinée sera localement brumeuse sur la Sud-Ouest. P. se au nord, les nuages seront plus abondants, mais sans enclure quelques éclaircies. Des pluies éparses, mal organisées, pourront apparaître ; elles seront surtout localisées du nord de la Loire aux Flandres.

Températures relevées à l'étranger :

Le soir, des pluies un peu plus marquées déborderont sur la Bretagne, la France et les Charentes ; les vents de sud-ouest se renforciront. Les températures seront en hausse, en particulier sur les régions méridionales.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mars ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Alsace, 12 et 2 degrés ; Bourgogne, 10 et 1 ; Bretagne, 8 et 1 ; Centre, 11 et 8 ; Caen, 11 et 7 ; Charente, 10 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et 8 ; Pays de la Loire, 11 et 8 ; Picardie, 11 et 8 ; Poitou-Charentes, 11 et 8 ; Provence-Alpes-Côte d'Azur, 11 et 8 ; Rhône-Alpes, 11 et 8 ; Sud-Ouest, 11 et 8 ; Vallée de la Loire, 11 et 8 ; Vendée, 11 et 8 ; Bretagne, 11 et 8 ; Centre, 11 et 8 ; Charente, 11 et 8 ; Corse, 15 et 10 ; Dordogne, 11 et 7 ; Gironde, 11 et 8 ; Jura, 10 et 7 ; Landes, 11 et 8 ; Lorraine, 11 et 8 ; Marais, 11 et 8 ; Midi-Pyrénées, 11 et 8 ; Nord, 11 et 8 ; Normandie, 11 et

Inauguration officielle en France de l'Année internationale des personnes handicapées

La Semaine de la prévention et de la réadaptation a commencé à Strasbourg

Strasbourg. — La présence, lors de la séance inaugurale de trois ministres et de deux secrétaires d'Etat (1), la participation de l'Organisation mondiale de la santé, du Conseil de l'Europe, du ministère français de la Santé et de la Sécurité sociale, et de plus d'une dizaine d'organismes et d'associations en témoignent : les responsables de la Semaine internationale de la prévention et de la réadaptation ont voulu organiser, à Strasbourg, un ensemble de manifestations d'importance.

Plusieurs milliers de personnes sont atten-

dues pour cette Semaine qui inaugure officiellement, du 19 au 23 mars, en France, l'Année internationale des personnes handicapées. Parallèlement à lieu le cinquième Salon Réadapt 81, qui groupe cent cinquante exposants de matériel destiné à faciliter la réinsertion des personnes physiquement handicapées. La Semaine sera aussi marquée par des rencontres sportives de handicapés, des démonstrations de handball, de volley-ball, de tennis de table et de tir à l'arc, organisées par la fédération Handisport.

De notre envoyé spécial

nature d'une malformation. Il permet aussi, en cas d'anomalie locale, de la vie ou profondément handicapante, d'avoir recours à un avortement thérapeutique.

Une technique agressive

● L'amniocentèse, ou prélèvement par ponction de liquide amniotique au quatrième mois de la grossesse, pose des problèmes différents. Elle permet l'étude de certains caractères chromosomiques des cellules fœtales et la mise en évidence de maladies métaboliques congénitales. Elle rend aussi possible le dosage de composants du liquide amniotique témoin de certaines malformations du système nerveux.

Cette technique est agressive. Elle est, à l'origine, dans 1 % des cas environ, d'avortements accidentels, et selon une récente étude anglo-saxonne, le prélèvement doit être renouvelé dans cinq cas sur dix. Des résultats « positifs » imposent à encore parfois le recours à l'avortement thérapeutique. A la différence de l'échographie, l'amniocentèse n'est indiquée qu'après un « conseil génétique », fixant la probabilité chez un couple à risque d'une naissance d'enfant handicapé. Pour le professeur Fressat, cependant, il est clair qu'aujourd'hui encore, dans les acquis médicaux, technologiques dans ce domaine et d'aborder quelques-unes des nouvelles questions éthiques et morales qui se posent, tant aux membres de l'équipe médicale qu'aux futurs parents, compte tenu des données de plus en plus complexes dont on dispose pour juger de la normalité d'un embryon ou d'un fœtus.

La période périnatale est de toute évidence un moment privilégié pour prévenir, dépister, voire traiter ou corriger nombre de handicaps, congénitaux ou héréditaires, qui concernent 2 % à 8 % des naissances. Ces dernières années ont vu la mise au point, puis la diffusion, de techniques de diagnostic plus précises et sophistiquées, permettant de savoir avant la naissance si le fœtus présente une anomalie, source potentielle de handicaps ultérieurs.

Il s'agit essentiellement de l'échographie obstétricale ultrasonore et de l'amniocentèse. ● L'échographie obstétricale — ou visualisation par ultrasons du contenu de la cavité utérine — n'est utilisée dans un premier temps que pour surveiller l'évolution de la croissance de l'embryon, puis du fœtus dans l'utérus. Les caractéristiques des appareils les plus récents permettent une amélioration sensible de la qualité des images recueillies, ce qui laisse envisager un recours systématique à cette technique pour dépister dès la dix-huitième ou la vingtième semaine de grossesse des anomalies anatomiques.

Dans certains cas, le dépistage échographique est imposé par l'existence d'antécédents ou de symptômes qui augmentent sensiblement la probabilité de survenue d'un handicap (excrès ou insuffisance de liquide amniotique, développement insuffisant du fœtus compte tenu de son âge, etc.). Un tel dépistage permet notamment, si une collaboration à un être mis en place entre généticiens, obstétriciens et pédiatres, de traiter au plus vite certains enfants chez qui on a constaté l'existence et de déceler la

contrainte liée à leur rapport coût/efficacité, une question essentielle. En effet, et le plus souvent, leur conséquence ultime, lorsque le résultat est « positif », se trouve être un avortement thérapeutique, ce qui suppose donc d'abord le départ d'une information complète et objective et un véritable « contrat de confiance » entre le corps médical et le couple concerné.

Un aspect positif doit enfin être souligné. Il est plus vraisemblable que, sans les apports de l'échographie obstétricale et de l'amniocentèse, nombre de couples « à risque » n'auraient jamais « tenté » de nouvelle grossesse. Paradoxe qui veut que les technologies destinées à dépister des handicaps et à proposer des avortements thérapeutiques soient indirectement à l'origine de nouvelles naissances.

JEAN-YVES NAU.

(1) Staline présente lors de la séance inaugurale : M. Ramon Montagna, secrétaire adjoint du ministère de la Santé et de la Sécurité sociale; Mme Alice Saunier-Selva, ministre des universités; M. Maurice Papon, secrétaire d'Etat aux affaires combattantes; M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation; et M. Daniel Boettel, ministre des transports.

LE VATICAN CONDAMNE L'AVORTEMENT D'ENFANTS MALFORMÉS OU DÉFICIENTS

A l'occasion de l'Année internationale des handicapés, le Saint-Siège vient de publier un long document qui rappelle les droits « sacrés » et inviolables de personnes handicapées et des déficients mentaux.

Adressé à « tous ceux qui se préoccupent du sort des personnes handicapées », le document réaffirme que le droit à la vie ne se contente pas d'apporter l'appui de l'Eglise aux personnes handicapées, mais qu'il implique, par les Nations unies, l'existence d'une nouvelle loi de l'enseignement chrétien traditionnel sur le respect des plus faibles — jusqu'à dans le sein maternel.

La personne handicapée est « un sujet humain à part entière, avec tous les droits correspondants, innés, sacrés et inviolables », rappelle le document, qui affirme que les personnes handicapées doivent bénéficier de l'assistance et n'importe quel acte conduisant à la suppression du nouveau-né handicapé représente une violation non seulement de l'éthique médicale, mais encore du droit fondamental et inaliénable de la vie.

A partir de constatations de malformation du fœtus, certains proposent de le supprimer, pour sauver les auteurs du document. Ce comportement naît d'une attitude de pseudo-humanisme, qui compromet l'ordre éthique des valeurs objectives (...). On ne peut pas disposer à volonté de la vie humaine, en s'arrogeant sur elle un pouvoir arbitraire. La médecine perd ses lettres de noblesse lorsque, au lieu de s'attacher à la maladie, elle s'attaque à la vie.

Naissances

— Pierre et Martine RENOLLET sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, Charles-David, le 17 mars 1981, 6, avenue Ingros, 75016 Paris.

Décès

— Mme André Blanc, Adeline (Emous), Nelly et Abraham Livni, ses enfants, Michael, son petit-fils, Paris et alité, ont la douleur de faire part du décès de M. André BLANC, instituteur honoraire, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, le 19 mars 1981, 4, traverse de la Roseville, 13007 Marseille.

— Mme Joseph Courau, M. et Mme Pierre Courau et leurs enfants, M. et Mme Louis Courau s.j., M. et Mme Bernard Courau et leurs enfants, Mlle Isabelle Courau, M. et Mme Pascal Chambois et M. et Mme Jacques Le Griz de La Salle et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph COURAU, de la Légion d'honneur, commandeur du Mérite agricole, rappelé à Dieu, le 19 mars 1981, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le samedi 21 mars 1981, à 15 h. 30, en l'église de Férrière, 23500 Saint-André-de-Cubzac.

Joseph Courau, exploitant agricole, était né le 12 mars 1902 à Libourne. Il fut président de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles de la Gironde de 1952 à 1956, puis président de la F.N.S.E.A., poste qu'il occupa jusqu'en 1962. Il fut aussi président de la Confédération générale de l'agriculture jusqu'en 1967. Il occupa par la suite des fonctions départementales, régionales, nationales, de la Chambre d'agriculture de la Gironde, et dans le mouvement des caves coopératives. Il fut, en outre, président du Comité économique et social de la région Aquitaine de 1974 à 1976.

— Mme Pierre Diligent-Tellier, Mme Maurice Guyon-Diligent, M. et Mme André Haug-Diligent, M. et Mme François Diligent-Loyon, M. et Mme Robert Diligent-Minau, M. et Mme Bernard Diligent, et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de M. Victor DILIGENT, né Adrien Rosel, veuve le 18 mars 1981, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Ses funérailles seront célébrées le samedi 21 mars 1981, à 11 heures, en l'église de Saint-Vincent, à Marçay-en-Sarroul. Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Georges Jemala et leurs enfants, M. et Mme Claude Astruc et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur très regretté, M. Jean-Marie LUNEL, né Suzanne Mestah, survenu à Monaco, le 18 mars 1981.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Monaco, dans l'intimité familiale. ● Sépulture Sainte-Victoire, 22, cours Gambetta, 13000 Aix-en-Provence, 1, boulevard de Suisse, Monte-Carlo.

— Les familles Maarek, Kiarouni, Et Jean Fourcade, ont la douleur de faire part du décès de leur très chère et regrettée Jany MAAREK, née Kiarouni, 57, rue de Palestine, Tunis.

— Mme Nicole Sara-Moscovici, son épouse, Jean-Claude, Martine et Michel Moscovici, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Mandy MOSCOVICI, conseiller municipal d'Ivry-sur-Seine, survenu à l'âge de soixante et un ans, le 17 mars 1981.

L'inhumation au cimetière parisien de Bagneux aura lieu le lundi 23 mars 1981, à 14 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part. 107, rue Théodore-Bonnet, 91200 Nogent-sur-Marne.

— M. Samy Attias, La direction et le personnel de la société Getrabat, ont la douleur de faire part du décès de M. Mandy MOSCOVICI, président-directeur général, survenu à l'âge de soixante et un ans, le 17 mars 1981.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le lundi 23 mars 1981, à 14 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part. 23, rue Leduc-Rollin, 91200 Ivry-sur-Seine.

— M. Gino Castelli, président-directeur général, M. Samy Attias, M. René Elbar, La direction et le personnel de la société La Pérphérique, ont la douleur de faire part du décès de M. Mandy MOSCOVICI, survenu à l'âge de soixante et un ans, le 17 mars 1981.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, le lundi 23 mars 1981, à 14 h. 30. Cet avis tient lieu de faire-part. 23, rue Leduc-Rollin, 91200 Ivry-sur-Seine.

— Mme Patrice Rondot, Mlle Isabelle Rondot, M. et Mme Rondot, M. Jean de Chalvion, Mme Schuy, M. Philippe Martin et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Patrice RONDOT, rappelé à Dieu le 19 mars 1981.

La cérémonie religieuse aura lieu au l'église de Saint-Denis-sur-Chalaronne (01), le lundi 23 mars 1981, à 14 h. 30; suivie de l'inhumation dans le cimetière de (Saint-Denis), au cimetière de Layssas, à Lyon, 74, avenue de Villiers, 69517 Paris. Les Aveux, 01140 Tholozay.

— Mme Jean-Claude Stora, née Wahlstedt, M. et Mme Paul Stora, Le docteur et Mme Philippe Stora et leur fille, Mlle Jacqueline Stora, M. et Mme Stora, C. Solal, Stora, Wahlstedt, ont l'honneur de faire part du décès de leur époux, fils, frère, neveu, cousin et grand-père, Jean-Claude STORA, ancien dirigeant de l'I.N.A., chef du bureau des affaires internationales au Trésor, survenu le 13 mars 1981, à l'âge de trente-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, 42, rue Pascal, 75013 Paris, et ont été célébrées à 8, rue du Commandant-Schlossberg, 75016 Paris.

MADAME DESACHY
Mariages réussis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.09.39

Church's
Famous English
shoes
collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chasseur pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
22, rue des Mathurins P - tél. 263.25.85

Listes de Mariage
260.39.30 - poste 233
AUX TROIS QUARTIERS

— Les familles Simon, Zurenan, Lehmann, Bertrand-Vigne, Welger, ont la douleur de faire part du décès de Melette WEIGERT, née Bertrand, dans sa quatre-vingt-septième année, l'inhumation à en Hou à Nyons, le 17 mars.

Remerciements

— M. et Mme Félix Barthélémy, Mme Armand Barbes, ses enfants, Aina et ses petits-enfants, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de Mme Edouard BARTHELEMY, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil de bien vouloir trouver ici l'expression de toute leur gratitude et de leurs sincères remerciements.

— M. et Mme Gilles Leclercq-Blondeau, M. et Mme Jean Lamare-Blondeau, M. et Mme Pierre Derguacourt-Blondeau, remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, messages ou envois de fleurs, se sont associées à leur peine lors du décès de M. André BLONDEAU.

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de Pierre LEBOUCHER, conseil à la Motte Orléanaise, président de chambre honoraire au tribunal de commerce de Paris, les familles Lebocher et Blondeau leur expriment leur profonde reconnaissance.

Messes anniversaires

— Samedi 21 mars, à 11 h. 30, la messe de M. Michel Elquet dira, en la chapelle de la Maison de la Compagnie de Jésus, 42, rue de Grenelle, Paris-17, une messe pour le deuxième anniversaire du décès de Maryse CHOISY.

— Une messe sera célébrée à la cathédrale Nevers, 12, rue Daru, Paris-18, le mercredi 25 mars, à 17 h. 45, à l'occasion du décès de KOSTA NITVET.

— KOSTA NITVET, Héliane de TIMBORE, de la part de Ludmila Vlasov.

Anniversaires

— 21 mars 1981. Pour le premier anniversaire du décès de René Cyrille BLANCO, une messe est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Les amis de Daniel PHILIPPOFF penseront à lui en son 21 mars, cinquantième anniversaire de son décès.

Communications diverses

— Conférence de M. J.T. Decaris sur le thème : « La cause essentielle de la faillite des entreprises et entreprises », dimanche 22 mars, à 16 heures, 20, passage du Mont-Cenis (métro Porte-de-Clignancourt, salle 4 40 mètres).

— « Un réformateur vu par un autre : Turgot par Edgar Faure », de l'Académie française, sera bien lieu, au Collège de France, le vendredi 27 mars, et sera le 28 mars il a été annoncé. Société des études romanes, 16, rue Chaplat.

— Le Père Caillon fera une série d'exposés sur le mystère de Fatima dans l'église Saint-Basile à Sainte-Cécile (4 bis, rue de Sainte-Cécile, Paris-6) à toutes les messes des 22 et 29 mars et, en semaine, les mercredi 25 et vendredi 27 mars, à 18 h. 30.

torrente
Homme
ligne de vêtements
masculins

ROBLOT S.A.
227-90-20
ORGANISATION D'OBSEQUES

contre le vol
il y a quelque chose à faire
ALARME 2000
la solution d'aujourd'hui
en pensant à demain

Le DI 60 ME
radar hyperfréquence autonome
et sans installation

Ne vivez pas chaque sortie avec l'angoisse du retour. N'hésitez pas : pour connaître les possibilités du DI 60 ME remplissez et retournez le bon ci-dessous à ALARME 2000, 8, rue Guérin, 75016 PARIS

Une protection simple, efficace, immédiatement opérationnelle. Téléphonez au 525.44.82, à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
ville

CLUB PARADIS DE LA TABLE

Pour votre liste de Mariage

12 spécialistes-conseils mettent leur expérience au service de votre goût.

CLUB PARADIS DE LA TABLE

CRISTALLERIE DE PARIS 3, Rue de Paradis Tél : 770.20.54	L'ART ET LA TABLE 3, Rue de Paradis Tél : 770.01.20	JOUVE 21, Rue de Paradis Tél : 770.22.80	EDITIONS PARADIS 29, Rue de Paradis Tél : 525.05.34	GALERIES PARADIS 29, Rue de Paradis Tél : 770.23.99	CLUB PARADIS DE LA TABLE 38, Rue de Paradis Tél : 245.90.61
LIMOGES UNIC 12, Rue de Paradis Tél : 770.34.49	ARTS CERAMIQUES 25, Rue de Paradis Tél : 770.64.93	MADRONET CONTEMPORAIN 34, Rue de Paradis Tél : 770.34.59	PORCELAJOUR 51, Rue de Paradis Tél : 824.49.30	LE POTIER D'ETAIN 35, Rue de Paradis Tél : 824.47.28	LIMOGES UNIC 58, Rue de Paradis Tél : 770.62.49

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements ventes

appartements ventes

villas

2^e arrdt

OPERA MONSIGNY
Studio et 2 p. arrosés dans bel immeuble restauré, cuisine, solé, asc. Tél. : 261-27-48.

4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS SUR QUAI
et NOTRE-DAME
Superbe 3 p. duplex 370 m² Terrasse, placard, boiseries, asc. DORESSAY, 548-43-84.

ILE SAINT-LOUIS S/QUAI
Nord, 2 p. arrosés, 2 ch. 120 m², 18000 F. DORESSAY, 548-43-84.

5^e arrdt

PANTHEON LYCEE HENRI-IV
et BRULIERE ST-JACQUES
2 et 4, rue Lamoignon
Ternisse - Jardin
Très belle réhabilitation
1902
Vente : 8, rue de l'Esplanade,
vendredi, samedi 14 h. à 18 h.
au 5502, 267-43-03.

6^e arrdt

BEAUX ARTS
Très beaux appartements
2-3 p. avec cuisine, dans
sur jardin. 261-27-48.

VEUX COLOMBIER
CHAMPAIGN 4 P. CAMPAGNE
70 m², 4 p. vers sec. 750.000 F.
DORESSAY 548-43-84.

7^e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE
BEL IMMEUBLE DE TAILLE
GO 6 P. w.c. ch. bois
sur VILLAGE SUISSE
+ CHAMBRE DE SERVICE
PRIX 1.575.000 F.
V. sur place, samedi 10 h.
62, RUE DE LA MOTTE
P. QUÉRET, 723-81-28.

SAINT-GUILLAUME
Superbe 3 p. arrosés 85 m²
GDS ALLURE, PARFUM, ITAL.
DORESSAY, 548-43-84.

8^e arrdt

RUE D'AMSTERDAM
210 m², grand standing, étage
d'été, balcon. 278-05-40.

9^e arrdt

À RENOVER grand 4 p.
bel immeuble, confort, sur
jardin, vendredi, samedi de
14 h à 18 h. 28, rue Pigalle.

Rue Douai, 100 m², pp.
sur apt 5/6 p., entrée, cuisine,
2 bds, 2 w.c., 180 m² + 2 serv.
+ 2 p. vers sec. 4 p. vers sec.
975.000 à débiter. 224-18-42.

11^e arrdt

BOULEVARD VOLTAIRE
DUPLEX
90 m², 3 p., 180.000 F.
sur place de 14 h à 17 h.
Téléphone : 359-98-50.

12^e arrdt

Daumesnil, immeuble récent
et 1/4 place, confort, sur
jardin, belle terrasse, parking.
680.000 F. Tél. 444-43-87.

OFFRE EXCEPTIONNELLE
8, rue des Jardins
PARIS 12^e
proche bois de Vincennes
A vendre très belle 5 p.
110 m² + balcon Sud-Ouest
habitable, confort, sur
jardin. Tél. : 307-99-97
de 14 h à 18 h.
vendredi, samedi, dimanche.

13^e arrdt

PLATE D'ITALIE en TOULON
Olympique, 2 p., 120 m²,
1 p., 100 m², 1 p., 100 m².
Téléphone : 263-08-17.

42, RD SAINT-MARCEL
Bel imm., vaste séjour, 2 ch.,
conf., 90 m², balcon, 4 p.,
110.000 F. Samedi 14 h. à 17 h.
ou lundi R.V. 320-88-80.

14^e arrdt

Pte Orleans, sur Montrouge, dans
bel immeuble, 14, rue Radiguet,
cuisine vend apt, 4 p., entrée,
cuis., bain, w.c. 45 m² + cave.
285.000 à débiter. 520-13-87.

METRO PERNETY

imm. rénové
PETIT STUDIO, 2 ch. kitchenette,
douche, w.c., chauffage central.
91, rue Raymond-Lacaze, 201-80-28.
PROFIT INTERESTANT. Samedi,
dimanche, lundi, de 14 à 17 h.

15^e arrdt

BOUCICAUT 105 m²
+ BALCON, cble-iv. + 2 ch. arrosés
de 28 m². Nombreux p. pend.,
2 entr., cuis., 4 EXTRA, 4 ch.,
sant. indiv. P. 180.000 F.
2 étages, asc., 20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-

(Suite de la première page)

La réglementation sur l'alignement sera modifiée

Après une étude, quartier par quartier, les services de la Ville proposent donc la suppression des alignements prévus sur plus de 26 kilomètres de voies, soit 47 % des emprises figurant actuellement au POS. Sont notamment

Vte s/sala. Pal. Just. Evr.
IMMEUBLE à BIÈVRES
« Le Village Nord » 4, R. DE LA ST
Maison d'habit. 2-de-ch. étacs car.

1) 31 mars, 14 heures
2) - 12 ares 70 ca
3) 1^{er} et 3, R. DES MARRONNIERS
4) 1^{er} perdu, net, véranda contre

Vente après Liquidation de Biens au Palais de Justice de PARIS
Le Jeudi 26 mars 1981 à 14 heures - En huit lots

1 ^{er} LOT	2 ^e APPARTEMENT	3 ^e ETAGE	4 ^e LOT	5 ^e LOGEMENT	6 ^e Sous-sol
n°s des lots à lot 1 commun sera.					

l'architecture » que M. GHILLOT promet-
tait autrefois d'ouvrir. Il est vrai que
l'Institut français d'architecture a été
créé entre temps... et qu'une vérita-
ble course de lenteur est engagée
entre la profession et l'Etat pour

dans lors des funérailles.

.....



AFFAIRES

L'ARMÉE FRANÇAISE COMMANDE
DOUZE MILLE CAMIONS
A RENAULT-VÉHICULES
INDUSTRIELS

Renault-Véhicules Industriels (R.V.I.), filiale poids lourds de la région Renault, livrera à l'armée, de 1983 à 1990, douze mille camions de 2 tonnes TRM 2600 à quatre roues motrices.

Cette commande, dont la valeur atteint 2 milliards de francs, devrait soutenir l'activité de l'usine R.V.I. de Blainville, où sont fabriqués ces camions, dérivés de la série « 3 » vendue aux États-Unis. Le TRM 2600 (Toutes Roues Motrices) sera équipé d'une boîte de vitesses allemande ZF et servira sous différentes versions.

P.U.K. cherche un acquéreur
pour sa division « produits chimiques »

P.U.K., la division produits chimiques du groupe PUK (Pechiney-Ugine-Kuhlmann), est à vendre. C'est désormais officiel, ou presque. « Des discussions ont lieu, depuis de nombreux mois, avec plusieurs groupes français et étrangers intéressés, comme nous, aux activités chimiques, indique-t-on au siège du groupe. Nous étudions, avec d'autres producteurs, l'intérêt que nous pourrions mutuellement retirer d'accords de spécialisation ou d'association. Mais aucune décision finale ne saurait être prise sans l'approbation des instances compétentes. »

Si le communiqué publié le 19 mars par PUK ne fait pas allusion à la vente de ses actifs dans

la chimie, il est clair que cette solution est envisagée. PUK, il est vrai, n'a guère le choix des moyens. Son secteur chimie (8,6 milliards de francs de chiffre d'affaires), comme de ses autres secteurs, est devenu un véritable boulet, accumulant déficits sur déficits (8,5 milliards de francs en 1977, 58,5 millions en 1978, 47,6 millions en 1979 et 425 millions en 1980, une des années les plus noires de l'industrie chimique). Composée d'éléments trop disparates, elle n'a jamais réussi, dans aucun de ses secteurs (la chimie du pétrole, la chimie minérale, encres, colorants, plastiques, pharmaceutiques), à atteindre une dimension suffisante pour bénéficier de l'effet de taille.

Seule sa division pharmaceutique (Pharmuka) est rentable, mais, elle aussi est trop petite pour supporter l'effort financier exigé pour mener une recherche valable dans laquelle tout avenir dans cette branche serait compromis. P.U.K. sera-t-elle vendue dans son intégralité ou par appartements ? La seconde hypothèse paraît plus plausible. Déjà P.U.K. a décidé de revendre au groupe néerlandais Polysar sa clientèle et son savoir-faire dans le domaine du caoutchouc nitride. Mais une cession globale n'est pas totalement à exclure.

Quels pourraient être les candidats au rachat ? Le tour des prétendants français, du moins, est rapidement fait. Il n'y en a pas un : Elf-Aquitaine, qui pourrait ainsi compléter sa branche chimie, renforcée récemment par le rachat d'une partie des actifs de Rhône-Poulenc, et devenir un français de la chimie. Côté étranger, les candidats ne se bousculent pas. Parmi eux, il y a un industriel pétrolier (OXY). A la recherche d'une implantation européenne à tout prix, ce dernier vient de signer avec le groupe pétrolier italien ENI un accord en vue de créer dans la péninsule le plus grand pôle pétrochimique d'Europe (le monde du 17 janvier). Une partie des capitaux restant que l'OXY a renoués à investir en Grande-Bretagne pourrait bien servir à racheter P.U.K.

Interrogés, les dirigeants de l'OXY se sont bornés à répondre que, « dans l'état actuel des choses, ils ne peuvent ni confirmer ni démentir ». Leur embarras était manifeste.

ANDRÉ DESSOT.

INFORMATIQUE

Le gouvernement britannique accorde
une aide provisoire à I.C.I.

De notre correspondant

Londres. — Sir Keith Joseph, ministre de l'Industrie, a confirmé, le 19 mars, aux Communes, la décision du gouvernement britannique de venir en aide à International Computers Ltd (I.C.I.), la grande compagnie de construction d'ordinateurs.

I.C.I., qui avait annoncé en février une perte de 20 millions de livres pour le premier trimestre de son exercice 1980-1981, le licenciement de trois mille sept cents employés et la vente de 15 % de son actif, bénéficie de l'assistance financière de l'État sous une double forme. D'une part, l'État accorde sa contribution au fonds de recherche et de développement, qui passe de 8 à 8 millions de livres, à un montant situé entre 10 et 12 millions de livres par an. D'autre part, le gouvernement accorde pour deux ans à I.C.I. une garantie pour les 200 millions de livres d'emprunts que la compagnie devra contracter.

Considérant des remous provoqués dans les milieux conservateurs par une décision contredisant les principes de la philosophie du gouvernement, Sir Keith a souligné que l'assistance financière de l'État n'était qu'un « répit » permettant à I.C.I. de reconsidérer sa politique à long terme. La garantie de l'État, a-t-il ajouté en substance, n'implique pas nécessairement que l'argent du contribuable sera utilisé, et, en tout état de cause, il s'agit d'une aide limitée pour une période limitée.

De son côté, Sir Baker, ministre de la technologie, après avoir rappelé qu'I.C.I. avait sérieusement souffert financièrement par suite trop axé sur la fabrication des grands ordinateurs, dont la demande a considérablement diminué, a indiqué que la performance commerciale de la compagnie serait examinée de très près. Il n'a pas exclu des changements dans la direction de l'entreprise. La compagnie, a-t-il ajouté, a prévu un accroissement de 20 % de son chiffre d'affaires et le réajustement de son équilibre financier d'ici la fin de l'année.

Le gouvernement justifie essentiellement sa décision en invoquant l'intérêt national et l'emploi par une vingtaine d'administrations publiques — notamment celles de la défense, de la Sécurité sociale et des services de santé — des ordinateurs I.C.I.

Creusot-Loire-Usinor :

INQUIÉTUDE DES SYNDICATS

Un mouvement de grève s'est produit à l'usine des Dunes, du groupe Creusot-Loire, après l'annonce au comité d'entreprise de la cession à Usinor du secteur aciers spéciaux (produits longs) de la société Creusot-Loire, qui comprennent précisément cette usine des Dunes, située près de Dunkerque (le Monde du 20 mars 1980). Lancé par la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O., le mouvement a été suivi par 80 % du personnel, soit mille huit cents personnes environ.

D'autre part, le syndicat C.G.T. du Creusot, en Saône-et-Loire, a exprimé son inquiétude sur les conséquences de cette cession sur les activités de l'usine du Creusot. Selon la C.G.T., cinq cents emplois pourraient être supprimés, à la suite, notamment, de l'arrêt de la fabrication des produits longs aux laminoirs du Breuil (cent soixante emplois). Au cours de la conférence de presse, tenue le jeudi 19 mars à Paris, M. Boudin, directeur général de Creusot-Loire, a précisé que la nouvelle société, créée pour gérer les usines qui font partie de l'accord, devrait « faire des choix, et il est clair que cela se traduira par une diminution des effectifs, acquise par le moyen de la préretraite ».

SOCIAL

Recevant la C.F.T.C.

M. GISCARD D'ESTAING

SOULHATE
LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS
SUR L'AMÉNAGEMENT
DU TEMPS DE TRAVAIL

M. Giscard d'Estaing a affirmé aux représentants de la C.F.T.C. qu'il a reçu jeudi 19 mars, qu'il considérait comme prioritaire la reprise des négociations C.N.F.F.-syndicats sur l'aménagement de la durée du travail. Selon M. Boudard, secrétaire général de la C.F.T.C., le président va demander au ministre du travail et de la participation d'examiner la généralisation de l'abattement de la durée hebdomadaire du travail de quarante-huit heures à quarante-six heures (en moyenne sur douze semaines), plafond qui est déjà atteint dans certaines branches.

Rappelant son attachement à la politique contractuelle, qui « a apporté des avantages concrets aux travailleurs des secteurs public et privé », et assurant qu'il fallait poursuivre l'effort entrepris en faveur des familles, le chef de l'État a, d'autre part, accepté la demande de la C.F.T.C. de faire ouvrir une enquête sur la place réservée aux syndicats sur les antennes de la télévision. « Nous avons déclaré au président de la République », a souligné M. Boudard, « que nous avions beaucoup à dire sur la manière dont la C.F.T.C. est traitée dans le domaine télévisé ».

● Nouvelle grève dans la marine marchande. — L'inter-syndicale des marins et officiers de la marine marchande a lancé un ordre de grève à l'appareillage de soixante-douze navires à partir du 7 avril, ont indiqué les représentants syndicaux, au Havre au cours d'une conférence de presse le 19 mars. Il s'agit, ont-ils dit, « de la troisième étape » du mouvement engagé depuis le 10 novembre 1980 pour obtenir « l'augmentation du niveau des pensions ».

● Les mineurs de fer lorrains C.G.T. et C.F.D.T. en grève depuis mardi (le Monde du 20 mars) pour protester, notamment, contre la suppression de neuf cents emplois en 1981, ont installé, vendredi 20 mars, des barrages routiers dans toutes les localités du bassin, avant d'aller manifester à Trilonville (Moselle) la « métropole de fer ».

LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Stabilité chez Peugeot

Les élections de délégués du personnel de l'usine Peugeot, à Sochaux, le 19 mars ont apporté une remarquable stabilité au corps électoral. Les variations de voix dans le premier collège — plus de vingt-cinq mille personnes — sont inférieures à 1 point. La C.F.T.C. gagne 0,88 point et la C.S.L. (Confédération des syndicats libres, ex-C.F.T.) en perd 0,57. C.G.T. et C.F.D.T. totalisent, à elles deux, 66 % des suffrages. Leur pourcentage de voix ne varie pratiquement pas : deux dixièmes à deux centièmes de point en moins respectivement. Dans le second collège, les variations de voix sont un peu plus sensibles que dans le premier collège : elles favorisent la C.G.C. qui gagne 1,5 point, mais desservent la C.G.T. qui en perd plus de 2,5.

Le scrutin n'a pas donné lieu à polémique cette année. Un protocole d'élection a été en effet négocié et signé par la direction et les syndicats. Les élections de l'an passé s'étaient déroulées en présence de neuf observateurs extérieurs désignés par le tribunal d'instance de Montbéliard.

● Premier collège : inscrits, 25 233 ; exprimés, 20 636 (résultats en moyenne de liste). C.G.T., 9 021 soit 43,23 % (43,49 en 1980) ; C.F.D.T., 4 724, soit 22,71 % (23,73 %); C.S.L., 2 517, 12,08 % (12,65 %); F.O., 2 434, 11,88 % (11,79 %); C.F.T.C., 1 976, 9,48 % (8,60 %).

● Deuxième collège : inscrits, 6 878 ; exprimés, 5 906. C.G.C., 2 879, 48,75 % (47,16 %); C.F.D.T., 894, 15,33 % (16,61 %); C.F.T.C., 1 336, 22,57 % (21,87 %); F.O., 789, 13,33 % (12,97 %); C.G.T., 452, 7,55 % (7,23 %); C.G.T., 378, 6,40 % (6,93 %); C.S.L., 335, 5,67 % (5,81 %).

Progrès ou recul ?

Pour le syndicat C.G.T. de Peugeot, un tel résultat, « dans le contexte actuel, est une grande victoire ». Il « confirme et de très loin la C.G.T. comme première organisation syndicale, malgré la campagne effrénée menée par tous les autres contre la C.G.T. de la direction et ses syndicats jaunes jusqu'à la C.F.D.T., qui n'a

pas hésité à mêler au vote dans le concert anticommuniste et anti-C.G.T. ».

L'Humanité du 20 mars titre « Progrès C.G.T. », en passant sous silence le recul plus net dans le 2^e collège et en rapportant les résultats de la C.G.T. aux élections dans le premier collège. Dans ce cas, il est vrai, la C.G.T. obtient 35,74 % au lieu de 35,3 % en 1980, soit un gain de 0,4 %, mais la C.F.D.T. qui, comme la C.G.T., recule par rapport aux exprimés, progresse aussi par rapport aux inscrits.

Quant aux élections des délégués de la C.G.T. perd 7 points (le Monde du 20 mars). L'Humanité titre « la C.G.T. premier syndicat des charbonnages », ce qui est vrai aussi. Quant à la Fédération des mineurs, elle estime que « la C.G.T. est largement confirmée dans son autorité de première organisation » et le recul de 8 points — important et assez exceptionnel — est considéré comme un « tassement ».

Après une première analyse de ces résultats, il apparaît que la raison essentielle de ce tassement est due à cette campagne hystérique anti-C.G.T. et anticommuniste déchaînée par les mass media et alimentée par toutes les organisations réformatrices et de collaboration C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C. et les partis politiques de droite et socio-démocrates.

À cela s'ajoute l'intervention inattendue et les pressions de toutes sortes exercées par les autorités diplomatiques marocaines sur les travailleurs marocains, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais où cette main-d'œuvre représente plus du quart des ouvriers du fond.

Il reste que les chiffres sont indiscutables et que les mineurs, en plaçant la C.G.T. largement en tête de toutes les organisations syndicales, ont manifesté leur accord avec son action.

Au niveau global, la C.G.T. a rappelé récemment qu'en 1980 elle estimait avoir progressé de 0,32 point.

CONFLITS SOCIAUX

Les ouvriers de Voyer ont occupé
la chambre de commerce de Saint-Étienne

Trois jours après l'occupation de la mairie de Rive-de-Gier, les ouvriers de l'usine de Rive-de-Gier (Loire) de la Société Industrielle des Établissements Voyer (SIEV) ont occupé, jeudi 19 mars, la chambre de commerce de Saint-Étienne, où est installé le siège de l'U.P.I.L. (Union patronale interprofessionnelle de la Loire). « Nous avons voulu exprimer le mécontentement de la délégation C.G.T.-C.F.D.T. reçue par le secrétaire général de la chambre.

L'action a commencé à 13 h 30. Une demi-heure plus tard, les agents du corps préfectoral investissent les locaux qu'abandonneront les occupants pour défilé en cortège. Ils avaient annoncé, auparavant, qu'ils renouvelleraient ce travail, notamment pour poursuivre leur pression pour obtenir une table ronde avec des représentants du CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), du patronat, et de l'É.D.F., principal client de Voyer. C'est notamment le cas de l'usine de Rive-de-Gier, la seule de ce type dans le bassin de levage pour l'industrie électronucléaire et occupée depuis le 31 décembre par ses cent soixante-cinq salariés, qui ont été tous licenciés.

Avec un chiffre de 40 % de capacité de production jusqu'en 1985 l'usine de Rive-de-Gier est viable, estiment les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui reprochent leur passivité aux pouvoirs publics.

A La Rochelle-Aytre (Charente-Maritime), des incidents ont eu lieu à l'usine Alsthom, lors d'un débrayage de deux heures lancé par la C.G.T. le 18 mars. Le mouvement avait été suivi par quatre cents ouvriers sur mille six cents, une quinzaine de grévistes ont pénétré dans le bureau du directeur absent. Ils ont arraché les fils du téléphone, inversé des dossiers et des machines à calculer. Plus cent cinquante manifestants sont sortis pour ralentir la circulation sur la route La Rochelle-Bordeaux. Un député de l'arrondissement de Rochefort-sur-Mer, M. Jean-Cyril Branger (non inscrit), président du comité de soutien à la candidature de M. Giscard d'Estaing, a été mis en danger d'arrestation sur véhicule. Les grévistes lui ont craché au visage et ont causé quelques dégâts à sa voiture. — (Corresp.)

● M. Jean-Marie Ruch, administrateur de l'INSEE, a été nommé chef de la mission à l'informaticienne au ministère de l'Industrie. Organe de réflexion sur l'information et de manière plus large de la société, cette mission est notamment chargée, rappelle un arrêté publié récemment au Journal officiel, de s'assurer de la cohérence entre la politique d'équipement du secteur public et la politique industrielle définie par le gouvernement.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ des + haut	Rep. + de Déd	Rep. + de Déd	Rep. + de Déd
\$ E.-U.	4,8985 4,8985	- 155 - 125	- 155 - 155	- 425 - 375
\$ can.	4,1230 4,1265	- 240 - 200	- 350 - 285	- 610 - 475
Yen (100)	2,3375 2,3410	+ 35 + 65	+ 130 + 170	+ 450 + 560
DM	2,3560 2,3590	- 20 + 5	- 10 + 20	+ 115 + 200
Fl. (100)	2,1275 2,1295	+ 10 + 30	+ 40 + 10	+ 165 + 340
S. (100)	4,0720 4,0710	- 70 - 100	- 485 - 200	- 520 - 385
F.S.	2,5880 2,5915	+ 80 + 110	+ 180 + 220	+ 525 + 1010
L. (1 000)	4,8250 4,8340	- 220 - 180	- 450 - 390	- 1350 - 1180
E.	11,9770 11,9880	- 145 - 20	- 175 - 25	- 345 + 180

TAUX DES EURO-MONNAIES

	10 5/8	11 1/8	11 1/2	11 3/4	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 1/4
DM	10 5/8	11 1/8	11 1/2	11 3/4	12 1/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 1/4
\$ E.-U.	9 3/8	10 1/8	10 3/4	11 1/8	11 3/4	12 1/8	12 3/4	13 1/8	13 1/4
Fl. (100)	11 1/2	12 1/8	12 3/4	13 1/8	13 1/4	14 1/8	14 1/4	15 1/8	15 1/4
S. (1 000)	11 1/2	12 1/8	12 3/4	13 1/8	13 1/4	14 1/8	14 1/4	15 1/8	15 1/4
L. (1 000)	11 1/2	12 1/8	12 3/4	13 1/8	13 1/4	14 1/8	14 1/4	15 1/8	15 1/4
F. (1 000)	11 1/2	12 1/8	12 3/4	13 1/8	13 1/4	14 1/8	14 1/4	15 1/8	15 1/4
E.	11 1/2	12 1/8	12 3/4	13 1/8	13 1/4	14 1/8	14 1/4	15 1/8	15 1/4

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

HONDA
SUPERCAR'S
CONCESSIONNAIRE AUTO
216, Av Jean Lolive, N.3 PANTIN 93500 Tél: 840.69.87

Avec le rail,
moins de pétrole.

A la SNCF l'idée des économies d'énergie n'est pas née juste après la crise de 1973, mais le jour où le chemin de fer français opta pour l'électricité.

Le rail ouvrirait ainsi la voie à une politique d'indépendance vis-à-vis du pétrole.

En effet le train, tout en étant faible consommateur d'énergie, est avant tout faible consommateur de pétrole: il n'est pas sujet aux embouteillages,

aux accélérations, aux ralentissements dévoreurs d'énergie.

Il roule aussi beaucoup de nuit à l'heure où la demande d'électricité est la plus faible.

Il y a des calculs simples à faire. Beaucoup les font déjà en choisissant le rail.



Nous allégeons la facture pétrolière de la France.

CONSOMMATION

CORRESPONDANCE

L'affaire du purificateur d'eau

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Pierre Fauchon, directeur de l'Institut national de la consommation :

La Société SEB, dans une page publicitaire publiée par le Monde du 7 mars, prétend répondre aux émissions télévisées diffusées par l'IN.C. à propos du purificateur fabriqué par elle.

En réalité, ce sont les émissions de l'IN.C. qui apportent une réponse à la campagne publicitaire menée par la Société SEB depuis près d'un an, sur ce produit, notamment à la télévision.

La page publicitaire de SEB se réduit à une série d'affirmations gratuites. Sans entrer dans une polémique avec un fabricant dont il a eu l'occasion, en d'autres circonstances, de signaler les mérites, l'IN.C. limite sa réponse à un simple rappel de faits.

1) 21 mars 1980. — L'IN.C. fait procéder par divers laboratoires, dont un laboratoire officiel d'hygiène, à l'étude d'un produit nouvellement apparu sur le marché : le « purificateur » fabriqué par la Société SEB.

2) 20 novembre 1980. — La revue de l'IN.C. 59 millions de consommateurs (n° 120) publie cette étude dont elle reprend les conclusions les plus significatives : « Le filtre peut constituer un piège à micro-organismes aérobies, bactéries, virus, protozoaires... ».

3) 20 novembre 1980. — L'IN.C. programme une émission de télévision sur ce produit. La Société SEB tente de s'y opposer, d'abord en menaçant les sociétés de télévision, puis en engageant une procédure de référé. Devant le tribunal, SEB produit une analyse

du laboratoire central des eaux de la ville de Paris. Celui-ci ne contredit en rien l'étude de l'IN.C., car le contrôle du purificateur n'a été exercé que pendant quelques jours, alors que celui de l'IN.C. s'étend sur plusieurs semaines afin de vérifier le comportement du produit dans des conditions réelles d'utilisation.

19 décembre 1980. — Le tribunal rejette la demande de la Société SEB et autorise la diffusion des émissions de l'IN.C.

4) Janvier 1981. — Pour vérifier dans des conditions normales d'emploi, en milieu familial, les conclusions pessimistes formulées par le premier laboratoire, l'IN.C. fait procéder à une nouvelle recherche, sous le contrôle d'un laboratoire spécialisé en bactériologie, à partir d'une eau de distribution ne contenant aucun germe.

Les constatations du laboratoire sont les suivantes : « En ce qui concerne la nature et le dénombrement des germes, nous voyons que les seuls conseils... sont atteints et dépassés après dix jours d'utilisation... ».

« Nous sommes en présence de germes aérobies, mésophiles, en quantité dépassant largement les chiffres prévus pour le respect de la potabilité de l'eau. »

Le rapport conclut : « Il faut malgré tout souligner que cet appareil, vendu sous le nom de purificateur d'eau, ne semble réellement purifier l'eau qu'au point de vue de son goût. Au point de vue bactériologique, il aurait un effet inverse, en chargeant peu à peu l'eau filtrée avec les germes existant dans l'atmosphère de la pièce d'utilisation. »

5) 27 janvier 1981. — L'IN.C. communique à la Société SEB ces analyses avec demande de cessation de vente du produit.

6) 11 février 1981. — SEB rejette la demande de l'IN.C. sans pourtant apporter aucune critique précise des études produites par l'IN.C.

7) L'Institut national de la consommation, qui a pour mission d'informer et de protéger les consommateurs, ne peut dès lors que publier les résultats de ces travaux et avertir les consommateurs ainsi que les pouvoirs publics des risques inhérents à l'utilisation de cet appareil.

Enfin, que penser de l'appellation « purificateur » ? Pourquoi employer le nom de « purificateur » et utiliser des slogans tels que « Une eau pure, qui a bon goût » à propos d'un appareil dont on reconnaît par ailleurs que son utilisation se borne à éliminer les mauvais goûts et odeurs de l'eau du robinet ? « Ce qui est tout autre chose que « purifier ». Ne s'agit-il pas d'une appellation de nature à induire en erreur les consommateurs ? Les tribunaux seront appelés à statuer sur ce point dans le cadre d'une action pour publicité mensongère engagée par plusieurs organisations de consommateurs.

ÉNERGIE

LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DU CAMEROUN DÉPASSERA 4 MILLIONS DE TONNES EN 1981

Deux découvertes de pétrole et de gaz annoncées en moins d'une semaine l'une par Total et l'autre par Elf, confirment l'entrée du Cameroun parmi les producteurs d'hydrocarbures africains.

Actuellement ce pays produit quelques centaines de milliers de tonnes par jour (3 millions de tonnes par an), à partir de petits gisements offshore dont le premier, Kolo, n'a été mis en exploitation qu'en novembre 1977. Ainsi, la production est passée, selon la revue Le Pétrole et le gaz arabes, de 12 400 barils par jour en 1978 à 34 400 en 1979, 56 000 en 1980 et devrait dépasser 80 000 barils par jour (4 millions de tonnes par an) en 1981, avant d'atteindre, dans quelques années, 7 à 8 millions de tonnes par an si l'on en croit le présent Ahidjo. L'Etat camerounais, au travers de la société nationale des hydrocarbures créée en 1980, dispose d'une participation de 60 % de 60 % dans les permis de recherche.

Les réserves de gaz mises à jour par les sociétés les plus actives dans le pays (les deux sociétés françaises, mais aussi Mobil, Petten (filiale de Shell US et Gulf) atteindraient déjà 200 milliards de mètres cubes, et on envisage la construction d'une unité de liquéfaction (la décision serait prise en 1982).

Les dirigeants de Yaoundé ont cependant conscience des effets néfastes que pourraient avoir l'or noir. L'un d'eux explique récemment : « S'il constitue un atout, le pétrole reste un facteur d'inflation et surtout de désorganisation. Le pétrole a déjà fait des ravages dans d'autres pays d'Afrique, provoquant notamment l'effondrement de la production agricole et l'exode massif des populations rurales vers les villes. » Cette prudence explique sans doute que, selon le Los Angeles Times, sur les 350 millions de dollars de revenus pétroliers en 1980, 128 seulement appartiennent dans le budget.

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Le Monde
BLAN
ECONOMIQUE
ET SOCIAL
1980



LA RECHUTE

SUPPLÉMENT AUX DOSSIER ET DOCUMENTS DU MONDE DE JANVIER 1981

22 F

AUTOMOBILE

Mini Metro : le grand espoir de British Leyland

Au moment où l'on annonce que la RS est la voiture la plus produite dans le monde (1) dernière, une japonaise — la Corolla de Toyota, voici venir en France celle que l'on dit devoir être la dernière chance de British Leyland et la concurrente de la Renault, la Mini Metro.

De l'ancienne Mini, quelle ne remplacera pas dans la production Austin-Morris, elle n'a ni le côté surprenant ni la grande séduction de celle qui deviendra la tringlerie rebelle. En fait, il apparaît évident que British Leyland a préféré mettre tout son effort sur ce qu'il estime être les priorités du jour : un prix de revient abaissé, une utilisation de l'espace intérieur poussée et une consommation réduite, plutôt que de se lancer dans de coûteuses innovations que ne mériteraient plus les nouvelles conditions de circulation et les ressources énergétiques des marchés visés.

A chacun — comme chez Fiat la plaisante Panda — sa « voiture de crise ».

Sur l'un de ces critères, on ne peut que féliciter la firme britannique : l'habitabilité exceptionnelle de cette voiture de 3,40 m, dans laquelle quatre adultes prennent place aisément avec 420 dm³ de coffre à bagages. Un coffre qui peut, avec deux passagers et par pliage des dossiers arrière, donner 1 300 dm³ de volume.

Malheureusement, si la surface vitrée est remarquable et si le court capot plongeant favorise la visibilité, il n'y a que deux portes (plus un Layon

Laureusment très commode), et l'on sait ce qu'il y a de désagréable à se plier en deux — malgré, ici, une heureuse garde au toit — pour embarquer, pour peu que l'on dépasse le 1,70 m. Une fois assis, tout va bien, car à l'arrière, autant qu'à l'avant, la place ne manque pas.

Mais, une voiture, c'est fait, avant tout pour rouler, et les

(1) 530 000 exemplaires produits pour 770 000 Corolla et 515 000 Golf de Volkswagen.

TOUTE UNE PRISE ÉCLAIRÉE PAR UN SEUL LAMPADARRE

LA NOUVELLE LUMIÈRE HALOGENE À PARTIR DE 800 F

READY MADE, 35-40, rue de la République, 75006 PARIS (6) 250-28-01



DOULEURS RHUMATISMALES

baume algipan®

midy

LA CHALEUR BIENFAISANTE

automobilistes difficiles — heureusement il y en a encore — ne manqueront pas de s'étonner d'un certain nombre de phénomènes, dont on vous dira certes qu'il s'agit de péchés de jeunesse, mais qui sont néanmoins fâcheux : brouillage obstiné de l'embrayage, boîte de vitesses à quatre rapports seulement à guidage fantaisiste, bruits divers dès que le revêtement perd l'aspect du billard, tenue de cap primésautière. Que l'on se rassure pourtant : la tenue de route — en tenant fermement le volant qui commande une direction précise — n'en sera affectée qu'en limite de vitesse, et, après tout, il n'est plus recommandé aujourd'hui — économie ! économie ! — de mettre le pied dedans, comme on dit chez les fanatiques.

A propos d'économie, nos essais nous ont laissé des doutes. Autre petit péché d'une jeunesse déclinante : l'absence d'une utilisation — telle que les techniciens l'imaginent — mais assimilation. Mais les consommations

données pour 5 litres en moyenne à 90 km/h et entre 7 et 8 litres en circulation urbaine sont plus théoriques que réelles, dès que le parcours comporte pentes, virages et bouchons, ce qui est le lot de bien des itinéraires. Aussi faudra-t-il majorer de deux bons litres les chiffres donnés, mais, après tout, cela reste dans les limites de consommation bien raisonnables.

Pour sa part, British Leyland pense détenir avec cette nouvelle voiture la clé du succès, et sa confiance dans la Mini Metro l'a menée jusqu'à ne prévoir pour elle qu'une visite en atelier par an (20 000 kilomètres). Espérons-le.

CLAUDE LAMOTTE.

* La Mini Metro est disponible à partir du 25 mars en quatre versions, toutes à traction avant et moteurs 4 cylindres, disposés transversalement. Modèle 1000 (5 CV), 98 cm³, 41 ch DIN à 5 400 tours/minute, 140 kilomètres-heure, boîte 4 vitesses, suspension à roues indépendantes avec bloc hydro-pneumatique à l'avant, tambours à l'arrière : longueur : 3,40 m ; largeur : 1,55 m ; poids : 780 kg. Poids total roulant autorisé : 1 810 kg. Prix : 28 180 F.

Modèle 1000 L (5 CV), mêmes caractéristiques, mais 47 ch DIN à 5 500 tours/minute. Prix : 31 450 F. Modèle 1000 HLE (4 CV), mêmes caractéristiques, mais 17 ch DIN à 5 500 tours/minute. Rapports de pont différents. Prix : 33 500 F. Voiture dite économique.

Selon les modèles, degrés de finition différents.

BIEN VOIR de PRES et de LOIN ... avec une seule lunette

Il arrive un âge où il est normal d'avoir besoin de lunettes pour voir aussi bien de près que de loin.

Mais ces lunettes vous vont mal à cause du mauvais réglage de l'inclinaison de la monture.

Leroy, avec ses 50 techniciens de l'optique et un appareillage électronique de précision, peut vous établir des lunettes bien adaptées et vous garantir un excellent confort de vision.

LEROY
OPTICIEN

de lundi au samedi inclus :

104, CHAMPS-ÉLYSÉES 107, RUE DE RENNES 27, RD ST MICHEL

11, BD DU PALAIS 18, BD HAUSMANN 27, RD ST ANTOINE

150, RUE DE LYON 5, PLACE DES TERRES 30, BD BARBES

Rayons spécialisés : Acoustique médicale Outils de contact

ODOUL Garde-meubles

208 10-30

16, rue de l'Atlas-75019 Paris

DOULEURS RHUMATISMALES

baume algipan®

midy

LA CHALEUR BIENFAISANTE

VENTE EN PHARMACIE VISA GP 255 K 480.

Refaites la route pour 680 F* par mois.

Location avec promesse de vente sous réserve d'acceptation du dossier, plus carte grise. Conditions offertes notamment par C.V. - SOVAC. Cette offre sur la GSA Spécial est également valable sur les autres GSA (CLUB, X3, PALLAS).

* Arrondi au franc supérieur.

Année modèle 1981

Prix clés en main

1^{er} loyer à la livraison

Loyer constant sur 47 mois

Valeur de rachat en fin de contrat

GSA SPÉCIAL 36 900 F 12 915 F 679 69 F 7 380 F

Coût total, option d'achat comprise au bout de 4 ans 52 340,81 F

CITROËN GSA

LOCATION LONGUE DURÉE

RETOUR À L'AN

LOCATION LONGUE DURÉE

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

CITROËN

LA CRISE

pourrait les syndicats et le...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

... d'un...

مكتبة من الأصل

ÉTRANGER

LA CRISE ÉCONOMIQUE EN ESPAGNE

Le patronat, les syndicats et le gouvernement tentent de définir une nouvelle stratégie

Madrid. — Alors que la nécessité d'un nouveau « pacte social » commence à se faire sentir en Espagne en raison de la crise économique, le président du gouvernement, M. Calvo Sotelo, et plusieurs de ses ministres participent, ce 20 mars, à une réunion avec les dirigeants des

deux principaux syndicats, les Commissions ouvrières (communistes) et l'U.G.T. (Union générale des travailleurs, socialistes), et ceux de l'organisation patronale CEOE (Confédération espagnole des organisations d'entreprise). Les responsables officiels évitent, toutefois, de parler d'un

nouveau « pacte de la Moncloa ». Le fameux accord signé, en 1977, entre les principales forces politiques et sociales et destiné à établir un « modus vivendi » à ce moment délicat de la transition démocratique.

De notre correspondant

Si un nouveau pacte devait être examiné ce vendredi, il semble que ses objectifs doivent être plus réalistes. La CEOE, qui parait la plus réticente, préfère des accords ponctuels et semble donner la préférence aux discussions exclusives. Avec l'U.G.T., quelle pourrait depuis deux ans. Cependant la gravité du chômage pourrait rendre nécessaire une négociation plus large. Les Commissions ouvrières ont élaboré un « plan de solidarité nationale face à la crise » dans elles voudraient faire la base des discussions futures. L'objectif gouvernemental serait, en tout cas, de contrôler, moyennant compensation, la croissance des salaires, afin que l'effort prioritaire puisse être dirigé vers les travailleurs sans emploi.

À propos du chômage qui préoccupe toute l'Espagne — près de 13 % de la population active (1 800 000 travailleurs) sont sans emploi. — M. Garcia Diaz, ministre de l'économie et du commerce, nous déclare qu'il faut avant tout rendre plus flexible le marché de l'emploi « afin de

permettre un transfert de main-d'œuvre vers les secteurs qui résistent mieux à la crise ». Il insiste sur la nécessité de multiplier, comme une législation récente le permet, les contrats temporaires et à temps partiel. Il souligne la nécessité d'alléger les cotisations à la Sécurité sociale, qui pèsent proportionnellement plus lourdes d'Europe et qui freinent l'emballement.

Le ministre souligne que le chômage dû à la récession s'ajoute à celui qui est lié à des causes structurelles. « Pendant des années, l'Espagne a dissimulé son incapacité à fournir un niveau d'emploi satisfaisant grâce à l'émigration de cent mille travailleurs par an. Mais ce processus a pris fin en 1974 avec la crise mondiale. De plus, nous faut faire face aujourd'hui à l'arrivée massive des jeunes sur le marché de l'emploi, à la suite de l'augmentation de la natalité qui s'est produite durant l'époque du boom. Le problème est que tous ces facteurs ont fait sentir leurs effets à peu près en même temps. »

La compétitivité internationale

M. Garcia Diaz insiste en outre sur la redistribution du revenu national en faveur des salariés qui s'est produite entre 1970 et 1980, ce qui implique, selon lui, de profondes mutations dans l'appareil productif si le pays veut conserver sa compétitivité inter-

nationale, surtout dans l'hypothèse de l'entrée dans la Communauté européenne. « Aujourd'hui, explique le ministre, nous ne pouvons plus songer à rivaliser avec les nouveaux États industrialisés d'Extrême-Orient ou d'Amérique latine qui exportent massivement leurs produits vers l'Europe en profitant de leurs bas coûts salariaux. Nous devons trouver un nouveau créneau en nous spécialisant dans les produits de technologie intermédiaire qui nous permette d'être compétitifs à la fois vis-à-vis de la Corée du Sud et de Singapour qui jouent sur leurs bas prix et vis-à-vis des pays hautement industrialisés à la technologie avancée. C'est une stratégie que nous pouvons

suivre dans des secteurs aussi divers que les textiles, les chaussures et les constructions nouvelles. Pour la relance de l'économie, l'État ne peut en tout cas jouer qu'un rôle limité, souligne le proche collaborateur de M. Sotelo, « dans la mesure où les investissements publics ne représentent que 10 à 15 % du total de l'investissement national. Notre objectif est donc d'utiliser ces investissements dans la mesure où ils ont un effet multiplicateur sur le secteur privé, comme dans le cas de l'énergie et du chemin de fer. La difficulté réside évidemment dans le déficit du secteur public que notre système financier empêche de combler de manière saine ».

THIERRY MALINAK.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE SCREG

NOUVELLE DIVERSIFICATION AUX U.S.A.

SCREG FINANCE, holding chargé de regrouper les activités travaux publics de SCREG aux U.S.A., vient d'acquiescer 91 % de la Société Ingalls off Shore, à Morgan City, Louisiane (U.S.A.). Cette société construit des plates-formes métalliques off shore et en assure la maintenance. Son activité, actuellement limitée aux U.S.A., pourrait s'étendre à d'autres régions.

Cette nouvelle implantation, après American SCREG Construction, Monarch Tile et Nielson, vient renforcer la présence du groupe SCREG aux États-Unis.

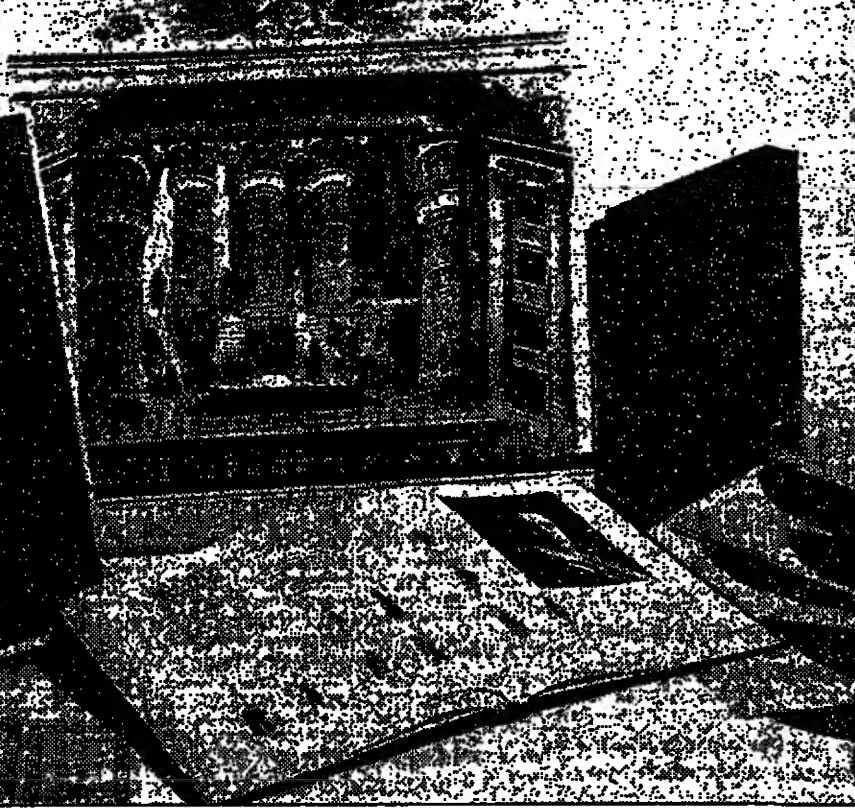
UNAMI JOAILLIER A PARIS

JACQUES TOUR
JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885

9 BD DES CAPUCINES - PLACÉ DE L'OPÉRA - 266.55.18

Regardez, lisez, écoutez, applaudissez!

ÉDITION HORS COMMERCE
TIRAGE LIMITÉ NUMÉROTÉ



Voici, pour quelques collectionneurs éblouis, le fastueux coffret réalisé à l'occasion du BICENTENAIRE DE LA SCALA

Un privilège exorbitant, un luxe inouï, un plaisir divin... tout la Scala de Milan chez vous, avec sa scène rouge et or, ses décors somptueux, son ambiance passionnée et ses opéras prestigieux où, rien que pour vous, les divas chantent Norma, Aida, la Bohème ou le Barbier de Séville... C'est le miracle réalisé à l'occasion du BICENTENAIRE de la Scala. Réalisation unique au monde! Dans un coffret enchanté, tous les ingrédients de ce rêve fou attendent votre bon vouloir. Un coup de baguette magique... le rideau s'ouvre sur le décor et la voix fastueuse de la Callas envahit votre maison.

Une collection unique de documents originaux rassemblés, pour la première fois, avec la collaboration de la Scala de Milan.

L'histoire complète de "L'Illustre Théâtre"

Sous le titre "200 ans d'opéra à la Scala", c'est toute l'histoire de l'Illustre Théâtre que vous offre Giampaolo Turchi, Conservateur du Musée de la Scala, avec l'appui d'une documentation iconographique d'une richesse rare, complétée par la chronologie complète des opéras donnés à la Scala depuis 1778.

Un luxueux livre d'art de 320 pages grand format à tirage limité, numéroté de 1 à 2500.

La scène de la Scala avec deux décors à monter.

Une idée superbe! Vous découvrez une maquette démontable de 67 cm de hauteur représentant, en trois dimensions, la scène de la Scala, avec deux décors à la même échelle, qui sont la copie fidèle des décors réalisés par Nicola Benois pour Aida et Giulio Coltellacci pour le Barbier de Séville.

Une collection de 6 disques historiques.

Dans un coffret rouge et or, 6 grands 33 vous qui sont autant de précieux documents : l'intégrale de la Norma de Bellini, avec la Callas. Un large extrait de l'enregistrement du Barbier de Séville de 1929 avec Staccini, d'amples extraits de l'Aida de Verdi et de la Bohème de Puccini, avec la Callas, Barbieri, Tucker, Zaccaria, Moffa, Ricciardi, etc.

Les notices explicatives des 4 grands opéras.

Sous emballage, les notices explicatives de chacun de ces 4 grands opéras.

Et, en cadeau, deux lithographies originales.

En complément de ce luxueux coffret, vous recevrez deux lithographies originales de Nicola Benois, le célèbre Chef décorateur de la Scala. Ces lithographies, numérotées et signées par l'auteur, sont tirées à 625 exemplaires seulement et exclusivement réservées à cette édition.

Avertissement :

Le nombre des coffres disponibles est limité. Si vous désirez recevoir, sans engagement de votre part, une documentation complète sur le coffret du BICENTENAIRE DE LA SCALA, remplissez — ou recopiez — le coupon ci-contre et retournez-le à :

E.B.S., Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15.

Demande de documentation au sujet du coffret du "BICENTENAIRE DE LA SCALA"

Je désire recevoir, sans aucun engagement de ma part, une documentation complète sur le coffret réalisé pour les collectionneurs, à l'occasion du BICENTENAIRE DE LA SCALA.

12821

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Remplissez (ou recopiez) soigneusement cette Demande de Documentation sans engagement et retournez-la à : E.B.S., Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15.

AGRICULTURE

La F.N.S.E.A. envisage une manifestation-marathon à Bruxelles

Pour faire pression sur les ministres de l'Agriculture de la C.E.E., la F.N.S.E.A. envisage des manifestations pour la fin de ce mois. En France, le lundi 30 mars au matin, les agriculteurs sont appelés à mener les actions les plus décentralisées. Les mots d'ordre de la F.N.S.E.A. concernent les augmentations des prix européens (les professionnels demandent 15,3 %), la Commission propose 7,8 % et l'élévation des coûts de production. M. Guillaume, président de la F.N.S.E.A. (qui a été réélu jeudi 19 mars), l'humanité des membres du conseil d'administration, ce qui ne s'était jamais vu dans l'histoire de la centrale paysanne) a cité l'exemple des taxes sur les carburants qui augmentent en pourcentage des prix.

D'autre part, la F.N.S.E.A. s'est efforcée de convaincre ses partenaires syndicaux, au sein du Comité européen des organisations agricoles (COFA) pour qu'ils acceptent le principe d'une manifestation « tournante », c'est-à-dire par groupe de pays, à Bruxelles. Ce marathon des mani-

M. Mehaignerie annonce une série de mesures pour enrayer la crise porcine

Alors qu'un cas de peste porcine a été signalé jeudi 19 mars, à Fléran, dans les Côtes-du-Nord, à 15 kilomètres de la zone touchée par l'épidémie de fièvre aphteuse, M. Mehaignerie a arrêté, avec les membres du Conseil national d'interprofessionnalité de l'économie porcine (CINPEP), une série de mesures destinées à enrayer la crise. Celle-ci est due en partie à la fièvre aphteuse, puisque les cours ont chuté de 40 centimes par kilo depuis le début de l'épidémie. En France courants, la baisse par rapport à l'époque correspondante de 1980, est de l'ordre de 5 %.

Pour faire remonter les cours, il sera demandé à la C.E.E. l'autorisation de financer le stockage privé dans la zone atteinte par l'épidémie. Les droits d'entrée sur les porcs en provenance de Suède, de Chine, de Hongrie et de Roumanie seront relevés. Enfin, un stock de 35 000 tonnes de viande de porc communautaire devrait être dégagé sur la Pologne, mais un problème de financement demeure.

Au plan français, une prime exceptionnelle et provisoire sera versée aux éleveurs pour compenser la baisse des cours, entre le cours du marché (818 F la semaine passée) et un plafond de 80 F par kilo. Cette prime sera majorée de 0,20 F par kilo pour les éleveurs qui ont investi dans les cinq dernières années. Le versement de ces primes est cependant conditionné par la mise

MONNAIES

REMONTÉE DU DOLLAR : 4,87 F

Après sa forte baisse du jeudi 19 mars, le dollar s'est sensiblement redressé vendredi 20 mars. A Paris, le cours de la monnaie américaine est remonté de 4,83 F à 4,87 F, retrouvant ainsi son niveau de mercredi 18 mars, tandis qu'à Francfort il s'établissait à 2,07 DM environ, contre 2,0350 DM la veille. Ce raffermissement correspond à celui des taux d'intérêt sur le marché de l'euro-dollar, qui avaient vivement fléchi ces derniers jours et ont repris 1/2 point à la veille du week-end. Sur le marché de l'or, le cours de l'once de 31,1 grammes a évolué en sens inverse de celui du dollar et du niveau des taux d'intérêt, revenant de 512,75 dollars à 509,50 dollars.

ÉTRANGER

Les investissements japonais à l'extérieur devraient quadrupler d'ici à 1990

De notre correspondant

Tokyo. — Les investissements directs des firmes japonaises à l'étranger ont atteint le chiffre record de 5 milliards de dollars (25 milliards de francs) au cours de l'année budgétaire 1979 (mars 1978 à mars 1980), soit une augmentation de près de 9 % par rapport à la période précédente. Selon un rapport de l'Organisation japonaise pour le commerce extérieur (JETRO), depuis les années 50, le total cumulé des investissements nippons outre-mer atteignait en 1980 la somme de 33 milliards de dollars.

Les investissements à l'étranger des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la R.F.A. représentant respectivement 193, 54 et 36 milliards de dollars, le Japon se trouve en quatrième position, devant la Suisse. Cependant le Centre de recherche économique de Tokyo prévoit que la somme globale des investissements japonais à l'étranger devrait quadrupler pour atteindre 155 milliards de dollars en 1990.

Le rapport fait ressortir une baisse sensible des investissements au Proche-Orient et en Asie du Sud-Est, et une substantielle augmentation dans les pays industrialisés, notamment en Amérique du Nord et en Amérique centrale. Les trois principaux domaines de cette pénétration à long terme des marchés extérieurs ont été en 1979-1980, outre l'Indonésie, les États-Unis et le Brésil qui représentent à eux seuls 54 % du total des investissements cumulés japonais. Au cours de la même période, les investissements nippons ont augmenté de près de 100 % en Amérique latine, principalement au Brésil et au Mexique.

Cependant, la zone qui a le plus attiré les capitaux japonais depuis trente ans est l'Asie, notamment les pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), bien dotés en matières premières et en main-d'œuvre bon marché. La baisse relative actuellement (1), elle n'en reste pas moins en tête des investissements nippons par région avec quelque 38 %, devant l'Amérique du Nord (28 %) et l'Amérique latine (17,5 %). L'Europe (12,2 %), le Proche-Orient (6,5 %), l'Océanie (6,5 %) et l'Afrique (4 %). A elle seule, l'Indonésie recueille 45 % du total des investissements japonais en Asie, devant la Corée du Sud, Hong-Kong et Singapour, qui sont les grandes bases étrangères de l'industrie manufacturière nipponne. Hong-Kong, du fait de sa position-clé pour l'accès au marché chinois, connaît d'ailleurs un regain de faveur.

Pour le long terme

La politique extérieure du capitalisme japonais a permis l'emploi de quelque huit millions de personnes (dont 55 % en Asie), ce qui équivaut à 7,5 % de la main-d'œuvre japonaise employée dans le secteur manufacturier. Les trois quarts des cadres et la moitié des membres des conseils d'administration sont recrutés dans la population locale. 41 % des entreprises sont à capital exclusivement japonais, le reste étant constitué par des sociétés mixtes (à joint venture) à participation japonaise de 50 % et 50 % fait remarquable, 40 % des firmes japonaises établies à l'étranger sont des petites et moyennes entreprises.

Les investissements sont essentiellement conçus pour le long terme. En 1979-1980, près de la moitié des entreprises japonaises exportées n'ont d'ailleurs pas enregistré de bénéfices, s'étant essentiellement concentrées sur la création ou l'équipement de réseaux solides.

Les firmes qui investissent à

En bref

États-Unis

● Les ventes américaines au détail ont, compte tenu des variations saisonnières, augmenté de 0,9 % en février pour atteindre 58,8 milliards de dollars. Leur niveau est de 10 % supérieur à celui enregistré en février 1980. Cependant l'indice exprimant la confiance des consommateurs américains, établi par le Conference Board, s'est inscrit à 60,7 % en février en retrait de 0,7 point sur le mois de janvier. Cependant, selon cet organisme privé de renseignement, le troisième en l'espace de trois mois, « ne permet pas de conclure à une tendance nette ». — (A.F.P.)

Italie

● Le déficit de la balance commerciale italienne a quadruplé en 1980, passant de 471 milliards de francs en 1979 à 1866 milliards de francs (23 milliards de dollars environ). Les importations ont augmenté de 85 390 milliards, en augmentation de 32,2 % et les exportations de 66 724 milliards, en hausse de 11,3 % seulement. Avec les pays

« Ramsès » ou l'économie désendivée

Il y a quelque chose d'un peu pharaonique en effet dans cette entreprise que l'Institut français des relations internationales (I.F.R.I.) vient de lancer sous le nom de « Ramsès ». C'est le premier rapport annuel de cet organisme, et son directeur, M. Thierry de Montbrial, ne cache pas son ambition : offrir dans le domaine économique ce que l'Institut international d'études stratégiques de Londres a su réaliser dans son Strategic Survey, qui est devenu un instrument de référence indispensable.

Ce n'est pas le volume de l'ouvrage qui est impressionnant (280 pages grand format), mais la volonté de faire évoluer les disciplines et de marier systématiquement économie et géopolitique. C'est aujourd'hui la seule manière d'analyser la marche des événements, qui se mouvant bien des cas dans lesquels nous essayons de les faire évoluer. Si les modèles que des économistes ou des géographes internationaux tentent de donner, comme Sisyphe faisait rouler son rocher, sont bousculés, c'est bien parce qu'ils n'intègrent jamais l'évolution des rapports de force, ni la montée des tensions politiques.

L'équipe dirigée par M. Albert Bressand a brisé ce comparatisme et désendivée l'économie. C'est avec le « grand angle », comme diraient les photographes, que le regard est porté sur les années 1979-1980. Qu'y voit-on ? 1) Un paradoxe d'abord : la fin de la détente et l'accentuation de l'intérêt technologique, les sciences, la technologie, le gaz soviétique ; 2) les menaces sur le Golfe ; 3) les menaces sur le Japon ; 4) les menaces sur l'Afghanistan, régionale (conflit Irak-Iran), interne du fait de régimes de plus en plus vulnérables ; 5) la naissance de la troisième révolution industrielle avec le télescopage ; 6) la contradiction entre le durcissement des politiques monétaires nationales et le développement de la masse internationale des eurodollars ; 7) la remise en cause du système d'organisation internationale dualiste, le tiers-monde concentrant ses efforts sur les Nations unies et les Occidentaux sur le donjon du F.M.I. où l'on parle la langue de l'ordre libéral. Il convient que l'Ouest échange une assurance d'approvisionnement en énergie contre une garantie offerte à l'OPEP, suite à la dévalorisation monétaire de sa production.

Ce panorama de l'histoire immédiate ne nous offre pas de réelles surprises, mais il prend, grâce à la méthode choisie, un relief inaccoutumé. Sans doute des jugements nous paraissent parfois étonnants. On nos auteurs voient-ils une « explosion » de productivité ? Pas sur l'Europe en tout cas. Pourquoi les institutions de Bretton-Woods seraient-elles plus à même de prendre en charge la conciliation des intérêts de l'Occident et du tiers-monde ? Ces appréciations discutables ne diminuent en rien le travail scientifique considérable accompli ici, et où les plus difficiles, trouvant, grâce à un jeu très riche de tableaux, de cartes, de figures, de chronologie, etc., un outil d'une grande maniabilité et qui — ce qui ne gâche rien — se présente sous une forme heureuse.

P. D.

(1) I.F.R.I., 4, rue Ferrus, 75014 Paris. Le rapport Ramsès 1981, sous la direction d'Albert Bressand, est publié par Economica, 48, rue Bonaparte, 75007 Paris, et diffusé également par la Documentation française, 27, quai Voltaire, 75007 Paris.

La démographie en Indonésie

Le surpeuplement devient dramatique

Les résultats provisoires du recensement de 1980 (1) montrent que le taux d'accroissement démographique de l'Indonésie est de 2,34 %. Ce chiffre n'a peut-être rien de surprenant pour un pays du tiers-monde : le Brésil a, par exemple, connu un taux d'accroissement de 2,5 % au cours de la décennie 1960-1970, de 2,8 % en 1970-1980, et de 3,2 % selon les prévisions pour 1980-1990. Mais pour le cinquième pays le plus peuplé du globe ses implications sont très graves : épuisement absolu des ressources physiques et naturelles de l'île de Java, où 62 % de la population vit sur 7 % du territoire national ; incapacité de régler le problème démographique d'une Indonésie qui aura peut-être 225 millions d'habitants en l'an 2000.

La surprise a été d'autant plus grande que l'on a longtemps cru que le taux d'accroissement démographique s'était stabilisé aux environs de 2 % pendant la période 1971-1980. D'où les révisions statistiques déconcertantes que l'on effectue aujourd'hui : 147 millions pour l'archipel dont 91,3 millions sur la seule île de Java qui sera probablement peuplée de 133 millions de personnes dans moins de vingt ans. Encore les spécialistes indonésiens de la démographie font-ils observer que le taux d'accroissement de Java (1,8 % ou 1,9 %) est inférieur à la moyenne nationale. Cela, à cause des caractéristiques démographiques de l'île : moindre fertilité des femmes, nombre élevé de divorces, système socioculturel réduisant la vie du couple.

Si le pire est écarté à Java, l'île s'achemine quand même vers des densités au kilomètre carré de 1 000 habitants (superficie : 132 000 km², soit le quart de la France). Surpeuplement d'autant plus dramatique que Java est très peu industrialisée et épuisée sur le plan agricole : érosion des sols à cause de la déforestation ; par les agriculteurs à la recherche de nouvelles exploitations, épuisement des terres rendues fertiles par les engrais et graminées « miracles » de la révolution verte, exode rural de grande ampleur. C'est Java que l'on appelle « le doré » ou « mère nourricière » ?

Révisions déconcertantes

Sur le plan de l'action gouvernementale, les révisions sont peut-être encore plus déconcertantes que pour les statistiques. Les journalistes économiques. Malgré une exceptionnelle récolte de 30 millions de tonnes de riz en 1980, la survie de la population, voire la souveraineté nationale, demeure tributaire des importations de cette céréale : 75 millions de tonnes en 1980, qui ont coûté 1 milliard de dollars. Le phénomène risque de s'accroître et de faire de l'Indonésie le premier importateur mondial de riz, et cela en permanence.

Deuxième constatation : malgré sa politique antinataliste basée sur le contrôle des naissances, le gouvernement du président Suharto a — à son corps défendant — plus stimulé la natalité que celui du président Sukarno qui était — lui — très favorable à une démographie galopante. Au cours de la décennie 1961-1971, le taux d'accroissement démographique était de 2,08 % contre 2,34 % aujourd'hui.

Ce paradoxe semble dû à une chute de la mortalité plus importante que la baisse des naissances. Néanmoins, les résultats sont là. Ils entraînent une troisième révision qui concorde avec la « transmigration », c'est-à-dire le transfert des populations javanaises vers des îles moins peuplées de l'archipel. Annonce officielle du grand projet du troisième plan quinquennal (Repelita III, avril 1979-mars 1984), qui prévoyait le transfert de 2,5 millions de personnes hors de Java, la transmigration est restée très limitée. Quotidiennement, presque mille quatre cents personnes devaient prendre place dans les bateaux et avions de l'armée de l'air pour aller vers les colonies du vingtième siècle. On est loin de l'objectif : trois cents par jour seulement. On explique officiellement ces retards par la bureaucratie excessive (il faut presque cinquante agréments ministériels et approbations officielles avant qu'un projet de transmigration n'entre dans sa pleine application) et par la corruption. Qu'il en soit, on peut mettre en doute l'efficacité d'une politique qui, dans la meilleure des hypothèses, à évacuerait 2,5 millions de personnes de Java en cinq ans à l'heure où sa population croît de 1,7 million par an et peut-être de 2 millions avant 1990.

Le seul aspect positif de la croissance démographique du pays est qu'elle laisse prévoir un peuplement plus intensif des régions qu'on qualifie de « régions vides de l'Indonésie ». Certaines régions hors de Java auraient un taux d'accroissement atteignant 2,8 %. Un facteur non négligeable à l'heure où les milieux politiques de Djakarta pensent en termes de géostratégie et se soucient beaucoup de problèmes graves sortant de la zone asiatique, de la « invasion » de régions trop peu peuplées.

ERWIN RAMEHDAN.

Le Monde

Services des Abonnements
75271 PARIS - CEDEX 04
C.C.P. Paris 4807-23

ABONNEMENTS

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
222 F 571 F 611 F 676 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
387 F 711 F 1 011 F 1 131 F

ETRANGER
(par messagerie)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
254 F 436 F 611 F 807 F

II. - SUISSE, TUNISIE
324 F 576 F 611 F 1 087 F

Par voie aérienne
Taux sur demande
415 F 611 F 807 F 1 131 F

Les abonnés qui paient par chèque postal (triple volet) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification ou provisionnelle (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de relayer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

de la C.E.E., l'Italie, qui avait enregistré en 1979 un excédent de 1 069 milliards, a subi en 1980 un déficit de 5 688 milliards, c'est-à-dire un déficit de 6 757 milliards, avec des pays d'Europe de l'Est, le déficit a doublé, tandis qu'il a quadruplé à l'égard des États-Unis. Toutefois, avec les pays producteurs de pétrole les exportations italiennes ont augmenté de 31,3 % en 1980. — (A.F.P.)

Suède

● Cent six mille chômeurs étaient recensés en février contre cent huit mille en janvier et quatre-vingt-deux mille en février 1980. Le chômage représentait 2,5 % de la population active

suédoise le mois dernier contre 1,3 % un an plus tôt. — (Agefi.)

Suisse

● Le chômage en Suisse a baissé de 25 % en février, touchant 6 325 personnes (0,2 % de la population active) contre 8 800 en janvier et 8 800 à 7 % un an. Le nombre d'offres d'emploi disponibles a légèrement diminué, se situant à 13 355 contre 14 064 en janvier (11 113 en février 1980). — (A.F.P.)

Yugoslavie

● La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a censuré

à la Yougoslavie un prêt de 90 millions de dollars. Selon l'agence Tanjug, ce prêt est destiné à financer le développement de l'agriculture et de la construction de complexes agro-industriels dans la province autonome de Kosovo. Le montant du prêt représente environ 35 % du solde total de ce projet. — (A.F.P.)

● Le taux d'inflation en Yougoslavie ne devrait pas excéder 32 % cette année, en vertu d'une convention sur la politique des prix conclue le 9 mars entre le gouvernement de Belgrade et les six républiques fédérées. La Yougoslavie a enregistré, en 1980, un taux d'inflation de 39,2 %, selon les statistiques officielles. — (A.F.P.)

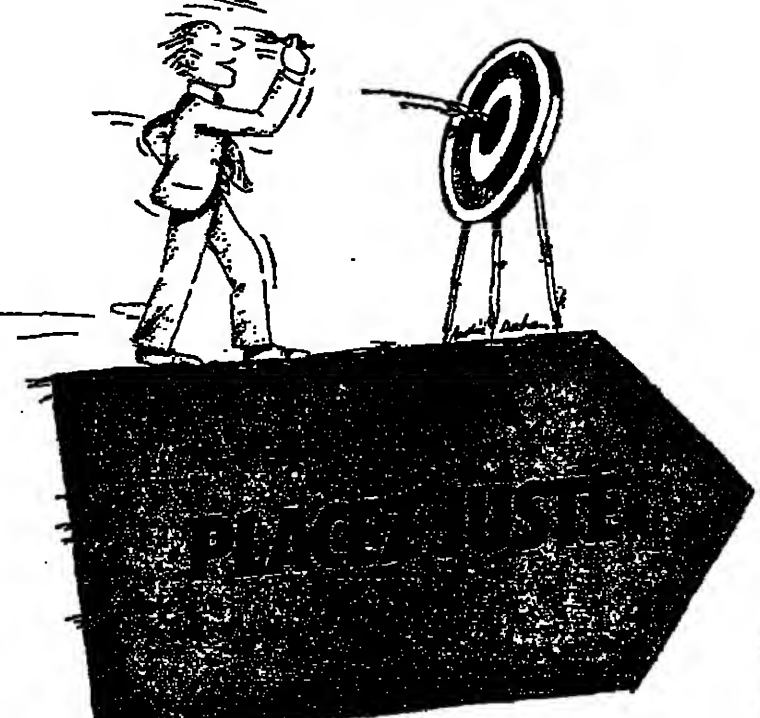
AVEC LE CREDIT AGRICOLE DANS LE BON SENS.

EN FONCTION DE VOS OBJECTIFS
Au Crédit Agricole, il n'y a pas de solutions toutes faites en matière de placements. Selon vos désirs, on vous conseillera les formules les mieux adaptées pour la réalisation d'un projet à court, moyen ou plus long terme.

SELON VOS BESOINS ET VOTRE SITUATION FISCALE
Au Crédit Agricole, tous les place-

ments sont aussi étudiés en fonction :
— de votre situation fiscale : formule à intérêts nets ou bruts par exemple
— de votre recherche de valorisation de votre capital, de gestion personnelle de votre patrimoine (Fonds commun de placement), etc.
Renseignez-vous, dans un des bureaux du Crédit Agricole.

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous.



CREDIT AGRICOLE

LES MARCHÉS

PARIS

BOURSE DE PARIS

20

1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1000																				

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 MARS

Léger sursaut

Prise d'un sérieux accés de faiblesse ces deux derniers jours, la Bourse de Paris s'est très légèrement redressée vendredi et, à la clôture, l'indice instantané enregistrait une avance de 0,2 % environ.

Le mouvement s'est amorcé dès l'ouverture sous la direction de la Financière de Paris, à nouveau discrètement - chahuté par l'avis des spécialistes, et de Michelin. Même l'action Rhône-Poulenc, figée dans l'immobilité depuis quelque temps, a progressé de 1,1 %. Dans le sillage des grands, ou les précédant, ont notamment figuré : Primagaz (+ 3,3 %), Saupiquet (+ 2,5 %), Chiers (+ 2,5 %), Matra (+ 2,5 %), Mérieux (+ 2,5 %), Penarroyo (+ 2,5 %), C.G.E. (+ 1,8 %) et Moulins (+ 1,8 %).

Autour de la corbeille, les professionnels, qui tablent sur un nouveau repli des cours, étaient perplexes, cherchant à trouver une explication à ce sursaut qui leur apparaît comme injustifié. La situation en Pologne redonne préoccupation. Wall Street s'élève et la popularité de chef de l'Etat continue de baisser. Qui plus est : la réponse des primes avait été si forte. Nombre d'entre elles ont été levées et le papier - revendu. Logiquement, le marché aurait dû fléchir du seul fait de ces opérations techniques. Les gains seraient-ils intervenus ? C'est plus que probable. Mais ils n'ont certainement pas eu besoin de déployer beaucoup d'efforts. Dans un marché creux, quelques ordres d'achat ou de vente suffisent à influencer la tendance.

La stabilité, il a valu 509,50 dollars/livre (contre 510 dollars) à Londres, tandis que sur notre place le lingot se négocie à 85,030 F, soit à 30 F seulement au-dessus de son précédent niveau. Vive reprise, en revanche, du napoléon, qui a coté 854 F (+ 13,90 F).

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN PONT-A-MOUSSON

La société a annoncé une progression de 16 % du bénéfice net, non consolidé, de la compagnie (holding du groupe), qui s'élève à 483,2 millions de francs, y compris 30,2 millions de francs de profits sur cessions d'actifs contre 101,9 millions de francs en 1979.

Compte tenu d'un report à nouveau de 294 millions de francs provenant de l'exercice 1979, le bénéfice distribuable atteint 779,3 millions de francs, sur lesquels 422,7 millions de francs seront distribués contre 370 millions de francs, et 356,5 millions de francs seront reportés. Le dividende net est porté de 10,70 francs à 12,20 francs (+ 14 %).

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (CIC)

Le bénéfice net consolidé de l'exercice 1980 s'élève à 74,8 millions de francs contre 59,2 millions de francs en 1979 (+ 26,3 %). Les résultats consolidés devant marquer une progression comparable.

LA REDOUTE

Pour l'exercice 1980-1981, le bénéfice net pourrait progresser d'environ 20 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

18 mars 1981

18 mars 1981

18 mars 1981

18 mars 1981

18 mars 1981

NEW-YORK

Prises de bénéfices

Les prises de bénéfices ont pesé à nouveau sur la cote à Wall Street, lorsque l'indice Dow Jones a franchi le niveau de 1 000 en fin de matinée, et ont provoqué un repli, cet indice perdant, finalement, 8,11 points à 985,94.

Une avance initiale due à la nouvelle baisse des taux d'intérêt intervenus mercredi, le Chemical Bank ramenant son taux de base de 17 1/2 % à 17 %, tandis que le taux des prêts aux courtiers pour financer les opérations à découvert de leurs clients (Brokers Loans) tombait à 15 %.

Mais un grand nombre d'investisseurs ont donné l'ordre de procéder à des ventes lorsque l'indice Dow Jones a dépassé 1 000, et les mouvements de hausse se trouvent ainsi « cassés ». Le compartiment le plus affecté a été celui des pétroles, en raison de la baisse des bénéfices que certaines compagnies annoncent pour le premier trimestre 1981, les stocks d'essence sont au plus haut niveau et un certain marasme régit. Autre compartiment affecté, celui de l'informatique, le « Blue Chip », le plus généraliste, a vu ses gains se réduire.

Les hausses l'ont toutefois emporté sur les baisses dans la proportion de 9 à 7, le volume des transactions s'étant gonflé avec 63 millions de litres échangés contre 55,7 millions.

VALEURS

Cours 18 mars 1981

Cours 19 mars 1981

Cours 20 mars 1981

Cours 21 mars 1981

Cours 22 mars 1981

Cours 23 mars 1981

VALEURS

Cours 18 mars 1981

Cours 19 mars 1981

Cours 20 mars 1981

Cours 21 mars 1981

Cours 22 mars 1981

Cours 23 mars 1981

VALEURS

Cours 18 mars 1981

Cours 19 mars 1981

Cours 20 mars 1981

Cours 21 mars 1981

Cours 22 mars 1981

Cours 23 mars 1981

VALEURS

Cours 18 mars 1981

Cours 19 mars 1981

Cours 20 mars 1981

Cours 21 mars 1981

Cours 22 mars 1981

Cours 23 mars 1981

19/3

Émission

Fin

Rechat

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

Fin

BOURSE DE PARIS

20 MARS

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

BOURSE DE PARIS

20 MARS

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

BOURSE DE PARIS

20 MARS

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

COMPTANT

